



LIBAN

GENÈSE D'UNE NATION SINGULIÈRE

DU MÊME AUTEUR

- *La circulation du sang : Entre Orient et Occident, l'histoire d'une découverte* (éditions Philippe Rey, 2017).
- *L'Essentiel en cardiologie* (éditions Sauramps médical, 2012, qui a été rééditée sous une forme augmentée en 2017).

François Boustani

Liban

Genèse d'une nation singulière

Photo de couverture : proclamation de l'État du Grand-Liban par le général Gouraud le 1^{er} septembre 1920 devant la résidence des Pins à Beyrouth, avec à sa droite le patriarche maronite et à sa gauche le mufti sunnite.
© SHD Vincennes

Conception graphique : Farida Jeannet

© Éditions Erick Bonnier, 2020

EAN : 9782367601960

Dépôt légal : janvier 2020

Imprimé en xxxxx par xxxxx



ERICKBONNIER

À la mémoire de mon grand-père Mansour Boustani.

Né dans le Mont-Liban, dont l'autonomie avait été imposée au sultan ottoman par Napoléon III, il a travaillé, sa vie durant, dans la sériciculture développée par les Lyonnais. Ses enfants ont fait leurs études au collège d'Aïntoura chez les pères lazaristes français.

Il a assisté à la proclamation du Grand Liban par le général Gouraud, à l'édification de l'État libanais sous le mandat français et a vu son pays accéder à l'indépendance.

Il ne fumait que des Gitanes et des Gauloises et refusait de porter les étoffes anglaises.

Ce livre raconte son époque.

L'IDENTITÉ LIBANAISE DEVIENT RÉALITÉ

En cette année du centenaire de la création du Grand Liban, le soulèvement du 17 octobre 2019 constitue une nouvelle illustration, aussi inattendue que spectaculaire, de la « libanité». Rejetant les clivages communautaires, c'est tout un peuple qui s'est soulevé pour crier fort son appartenance commune à la nation libanaise, et dire « non » à un système politique corrompu.

INTRODUCTION

Nous sommes d'une génération qui a grandi au Liban et a connu une douceur de vivre qui nous a à jamais marqués. Tout bascule en avril 1975 avec l'éclatement de la guerre civile. L'événement était brutal mais prévisible. Des nuages noirs assombrissaient l'horizon depuis la signature des accords secrets du Caire en novembre 1969 par lesquels le gouvernement libanais avait cédé une partie de sa souveraineté à l'OLP, entraînant le Liban dans le redoutable conflit israélo-palestinien.

Sous le faste d'une métropole orientale ruisselante de richesses et de vitalité, Beyrouth était une poudrière prête à exploser. Cette précarité augmentait ses charmes. Je faisais mes études secondaires à Beyrouth et j'observais cette ville avec les yeux d'un amoureux. Tout me paraissait d'autant plus beau que planait la menace de tout voir disparaître le lendemain.

Quarante ans plus tard, les Libanais, encore traumatisés par la guerre civile, continuent de s'interroger sur leur identité. Comprendre le Liban a été pour moi une nécessité qui m'a

conduit à revisiter le « monde d'hier », le siècle qui a précédé ma naissance et qui a vu se mettre en place le Liban d'aujourd'hui.

L'essence d'un phénomène peut se lire dans les circonstances de sa genèse et, pour comprendre le Liban actuel, il convient d'analyser les conditions de sa création en partant du déclin de l'Empire ottoman, auquel le Liban d'hier a appartenu, jusqu'à la naissance de la République libanaise. Cette tranche d'histoire est marquée par des tournants décisifs : de l'épreuve de la Première Guerre mondiale à la période charnière de la création du Grand Liban, des tractations autour des frontières du pays aux tiraillements des communautés entre un Grand Liban et une Grande Syrie, et en fin de compte le moment clé de la structuration de l'État libanais sous le mandat français.

Parler du Liban, c'est aussi parler de la France, tant le rôle de celle-ci fut déterminant dans sa constitution. La relation de la France avec le Liban comporte plusieurs facettes : d'abord le commerce de la soie avec Lyon qui fit la fortune de la Montagne libanaise ; puis l'implantation des congrégations catholiques, une page méconnue de la laïcité à la française où la III^e République, anticléricale, soutint les Jésuites de Beyrouth, consciente de leur rôle dans la diffusion de l'influence française au Levant.

Ensuite, l'installation de la France comme puissance mandataire au Levant et les débats qui agitèrent les décideurs français quant à l'avenir de cette région. Un autre épisode, souvent oublié, a été la guerre franco-française en Syrie et au Liban entre

pétainistes et gaullistes durant la Deuxième Guerre mondiale ainsi que la rivalité franco-britannique qui permit l'indépendance du Liban. Enfin, le bilan édifiant du mandat qui reste ignoré par une grande majorité de Français, empêtrés dans leur histoire coloniale.

Le Liban fait partie du même tissu sociologique et culturel que le reste du Levant et la question qui traverse ce livre est de savoir pourquoi et comment une entité libanaise distincte a vu le jour. Un dogme ayant cours veut que le Levant ait été divisé par la France et la Grande-Bretagne en plusieurs États selon leurs intérêts propres. Cette affirmation n'est vraie qu'en partie car elle ignore les rivalités communautaires qui ont agité de tout temps la mosaïque levantine. S'il est exact que le Liban, dans ses frontières actuelles, a été créé ex nihilo en 1920 par le général Gouraud, une « proto-nation libanaise » issue de la rencontre des émirs druzes et de l'Église maronite existait déjà dans le Mont-Liban. Ce territoire a connu un statut politique distinct du reste du Levant sous l'Émirat druze puis sous la *Mutassariffya*. Cette « proto-nation » trouvera son âme à partir du milieu du XIX^e siècle grâce à une révolution culturelle ayant comme épiscentre Beyrouth, œuvre des écoles missionnaires, d'une poignée d'intellectuels et des influences véhiculées par l'émigration.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, époque du nationalisme triomphant, le Liban, conçu pour être un foyer national chrétien, fut finalement un pays multiconmunautaire. Tirillés dès sa création entre l'arabisme et le libanisme, ces deux

nationalismes ont servi respectivement aux musulmans libanais et aux chrétiens libanais de masque à leur rivalité tribale.

Les récits historiques concernant le Liban sont le plus souvent marqués par la subjectivité et obéissent à l'idéologie et aux intérêts partisans. Les différentes communautés libanaises ont beau avoir vécu les mêmes événements, elles n'en ont pas conservé les mêmes souvenirs. L'histoire officielle du Liban, élaborée pour donner au pays une légitimité historique, n'échappe pas à ce travers. Le manuel scolaire, à la base de la construction identitaire d'un pays, ajoute de la confusion à l'idéologie en présentant la mosaïque libanaise comme une nation homogène, alors que le Liban a été dès sa création une nation contractuelle entre différentes communautés implantées dans l'ensemble du Levant.

Le manuel scolaire enseigne l'histoire du territoire druzo-maronite, celle de l'Émirat druze et de la *Mutassarifya* comme s'il s'agissait de l'histoire du Liban tout entier, alors que les villes sunnites de Tripoli et de Saïda ne sont pas concernées par cette histoire et les chiites de Jabal Amel ont toujours regardé avec méfiance et terreur les émirs druzes du Mont-Liban.

Dans le manuel scolaire, l'histoire du Liban est présentée à travers les règnes d'une succession d'émirs, à la manière de celle des rois de France. Certes, ces émirs prirent parfois, comme Fakhredin II ou Béchir II, une place prépondérante, mais dans leur majorité ils ne furent que des collecteurs d'impôts au service du sultan ottoman. En revanche, d'autres acteurs qui jouèrent

un rôle déterminant dans la construction d'une identité libanaise sont passés sous silence, à l'instar de l'Église maronite, des missionnaires protestants et des Jésuites.

Le récit historique libanais a longtemps été isolé de son environnement régional, déconnecté des grands bouleversements qui touchèrent le Proche-Orient. Or, le Liban ne peut se comprendre qu'en le replaçant dans la complexité de cette région, celle de l'Empire ottoman, des persécutions des minorités en Orient, du génocide et de l'assimilation des Arméniens, de la création d'Israël avec sa double conséquence : l'arrivée des réfugiés palestiniens et le départ des juifs libanais. La spécificité libanaise ne peut être saisie qu'en la situant par rapport à la Syrie, si proche et si lointaine, et la diversité libanaise ne peut acquérir tout son relief qu'en la comparant à l'homogénéisation ethnique que connurent le monde arabe et le plateau anatolien au cours du XX^e siècle.

Enfin, un secret bien gardé a marqué la naissance du Liban : la majorité des musulmans libanais ne souhaitaient pas faire partie de ce pays à sa création en 1920 et certains maronites voulaient réduire sa superficie pour accentuer son visage chrétien. Un siècle après sa création, les enquêtes d'opinion montrent un attachement des différentes communautés au Liban. La revendication d'une union avec la Syrie a disparu ; les aspirations à un petit Liban chrétien également. Les communautés semblent s'épanouir dans le cadre de la « formule libanaise », jouissant d'un espace de liberté dont sont privés les autres pays arabes. Elles ont acquis

une expérience politique basée sur la négociation, le compromis et l’altérité entre les communautés. Cette culture libanaise du « vivre-ensemble » est singulière dans le contexte de la mondialisation actuelle qui voit de grandes démocraties occidentales démunies face aux communautarismes qui menacent leur société.

LEXIQUE

Caïmacanat : subdivision administrative dans l’Empire ottoman, plus petite que le vilayet et que le sandjak.

Capitulations : succession d’accords entre l’Empire ottoman et les puissances européennes qui octroyaient des droits et des garanties aux chrétiens, européens et autochtones résidant dans l’empire. Le premier traité des Capitulations a été signé entre François I^{er} et Soliman le Magnifique en 1536.

Caza : sous l’Empire ottoman, unité administrative qui correspondait à la subdivision d’un sandjak regroupant une ville et les villages environnants.

Chérifiens : désigne les troupes de Fayçal en référence à son père le Chérif de la Mecque.

Cilicie : territoire en forme de rectangle situé au sud du plateau anatolien, séparé de celui-ci par le Taurus, qui correspond à la province turque d’Adana, comportant les villes de Marache, Ourfa, Mardin et Diyarbakir.

Liban : apparaît dans le Cantique des Cantiques au XI^e siècle avant J.-C. ; il est cité 70 fois dans la Bible pour désigner la Montagne Libanaise. Ce n’est qu’au milieu du XIX^e siècle que les

termes Liban ou Mont-Liban correspondent à une entité politique, la province autonome du Mont-Liban ou *Mutassarifya*.

Grand Liban : nom attribué au Liban dans ses frontières actuelles lors de sa création le 1^{er} septembre 1920. Ce nom sera remplacé par celui de République libanaise le 1^{er} septembre 1926, après la proclamation de la Constitution.

Libanais : jusqu'à 1920, ce mot désignait uniquement les habitants de la *Mutassarifya*.

Mamelouk : le système mamelouk est né sous les Abbassides. Il s'agissait d'esclaves chrétiens islamisés, originaires des Balkans ou du Caucase, qui occupaient de hautes fonctions militaires au service du calife. En Égypte, ils renversèrent en 1250 le sultan ayyoubide qu'ils servaient et s'emparèrent du pouvoir.

Melkite : désigne les habitants de la Syrie, du Liban et de la Palestine adeptes du Concile de Chalcédoine. Melkite provient du mot syriaque *malko* qui signifie « royal » ou « impérial », en raison de leur adhésion au dogme officiel parrainé par l'empereur de Byzance. Les melkites se divisèrent au XVII^e siècle en melkites orthodoxes, ou grecs-orthodoxes, et melkites catholiques, ou grecs-catholiques. Nous avons choisi de garder le terme melkite jusqu'au schisme de cette Église et d'adopter par la suite les termes grec-catholique et grec-orthodoxe.

Millet : désignait, sous l'Empire ottoman, une communauté religieuse reconnue par les sultans, qui disposait d'un dirigeant, interlocuteur du sultan, de ses propres lois et de tribunaux en matière de statut personnel.

Mutassarifya : ou « territoire autonome du Mont-Liban », correspondait au territoire habité par les druzes et les maronites. Cette entité, dont la superficie représentait environ 45 % de celle du Liban actuel, perdura de 1861 à 1920.

Proto-nation : stade qui précède la nation, correspondant à une société régie par une relation contractuelle entre des communautés différentes où le pouvoir politique est l'objet de querelles, d'accommodements et d'accords permanents.

Sandjak : subdivision administrative dans l'Empire ottoman, plus petite que le vilayet mais plus grande que le caïmacanat.

Soufisme : courant mystique de l'islam qui prône le perfectionnement spirituel par l'initiation dans le cadre de confréries (*Tariqa*).

Sunna : ensemble des paroles et actions du Prophète.

Vilayet : région administrative dans l'Empire ottoman.

PREMIÈRE PARTIE

La différenciation libanaise

La pensée précède l'action comme l'éclair le tonnerre.

Henri Heine

CHAPITRE I

LE LEVANT

Avec ses 10 452 km², la superficie du Liban est équivalente à celle du département de la Gironde et sa végétation rappelle celle de la Haute Provence. C'est ainsi que le journal *Le Monde* le présentait à ses lecteurs en 1975, année qui marqua le début de la guerre civile. Depuis, les vignes, les orangers, les pins et les cyprès ont cédé devant les immeubles en béton.

Ce pays singulier, qui ne compte pas moins de dix-huit communautés, supporte une histoire qui le dépasse, lui conférant un intérêt géopolitique stratégique ; « un petit pays qui est si important » comme l'a qualifié Klemens Metternich.

Le Liban forme avec la Cilicie, la Syrie, la Jordanie et la Palestine, le Levant, une bande intercalée entre la Méditerranée à l'ouest, le désert d'Arabie et le cours de l'Euphrate à l'est, qui est délimitée au sud par le désert du Sinaï et au nord par les hautes montagnes du Taurus.

Malgré leur diversité, les populations levantines présentent des caractéristiques propres qui les distinguent de leurs voisins égyptiens, anatoliens et des habitants de la péninsule arabique, ainsi

qu'un fonds culturel commun : une même cuisine, une même langue, hier l'araméen et le syriaque, aujourd'hui l'arabe, et un même dialecte très différent de celui de l'Afrique du Nord. Les habitants du Levant partagent le même imaginaire et des valeurs semblables, les mêmes traditions et la même structure familiale. Les communautés religieuses du Levant forment, en dépit des frontières nationales, des groupes homogènes transfrontaliers. Ainsi, les patriarches des différentes Églises chrétiennes orientales sont tous désignés par le titre de « patriarche d'Antioche et de tout l'Orient » et leurs fidèles se partagent entre la Syrie et le Liban. Les sunnites du Levant sont de rite hanafite et de tradition soufie, alors que les sunnites saoudiens sont d'obédience hanbalite et wahhabite. Enfin, les druzes restent confinés sur l'ensemble du territoire levantin, ne s'étant jamais installés dans les autres pays arabes.

La complexité du Levant provient du fait que des obstacles naturels favorisent son morcellement en clans et en petits états rivaux. Ces obstacles intérieurs sont, du nord au sud, les montagnes d'Amanus, le djebel Ansariyya, la montagne libanaise et le Jabal Amel qui isolent le littoral syro-libanais de l'intérieur. Chacune de ces montagnes constitue un sanctuaire abritant une microculture : les alaouites dans le djebel Ansariyya, les maronites et les druzes dans la montagne libanaise et les chiïtes dans le Jabal Amel.

Carte 22 - Le Levant



De même, la Phénicie, qui s'est développée le long de la côte, loin de former une unité, abritait des villes cités¹ qui tournaient

1. La Phénicie s'étale de Tartous et Arwad au nord jusqu'à Saint-Jean-d'Acre au sud, incluant Byblos, Saida et Tyr.

le dos à l'intérieur du pays et regardaient la Méditerranée. En revanche, l'intérieur du Levant est resté ouvert aux infiltrations des nomades du désert d'Arabie qui fuyaient une terre ingrate.

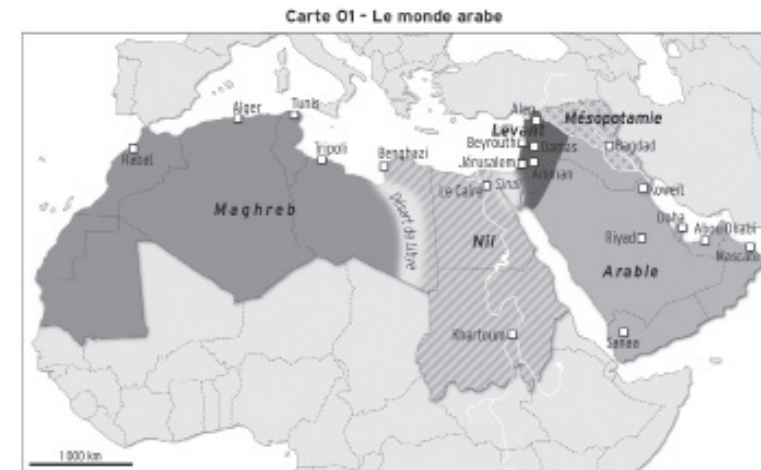
Contrairement à ses voisins égyptiens et mésopotamiens, le Levant n'a jamais constitué un État unifié et fort. Il s'est toujours présenté comme une constellation de petits États indépendants sous l'autorité de despotes locaux, en guerre permanente, qui n'hésitent pas à faire appel à l'étranger pour les secourir contre leurs propres frères, mentalité peu propice à l'émergence d'un sentiment d'unité nationale.

Le Levant est un monde ancien, très ancien, colonisé depuis des siècles, qui supporte le poids de civilisations hétérogènes imposées par des occupants : aux pharaons ayant asservi les rois phéniciens dans l'Antiquité succédèrent les Fatimides arrivant d'Égypte au XI^e siècle, suivis deux siècles plus tard par les Mamelouks. D'autres envahisseurs l'ont également occupé : les Byzantins et les Ottomans en provenance du nord, les Babyloniens et les Achéménides venus du nord-est.

C'est toutefois l'invasion arabo-musulmane qui a eu indiscutablement le plus d'impact dans l'histoire de cette région. Au VII^e siècle, les cavaliers arabes déferlent sur le Levant, apportant une religion nouvelle, l'islam, qui va supplanter le christianisme, et une langue nouvelle, l'arabe, qui remplacera le syriaque. Cette invasion, ayant évincé Byzance de la région, a créé une rupture dans l'histoire des populations levantines en faisant table rase du passé. Il est de tradition de désigner l'époque qui a précédé l'islam de *Jahilia* qui signifie le temps de l'ignorance, une façon

d'insinuer que les Lumières ont été apportées par cette religion. Si ce terme peut éventuellement s'appliquer à l'Arabie, il n'est pas approprié pour le Levant qui était fortement hellénisé avant l'arrivée de l'islam et familiarisé avec la pensée des philosophes grecs.

Les idéologues du nationalisme arabe ont cherché à dissoudre l'identité levantine dans un espace géographique arabophone plus large allant du Golfe arabo-persique à l'Atlantique, en faisant de ce « monde arabe » une seule nation. Malgré une langue commune, cet espace géographique compte cinq entités historiques différentes : le Levant, le Maghreb, l'Égypte, la péninsule arabique ainsi que la Mésopotamie.



Le Maghreb est séparé de l'Égypte par le désert de Lybie, une barrière étanche qui a limité les échanges avec le Proche-Orient. Le couscous, plat particulièrement emblématique de l'Afrique du Nord, s'avère peu connu en Syrie et au Liban.

L'Égypte, – ou plutôt l'ensemble Égypte, Soudan, Lybie cyrénaïque –, a accueilli une civilisation cinq fois millénaire qui s'est structurée autour du Nil. Vue de la péninsule arabe éclatée en tribus, l'Égypte paraissait une maison d'esclavage avec ses projets pharaoniques qui imposaient des corvées aux citoyens, alors que les Bédouins de l'Arabie étaient libres dans leurs allégeances, mais sans jamais parvenir à fonder un État.

Enfin la Mésopotamie, séparée du Levant par l'Euphrate, est organisée depuis l'Antiquité, à l'instar de l'Égypte, autour d'un pouvoir central et d'une administration puissante. L'Euphrate, autrefois frontière entre l'Empire romain et la Perse, a délimité de tout temps deux traditions historiques différentes. Deux chrétientés distinctes se sont en effet développées de part et d'autre de ce fleuve : les jacobites monophysites en Syrie et les nestoriens en Irak. Sous la domination arabe, Damas a été le cœur de l'Empire omeyyade et Bagdad celui de l'Empire abbasside lui ayant succédé dans le sang. À l'époque moderne le parti Baas, qui avait la prétention d'unifier la Syrie et l'Irak dans l'idéal d'une grande nation arabe, a fini par se scinder en deux partis rivaux, le Baas syrien et le Baas irakien. La frontière syro-irakienne qui suit en grande partie le cours de l'Euphrate n'a pas été créée ex nihilo par les accords franco-britanniques qui ont suivi la Première Guerre mondiale, mais correspond à une réalité historique bien ancrée.

LE LEVANT : CHRISTIANISATION ET COMMUNAUTARISME

Le Levant se présente comme une peau de léopard : un territoire à majorité sunnite parsemé de minorités chrétiennes et de communautés musulmanes schismatiques comprenant les alaouites, les chiites, les druzes et les ismaéliens, sans oublier la minorité kurde qui est sunnite mais de langue indo-européenne.

Christianisation et débats christologiques

La christianisation du territoire syro-libanais débuta très tôt, ce dont témoigne la première église connue en Syrie, celle de Doura Europos, datant du milieu du III^e siècle. Le processus de christianisation commença dans les villes, puis s'étendit à partir des V^e et VI^e siècles aux campagnes. À l'époque, l'Église universelle était organisée en quatre évêchés : Constantinople, Rome, Antioche et Alexandrie. Au cours du V^e siècle, l'Église orientale (Antioche et Alexandrie) se fragmenta autour des débats sur la nature du Christ qui servirent en réalité de prétexte aux revendications nationales des peuples syrien et égyptien opprimés par Byzance.

Le premier schisme se produisit en 431 lors du concile d'Éphèse qui condamna Nestorius, un moine d'Antioche devenu évêque de Constantinople, pour avoir contesté le titre de *Theotokos*, autrement dit « mère de Dieu », attribué à Marie. Rejetée à Byzance, sa doctrine survivra uniquement dans l'Empire perse, donnant naissance à l'Église nestorienne.

Vingt ans plus tard, en 451, une fracture plus profonde se produisit à la suite du concile de Chalcédoine qui conclut que le

Christ était une personne unique dotée de deux natures distinctes, humaine et divine « sans confusion, sans mutation, sans division et sans séparation¹ ». Ce dogme fut rejeté par les partisans de l'évêque d'Alexandrie adeptes de la doctrine monophysite ne reconnaissant que la nature divine du Christ, celle-ci absorbant sa nature humaine comme « un morceau de cire dans un immense brasier »².

Dès lors, les monophysites relevant d'Alexandrie se constituèrent en une Église autonome, de caractère national, connue sous le nom de copte, terme signifiant « égyptien ».

Les idées monophysites firent également des adeptes dans l'évêché d'Antioche et se révélèrent majoritaires dans les campagnes syriennes qui échappaient au contrôle de Byzance. Jaloux de leur identité et pour se distinguer d'Alexandrie et de Byzance, ses partisans fondèrent une nouvelle église, l'Église syriaque monophysite. Tout autre fut la situation dans les villes syriennes contrôlées par les fonctionnaires de l'Empire, où les habitants restèrent fidèles aux dogmes officiels promus par l'empereur de Byzance. Pour cette raison, ses adeptes furent appelés « melkites », du mot syriaque *malko* qui signifie « royal » ou « impérial ».

La Syrie était donc divisée entre deux patriarches, un melkite et un syriaque monophysite ou jacobite du nom de Jacques de Baradée, qui avait redonné son essor à cette Église. Quant à la Palestine, elle était restée exclusivement melkite et Alexandrie se présentait comme majoritairement monophysite.

1. Jean-Pierre Valognes, *Vie et mort des chrétiens d'Orient*, Fayard, 1995, p. 38.

2. *Ibid.*, p. 37.

Une même doctrine, le monophysisme, engendra l'Église copte, l'Église syriaque et l'Église arménienne, qui correspondaient à trois espaces linguistiques différents et à trois ancrages identitaires distincts, l'Égypte, la Syrie et l'Arménie, preuve que les doctrines religieuses nouvelles n'effacent pas les héritages culturels passés et finissent par se mouler dans des cadres préexistants.

Au VII^e siècle, pour pallier les divisions théologiques qui affaiblissaient son Empire, l'empereur de Byzance Héraclius opta pour l'hérésie monothéliste qui lui apparaissait comme un bon compromis entre les monophysites et les chalcédoniens. Cette doctrine considérant que le Christ possède deux natures et une seule volonté, loin d'unifier les chrétiens de l'Empire, provoqua la division des melkites en maximanites, partisans de saint Maxime opposés à cette hérésie, et maronites, qui en étaient des adeptes. Les maronites formaient déjà une communauté de fidèles établie autour d'un groupe d'ermites installés dans la région d'Apamée en Syrie, et se proclamaient de l'enseignement et de l'exemple de saint Maron, mort vers 410. Contrairement aux autres syriaques, les maronites adhèrent aux conclusions du concile de Chalcédoine et furent considérés comme melkites, car en phase avec le dogme officiel de l'Empire. Selon Jean-Pierre Valognes, ce choix s'explique par leur volonté de se démarquer de leur milieu syriaque : « Les maronites de culture syriaque, d'implantation rurale, ont peu de choses en commun avec la population hellénisée des grandes villes côtières où l'orthodoxie chalcédoienne recrute la majorité de ses partisans. Mais leur volonté d'autonomie les incline également à maintenir leurs distances par

rapport aux monophysites dont ils refusent d'embrasser la foi.¹» En rupture avec leur milieu naturel syriaque après le concile de Chalcédoine, ils opérèrent en outre une scission avec Byzance après la condamnation de l'hérésie monothéliste par le 3^e concile de Constantinople en 681. Objet de persécution à la fois par les jacobites, les Byzantins et les Arabes, les maronites quittèrent la Syrie en suivant le cours de l'Oronte pour se réfugier dans les montagnes du Nord-Liban. Cet exode, commencé à la fin du VII^e siècle à l'initiative de leur patriarche saint Jean-Maroun, se prolongera pendant plusieurs siècles. Ils perdront par la suite leur nom de melkites.

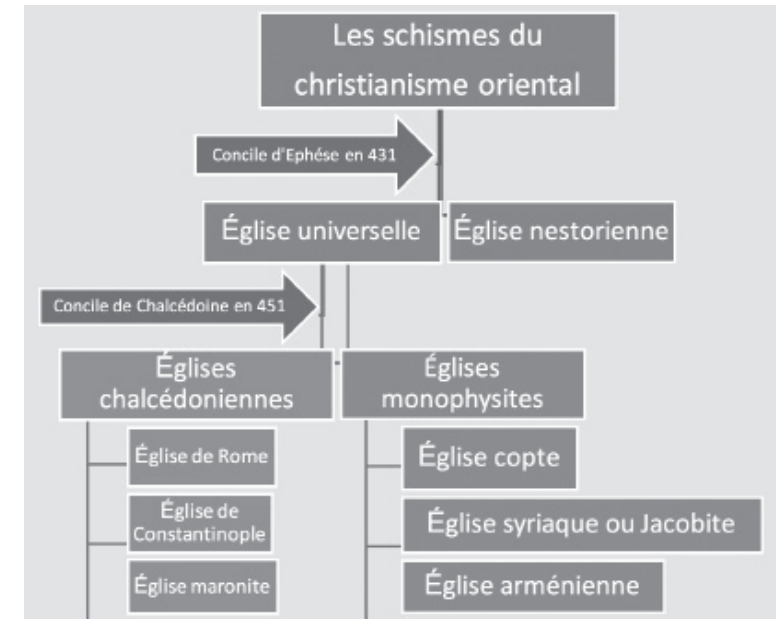
L'histoire des Églises chrétiennes d'Orient s'avère aussi compliquée que l'Orient. Résumons-la sous forme de schéma (cf. page suivante).

Les chrétiens sous l'invasion arabo-musulmane

Affaiblis par des guerres incessantes, l'Empire byzantin et la Perse devinrent une proie facile pour une nouvelle puissance, l'islam, qui émergeait de la presqu'île arabique. Dix ans suffirent, de 632 à 642, pour que les Arabes mettent la main sur la Syrie et l'Égypte.

L'invasion arabo-musulmane modifia la donne. Alors que les monophysites acquirent une légitimité et sortirent de la clandestinité, les melkites suspectés de sympathie envers Byzance perdirent leur place privilégiée d'Église officielle.

1. *Ibid.*, p. 370.



En 1054 : séparation des Églises de Rome et de Constantinople.

Sous la domination musulmane, les juifs et les chrétiens furent considérés comme des citoyens de seconde catégorie relevant du statut de *Dhimmi*. Ce statut discriminatoire pour les « gens du Livre¹ », établi par le calife Omar, ne garantissait qu'une liberté de culte restreinte et n'assurait la protection des juifs et des chrétiens qu'au prix d'un double impôt, la *jizya* (l'impôt de capitation) et le *kharaj* (impôt foncier) ainsi que la soumission à des règles

1. Le terme « gens du livre » désigne les chrétiens et les juifs.

contraignantes et humiliantes. Le statut de *Dhimmi* ne sera supprimé qu’au milieu du XIX^e siècle.

Pour échapper à la *jizya*, les chrétiens d’Orient, notamment les plus démunis, se convertirent massivement à l’islam et connurent une arabisation rapide.

La nouvelle frontière entre Arabes et Byzantins coupait les melkites syriens de leurs coreligionnaires, les Grecs de Constantinople. Les Ottomans envahirent cependant la Syrie et le Liban en 1516, ce qui rétablit la continuité territoriale entre les grecs-orthodoxes de Constantinople et les melkites, et fit passer ces derniers sous l’autorité des patriarches de Constantinople. Ceux-ci usèrent de leur pouvoir pour helléniser les patriarchats melkites de Jérusalem et d’Antioche et effacer leur héritage syriaque. Les melkites furent ainsi appelés grecs-orthodoxes, même si ce terme prête à confusion car ils n’étaient pas Grecs, mais Libanais, Palestiniens ou Syriens.

Le patriarcat de Constantinople nomma à Antioche une série ininterrompue de patriarches d’origine hellène de 1 724 jusqu’à 1899, date à laquelle un Syrien, Méléce Doumani, fut élu. Il fallut en outre attendre 1993 pour qu’un Arabe soit élu patriarche grec-orthodoxe de Jérusalem. Sous les Ottomans, les grecs-orthodoxes du Levant (que nous avons désignés jusqu’à maintenant par « melkites ») se voyaient tiraillés entre trois options : la fidélité à leur héritage antiochien syriaque ancien, l’obéissance aux patriarches grecs de Constantinople ou la collaboration avec les orthodoxes russes qui s’imposeront comme protecteurs de cette communauté en rivalité avec les Grecs.

À l’époque de la Contre-Réforme, la papauté décida de rallier les chrétiens d’Orient. Elle sera aidée dans son entreprise par la montée en puissance de la diplomatie française dans l’Empire ottoman et l’arrivée de commerçants français et de missionnaires catholiques¹ qui s’installèrent dans les Échelles du Levant. Sous l’effet de la propagande catholique, toutes les communautés chrétiennes d’Orient connurent des schismes : l’Église syriaque monophysite donna l’Église syriaque catholique, l’Église copte donna l’Église copte catholique, l’Église arménienne grégorienne donna l’Église arménienne catholique, l’Église grecque-orthodoxe donna l’Église grecque-catholique. Enfin, l’Église nestorienne donna l’Église chaldéenne catholique et se rebaptisa Église assyrienne. Ces nouvelles Églises unies à Rome furent désignées par le terme *uniates*. Seule l’Église maronite, passée sous l’autorité du pape dès le XIII^e siècle sans connaître de schisme, fait exception.

Église d’origine	Branche catholique	Union à Rome
Église grecque-orthodoxe	Église grecque-catholique melkite	1 724
Église syriaque orthodoxe	Église catholique syriaque	1 783
Église apostolique arménienne	Église catholique arménienne	1 740
Église copte orthodoxe	Église catholique copte	1 895
Église nestorienne*	Église catholique chaldéenne	1 830
*Après son schisme l’Église nestorienne devient l’Église assyrienne orthodoxe		

1. Jésuites, Carmes et Capucins.

Parmi les uniates, les grecs-catholiques sont les plus présents au Liban et leur histoire mérite d'être développée.

Au XVIII^e siècle, le patriarcat grec-orthodoxe d'Antioche se trouva tiraillé entre les fidèles à l'orthodoxie et les tenants des nouvelles idées catholiques. Le conflit éclata en 1724, à la mort du patriarche d'Antioche, lorsque le peuple de Damas élut pour lui succéder Cyrille VI, un Damassin, acquis aux idées catholiques. Désapprouvant cette nomination, le synode de Constantinople désigna à son tour comme patriarche d'Antioche Sylvestre de Chypre, le neveu du patriarche défunt.

Cyrille VI fut contraint de s'effacer devant Sylvestre, le seul à être reconnu par le sultan. Prenant la fuite de peur d'être capturé, il se réfugia au monastère du Saint-Sauveur au Liban, sous la protection des émirs de la famille Chéhab et des druzes de la famille Joumblatt. Cinq ans après son élection, il fut reconnu par le pape et il obtint le pallium¹ en 1744.

Dès lors, les grecs-catholiques passèrent dans la clandestinité : reconnus par le pape, ils n'en subissaient pas moins les persécutions des grecs-orthodoxes ayant l'appui du sultan. La montagne libanaise leur servit de refuge et abrita leur vie monastique qui s'organisait autour de deux monastères : Saint-Sauveur, dominé par des moines originaires de Damas, qui diffusera les idées catholiques parmi les grecs-orthodoxes du Sud-Liban et de la Galilée et le monastère Saint-Jean-de-Choueïr, majoritairement formé

1. Le pallium est un ornement liturgique qui confirme l'affiliation au pape.

d'Alépins, qui les diffusera dans la région de Beyrouth, Zahlé et Baalbek.

Sous l'influence du voisinage libanais, les communautés grecques-orthodoxes du sud de la Syrie, notamment de la région de Damas, Hauran et Yabroud, adoptèrent en partie les idées catholiques. Les villes du nord, Homs, Hama, Lattaquié et Tripoli restèrent quant à elles exclusivement orthodoxes, à l'exception d'Alep qui compta une communauté melkite catholique.

Non reconnus par le sultan, les melkites catholiques trouvèrent protection auprès d'un chef bédouin, Zaher Omar, qui leur permit au XVIII^e siècle de se répandre en Galilée. D'autres immigrèrent en Égypte, attirés par le climat de liberté qui y régnait sous Mohamed Ali, formant la majorité de la communauté syro-libanaise de ce pays. Tirant les conclusions de cette nouvelle implantation, Rome accorda au patriarche grec-catholique le titre de « patriarche d'Antioche et de tout l'Orient, d'Alexandrie et de Jérusalem des melkites ».

Les grecs-catholiques durent faire face aux tentatives de latinisation de leur Église par la curie romaine et défendirent leur héritage antiochien. C'est dans ce contexte qu'éclata un conflit entre Rome et l'évêque d'Alep, Germanos Adam. Exaspéré par les ingérences des missionnaires latins, celui-ci chercha à imposer lors du concile de Qarqafé de 1806 l'autonomie de l'Église grecque-catholique par rapport au pape, ne lui reconnaissant que son autorité spirituelle, à l'instar du gallicanisme en France.

Les conclusions du concile furent désapprouvées par Rome qui écarta également un fervent disciple de Germanos Adam,

Maximos Mazloum, en l'obligeant à rester plusieurs années en Occident avant de revenir au Liban et se faire élire patriarche.

En 1831, sous la pression des Européens, un prêtre arménien catholique fut désigné par le sultan, chef civil (*patrik civil*) de tous les catholiques orientaux, retirant par conséquent les grecs-catholiques de la juridiction du patriarcat orthodoxe de Constantinople. Dans ces conditions, Maximos Mazloum fit son entrée officielle à Damas, cent dix ans après la fuite de Cyrille, et s'affranchit rapidement du *patrik civil* dans ses relations avec les Ottomans.

Deux héritages oubliés : le fond sémite et le passé syriaque

Les identités des peuples n'ont pas débuté avec les religions monothéistes. Avant leur arrivée, mille façons de vivre, de s'aimer et de mourir se sont cristallisées dans des endroits différents du monde. Les langues ont été plus déterminantes que les religions, délimitant des espaces d'échanges et transmettant des influences multiséculaires. L'islam et le christianisme se sont glissés dans deux espaces géographiques qui se font face depuis la nuit des temps, la Grèce contre la Perse, Rome contre Carthage. Le christianisme, en se propageant, s'est disloqué en quatre entités reflétant quatre réalités linguistiques : les chrétiens d'Orient pour le syriaque, l'orthodoxie pour le grec et le catholicisme pour le latin. Quant au protestantisme, il s'est développé au-delà du Danube et du Rhin, frontière entre la Rome latine et les Barbares

germaniques¹. L'origine de la rupture entre catholiques et orthodoxes ne se situe pas dans les divergences théologiques minimales limitées à l'interprétation du *filioque*² mais davantage dans l'opposition entre Grecs et Latins, deux mondes aux mentalités et aux langues différentes.

Avant l'arrivée du christianisme, l'identité du Levant était marquée par son appartenance au fond sémite qui se caractérisait par une organisation tribale de la société (les tribus arabes et les douze tribus d'Israël), une organisation patriarcale et patrilinéaire de la famille, la floraison de prophètes et un rapport à Dieu différent de celui des Grecs et des Latins qui se traduit plus tard par un monothéisme plus rigoureux.

Une autre caractéristique de ce monde sémite était l'endogamie. Jusqu'à une période récente, la tradition voulait que chrétiens d'Orient et musulmans considèrent le cousin comme le plus légitime des prétendants pour épouser sa cousine, alors que dans le christianisme occidental le mariage entre cousins germains est interdit et exige l'autorisation du pape.

La circoncision et les interdits alimentaires, respectés déjà par les Phéniciens, sont antérieurs à la Bible et au Coran et appartiennent au fond sémite commun.

Les racines de ce monde sémite portent de nombreux préjugés sociaux qui continuent à conditionner les comportements

1. Voir sur ce sujet Fernand Braudel, *La Méditerranée*, Flammarion, 1985, pp. 160-163.

2. Pour les orthodoxes, l'Esprit saint procède du Père par le fils alors que pour les catholiques, l'Esprit saint procède du Père et du fils.

humains au Levant où l'individu s'efface devant le groupe, la femme devant l'homme et la raison devant la superstition religieuse. L'individu n'existe pas : il n'est défini que par son appartenance à sa famille et à son clan.

À l'origine, la langue de la côte libanaise était le phénicien, très proche de l'hébreu, tous deux considérés comme une variante du cananéen. À partir du III^e siècle av. J.-C., sous la domination perse, le phénicien fut supplanté par l'araméen qui servit de langue de communication entre les populations de toute l'Asie de l'ouest. L'araméen donnera par la suite naissance à de nombreux dialectes dont le syriaque.

Sous Byzance, le syriaque devint la langue du peuple et des campagnes dans la Syrie chrétienne (incluant le Liban), alors que le grec était l'apanage des élites des villes. La langue syriaque connaît son âge d'or entre le IV^e et le VIII^e siècle, avant de décliner pour être remplacée, à partir du X^e siècle, par l'arabe. Actuellement, le syriaque est uniquement parlé dans deux villages, Maaloula en Syrie et Tour'abdin en Turquie, faisant partie des curiosités touristiques. Il a disparu du Liban au milieu du XVII^e siècle, époque à laquelle il était encore parlé dans trois villages maronites du Nord-Liban, Bécharré, Hasroun et Bazaoun. Toutefois, l'Église maronite l'a conservé comme langue liturgique jusqu'à Vatican II, où sa place s'est trouvée réduite au bréviaire, à une petite partie de la messe (la consécration) et aux manuels d'ordination réservés aux évêques.

Le passé syriaque reste présent dans le dialecte libanais¹, dans l'origine étymologique du nom de nombreux villages au Liban² et dans le titre de patriarche d'Antioche et de tout l'Orient porté par les patriarches des Églises orientales, Antioche étant la capitale de ce monde syriaque.

Les mouvements nationalistes arabes ont voulu occulter ce passé syriaque, effaçant de la mémoire collective des communautés du Levant une partie importante de leur histoire commune. Une majorité de musulmans syro-libanais sont, comme on l'a vu, d'anciens chrétiens parlant le syriaque et convertis à l'islam. Ainsi, toutes les communautés de cette région partagent une perception identitaire brouillée par ce chaînon manquant.

LE LEVANT : LES DIVISIONS DANS L'ISLAM

Dans le christianisme, les schismes issus de querelles sur la nature du Christ furent l'expression des revendications nationales

1. Michel Feghali, dans son livre *Étude sur les emprunts syriaques dans les parlers arabes du Liban*, fait état de 232 mots. À titre d'exemple : *borchan* (hosties), *ma'mudiyé* (baptême), *chelf* (verge en fer), *bulad* (acier), *charquta* (étincelle), *farfuta* (miette de pain), *'arrab* (il tria), *chernqa* (cocon), *Zbun* (client), *sammad* (il économisa), *taluleh* (verrue), *habalé* (vapeur), *ba'buqa* (ampoule ou enflure), *b'ir* (animal), *dabbur* (guêpe), *qabbut* (petite sauterelle), *'audé* (propriété cultivée), *chqif* (terrain rocheux), *qafchouné* (cage pour les poules), *fakoura* (espagnolette), *chwar* (bord d'un mur), *qatirib* (cheville de la charrue), *aazqa* (anneau), *furaa* (il tailla), *kadan* (il attela à la charrue), *babach* (il creusa), *laqqis* (tardif).

2. Quelques exemples, *Broummana* en syriaque signifie « la maison de Rammana », le Dieu de l'air, de l'orage et du tonnerre. *Kfaraakka* se compose de *Kfar* et *Aakka* qui signifient respectivement en syriaque « village » et « tristesse », *Aatrine* (richesse ou le parfum). *Ain Ouzaïn* dérive de *ain osé* (la lance), *Baadaran* signifie « station », *Gharifeh* est le terme syriaque pour « falaise », *Joun* (l'œil du soleil). Enfin, *Bikfaya* est la contraction de *Beit* et *Kefaya* (Maison de Pierre).

des peuples dominés par Byzance, alors que dans l'islam, ce furent les conflits de succession qui donnèrent naissance à différentes branches.

Les deux premiers schismes dans l'islam se produisirent lorsque Uthman ben Affan, le troisième successeur du Prophète, est assassiné en 656 et remplacé par Ali ibn Abi Taleb, le gendre du Prophète. La légitimité d'Ali était contestée par Muawiya, le gouverneur de Damas, et les deux hommes s'affrontèrent lors de la bataille de Siffin.

Alors que la victoire était à sa portée, Ali accepta un arbitrage qui lui fit perdre le califat au profit de Muawiya. Une partie de ses troupes se révolta, lui reprochant que « l'arbitrage n'appartient qu'à Dieu » ; ils furent appelés kharidjites¹ et l'un des leurs assassina Ali pendant sa prière dans une mosquée. Le conflit entre Ali et Muawiya connut des répercussions immenses, donnant lieu au grand schisme dans l'islam entre les sunnites qui suivirent Muawiya et les chiïtes qui considérèrent Ali comme l'unique successeur du Prophète.

Le chiïsme et ses branches

Sur le plan doctrinal, les chiïtes croient à l'interprétation ésotérique des Écritures. Ils distinguent le sens apparent des textes (*zahir*) de leur sens caché (*batin*) qui ne peut être révélé que par

1. Les kharidjites se divisent en plusieurs branches, la principale étant la branche ibadite. De nos jours, ils sont majoritaires à Oman et présents à Djerba en Tunisie, dans la région du M'zab en Algérie et dans le djebel Nefoussa en Lybie.

des imams, au nombre de douze, d'où le terme de chiïsme duodécimain. Le premier imam est Ali, considéré comme le successeur immédiat du Prophète (alors qu'il y eut en réalité trois califes entre eux). À sa mort, ses deux fils lui succéderont : Hassan, puis Hussein. Celui-ci fut décapité dans la ville irakienne de Kerbala sur ordre du fils de Muawiya. Le douzième imam fut le Mahdi ou l'imam caché, qui n'est pas mort mais occulté, censé revenir à la fin des temps.

La succession des imams, qui s'effectuait de père en fils, fut émaillée par trois conflits, chacun à l'origine d'une nouvelle branche du chiïsme. Lors de la désignation du 5^e imam, une partie des chiïtes contesta son successeur et lui préféra son frère Zayed. Faisant sécession, ils donnèrent naissance aux zaydites, localisés surtout au Yémen ; ces chiïtes s'avèrent être les plus proches des sunnites. À la mort du 6^e imam, le problème de succession se posa de nouveau. Son fils, Musaa al Kazim, lui succéda mais des partisans lui préférèrent son frère Ismail, engendrant ainsi la communauté des ismaéliens qui vivent de nos jours en Inde, au Pakistan, au Yémen et dont une petite minorité est regroupée dans la ville de Salamyeh en Syrie.

À la mort du 11^e imam chiïte, en 874, l'un de ses proches, Mohammed Ibn Nusayr al Namiri, contesta le successeur légitime et se proclama imam. Il créa alors une nouvelle communauté : les nusayrîs, adeptes d'Ibn Nusayr, désignée depuis 1922 sous le nom d'alaouite.

Les alaouites

Longtemps considérée par l'islam traditionnel comme hérétique, la communauté alaouite finit par être reconnue comme chiite en 1973 par une fatwa de Moussa el Sadr, un imam à la tête des chiites libanais qui voyait là le moyen de sceller une alliance avec le pouvoir alaouite en Syrie.

La doctrine des alaouites était tenue secrète. Pour avoir révélé de nombreux secrets sur sa religion dans son livre, le *Kitab al-Bakourah*, Souleiman al-Adhami finit assassiné au milieu du XIX^e siècle.

Dans leur montagne imprenable en Syrie, les alaouites résistèrent au christianisme et ne furent que superficiellement islamisés, laissant apparaître dans leur doctrine les survivances du paganisme sémito-phénicien.

Ali, d'après leur croyance, se trouve à la tête d'une triade divine qui compte aussi le Prophète Muhammad et un de ses compagnons, Salman el Farsi. Ils identifient Ali au ciel, Muhammad au soleil et el Farsi à la lune, perpétuant ainsi des cultes naturalistes en vogue dans la Syrie païenne qui vénéraient un dieu des cieux, un dieu soleil et un dieu lunaire.

Mohammed Ibn Nusayr étant originaire de Mésopotamie, les alaouites adoptèrent également la métempsychose des Babyloniens et de la Perse : l'ascension de l'âme à travers les sept cieux, une ancienne croyance, prit chez les alaouites la forme de sept vies sur terre au cours desquelles l'âme se purifiait

pour atteindre sa forme lumineuse définitive, rejoindre Dieu et devenir une étoile dans le ciel.

Contrairement aux ismaéliens et aux druzes, les nusayrîs croient au passage des âmes dans le corps des animaux, une punition pour celui qui n'a pas reconnu Ali et son enseignement. Ils croient en un monde éternel, réfutant l'existence de l'enfer et du paradis et niant la résurrection des morts.

En plus du Coran, les alaouites suivent le *Kitab al Majmou'* qui regroupe seize sourates. La diffusion des dogmes religieux se fait par une initiation réservée à une élite reconnue pour ses qualités morales (*al Khassa*), alors que le reste de la communauté, en particulier les femmes, est maintenu dans l'ignorance. Considérées comme des êtres inférieurs, ces dernières sont exclues des obligations religieuses et interdites d'initiation.

Une longue histoire de persécutions a conduit les alaouites à pratiquer la *taqiya* qui consiste à dissimuler leurs croyances et à adhérer aux idéologies du groupe dominant en attendant des jours meilleurs. Ainsi, les alaouites suivent toutes les fêtes chiites, y compris l'*Achoura*, mais sans la flagellation. Du christianisme, ils ont adopté Noël (*Kouzalli*) et l'Épiphanie (*Ghtas*) ; du mazdéisme, le *Nourouz* qui fête le 4 avril le retour du printemps. Ils célèbrent le culte de *Khodr* provenant d'une légende très ancienne répandue le long de la côte phénicienne et qui a inspiré dans le christianisme l'histoire de saint Georges.

T.E. Lawrence écrit à leur propos : « les Nusayris fidèles d'un culte de fertilité, païens purs, xénophobes, méfiants envers

l'islam, sont attirés par instinct vers les chrétiens par des persécutions communes.¹ »

Les druzes

Théorisée par le persan Hamza qui en définit le corpus idéologique et par le Turc al-Darazi qui lui a laissé son nom, la doctrine religieuse druze est née au X^e siècle en Égypte sous le règne du calife fatimide al-Hakim. Celui-ci s'autoproclama dixième et dernière incarnation de Dieu sur terre, suscitant l'hostilité d'une grande partie de la population du Caire à majorité sunnite. Il disparut dans des conditions obscures en 1021, probablement tué sur ordre de sa sœur. Ses habits furent en effet retrouvés entachés de sang et abandonnés sur la montagne Moqatam au Caire où il avait l'habitude de se retirer pour méditer, mais sans que l'on ne trouve trace de son corps.

Après la mort du calife al-Hakim, la vague de persécutions dont les druzes furent victimes en Égypte les poussa à se réfugier au sud de la Syrie et du Liban ainsi qu'en Galilée, des territoires montagneux situés aux confins de l'empire fatimide, loin du Caire. De cette époque date la zone d'implantation des druzes qui est toujours actuelle.

Au Liban, des prédicateurs druzes fuyant l'Égypte convertirent une partie de la population locale chiite, la communauté s'enrichissant en outre par la conversion de familles kurdes et arabes.

1. T.E. Lawrence, *Les Sept piliers de la sagesse*, Petite bibliothèque Payot, 2006, p. 448.

Schisme de l'islam chiite ismaélien, la doctrine druze prend racine dans une volonté de synthèse des trois monothéismes en y incorporant des idées issues du manichéisme, de l'Inde et du monde grec.

Comme dans le christianisme, les druzes croient au dogme de la manifestation de Dieu sous forme humaine (*at-tajalli*). Ils distinguent dix théophanies, envisageant chacune comme un cycle de prophétie dont la dernière vit Dieu prendre la forme d'al-Hakim.

Influencée par le néoplatonisme, la doctrine druze enseigne que l'univers intelligible se manifeste à chacun des dix cycles de prophétie par une personne différente mais est symbolisé par une même couleur : l'Intelligence divine est associée au vert, l'Âme (*Nafs*) au rouge, la Parole (*Qualima*) au jaune, le Précédent (*al Sabeq*) au bleu et le Suivant (*al Tali*) au blanc. Ces cinq couleurs forment le drapeau druze.

À l'image des religions orientales, les druzes croient à l'évolution cyclique du monde et à la réincarnation qui ne se produit qu'au sein de leur communauté. Après la mort, l'âme du défunt s'introduit immédiatement dans la bouche d'un nouveau-né druze.

Les druzes sont considérés comme hérétiques par les sunnites et les chiites car ils ne se sentent pas concernés par les cinq obligations rituelles de l'islam et n'accomplissent pas le pèlerinage de La Mecque. Leur principal livre n'est pas le Coran, mais les Épîtres de la sagesse qui regroupent des textes rédigés par Hamza. Ils ne possèdent pas de mosquées mais des *khalawat* (loges) où, au lieu

de pratiquer la prière du vendredi, ils tiennent réunion les jeudis ; celles-ci débutent par le commentaire des Épîtres de la sagesse et la récitation de textes de poésie soufie.

Les druzes ne sont pas polygames et ne suivent pas les fêtes musulmanes à la seule exception de l'*Id Al-Adha* qui célèbre le sacrifice d'Abraham. Le jeûne n'est pas pratiqué pendant le mois du ramadan, mais durant les dix jours qui précèdent l'*Id Al-Adha*.

À la différence de l'islam, le prosélytisme est proscrit chez les druzes depuis la vague de persécutions qu'endurèrent les prédicateurs en 1034. On naît druze, on ne peut le devenir. Seule exception, la famille Joumblatt d'origine kurde et sunnite qui se convertit au milieu du XVII^e siècle.

Les druzes distinguent les sages initiés des non-initiés. Les élus à l'initiation sont repérés dans la société pour leurs qualités morales et leur réputation. L'initiation est basée sur l'élévation spirituelle, le renoncement aux plaisirs terrestres et sur une ascèse de chaque instant. La vie terrestre apparaît alors comme un long chemin mystique permettant à l'âme d'accomplir son perfectionnement et pouvant comporter plusieurs vies au cours desquelles l'âme connaît des réincarnations successives. L'objectif au bout de ce long cheminement spirituel est que l'âme atteigne un degré d'élévation tel qu'elle finisse par se fondre en Dieu. Les druzes se désignent comme *muwwahiddûn* qui signifie unitaire, parce qu'ils affirment la stricte unicité de Dieu et aspirent à s'unir à lui.

Comme les alaouites, les druzes pratiquent la dissimulation (*taqiya*). Au cours du conflit entre la Syrie et Israël, les druzes syriens firent ainsi preuve de zèle pour la cause palestinienne

tandis que ceux d'Israël furent les seuls Arabes autorisés à se battre dans Tsahal.

Une histoire empreinte de persécutions a forgé en eux un fort sentiment d'appartenance communautaire. La solidarité et la pureté du sang au sein de la communauté (*al-'Asabiya*) sont entretenues par des mariages endogames entre cousins et facilitées par l'enfermement de leur implantation rurale. Peuple fier, les druzes sont connus pour leur patience, leur courage et leur hospitalité. Guerriers redoutables, il leur a été reproché leur esprit de vengeance et leur violence.

Les druzes ont fasciné les orientalistes comme Gérard de Nerval qui les considérait comme les francs-maçons de l'islam.

Le sunnisme

De nos jours, confondu avec sa caricature le salafisme, le sunnisme a mauvaise presse en Occident. Des spécialistes auto-proclamés de l'islam imputent les dérives actuelles de certains musulmans au Coran mais, dans cette démarche, ils commettent la même erreur conceptuelle que celle des intégristes qu'ils dénoncent, réduisant toute une religion à un livre. Le Coran est un et unique, mais l'islam a connu différents visages à travers le temps.

Son âge d'or se situe au moment du développement de la science arabe sous les califes abbassides, des sunnites qui régnaient entre le VIII^e et le XI^e siècle à Bagdad. Afin de renforcer leur pouvoir et contrôler le débat religieux, ces califes valorisèrent

la rationalité et favorisèrent la traduction des œuvres des philosophes et médecins grecs. Faisant preuve d'ouverture vis-à-vis des cultures grecque, syriaque, perse et indienne, ils attirèrent ainsi de nombreux savants appartenant aux autres religions monothéistes.

Sous leur règne se développa le mouvement rationaliste des mu'tazilites, les premiers libres penseurs dans l'islam, qui considéraient que l'homme est doté du libre arbitre.

Un autre mouvement témoigne du bouillonnement intellectuel de cette époque : celui des Al-Mutakallimûn¹. Ces derniers, des théologiens spéculatifs, pratiquaient l'herméneutique, la controverse et l'interprétation de la parole de Dieu, c'est-à-dire du Coran².

Enfin, dans le soufisme, le *djihad* constitue surtout un combat spirituel et moral contre soi pour s'élever et tendre vers la perfection, pour mériter de s'unir à Dieu. Il s'agit d'un chemin initiatique basé sur la contemplation, la recherche de la sagesse. Les plus célèbres pionniers du soufisme sont Jalal ad-Din al Rûmi, Al-Hallaj et Ibn Arabi qui a plaidé pour l'amour et la tolérance en écrivant : « Mon cœur accueille toute forme de religion : c'est une prairie pour les gazelles, un cloître pour les moines, un temple pour les idoles, et une Kaaba pour le pèlerin, les tables de

1. « Parole » se dit en arabe *Kalam* d'où leur nom de Al-Mutakallimûn.

2. Ikhwan as-Safa, qui étaient des ismaéliens et non des sunnites, ont aussi participé à cet islam des Lumières en publiant une encyclopédie regroupant cinquante-deux traités couvrant des disciplines aussi diverses que les mathématiques, la logique, les sciences naturelles, la mystique, la métaphysique, la philosophie et la propédeutique.

la Thora et le livre saint du Coran. L'amour seul (*mahabba*) est ma religion.¹ »

L'islam sunnite a compté de nombreux penseurs formés à l'école des Grecs, comme Al Kindi, Al Farabi, Ibn Tofayl et Averroès, le commentateur d'Aristote, qui a cherché à concilier la raison et la religion et dont l'œuvre influença profondément l'Occident médiéval.

En parallèle à cet islam des Lumières, on assiste au IX^e siècle à la naissance des quatre écoles juridiques qui fondèrent le droit musulman : le malékisme, le hanbalisme, le shafi'isme et le hanafisme. Sous prétexte d'appliquer la parole divine, ces écoles tissèrent un carcan juridique qui codifia les détails du quotidien et étouffa la créativité et la libre-pensée.

Un tournant décisif se produisit au XI^e siècle avec le renversement des Abbassides par les Turcs seldjoukides porteurs d'un islam rigoriste. Considérant que le savoir religieux était désormais connu et que le temps de la spéculation intellectuelle était de ce fait révolu, les Seldjoukides établirent des *madrasas* (écoles) pour former des théologiens censés diffuser une tradition religieuse figée. La philosophie et la médecine n'eurent plus leur place dans ce système et la science fut réduite à quelques rudiments d'astronomie et de mathématiques nécessaires aux besoins de la religion.

L'époque n'était plus à la discussion et à la controverse philosophique. On s'interdisait tout travail d'interprétation coranique : au lieu de commenter, d'analyser, de discuter chaque mot ou

1. Malek Chebel, *L'islam et la raison*, Perrin, 2005, p. 97.

chaque idée, on se contentait désormais de les répéter, de les mémoriser, bloquant ainsi tout travail intellectuel. La musique des mots l'emporta sur leur sens et la poésie sur la pensée.

Dès lors, la philosophie se réfugia en Andalousie chez les Almohades. Après la chute de cette dynastie berbère, la libre-pensée perdit toutefois toute protection politique en terre d'islam et ne trouva plus de relais dans la société civile pour la soutenir. Son chant du cygne se fit avec Averroès.

Au XIV^e siècle, traumatisé par la menace mongole qui aurait pu emporter sa religion, un théologien sunnite de Damas, Ibn Taymmiyya, théorisa un islam de combat en transformant le *djihad* en djihadisme et expliqua le déclin de l'islam par le fait que les musulmans s'étaient éloignés du mode de vie des Anciens, *salaf* en arabe.

Inspiré par Ibn Taymmiyya, le prédicateur Mohammed ben Abdelwahhab fonda au XVIII^e siècle le wahhabisme qui se développa en Arabie. Comme certains mouvements ayant agité le christianisme, le wahhabisme est un réformisme puritain qui prêche le retour à la pureté de la foi et au message premier de l'islam encourageant une interprétation littérale du Coran et de la sunna tout en condamnant les ajouts ultérieurs. Cette doctrine préconise un monothéisme pur et dur, le culte des saints est considéré comme un polythéisme. Le *tawassoul*, c'est-à-dire l'action de solliciter les prophètes et les saints pour intercéder auprès du Créateur, est prohibé, et chanter des louanges au Créateur ou des poèmes qui expriment l'amour pour le Prophète, s'avèrent être également interdits. Hostile à tout pluralisme dans l'islam, le

wahhabisme abjure les quatre écoles de jurisprudence sunnites et rejette en bloc le soufisme.

Persécuté par sa propre tribu, Mohammed ben Abdelwahhab conclut une alliance politique et matrimoniale avec Mohammed Ibn Saoud. Les adeptes du wahhabisme aidèrent celui-ci à étendre son pouvoir à toute l'Arabie, donnant naissance à un éphémère royaume saoudien en 1744 qui disparut en 1818, vaincu par Mohammed Ali, le vice-roi d'Égypte.

Le réformisme dans l'islam

À la fin du XIX^e siècle, la prise de conscience du déclin musulman face à la réussite insolente de la modernité occidentale incita des penseurs musulmans arabes à réformer l'islam. Ils préconisent alors un retour à l'esprit du Coran et de la sunna et rejetèrent une lecture littérale des textes, exigeant un effort de réflexion (l'*ijtihad*) pour adapter l'islam à la modernité. Selon eux, la raison ne pouvait être en contradiction avec la prophétie et ils préconisaient donc l'étude des sciences rationalistes occidentales. Ces réformateurs se présentaient comme des humanistes, mettant l'Homme, considéré comme un vrai « monarque sur terre », au centre de la création.

Contrairement aux réformateurs de l'Empire ottoman influencés par le positivisme d'Auguste Comte, l'initiateur de ce courant, Jamal al Dîn al Afghani (1838-1897), pensait que le modèle occidental ne pouvait être imposé par le haut. Le préalable obligatoire à la modernisation de la société musulmane était

pour lui la réinterprétation de la pensée islamique à la lumière des connaissances modernes.

Jamal al Dîn al Afghani ouvrit la voie à une lignée de réformateurs connus sous le nom de Réformistes de la Salafiya. Il comptait parmi ses élèves Mohammad ‘Abdou (1849-1905) qui estimait que les raisons de la décadence de l’islam se résumaient à l’abandon de tout effort de réflexion personnelle pour comprendre le sens des textes saints. Il reprochait aux oulémas leur imitation servile des Anciens (le *taqlid*), à l’instar des débats qui ont agité l’Occident contre la scholastique médiévale.

Mohammad ‘Abdou eut deux disciples syro-libanais qui dévoyèrent son enseignement : Abdel Rahman el Kawakibi vers le nationalisme arabe et Rachid Rida au profit du wahhabisme.

Abdel Rahman al Kawakibi (1855-1902), un sunnite d’Aleppo, critiqua le despotisme du sultan ottoman Abdul-Hamid II qui était selon lui à l’origine du déclin de l’islam, la dictature étouffant les valeurs morales indispensables au développement d’une société vertueuse, telles que le courage et l’intégrité. Al Kawakibi fut le premier sunnite à adhérer au nationalisme arabe, mais ses revendications se bornaient à vouloir un Arabe à la tête du califat au lieu d’un Ottoman. Avec lui débuta la confusion dans l’esprit des sunnites entre le nationalisme arabe et la domination des Arabes dans l’islam. Cette confusion trouve son origine dans le fait que l’arabe a été la langue du Coran et que, sous l’islam, les Arabes sont entrés dans l’histoire.

Rachid Rida (1865-1935) naquit à Qalamoun, un village au sud de Tripoli dans le Liban actuel. Dans la revue *al-Manar*

qu’il fonda au Caire, il prit fait et cause pour Dreyfus mais évolua ensuite vers l’antisémitisme et vers un réformisme littéraliste inspiré du wahhabisme le plus virulent. Cette volte-face s’explique par l’immigration juive en Palestine et l’instauration du mandat français en Syrie et au Liban. Ses idées influenceront Hasan-el-Banna qui créa les Frères musulmans en Égypte en 1928.

LA MOSAÏQUE COMMUNAUTAIRE LIBANAISE

Les circonstances de l’installation des différentes communautés au Liban



Nous avons quitté les maronites au début de ce chapitre, fuyant la Syrie au VII^e siècle pour se réfugier au nord de la Montagne libanaise. Ils convertirent à leur doctrine une partie de ses habitants ainsi que des guerriers installés par Byzance pour combattre les Arabes, connus sous le nom de *jarajima* ou *mardaïtes*. De ce mélange naquit la communauté maronite qui intégra progressivement d'autres chrétiens fuyant la Syrie.

Selon certaines sources, c'est à la même époque que les chiïtes s'installèrent au Liban, sous les Omeyyades, s'établissant dans le Kesrouan, la Bekaa et les villes du littoral dont Tripoli. Cette large implantation des chiïtes au Liban se réduisit peu à peu. D'abord au XI^e siècle, quand les chiïtes du Chouf adhèrent à la religion druze, puis au XIV^e siècle lorsque les chiïtes du Kesrouan (voir carte 24, p. 71) devinrent la cible des Mamelouks sunnites menés par le célèbre théologien Ibn Taymiyya. Au bout de trois guerres, en 1305, l'armée mamelouke parvint à les soumettre. Vidé de ses habitants, le Kesrouan se vit peuplé par les maronites.

De nombreux chiïtes de l'Iqlim el Khroub, de la Bekaa centrale, de Saïda et de Beyrouth furent contraints par les Mamelouks de se convertir au sunnisme et seuls les chiïtes ayant fui à Jabal Amel ou dans le nord et l'est de la Bekaa parvinrent à conserver leur confession¹.

À la fin du XVI^e siècle, des clans chiïtes de la région de Baalbek remontant le versant est de la montagne libanaise s'installèrent à Bécharré et dans la région de Byblos, renforçant les petits

1. Ramez Rizk, *Jabal Amel, Histoire et événement*, Dar el Hadi, 2005, p. 152.

groupes qui y étaient demeurés¹. Avec l'aval du *wali* de Tripoli, une alliance druzo-maronite conduite par l'émir Youssef Chéhab réussit cependant, entre 1766 et 1777, à les refouler vers la région de Baalbek-Hermel et à réduire leur présence dans la montagne à quelques villages dans les hauteurs de Byblos. Cette période fut marquée par la conversion au maronitisme de certaines familles chiïtes, désireuses de rester sur place. La communauté chiïte finit par se fixer définitivement dans la Bekaa et le Jabal Amel.

Les chiïtes de Jabal Amel évoluent dans une société agraire, alors que ceux de la Bekaa et de la région de Byblos ont une organisation tribale.

L'islam libanais des débuts est donc chiïte. L'irruption des sunnites sur la scène libanaise est bien plus tardive et l'œuvre des Mamelouks qui imposèrent des conversions à des chiïtes, comme mentionné plus haut, et installèrent des populations turcomanes qui leur étaient acquises dans le Kesrouan. À leur tour, quelques siècles plus tard, les Ottomans établirent des familles sunnites dans les villes du littoral libanais et confièrent à des Kurdes sunnites les régions de l'Akkar et de Danniyyé.

Bien que les grecs-orthodoxes soient installés au Liban dès l'époque mamelouk et ottomane, c'est surtout au début du XIX^e siècle que l'on assiste à l'arrivée de vagues importantes fuyant le Hauran au sud de Damas et la Transjordanie sous la menace des incursions wahhabites. D'autres grecs-orthodoxes rejoignirent le

1. Leurs chefs, les *Hamadé*, seront reconnus par les Ottomans comme les seigneurs du Nord-Liban pourtant majoritairement maronite et feront subir des humiliations au patriarche et au clergé maronite.

Liban après 1860 en raison des persécutions des chrétiens en Syrie et des massacres à Damas.

Après le schisme de l'Église melkite au XVIII^e siècle, de nombreux grecs-catholiques de Syrie s'implantèrent au Liban pour échapper aux persécutions du patriarche grec-orthodoxe dont ils dépendaient. Il était naturel qu'en arrivant au Liban les grecs-catholiques évitent les villes, majoritairement habitées par des sunnites et des grecs-orthodoxes, pour s'implanter dans les régions maronite, druze et chiite¹.

Une bourgeoisie grecque-catholique s'établit à Beyrouth à la fin du XIX^e siècle, organisant son activité autour du commerce avec l'Europe et du financement de la sériciculture.

La communauté grecque-catholique au Liban vit ses effectifs augmenter au XX^e siècle avec l'arrivée de réfugiés palestiniens et de Syriens aisés fuyant leur pays suite à l'adhésion de la Syrie à la République arabe unie en 1958 et après l'arrivée du Baas au pouvoir en 1963 à Damas.

Caractéristiques et liens des communautés libanaises

Les communautés libanaises présentent des caractéristiques si distinctes que Maxime Rodinson a été jusqu'à les qualifier de « communautés nation ». Même si le terme peut paraître excessif, il faut reconnaître que chacune de ces communautés avait son

1. Plusieurs exemples de cohabitation grec-catholique-chiite sont à noter, comme à Baalbek, à Tyr, dans les villages situés à l'est de Saïda et à Zahlé, une ville à majorité grecque-catholique dont les deux entrées sont commandées par les villages chiites de Hozerta et de Karak.

propre récit historique, son droit personnel, sa propre organisation hiérarchique et ses alliances extérieures : les tsars étaient les protecteurs de la communauté grecque-orthodoxe, les Français l'étaient pour les maronites, la Grande-Bretagne pour les druzes et l'Empire austro-hongrois pour les grecs-catholiques. Les sunnites faisaient allégeance au calife-sultan alors que les chiites eurent de tout temps des liens avec l'Iran.

Ces communautés vécurent côte à côte sur le même territoire, en respectant un contrat social tacite leur permettant de cohabiter. L'organisation politique du Liban est née de cette relation contractuelle entre les communautés et non d'un rapport entre le citoyen et l'État. Depuis la création du Liban, l'altérité, la confrontation, mais aussi la recherche du compromis n'ont cessé de traverser l'histoire de ces communautés, tout à la fois conflictuelle et contractuelle.

Présentons à présent le profil sociologique de ces communautés qui sont les véritables acteurs politiques du Liban.

Les sunnites et les grecs-orthodoxes sont des citadins commerçants qui cohabitent dans les grandes villes du Levant, tandis que les maronites, les druzes et les chiites sont des montagnards ruraux, rebelles au pouvoir central, jaloux de leur indépendance et attachés à leur terre.

Les maronites ont assuré la cohésion de la mosaïque libanaise : alors que l'on trouve peu de villages mixtes de sunnites et de chiites et que les druzes rechignent à cohabiter avec ces deux communautés, les maronites s'implantèrent plus largement au Liban, du nord au sud et des hauteurs montagneuses jusqu'aux

villes du littoral et de la Bekaa, formant avec les druzes un couple complémentaire qui constituera le noyau dur de l'entité libanaise.

À l'origine du Liban, il y a la rencontre entre les émirs druzes et l'Église maronite qui forgea une proto-nation dans la Montagne. Un couple aux mœurs différentes : des druzes introvertis, fermés, organisés sur le modèle féodal dans une société hiérarchisée, solidaire et repliée sur des valeurs archaïques, et des maronites individualistes, divisés, mais ouverts aux influences européennes, regroupés autour de leur patriarche et de leur clergé. Après plusieurs siècles de cohabitation, maronites et druzes s'affrontèrent militairement au cours de deux guerres civiles, en 1840 et 1860. Pour imposer son règne, Bechir II, émir de la Montagne libanaise, joua sur la discorde entre les communautés et s'attaqua au pouvoir féodal. Exilant les chefs féodaux druzes, il confisqua leur terrain et les revendit à la classe montante chrétienne. Après sa chute à la fin de l'année 1840 et le retour d'exil des chefs druzes, les maronites refusèrent de leur restituer leurs biens, ce qui donna lieu à de nombreux contentieux. « Il n'y a pratiquement aucune propriété à propos de laquelle un chrétien et un druze n'aient matière à procès¹ », relève Prosper Bourée, consul français à Beyrouth.

Ce conflit qui dura vingt ans est également imputable à la poussée démographique des maronites qui menaçait la suprématie druze.

1. Cité par Kamal Salibi, *Histoire du Liban du XVII^e siècle à nos jours*, Beyrouth, Naufal, 1992, p. 97.

La discorde druzo-maronite fut en outre amplifiée par les manipulations des Ottomans qui souhaitaient resserrer leur contrôle sur la Montagne et par les rivalités franco-britanniques, les Britanniques soutenant les druzes et les Français les maronites, comme il l'a déjà été mentionné.

Contrairement aux druzes et aux maronites, les chiites n'eurent aucune tradition de gouvernance. Victimes d'une longue histoire de répression, ils abandonnèrent le pouvoir à l'État sunnite. Leur chef religieux, l'imam, ne se mêlait pas de politique et était cantonné à la sphère spirituelle tandis que le calife sunnite cumulait pouvoir politique et autorité religieuse. En quelque sorte, les chiites pratiquaient la séparation entre le religieux et le politique et semblaient les plus à même de vivre une laïcité musulmane.

Persécutés sous l'Empire ottoman pour collaboration avec l'ennemi perse et aliénés par leurs propres chefs féodaux, les chiites accusèrent un retard socio-économique par rapport aux autres communautés.

En rejetant les sollicitations répétées des Britanniques d'attacher le Sud-Liban à majorité chiite à la Palestine et en l'intégrant au Grand Liban, Gouraud sauva cette communauté d'un sort dramatique similaire à celui des réfugiés palestiniens. Elle connaîtra par la suite une émancipation sociale et intellectuelle dans le cadre libanais.

Soumis jusque-là au droit hanafite appliqué par des cheikhs sunnites, les chiites ont été autorisés, en janvier 1926, à appliquer leur propre rite jaafarite en matière de droit personnel. Avec la création du Conseil supérieur chiite en 1967, la République

libanaise leur a donné l'autonomie par rapport aux sunnites dont ils dépendaient. C'est dans les écoles publiques et à l'Université libanaise que s'est faite l'émancipation intellectuelle de la jeunesse chiite après une longue aliénation par ses chefs féodaux. Comme l'a écrit Fabiola Azar : « De répression en répression, les chiites n'ont pas connu la stabilité nécessaire à la cohérence de leur identité et au développement de leur personnalité. L'appartenance au Liban leur a permis de consolider cette personnalité et de réclamer la reconnaissance de leur identité à travers une participation plus active au pouvoir¹. »

L'activisme des fédajins palestiniens dans les années 60-70 au Sud-Liban et les ripostes israéliennes poussèrent de nombreux chiites à quitter leurs villages et à s'installer dans la banlieue de Beyrouth, formant « une ceinture de misère » autour de la capitale. Ce sous-prolétariat devint un terroir fertile pour le développement des idées marxistes. Une élite intellectuelle chiite, formée à l'Université libanaise, s'engagea dans un militantisme laïc et de gauche, mais l'arrivée dans les années 60 à Beyrouth de trois imams, Moussa Sadr, cheikh Mohammad Mehdi Chamseddine et cheikh Mohammad Hussein Fadlallah, marqua un tournant dans l'histoire de la communauté, la ramenant vers un ancrage religieux.

Ces imams, formés dans les grandes écoles théologiques de Qom et du Najaf, multiplièrent les conférences et exaltèrent le sentiment de frustration déjà présent dans la communauté. En

1. Fabiola Azar, *Construction identitaire et appartenance confessionnelle au Liban*, L'Harmattan, 1999, p. 45.

appliquant à leur insu la théorie de l'hégémonie culturelle d'Antonio Gramsci selon laquelle « Le pouvoir se gagne par les idées », ils menèrent la bataille des idées pour conquérir les classes populaires. Par la suite, le charismatique Moussa Sadr mit en place l'instrument de la conquête politique du pouvoir en fondant en 1973 le mouvement des déshérités qui devint, au début de la guerre civile (1975-1990), le mouvement Amal doté d'une milice armée. Sous l'influence d'une génération fascinée par la révolution iranienne, ce mouvement se scinda en 1982 en deux branches : Amal et le Hezbollah. Financé par l'Iran, ce dernier resta idéologiquement et politiquement lié au régime des mollahs et aux pasdarans.

Les grecs-orthodoxes, socialement aisés¹, vivaient en symbiose avec les sunnites dans des villes comme Saida, Beyrouth et Tripoli. Seule une petite communauté rurale installée dans le Koura, au nord du Liban, vivait de l'agriculture. Les grecs-orthodoxes se méfiaient plus des maronites qu'ils ne redoutaient les musulmans, leur reprochant leur rôle dans le schisme de leur Église. Lors du partage de la Montagne libanaise en deux caïmacanats en 1842, le district grec-orthodoxe de Koura préféra être rattaché à la ville de Tripoli sunnite plutôt qu'au caïmacanat chrétien dominé par les maronites. De même, lors du conflit de 1860 entre druzes et maronites, les habitants grecs-orthodoxes de Marjayoun ne souhaitèrent pas adhérer à la *Mutassarifya* à majorité maronite. Consulté sur la question, l'un des notables grecs-orthodoxes de

1. Ils étaient propriétaires terriens en Égypte, Palestine et en Syrie, et leurs activités commerciales touchaient l'ensemble des villes de l'Empire ottoman.

cette ville déclare : « Nous préférons el Turki à Bkerké », – Bkerké étant le siège du patriarche maronite.

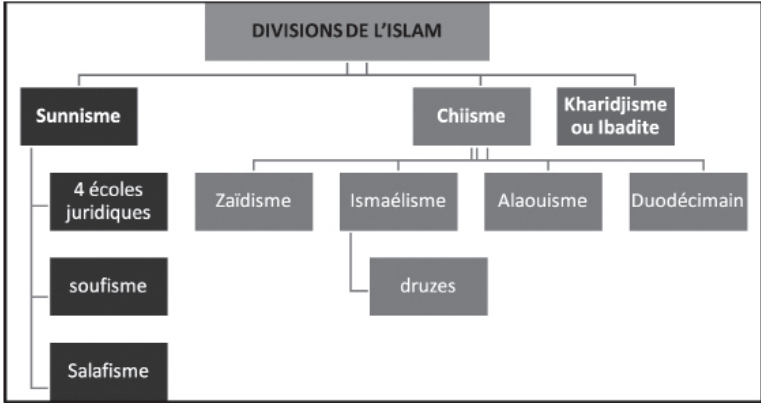
Quant aux sunnites libanais, ils bénéficient eux aussi d’une implantation citadine, dans les grandes villes de Beyrouth, Tripoli et Saïda où s’est développée une bourgeoisie commerçante, dont une élite a été formée dans les écoles et les universités des missionnaires catholiques et protestants. Seule une petite partie de la communauté sunnite vit de l’agriculture dans la riche plaine de la Bekaa et dans l’Akkar. Traditionnellement, les sunnites libanais prêtaient allégeance au sultan qui les protégeait et leur était favorable. Cependant, ils se trouvèrent désemparés suite à l’effondrement de l’Empire ottoman et durent faire leur apprentissage de la lutte politique et s’habituer à leur nouveau statut de communauté minoritaire au Liban, alors qu’ils sont majoritaires dans le reste du Levant.

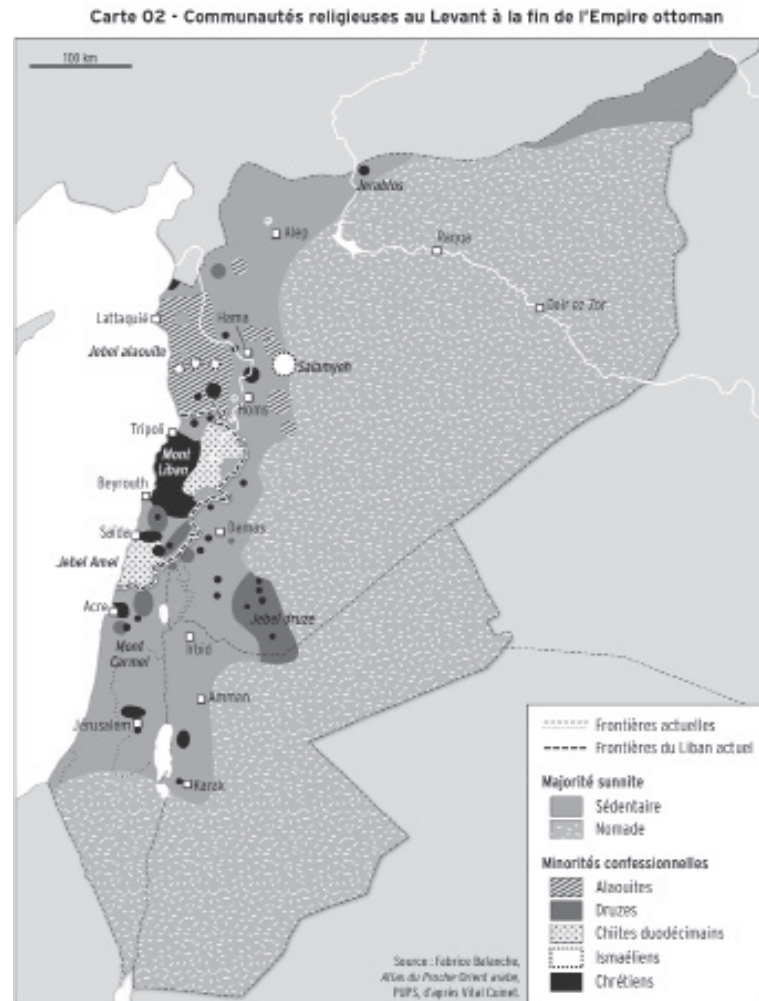
Répartition des confessions religieuses au début du XXI^e siècle au Levant

	Liban	Syrie	Jordanie
Sunnites	29 %	80.5 %	97 %
Chiïtes	31 %	0.5 %	
Druzes	5.5 %	3 %	
Alaouites	0.5 %	10 %	
Ismaéliens		1 %	
Chrétiens *	34 %	5 %	3 %

*Les communautés chrétiennes au Liban se répartissent en 20 % maronites, 9.5 % grecs-orthodoxes, 3.5 % Arméniens et 1 % autres chrétiens.

Plus aucun recensement de la population libanaise n’a été effectué depuis 1932, mais nous disposons d’une estimation réalisée en 2011 par le *Lebanese Information Center*, basée sur les listes électorales et le nombre d’élèves et d’universitaires de moins de 21 ans, qui comptabilise 1 024 038 chrétiens (34.35 %) et 1 951 669 musulmans (65.47 %). Ces chiffres sont concordants avec une estimation avancée par le démographe Youssef Courbage présentée dans ce tableau.





Implantation géographique des communautés religieuses au Levant à la fin de l'Empire ottoman. Jusqu'au XIX^e siècle, le monde des nomades s'arrêtait à la limite des villes de Damas, Homs, Hama et

Alep mais, à partir de cette époque, les Ottomans transformèrent une partie de la steppe en territoire sédentarisé où furent installées des populations appartenant aux communautés minoritaires : alaouites, ismaélites et druzes, servant de tampon entre Damas, Homs, Hama, Alep et les nomades.

CHAPITRE II

DE L'ÉMIRAT DRUZE À LA PROVINCE AUTONOME DU MONT-LIBAN

La Montagne libanaise enclavée servit d'abord de refuge aux communautés druzes et maronites. Les Ottomans n'y exerçaient qu'une suzeraineté lointaine et avaient délégué leurs pouvoirs à la dynastie druze des Ma'an dès le début du XVI^e siècle. Volney, qui l'a visitée en 1783, écrit : « D'où vient donc cette affluence d'hommes sur un si petit espace ? Toute analyse faite, je n'en puis voir de cause que le rayon de liberté qui y luit. Là, à la différence du pays turc, chacun jouit, dans la sécurité, de sa propriété et de sa vie. Le paysan n'y est pas plus aisé qu'ailleurs, mais il est tranquille : il ne craint point, comme je l'ai entendu dire plusieurs fois, que l'agha, le *quâlem-moquam*, ou le pacha envoient des *djendis* piller la maison, enlever la famille, donner la bastonnade.¹ »

C'est sous le règne de Fakhr el-Din II (mort en 1635), petit-fils du fondateur de la dynastie des Ma'an, que les maronites

1. Constantin François Volney, *Voyage en Égypte et en Syrie, 1783-1785*, Paris, Bossange Frères, 1822, p. 439.

migrèrent du nord de la Montagne libanaise, leur foyer naturel, vers le territoire druze, le Gharb et le Chouf (carte 24, p. 71). Le pays druze se transforma alors en un territoire druzo-maronite : une alchimie naquit alors de la rencontre des druzes, peuple guerrier jaloux de sa liberté, et des maronites en relation avec l'Occident chrétien. Cette alliance historique posa les bases d'une proto-nation qui sera plus tard à l'origine du Liban.

La Montagne libanaise connut deux moments politiques déterminants : celui de l'Émirat druze (1516-1842) et celui de la *Mutassarifya* ou territoire autonome du Mont-Liban (1861-1920). Entre ces deux périodes, la Montagne fut divisée pendant 19 ans en deux districts, un maronite au nord et un autre druze au sud, de part et d'autre de la route de Beyrouth à Damas. Cette division politique, connue sous le nom de double caïmacanat, était censée pallier le conflit druzo-maronite de 1840, mais se révéla au final désastreuse et conduisit à une nouvelle guerre civile en 1860 avant de voir la Montagne à nouveau unifiée.

L'ÉMIRAT DRUZE (1516-1842)

Dans les suites de l'effondrement des États latins du Levant fondés par les croisés, les Mamelouks, des esclaves turcs et circassiens, évincèrent leurs maîtres ayyoubides et s'emparèrent du pouvoir au Caire en 1250. Dix ans plus tard, ils étendirent leur domination sur le Levant après avoir vaincu les Mongols. Les Mamelouks divisèrent alors le Levant en six zones administratives, les *niyâba*, gouvernées par un *nâib*, avec pour chefs-lieux

Damas, Alep, Hama, Tripoli, Safad et Karak. Le Liban actuel était divisé en trois zones administratives : le nord jusqu'à Byblos était rattaché à Tripoli, Beyrouth, Saïda et la Bekaa dépendaient de Damas et Tyr de Safad.

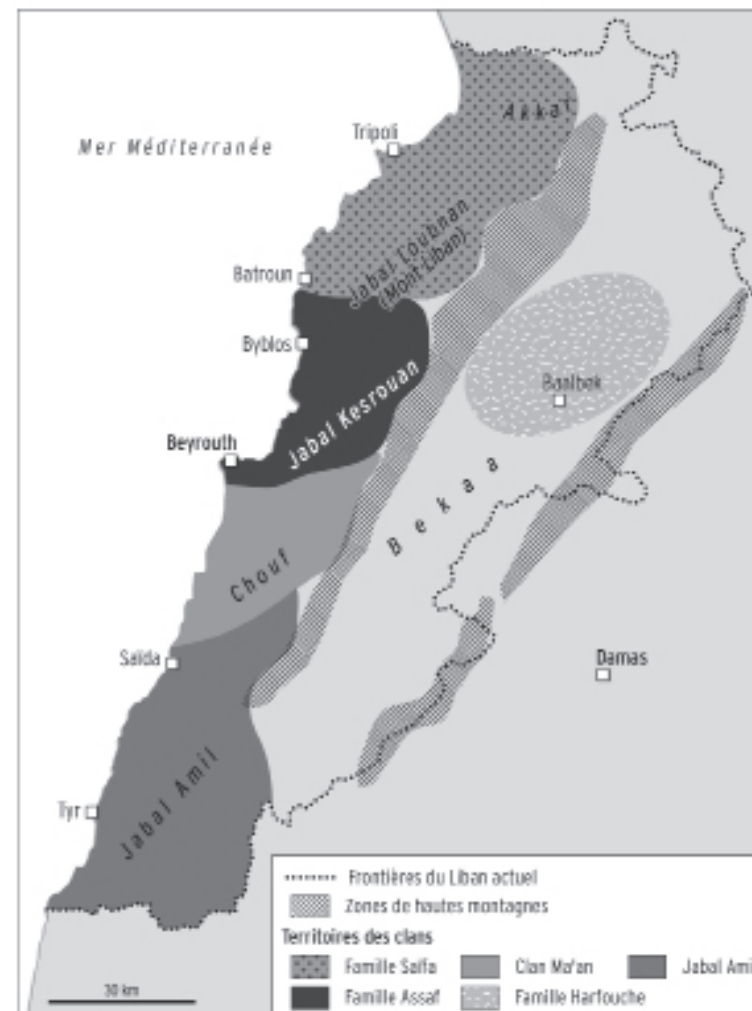
Les Mamelouks exercèrent leur contrôle sur ces territoires par l'intermédiaire de familles locales chargées de maintenir l'ordre et de collecter l'impôt. Au nord de Beyrouth, ils installèrent les Assaf, des sunnites d'origine turcomane, et la famille Buhturi, qui s'était distinguée dans la lutte contre les croisés, dans la partie méridionale de la montagne libanaise (qui correspond au Chouf et à Aley).

En 1516, la Syrie et le Liban passèrent sous domination ottomane après la victoire du sultan Selim I^{er} sur les Mamelouks à la bataille de Marj Dabiq au nord d'Alep. La domination ottomane sur la Montagne dura quatre siècles.

Les Ottomans conservèrent l'organisation administrative mise en place par les Mamelouks ; seuls les noms changèrent : la *niyâba* devint *vilayet* et le *nâib*, *wali*. Les familles locales continuèrent à collecter les impôts et à assurer le maintien de l'ordre sous le contrôle du *wali*.

Au début de la conquête ottomane, le territoire du Liban actuel se trouva divisé en deux : le sud appartenait au *vilayet* de Damas et le nord à celui de Tripoli qui comprenait aussi Homs et Hama. Cette division administrative dura jusqu'en 1660, date de la création du *vilayet* de Saïda dans le but de surveiller les velléités d'indépendance de l'Émirat druze. Avec ce nouveau découpage, le Sud-Liban fut rattaché au *vilayet* de Saïda, alors

Carte 24 - Division féodale au début de la conquête Ottomane



que le Nord-Liban faisait toujours partie du *vilayet* de Tripoli et la Bekaa continuait à appartenir au *vilayet* de Damas.

Au lendemain de leur conquête, les Ottomans accordèrent à Fakhr el-Din I^{er}, chef du clan druze des Ma'an, le pouvoir sur le pays druze au détriment des Buhturi qui payèrent ainsi le prix de leurs liens avec l'ancien régime. Les Ma'an portèrent le titre d'émirs druzes et leur territoire fut connu sous le nom d'Émirat druze.

La famille Assaf fut néanmoins confirmée dans le Kesrouan avec Ghazir comme capitale. Les Saïfa, des sunnites d'origine kurde, devinrent les maîtres de l'Akkar et d'une grande partie du nord du Liban (sans toutefois englober Tripoli qui était le centre d'un *vilayet*) et la famille chiite Harfouche gouverna Baalbek (carte 24, p. 71).

En 1590, les Assaf perdirent le pouvoir lors de l'assassinat de leur chef l'émir Mohamed Assaf, tué sur la route de Batroun dans une embuscade montée par Youssef Ibn Saïfa. Pour récupérer son héritage, celui-ci prit la précaution d'épouser la veuve de sa victime. C'est ainsi que Beyrouth passa entre les mains de la famille Saïfa qu'une longue rivalité opposera aux Ma'an.

Dans une région où le pouvoir était généralement instable, l'Émirat druze connut un record de longévité. La transmission héréditaire du pouvoir ne fut jamais remise en cause par les Ottomans malgré les velléités d'indépendance de certains émirs. Ainsi quand Kourkoumaz I, le fils de Fakhr el-Din I^{er}, fut assassiné en 1585 par les Ottomans, ceux-ci nommèrent son fils, Fakhr el-Din II pour lui succéder. Âgé d'à peine 13 ans, Fakhr el-Din II confia la régence à son oncle maternel et se réfugia avec sa mère et son frère chez les Khazen, des notables maronites du Kesrouan.

Sa jeunesse, dans un milieu chrétien, en fit l'artisan naturel de l'alliance entre druzes et maronites. Dès son arrivée au pouvoir en 1590, il obtint l'appui de l'Église maronite et autorisa des familles maronites à venir s'installer dans le Chouf, jusqu'alors exclusivement druze.

Profitant de la mobilisation des Ottomans contre les Séfévides en Perse, Fakhr el-Din II agrandit son domaine vers le nord en s'emparant de Beyrouth après avoir vaincu à deux reprises Youssef Saïfa.

Poursuivant sa politique d'expansion vers le sud cette fois, Fakhr el-Din II prit le contrôle du territoire chiite de Jabal Amel et s'empara des *sandjaks* de Safad, Naplouse et Ajloun. À la fin de son règne, la superficie de l'Émirat dépassait largement le Liban actuel et débordait sur la Palestine et la Transjordanie. Fakhr el-Din II choisit Deir el Kamar comme capitale politique et Saïda comme capitale commerciale.

Par ailleurs, sous son règne se développa le commerce avec l'Europe et la sériciculture connut une forte impulsion. Mais ses velléités indépendantistes et ses alliances européennes suscitèrent la méfiance des Ottomans qui chargèrent en 1613 le *wali* de Damas d'une expédition punitive. Fakhr el-Din II réussit à fuir en embarquant sur un bateau français et se réfugia auprès du Grand-Duc de Toscane, laissant le pouvoir à son frère Ali et à son fils Younes. Au terme d'un exil de cinq ans, il parvint à obtenir l'accord du sultan pour son retour et ramena de Florence des artisans, des architectes et de nouvelles techniques agraires qui contribuèrent à moderniser l'Émirat. Il se dota également d'une

puissance militaire qui lui permit de vaincre le *wali* de Damas en 1623 à la bataille d'Anjar.

Les Ottomans, inquiets des ambitions de Fakhr el-Din II, finirent par le capturer et le conduire enchaîné à Constantinople où il fut exécuté par strangulation en 1635 sur ordre du sultan. Son neveu, Melhem, lui succéda mais fut remplacé par ses deux fils, Korkomaz II puis Ahmed qui décéda sans héritier mâle en 1697. Pour régler la question de la succession, les notables de la Montagne libanaise se réunirent au village de Sumqâniya près de Baakline et désignèrent son neveu Bachir Chéhab, de confession sunnite. Le sultan n'approuva toutefois pas ce choix et se prononça en faveur d'Haydar, un autre neveu d'Achmed. Celui-ci étant mineur, Bachir régna comme régent jusqu'à sa majorité. Ainsi, le pouvoir passa sans susciter d'hostilité de la dynastie druze des Ma'an à la famille sunnite des Chéhab. Un siècle plus tard, les Chéhab devinrent maronites après la conversion de l'émir Youssef (1763-1788), probablement un choix politique motivé par l'essor de cette communauté.

Youssef fut ainsi le premier prince chrétien depuis les croisades à exercer le pouvoir en terre d'islam. Signe de l'affaiblissement de l'Empire, le sultan n'était pas en mesure d'empêcher un « renégat » de gouverner ses sujets, non seulement chrétiens mais aussi musulmans.

La dynastie Chéhab connut son apogée sous le règne de Bechir II (1788-1840) qui posa les bases d'un État moderne en réformant la justice et en renforçant l'armée. Pour donner plus d'éclat à son pouvoir, il fit construire par des architectes italiens

le palais de Beit el Din qui devint le centre d'un pouvoir fort et autoritaire.

Après s'être imposé auprès des chefs féodaux de toute confession, le jeu politique de la région dut compter avec lui. Ayant la sagesse de ne pas répondre à l'appel de Bonaparte lors du siège de Saint-Jean-d'Acre (Akka) qui se révéla un désastre pour le Français, il reçut les territoires de Baalbek, Wadi el Taïm, Jabal Amel et Jbeil de la part du sultan pour le remercier de sa fidélité. Son Émirat ressemblait au Liban actuel, sans la région du Nord-Liban. Cependant, à la fin de son règne, il eut moins d'intuition en appuyant la conquête de la Syrie contre le sultan par l'Égyptien Ibrahim Pacha, fils de Mehemet Ali, ce qui lui valut d'être déposé en 1840 et conduit en exil à Malte puis à Constantinople où il mourut en 1850. Le règne de son successeur, Bechir III, ne dura que deux ans. Avec lui prit fin en 1842 la parenthèse de l'Émirat druze du Mont-Liban qui aura duré trois siècles.

L'Émirat continua à être appelé Émirat druze sous les émirs Chéhab alors que ceux-ci étaient sunnites puis maronites. D'ailleurs Bonaparte, dans sa correspondance à Bechir II, s'adresse à lui en le qualifiant d'émir des druzes.

Quelles furent la nature exacte de cet Émirat et la réalité du pouvoir de ces émirs ?

Tout d'abord précisons que l'Émirat ne constituait pas une principauté à l'européenne ni une province autonome. Étant sous la coupe du *wali* nommé par les Ottomans, il ne jouissait pas d'un statut juridique propre mais relevait, à l'instar de nombreux autres territoires de l'Empire, du régime fiscal de l'*iltizam*, équivalent

de la ferme d'Ancien Régime. Comme l'explique Samir Kassir : « L'Émirat fut pour les Ottomans une formule commode d'affermage des impôts et de gestion de la diversité communautaire de la Montagne. Si commode même que la Porte n'eut pas de prévention à accepter une dévolution héréditaire de facto du poste de gouverneur-fermier général, même si ce dernier n'avait de jure qu'un mandat renouvelable. L'essentiel, ici comme ailleurs, était que le tribut rentrât régulièrement et que les prétentions à l'expansion des émirs ne fissent point trop de vagues, les gouverneurs de Damas et ou de Saïda se chargeant au besoin de remettre les choses en ordre par l'exercice d'une violence ponctuelle.¹ »

Simple collecteurs d'impôts pour le compte du sultan ottoman, ces dynasties héréditaires exercèrent à certaines périodes un pouvoir total sur leur territoire, tout en prenant soin d'acquitter régulièrement l'impôt au sultan. Signe de leur puissance, elles disposaient d'une armée et il n'était pas rare que leur intervention militaire soit sollicitée par les *walis* ottomans. Des seigneurs européens, comme le Grand-Duc de Toscane sous Fakhr el-Din II ou Bonaparte sous Béchir II, recherchèrent leur alliance. Les émirs jouissaient d'une grande indépendance comme en témoigne cette lettre du consul de France à Saïda à propos de l'émir Youssef : « Le Prince dépend de la Porte. Mais cette dépendance est presque insensible et tant qu'il paye exactement le miry, le tribut ou le prix de la ferme au Grand Seigneur, il peut agir en maître absolu.² »

1. Samir Kassir, *Histoire de Beyrouth*, Éditions Perrin, 2012, p. 103.

2. Hyam Mallat, *Le Liban, Émergence de la liberté et de la démocratie au Proche-Orient*, Paris, Geuthner, 2014, p. 44.

L'Émirat durera avec une remarquable stabilité pendant 326 ans, de 1516 à 1842. Comme le fait remarquer Hyam Mallat, au cours de cette période, « 17 Émirs ont gouverné le Liban dont 8 de la famille Ma'an et 9 de la famille Chéhab », alors qu'à la même époque les *vilayets* de Saïda, Tripoli et Damas eurent respectivement 92, 157 et 201 *walis*¹.

Bien que faisant partie de l'Empire ottoman et sous l'autorité du sultan, l'Émirat druze se présenta, à partir du milieu du XVII^e siècle, comme une entité politique propre, annonciatrice de la *Mutassarifja* druzo-maronite qui émergea dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Certains historiens se sont servis de l'Émirat druze comme référence historique pour conférer une légitimité au Liban dans ses frontières de 1920. On peut toutefois objecter que cette histoire n'est pas celle des sunnites, des chiites et des grecs-orthodoxes des villes côtières et des plaines de la Bekaa et de l'Akkar.

LES MARONITES, UN PONT ENTRE ORIENT ET OCCIDENT

Les émirs druzes ouvrirent leur région aux maronites pour leur maîtrise des techniques agricoles, mais aussi pour conjurer le danger que représentaient les chiites installés à la frontière sud. Ils s'en servaient aussi comme intermédiaires avec l'Europe chrétienne. L'ouverture de l'Église maronite à l'Occident est due à un événement historique majeur qui eut lieu au cours du XII^e siècle, lors de la première croisade. Raymond Saint-Gilles, comte de Toulouse,

1. *Ibid.*, p. 103.

après s'être octroyé le comté de Tripoli, découvrit des chrétiens installés dans les montagnes qui surplombent la ville. Les maronites se battirent aux côtés des croisés et leur collaboration aboutit à leur intégration à l'Église de Rome¹ par une bulle d'Innocent III publiée en 1215, lors du IV^e concile œcuménique du Latran en présence du patriarche maronite Jérémie d'Amchit.

La relation entre les maronites et le Vatican tomba en désuétude au cours des siècles qui suivirent. L'Église d'Occident était davantage préoccupée par le différend qui opposait les deux papes de Rome et d'Avignon et, de leur côté, les maronites, persécutés par les Mamelouks, étaient coupés du reste du monde.

Un nouveau rapprochement entre les maronites et l'Église de Rome se produisit au XV^e siècle. Inquiet des menaces que les Turcs faisaient peser sur la ville chrétienne de Constantinople, le pape Eugène IV organisa un concile à Florence en 1434 où il promit aux Byzantins une aide militaire et leur proposa d'unifier la chrétienté en incorporant les Églises orientales dans l'Église de Rome. Les chefs religieux orientaux, prêts un temps à se placer sous la houlette du pape, se ravisèrent après leur retour au pays. Seule exception, le patriarche maronite Jean de Jaje, qui n'assista pas au concile, mais confirma dans un message au pape son attachement à l'Église latine.

1. Le patriarche maronite Pierre de Lehfed est le premier chrétien d'Orient à reconnaître la suprématie du pape en 1180 et son successeur, Jérémie d'Amchit, passe quatre ans et demi à Rome, où il assiste au concile de Latran. C'est au cours de ce concile que l'Église maronite intègre l'Église de Rome, en 1215.

Le pape donna instructions aux Franciscains de Terre sainte de prendre en main l'Église maronite, seule Église d'Orient à lui être restée fidèle. L'Église maronite suscita un vif intérêt auprès des papes successifs. Ainsi, Léon X alla jusqu'à la comparer à « une fleur de Lys au milieu d'un champ d'épines¹ », formule tirée du Cantique des Cantiques par laquelle il lui rendait hommage d'avoir maintenu la véritable foi au milieu des musulmans, des hérétiques et des schismatiques.

Les maronites étant suspectés d'avoir adhéré par le passé à l'hérésie monothéliste, le pape Grégoire XIII, pilier du concile de Trente, leur envoya au XVII^e siècle deux jésuites, les pères Jean-Baptiste Eliano et Thomas Raggio, pour s'assurer de la conformité de leurs croyances et corriger toutes déviations dogmatiques. Juif converti d'Alexandrie possédant la langue arabe et professant les langues orientales, le père Jean-Baptiste Eliano fit brûler tous les livres jugés non conformes à la doctrine catholique. De retour à Rome, il recommanda au pape de réformer le clergé en ouvrant des écoles et en imprimant des livres pour éviter toute falsification par les copistes.

Par la mission d'Eliano débuta la latinisation forcée de l'Église maronite. Un concile fut convoqué à Qannubin en 1580 pour la conformer aux conclusions du concile de Trente. Cette latinisation suscita de fortes réserves, à commencer par celles du patriarche maronite Sarkis Rizzi. Le pape dépêcha alors au Mont-Liban un autre émissaire, le jésuite Jérôme Dandini, à qui Rizzi,

1. Kamal Salibi, *Une maison aux nombreuses demeures*, Naufal, 1989, p. 83.

très malade, fit part de son désaccord avec les conclusions du concile. Un second synode fut par conséquent convoqué en 1596, à nouveau à Qannubin. Pendant les travaux, le patriarche mourut et son neveu Joseph Rizzi, favorable à la latinisation de son Église contrairement à son oncle, le remplaça.

Entre les deux conciles de Qannubin, la latinisation de l'Église maronite connut un tournant décisif avec la fondation du Collège maronite pontifical de Rome chargé de former son haut clergé. Situé dans le quartier de Trevi et dirigé par les Jésuites depuis sa fondation le 5 juillet 1584 jusqu'à l'interdiction de l'Ordre en 1773, il forma des générations de maronites.

Âgés tout au plus de quatorze ans pour ne pas susciter la méfiance des Turcs, les élèves étaient envoyés à Rome par groupes de deux à huit, accompagnés d'un prêtre maronite ou d'un missionnaire, mais l'adaptation à la vie romaine n'était pas toujours facile et certains rentraient chez eux peu de temps après leur arrivée.

À la fin de leurs études, nombreux étaient ceux qui choisissaient de rester en Europe, séduits par le mode de vie occidental. Ils participaient alors à la traduction des livres arabes et syriaques en latin et à la recherche de manuscrits orientaux susceptibles d'enrichir les bibliothèques européennes. Ce petit groupe constitua au début du XVII^e siècle l'origine de l'orientalisme en Europe.

Quatre pays attirèrent particulièrement ces savants maronites : la France, l'Italie, l'Espagne et l'Empire austro-hongrois.

L'instigateur de l'installation des érudits maronites à Paris est un ancien ambassadeur de France à Constantinople qui fit

appel à Gibra'il al-Sahyuni, dont le nom latinisé devint Sionite, pour participer à la rédaction de la Bible polyglotte. Né en 1575 à Ehden, Sionite fut nommé en 1613 à la tête de la chaire d'arabe du Collège Royal, ancêtre du Collège de France, devant lequel se dresse toujours sa statue, tout comme devant l'église de sa ville natale.

C'est en Italie que l'action des anciens du Collège maronite de Rome se révéla la plus décisive. Citons Abraham el Hakelani (1605-1664), latinisé en Ecchellensis, dont le parcours s'inscrit, à l'instar de bien d'autres, dans le cadre de l'alliance historique entre l'Église maronite et les émirs druzes. Ne se sentant pas de disposition pour la carrière ecclésiastique, Abraham el Hakelani se maria et se mit au service de l'émir druze Fakhr el-Din II, devenant son intermédiaire auprès du Grand-Duc de Toscane. Il fut en outre chargé de vendre la soie en Tunisie afin d'acheter des armes pour le compte de l'émir.

D'autres élèves du Collège maronite respectèrent leur engagement et rentrèrent au Liban à la fin de leurs études. Ils occupèrent par la suite les dignités les plus élevées dans le clergé maronite et apportèrent un souffle nouveau à la communauté.

Le premier à rentrer au Liban fut Girgis Amira, élu patriarche en 1633¹. Sa formation à Rome l'incita à ouvrir l'Église maronite à la culture latine, ce qui lui valut d'être surnommé « le patriarche romain ».

1. Sous son mandat seront fondés l'école Notre-Dame de Hawqa au Liban et le Collège maronite de Ravenne.

Son élection coïncida avec la naissance d'Estephan al-Douaihy qui mérite une place à part. Né à Ehden en 1630, il fut envoyé à l'âge de onze ans à Rome par le patriarche Amira et y demeura quatorze années. Dès son arrivée, il se distingua de ses camarades car il était « semblable à un aigle qui vole plus haut que tous les autres oiseaux » selon un témoignage de l'époque. Contrairement à beaucoup de ses camarades, il retourna au Liban et fut nommé prêtre à Alep, carrefour stratégique très fréquenté par les commerçants et les missionnaires européens qui comportait une petite communauté maronite. Après cinq années passées à Alep, il devint évêque de Chypre avant d'être élu patriarche à l'âge de quarante ans.

Outre son œuvre liturgique, Estephan al-Douaihy a publié *L'histoire des temps* (en arabe *Tārikh al-azminah*) qui traite de l'histoire des chrétiens et des musulmans du Proche-Orient. Son *Apologie de la nation maronite* consacrée à l'histoire des maronites depuis les origines constitue un plaidoyer en faveur de leur conformité à l'Église de Rome et une réfutation du rapport d'Eliano. Trois de ses élèves d'Alep¹ furent à l'origine de la réforme monastique : ils formèrent un ordre et s'installèrent au couvent Saint-Elisée de Bécharré, préférant à la vie ascétique et contemplative l'engagement au service de la société par la célébration de l'office, la prédication, le travail de la terre et l'enseignement².

1. Il s'agit de 'Abdallah Qara'ali, Gibra'il Hawwa et Yusuf al-Batn.

2. L'opposition qui finit par apparaître entre les citadins aleppins et les montagnards libanais aboutit à la scission de l'ordre en deux branches : l'ordre maronite alépin (Mariamite) et l'ordre libanais maronite (Baladite). Ces deux ordres dirigent encore de nos jours de nombreuses écoles et deux universités : l'université Saint-Esprit

Au XVIII^e siècle, une nouvelle génération maronite s'imposa à Rome dont le plus illustre fut Yusuf Sam'un al-Saem'ani (latinisé en Joseph-Simonius Assemani). Ce dernier se vit chargé par le pape de collecter des manuscrits orientaux en Égypte, en Syrie et à Jérusalem, ce qui donna à la Bibliothèque vaticane la primauté dans ce domaine. Grâce au succès de cette mission, sa carrière connut une ascension fulgurante, le pape lui confiant la tâche de restructurer et de réformer l'Église maronite. Dépêché au Liban, il organisa en 1736 le synode du Mont-Liban, au couvent de Luwayzé.

Dans ce qui paraît avant-gardiste pour l'époque, les Pères du synode, soucieux de l'éducation de la jeunesse, proposèrent une organisation de l'enseignement digne d'un ministère de l'Éducation nationale. Des écoles virent le jour dans les villes, les villages et les grands monastères et chaque enfant devait savoir lire et écrire en arabe ainsi qu'en syriaque et se familiariser avec le Nouveau Testament, les psaumes et le service de l'office. Les plus doués étaient sélectionnés pour suivre les cours de théologie, philosophie, arithmétique, astrologie, droit canon, en plus de la grammaire et de la syntaxe syriaque et arabe. Les meilleurs d'entre eux formaient le groupe des candidats au Collège maronite de Rome.

de Kaslik qui est francophone et appartient à l'ordre libanais maronite et l'université de Louizé anglophone qui appartient à l'ordre mariamite.

Ces propositions éducatives révolutionnaires suscitèrent des réserves et des ressentiments auprès de la population¹, rendant difficile leur mise en application. Il fallut attendre 1789, soit cinquante-trois ans plus tard, pour assister à l'ouverture du premier véritable établissement scolaire au Liban², le Collège de Ayn-Waraqa dans le Kesrouan dont l'histoire est liée à la famille Estephan depuis sa création jusqu'à sa fermeture en 1952.

Ce collège assura la relève du Collège maronite de Rome et joua un rôle primordial dans la formation du clergé maronite et d'une élite locale. Nombre de ses élèves participèrent à la *Nahda* arabe (la Renaissance arabe), à l'instar de Boutros el Boustani, fondateur de l'École Nationale, l'évêque Youssef el Debs, fondateur du Collège de la Sagesse, l'évêque Youhanna el Habib, fondateur du Collège de Kreim.

Les écoles de l'Église maronite eurent le mérite de préparer un terroir fécond pour la grande aventure éducative qui se déroula au XIX^e siècle et qui conféra au Liban sa spécificité au Proche-Orient. Comme l'a écrit M^{gr} Nasser Gemayel: «[...] la culture occidentale et l'appétit d'instruction commençaient à s'infiltrer

1. Ce n'est qu'avec le second synode de Luwayzé, en 1818, que l'Église maronite se modernise réellement.

2. Le Collège Notre-Dame de Hawqa fondé sous Fakhr el-Din II ne surviva pas à la chute du prince. Il sera fermé définitivement en 1634, victime des représailles des Turcs contre les partisans de Fakhr el-Din. Deux anciens du Collège de Rome sont à l'origine de deux écoles au Liban: le collège Saint-Elie de Aintoura fondé en 1733 grâce au père jésuite Butros Mubarak qui avait légué ses biens pour la réalisation de ce projet et le collège Saint-Joseph de Zghorta fondé en 1690 par Girgis Benyammine évêque d'Ehden. Ces deux collèges ont été confiés aux Jésuites selon le désir des donateurs et cessèrent de fonctionner lors de l'interdiction de l'ordre des Jésuites en 1773.

lentement mais sûrement. Les premières manifestations culturelles chez les maronites du Liban, entraînées par l'ouverture à Rome, seront [...] les écoles.¹»

D'autre part, la congrégation romaine chargée de la propagation de la foi - *Propaganda Fide* - s'appuya sur les maronites pour convertir les chrétiens d'Orient à la foi catholique et les prémunir contre le prosélytisme protestant. Le patriarche maronite avait autorisation du pape pour lever l'excommunication des Orientaux souhaitant intégrer l'Église de Rome et les chrétiens orientaux voulant se convertir au catholicisme virent dans ce territoire enclavé un abri. Ainsi le patriarche syrien-catholique se réfugia-t-il au couvent de Charfeh tandis que le patriarche arménien catholique s'installa dans un couvent à Bzommar, au cœur du pays maronite. Les grecs-catholiques trouvèrent auprès des maronites refuge et soutien lors de la fondation de leur Église.

L'ouverture de l'Église maronite à l'Europe débuta donc par ses liens avec la papauté. Sa relation avec la France fut plus tardive, remontant à la défaite de l'émir Fakhr el-Din II. Devenu la cible des Turcs suite à la perte de son protecteur, le patriarche sollicita la protection de Louis XIV, ami des Ottomans depuis les Capitulations signées entre François I^{er} et Soliman le Magnifique. Le roi de France répondit à la supplique du patriarche et lui adressa une lettre de protection qui marqua le début d'une longue relation franco-maronite dont l'apogée fut le mandat français.

1. Nasser Gemayel, « Les maronites et l'éducation au Liban », Thèse de doctorat d'État (tome II), Université Paris I, 1984, p. 340.

À cette époque, le patriarche Hoyeck résuma les sentiments des maronites envers la France en ces termes : « Il y a plusieurs siècles que les maronites vivent de l'espoir qu'un jour la France affranchie des exigences de la politique exercera directement sur eux sa bien-faisante influence... Nous savons d'autre part que la France est pour nous une mère qui ne s'est jamais trouvée en retard toutes les fois qu'il s'est agi pour elle de nous faire du bien en améliorant notre situation.¹ »

LA PROVINCE AUTONOME DU MONT-LIBAN (1861-1920)

La cohabitation druzo-maronite tourna au conflit avec la chute de l'Émirat druze en 1842, inaugurant deux décennies de troubles confessionnels qui se soldèrent par des massacres de chrétiens par les druzes de mars à mai 1860 (11 000 morts et 100 000 déplacés). Alors que la situation se calmait au Mont-Liban, des persécutions contre les chrétiens furent perpétrées cette fois par les sunnites, en Syrie et en Palestine en juillet 1860. En une journée, on dénombra plusieurs milliers de victimes chrétiennes dans la seule ville de Damas.

Commis avec la complaisance ottomane, ces massacres émurent profondément l'Europe. Un corps expéditionnaire français de 6 000 soldats fut de ce fait envoyé par Napoléon III à Beyrouth en août 1860, sous le commandement du général Beaufort d'Hautpoul, dans ce qui ressemblait à une première

1. Gérard Khoury, *La France et l'Orient arabe, Naissance du Liban moderne*, Albin Michel, 2009, p. 247.

Carte 23 - La division administrative ottomane du Levant à la veille de la Première guerre mondiale



force de la paix. Sa mission n'était pas de participer aux combats, mais bien de séparer les belligérants, d'aider à l'enterrement des morts et au retour des rescapés dans leurs villages. Après avoir pacifié la Montagne libanaise, il se retira en juin 1861.

Napoléon III ne s'était pas contenté d'envoyer des troupes, ayant également imposé au sultan une solution politique. À son initiative, une commission internationale réunissant cinq puissances européennes (France, Grande-Bretagne, Russie, Prusse et Autriche-Hongrie) et l'Empire ottoman décida d'accorder au Mont-Liban un statut d'autonomie régi par un règlement organique du 8 juin 1861, modifié en 1864. La Montagne, désignée sous le nom de *Mutassarifya*, passa ainsi sous tutelle internationale tout en restant dans l'Empire ottoman.

La séparation de la Montagne en un territoire dominé par les druzes et un autre dominé par les chrétiens, sous le régime du double caïmacanat, s'étant révélée désastreuse, la cohabitation reprit dans le cadre de la *Mutassarifya*. Celle-ci bénéficiait de certaines prérogatives qui la distinguaient des autres provinces ottomanes¹. Ses frontières, par exemple, étaient garanties internationalement et n'étaient pas modifiables par la seule volonté du sultan. Nommé par ce dernier, après l'approbation des grandes puissances, le gouverneur de ce territoire – le *moutassaréf* – devait être un sujet ottoman de confession catholique mais non libanais, de crainte qu'il ne favorisât sa communauté. Il devait se référer à

1. Voir H. Mallat, *Le Liban, émergence de la liberté...*, op. cit., p. 141.

un Conseil administratif (*majliss*)¹ composé de douze membres : quatre sièges étaient réservés aux maronites, trois aux druzes, deux aux grecs-orthodoxes et un siège à chacune des trois communautés grecque-catholique, sunnite et chiite. Le rôle du Conseil était purement consultatif en matière administrative, mais il disposait du droit de délibérer sur la répartition des impôts et des dépenses de la *Mutassarifya*².

À la différence des émirs placés sous la tutelle des *walis* locaux, le *moutassaréf* rendait compte directement à la Sublime Porte.

Signe de l'autonomie de la *Mutassarifya*, l'armée ottomane était interdite sur son territoire et ses habitants étaient exemptés de la conscription. Elle était en outre dotée d'une organisation judiciaire et disposait de sa propre police.

L'autonomie territoriale se doublait d'une autonomie financière : l'impôt collecté servait en premier lieu « aux frais d'administration de la Montagne et à ses dépenses d'utilité publique ; le surplus seulement, s'il y a lieu, entrera dans les caisses de l'État », selon l'article 15 du règlement fondamental.

Fin connaisseur de l'Empire ottoman, le dernier gouverneur de la *Mutassarifya*, Ohannès Pacha Kouyoumdjian, définit mieux que quiconque le rapport de cette entité druzo-maronite avec l'Empire : « Ce n'est pas sans doute, en une cinquantaine d'années de régime autonome que le Liban avait pu prendre une

1. En 1912, un treizième siège est ajouté pour les maronites pour la ville de Deir el Kamar.

2. Fouad Boustany, *Introduction à l'histoire politique du Liban moderne*, Paris, Cariscript, 1991, p. 83.

avance si considérable sur les régions voisines. La montagne facile à défendre et n'offrant guère aux hordes turques l'appât d'un riche butin, avait été, dès l'origine de la conquête, respectée par les vainqueurs. On lui avait laissé sa liberté nationale et ses chefs naturels moyennant un léger tribut. Elle ne valait pas les risques et les frais d'une occupation permanente. Son cas n'était d'ailleurs pas unique dans l'histoire de l'invasion ottomane. Les Turcs, qui ne savaient que vaincre et occuper un pays, ne se donnaient pas la peine d'organiser leur conquête. Ils n'ont jamais su ou voulu maintenir leur despotisme que dans les pays de plaine où les produits sont plus abondants et plus accessibles, les habitants plus pacifiques et plus faciles à exploiter. Les régions montagneuses, comme le Monténégro, l'Albanie, le Kurdistan, et sur les côtes mêmes de la Syrie, le pays Ansariés (ou alaouite), sont restées, de même que le Liban, à peu près livrées à elles-mêmes. Dans ces oasis de liberté, ces lieux de refuges, les indigènes se multiplièrent en paix et leur nombre s'accrut, en outre, de tous leurs congénères de la plaine fuyant, à différents intervalles, les exactions et les persécutions de la race dominante.³»

Toutefois, la Montagne druzo-maronite était loin de présenter les caractéristiques d'une nation. Le citoyen appartenait à sa communauté : on était druze ou maronite. De plus, la cohabitation obéissait à un rapport de force : les druzes féodaux avaient commandé sous l'Émirat et les maronites dominèrent à l'époque de

3. Ohannès Pacha Kouyoumdjian, *Le Liban à la veille et au début de la guerre, Mémoires d'un gouverneur, 1913-1915*, Centre d'histoire arménienne contemporaine, 2003, p. 26.

la *Mutassariffya*. Réunies dans la Montagne dans l'unique but de se prémunir contre l'oppression ottomane, ces communautés ne partageaient aucun sentiment commun d'appartenance.

Lors de sa conception, les Ottomans, avec l'appui des Britanniques, firent tout pour saper toute velléité indépendantiste de la *Mutassariffya* en la privant d'un port et de plaines céréalières. Ces amputations la rendirent précaire et dépendante économiquement, provoquant plus tard une immigration massive et une grande famine qui sévit durant la Première Guerre mondiale. De cette expérience, les maronites acquirent la volonté farouche d'associer à leur territoire les plaines de la Bekaa et de l'Akkar ainsi que le port de Beyrouth, même si cela signifiait inclure des populations musulmanes susceptibles de compromettre leur suprématie.

C'est Jouplain, de son vrai nom Paul Noujaim, qui fut le premier à réclamer publiquement un Liban avec ses frontières actuelles dans sa thèse¹ publiée en 1908 *La question du Liban : étude d'histoire diplomatique et de droit international*. Jouplain se basait, dans ses revendications, sur les cartes d'état-major du général Beaufort d'Hautpoul.

1. [Paul Noujaim] Jouplain, *La question du Liban : étude d'histoire diplomatique et de droit international*, Paris, Rousseau, 1908, p. 469.

La population de la Mutassarifya est estimée* en 1860 à 269 980 habitants			
Maronites	172 500	Druzes	28 560
Greco-catholiques	20 400	Chiïtes	13 220
Greco-orthodoxes	27 100	Sunnites	7 795

* Estimation par l’armée française de la population du Mont-Liban en 1860 d’après Dominique Chevallier, *La société du Mont-Liban à l’époque de la révolution industrielle en Europe*, Paris, Geuthner, 1971.

L’ESPRIT DE BEYROUTH

Au XIX^e siècle, Beyrouth devint l’épicentre d’un esprit nouveau et d’une culture originale qui finirent par définir tout le Liban. Une symbiose s’instaura entre la ville et les montagnes qui l’entouraient. La *Mutassarifya* trouva dans Beyrouth sa capitale économique, éducative et culturelle. Elle voulut même en faire sa capitale politique alors que Beyrouth était déjà le centre d’un important *vilayet* portant son nom.

L’histoire magnifiée du Liban considère l’Émirat druze de Fakhr el-Din II (1572-1635) comme la préfiguration du Liban actuel ayant Beyrouth pour capitale, alors que celle-ci n’était qu’un bourg insignifiant et que Fakhr el-Din II avait choisi Deir el Qamar comme capitale. Rattachée au *vilayet* de Saïda en 1660, Beyrouth ne fut que 24 ans sous le contrôle des Chéhab avant de passer, en 1773, sous l’administration du *wali* d’Acre, Ahmad al Jazzar¹.

1. Ahmad al Jazzar a transféré le centre du *vilayet* de Saïda à Acre après sa victoire sur Bonaparte.

Au cours des trois siècles d’occupation ottomane, Beyrouth n’eut qu’une histoire limitée avec l’Émirat druze.

Jusqu’en 1830, la future capitale du Liban n’était qu’une petite ville ne dépassant pas les 10 000 habitants, dominée par des familles sunnites¹ commerçantes. Malgré sa position centrale sur la côte orientale de la Méditerranée, son intérêt stratégique était limité car elle était enclavée, coupée de l’intérieur syrien par la barrière montagneuse du Mont-Liban et son port ne prêtait qu’au cabotage.

L’occupation de Beyrouth par les Égyptiens le 2 avril 1832 marqua un premier tournant dans la destinée de la ville : Ibrahim Pacha, fils de Mohammad Ali, y entreprit des travaux d’infrastructure et l’agrandissement du port en y installant un lazaret, le transformant ainsi en porte d’entrée des voyageurs pour le Levant.

Mais c’est en 1857 que la fortune de Beyrouth se confirma. L’ouverture de la route Beyrouth-Damas, qui réduisait le temps de trajet de 4 jours à 13 heures, fit d’elle le port naturel de la Syrie et le poumon économique du Mont-Liban. Cette route fut l’œuvre d’un Français, le comte Edmond de Perthuis (1822-1904), ancien officier de la marine française qui avait rapatrié les restes de Napoléon de Sainte-Hélène à Paris.

Cette situation stratégique nouvelle valut à Beyrouth sa promotion politique. En 1888, un dernier découpage administratif effectué par les Ottomans aboutit à la création du *vilayet* de Beyrouth, 30 000 km² qui s’étendaient de Lattaquié au nord

1. Comme les familles Barbir, Beyhum, Daouk, Salam et Tabara.

jusqu'à Naplouse au sud, incluant Saïda et Tripoli, sans toutefois incorporer la province autonome du Mont-Liban (carte 23, p. 87).

De 10 000 en 1830, le nombre d'habitants à Beyrouth passa à 136 400 en 1908¹. Les raisons de cette explosion démographique sont multiples. Le littoral hostile, marécageux, infesté par la malaria, redevint salubre au milieu du XIX^e siècle. L'instabilité politique de la Montagne druze-maronite à partir de 1840 incita également de nombreuses familles, à prédominance maronite, à s'installer à Beyrouth, avec un pic de 15 000 personnes par an au moment des massacres de 1860. Cette même année, Beyrouth servit aussi de refuge aux chrétiens de Damas, de sorte que la population de Beyrouth doubla en 5 ans².

Beyrouth ne fut pas qu'un refuge. Le développement de la sériciculture dans la Montagne libanaise fit d'elle la capitale de la soie, accueillant les courtiers et les financiers qui animaient cette économie tenue par des familles maronites.

La communauté maronite de Beyrouth se développa avec l'arrivée d'artisans de Jazzine ou de Deir el Qamar et d'une immigration plus populaire qui choisit de se loger dans les faubourgs sud de la ville, Chiah et Haret Hraïk, qui avaient l'avantage de faire partie de la *Mutassarifya*.

Ces flux migratoires inversèrent le rapport démographique en faveur des chrétiens qui dominaient le commerce extérieur, la

1. Dominique Chevallier, *La société du Mont-Liban à l'époque de la révolution industrielle en Europe*, Paris, Paul Geuthner, 1971.

2. *Ibidem*.

finance, la représentation des firmes européennes et les métiers libéraux.

Beyrouth bénéficia également des réformes ottomanes pour se métamorphoser. Considérée comme « la vitrine de la modernité ottomane¹ » dans un Empire déclinant, elle se dota en 1868 d'une municipalité qui prit en charge l'aménagement de la ville et définit les règles d'urbanisme. Une caserne destinée à abriter le 7^e régiment de l'armée ottomane stationné à Beyrouth fut construite en 1853 sur la butte Qantari. Le bâtiment, de style ottoman, deviendra le siège du haut-commissaire à l'époque du mandat français, puis sera connu sous le nom de Grand-Sérail, siège du gouvernement du Liban indépendant. En face et sur la même butte, un hôpital militaire fut bâti en 1861. Entre les deux bâtiments fut créée une esplanade où l'on érigea en 1898 une tour d'horloge. La place de la ville, baptisée place de Hamiddiyyeh en hommage au sultan Abdel Hamid, fut aménagée autour d'un jardin central. Après sa destitution en 1908, elle devint la place de l'Union et son jardin porta le nom de Liberté. À l'époque du mandat français, elle acquit son nom actuel de place des Martyrs en hommage aux Martyrs de Jamal Pacha mais est aussi connue sous le nom de place des Canons.

Beyrouth se dota en outre des attributs d'une grande ville. Une ligne télégraphique avec l'Europe fut inaugurée en 1858. Une compagnie anglaise obtint une concession en 1870 pour l'alimenter en eau potable à partir du fleuve de Nahr el Kalb et, en

1. Terme utilisé par Samir Kassir.

1889, une compagnie belge obtint la concession pour l'alimentation de la ville en électricité. En 1891, la liaison de Beyrouth avec l'intérieur syrien se vit renforcée par une ligne de chemin de fer qui doubla la route Beyrouth-Damas, sans compter les cinq lignes de tramway inaugurées en 1909 dans la ville. Enfin, un nouveau port ouvrit en 1895 et supplanta ceux de Tripoli, Saïda et Haïfa.

Les institutions éducatives se multiplièrent et laissèrent leur nom à de nombreux quartiers de Beyrouth. Comme le fait remarquer Samir Kassir : « Outre le secteur Yessouyeh ou Jésuite, formé autour de l'USJ, le quartier de Nasra, ou Nazareth, s'est développé sur le flanc sud-ouest de la colline d'Achrafieh autour de l'école créée par les Dames de Nazareth tandis que, sur l'autre colline de Mousseitbeh, le Collège patriarcal des grecs-catholiques a donné son nom au quartier de Batraqiyya. Dans le centre-ville, face à l'angle sud-est de l'ancienne enceinte, la maison des Filles de la Charité a laissé le toponyme de 'Azarieh ou Lazariste... On trouve aussi Tibbiyeh, la médicale autour des locaux où emménagea l'école de médecine des Jésuites sur la rue de Damas en 1913. Ou encore Zahrat al-Ihsan, nom de l'école de filles orthodoxe fondée en 1880 à Achrafieh. Et toujours à Achrafieh, al-Hikmeh, autour du collège de la Sagesse des maronites, ouvert en 1874.¹ »

Parallèlement, Beyrouth devint le centre d'une véritable révolution culturelle mettant en avant les valeurs de civilisation, de progrès, de savoir et prohibant la superstition. Un esprit nouveau promut l'émancipation des femmes, la transcendance de

1. S. Kassir, *Histoire de Beyrouth*, op. cit., p. 235.

l'individu au détriment de la communauté, l'adhésion à la nation en lieu et place des appartenances communautaires. Même si ces valeurs restèrent circonscrites à une élite beyrouthine, elles semèrent malgré tout les germes d'une conscience nouvelle.

Ce climat intellectuel nouveau est connu sous le nom d'*al Nahda* qui signifie la renaissance. Les sociétés savantes pullulèrent à partir de 1840, un premier théâtre fut fondé en 1853 par Maroun Naccache. Le premier titre de presse, *Hadiqat al-akhbar* fondé par Khalil al-Khoury parut en 1858. Suivront *Nafir Suriyya* (Le clairon de Syrie) lancé par Boutros el Boustani, puis le *Lisan al-Hal* (Le porte-parole) créé par Khalil Sarkis. La presse proposait également des hebdomadaires, le premier étant *al-Bachir* (L'annonciateur) en 1870. La même année, Boustani lança une revue encyclopédique *al-Jinan* (les Jardins), suivie par *al-Janna* (Le Paradis) confiée à son fils Selim et *al-Junayna* (Le petit jardin) à son neveu Sulayman, le traducteur de *Illiade*. Ya'coub Sarrouf publia à Beyrouth *al-Muqtataf* en mai 1876. T.E. Lawrence, alias Lawrence d'Arabie, résuma en quelques lignes la réalité de la future capitale libanaise : « Beyrouth était une ville tout à fait neuve. Elle eût été française (quoique bâtarde) de langage et de sentiment sans son port grec et son collège américain. L'opinion publique y était celle des marchands chrétiens, gros hommes vivant de négoce, car Beyrouth elle-même ne produisait rien. Le plus fort constituant après eux, était la classe des émigrants qui retournés au pays, vivaient grassement de leurs rentes dans la ville de Syrie qui rappelait le plus cette Washington Avenue où ils avaient fait leurs affaires. Beyrouth, porte de la Syrie, espèce de

filtre levantin laissant passer les influences étrangères bon marché et défraîchies, représentait la Syrie à peu près comme Soho représente les comtés de Londres. Pourtant Beyrouth devait à sa position géographique, à ses écoles et à la liberté engendrée par le commerce avec les étrangers, de posséder, avant la guerre, un noyau d’hommes qui parlaient, écrivaient, pensaient comme les Encyclopédistes qui ont pavé le chemin de la Révolution en France. Ces hommes, la richesse de la ville et sa voix excessivement forte et prompte faisaient de Beyrouth une cité considérable.¹ »

Servie par une élite entreprenante, émancipée par l’école missionnaire et marquée par le sceau de la *Nahda*, Beyrouth constitua l’interface entre l’Orient et l’Occident. Restant liée à travers ses communautés sunnite et grecque-orthodoxe aux villes de Syrie et de Palestine, son développement dut beaucoup au capital européen et aux idées venues d’Occident.

Nostalgique de l’époque omeyyade et de ses gloires passées, Damas se voulut quant à elle gardienne de l’identité arabe, tandis que Beyrouth devint la ville d’avenir ouverte à la modernité et au monde, au risque de mimer, parfois jusqu’à la caricature, l’Occident.

1. T.E. Lawrence, *Les Sept piliers...*, op. cit., p. 453.

Répartition communautaire de la population de Beyrouth en 1921 et en 1932

Communauté	1921	1932	Communauté	1921	1932
Maronites	17 763	28 995	Druzes	1 522	4 225
Grecs-catholiques	4 256	8 347	Juifs et autres minorités	4 907	6 000
Grecs-orthodoxes	12 672	19 943	Arméniens grégoriens		18 604
Protestants	544	3 684	Arméniens catholiques		4 385
Sunnites	32 882	51 906	Syriaques orthodoxes		1 745
Chiïtes	3 274	11 379	Syriaques catholiques		2 169
Total chrétiens en 1921 : 35 235			Total chrétiens en 1932 : 87 872		
Total musulmans en 1921 : 37 678			Total musulmans en 1932 : 67 510		

D’après le tableau statistique de Guichard daté du 26 mars 1921, les musulmans sont un peu plus nombreux que les chrétiens à Beyrouth. Dans le recensement de 1932, Beyrouth est majoritairement chrétienne suite à la naturalisation des Arméniens et des Syriaques. On peut noter par ailleurs une augmentation brutale du nombre de sunnites en 1932 qui peut s’expliquer par le refus d’une partie des sunnites en 1921 de s’inscrire comme citoyens du Grand Liban.

LES AUTRES TERRITOIRES AJOUTÉS À LA MUTASSARIFYA EN 1920

Certains historiens ont longtemps confondu l’histoire du Liban avec celle de l’Émirat druze et de la *Mutassarifya* qui représentaient moins de la moitié du Liban contemporain. Les territoires ajoutés à la *Mutassarifya* en 1920 pour former le Grand Liban étaient à majorité musulmane et leurs populations

se considéraient comme partie intégrante de l'Empire ottoman, s'identifiant à son histoire et prêtant allégeance à son sultan.

Leurs liens avec la *Mutassarifya* différaient selon les régions. Marquée par son héritage mamelouk, la ville de Tripoli restait ouverte sur la Syrie intérieure, liée par des rapports économiques à Homs et Hama dont elle avait été le port naturel.

Pour sa part, Saïda entretenait des liens avec la Montagne druze et lui avait servi de capitale économique à l'époque de Fakhr el-Din II. Elle accueillait un consulat français et les commerçants marseillais y étaient très actifs¹.

Quant à la vallée de la Bekaa, elle appartenait au *vilayet* de Damas, exception faite de Zahlé à majorité grecque-catholique et des régions chiites du Hermel et de Mouchmestar qui faisaient partie de la *Mutassarifya* et participaient à sa vie politique.

Enfin, Jabal Amel était une terre de ferveur religieuse depuis l'Antiquité et ses villages portent encore le nom des dieux de l'époque païenne ou des Pères de l'Église. Après la conquête musulmane, Jabal Amel, refuge des chiites et haut lieu de la vie spirituelle de la communauté, était davantage tourné vers la Syrie et la Palestine que vers le Mont-Liban. Dans un premier découpage administratif au lendemain de la conquête ottomane, Jabal Amel relevait du *vilayet* de Damas et était divisé en deux parties suivant le fleuve Litani : au sud, le pays de Béchara appartenant au *sandjak* de Safad en Palestine et au nord, le pays de Shaqif

1. Il reste de cette époque le caravansérail des Français, ou *Khan el Franj*, du XVII^e siècle, où logeaient les marchands européens.

dépendant du *sandjak* de Saïda. Après la création du *vilayet* de Saïda en 1660, le Jabal Amel lui fut rattaché dans sa totalité. Plus tard, il fit partie, comme Tripoli et Saïda, du *vilayet* de Beyrouth fondé en 1888 (carte 23, p. 87).

Sous la domination ottomane, les familles de notables chiites nommés collecteurs d'impôts par les Ottomans, ne constituèrent jamais un pouvoir fort, à l'instar de celui des émirs druzes. Le voisinage entre la Montagne druze et le Jabal Amel restait marqué par la méfiance et les conflits.

Au XVI^e siècle, les chiites de Jabal Amel trouvèrent en leurs coreligionnaires perses leur unique allié dans la région. L'Iran représenta désormais pour eux ce que la papauté et la France avaient été pour les maronites et les tsars russes pour les grecs-orthodoxes : un protecteur lointain veillant sur leurs intérêts, mais qui ne se prive pas de les utiliser pour ses propres desseins politiques, avec le risque pour ces minorités de se voir rejetées par la majorité sunnite. Suspectés de sympathie envers les Perses séfévides, les habitants de Jabal Amel subirent des persécutions de la part des sultans ottomans et leurs *oulémas* se réfugièrent en Iran et en Irak.

CHAPITRE III

LES INFLUENCES DE L'OCCIDENT

À la fin du XIX^e siècle, la spécificité du territoire druzo-maronite par rapport au reste du Levant ne résidait pas uniquement dans son autonomie politique. Son caractère particulier était également la conséquence de la création d'écoles et d'universités par les missionnaires catholiques et protestants à Beyrouth, de l'essor du commerce de la soie avec Lyon et d'une immigration massive vers les Amériques qui a permis l'infiltration d'influences modernes en provenance du Nouveau Monde.

L'ÉCOLE MISSIONNAIRE, ARTISAN DE L'IDENTITÉ LIBANAISE

Le Liban, au XIX^e siècle, connut une promotion intellectuelle prodigieuse qui accentua sa singularité par rapport à son environnement. En peu de temps, un peuple de paysans bénéficia d'une alphabétisation massive qui engendra une élite à l'origine de la renaissance arabe. Beyrouth devint le grand centre universitaire de l'Empire ottoman et la *Mutassarifya* comptait, à la veille de la Première Guerre mondiale, 478 écoles pour 657 villages, avec un

taux d'alphabétisation dépassant 35 % à Zahlé, Beskinta et Dair el Kamar.

Si le feu du savoir qui embrasa le Liban peut être attribué à l'école française, l'étincelle s'avère être américaine. Un petit groupe de missionnaires protestants envoyés de Boston par l'American Board of Commissioners for Foreign Missions arrive en 1820 en Orient et découvre un Liban assoiffé de savoir, rendu réceptif par le système éducatif maronite, mais manquant cruellement d'écoles. Le Vatican, inquiet de cette propagande protestante, dépêcha pour la contrer les Jésuites, ardents artisans de la Contre-Réforme. Une émulation se mit en place entre missionnaires protestants américains et catholiques français pour le plus grand bénéfice des Libanais.

Cette gigantesque entreprise d'enseignement et d'éducation de la population marqua Beyrouth et les montagnes druze et maronite environnantes de son empreinte. L'identité libanaise ne se comprend par ailleurs qu'à la lumière de cette histoire. En formant sur les mêmes bancs les élites des différentes communautés, ces écoles et ces universités semèrent les germes du « vivre ensemble » qui caractérise le Liban d'aujourd'hui. En enseignant la science et les lettres, elles répandaient aussi, sans le savoir, l'esprit contestataire. Les minorités formées à la méthode scientifique et initiées à la littérature mondiale ne pouvaient plus accepter le statut discriminatoire qui leur était réservé dans l'Empire ottoman.

Les missionnaires protestants

Prédicateurs évangéliques, les missionnaires protestants s'installèrent en terre biblique pour trouver le salut en convertissant les populations par la diffusion de la Bible, ce qui leur valut le surnom de « biblichion ». Ils avaient une piètre opinion du clergé oriental et considéraient que les Églises d'Orient s'étaient éloignées du message du Christ pour devenir idolâtres.

Leur projet comportait en outre un aspect plus original : leur venue devait servir à mieux comprendre les Écrits saints en découvrant la topographie des lieux ayant servi de cadre aux épisodes bibliques et en étudiant les us et coutumes de ses populations.

Tout commença par l'arrivée à Smyrne en 1820 de deux pionniers américains, les missionnaires Levi Parsons et Pline Fisk. Ils connurent tous deux une fin tragique : Parsons mourut à 30 ans à Alexandrie après un voyage périlleux à Jérusalem et une fièvre maligne emporta Fisk à l'âge de 33 ans, deux ans après son arrivée à Beyrouth. Malgré une carrière brève, mais suffisamment riche pour en faire le pionnier des missionnaires protestants à Beyrouth, Fisk laissa son nom au bâtiment principal du Syrian Protestant College (la future Université américaine de Beyrouth), le Pline Fisk Hall. Fisk préféra Beyrouth, petite ville de quelques milliers d'habitants, à Jérusalem pour installer la mission protestante en raison de son climat, du caractère doux de ses habitants, de la proximité du Mont-Liban pour la retraite d'été et des conditions de sécurité mieux assurées qu'à Jérusalem. Ce choix se révéla déterminant pour l'avenir du Liban.

Fisk attira à Beyrouth un linguiste émérite, Jonas King, qui apprit l'arabe à Deir el Kamar grâce à l'enseignement d'un maronite, 'As'ad Chidyaq. Cible d'une tentative de conversion au catholicisme par le clergé local, King répondit par une lettre restée célèbre dans laquelle il détaille les raisons qui l'empêchent de devenir catholique. C'est en corrigeant cette lettre, écrite en arabe, que Chidyaq, impressionné par l'argumentation, se convertit au protestantisme malgré les menaces de ses oncles. Emprisonné¹ par le patriarche, il mourut à 33 ans et devint un martyr de la communauté protestante.

Après une éclipse de deux années, jusqu'en 1830, durant laquelle la mission protestante se retira à Malte, suite à la guerre gréco-turque, elle s'implanta cette fois en pays druze, où vivaient aussi d'importantes communautés chrétiennes, grâce aux relations étroites qui liaient les druzes aux Britanniques. Face à l'hostilité des maronites, les missionnaires choisirent de convertir les grecs-orthodoxes et les grecs-catholiques et parvinrent à former une petite communauté protestante parmi les milieux sociaux les plus évolués. Les gens étaient attirés par leur rigueur morale, leur grande érudition et leur enseignement qui contrastaient avec ceux du clergé local. Modifiant leur objectif, les prédicateurs protestants s'engagèrent en faveur de l'éducation. En 1835, ils ouvrirent un séminaire pour garçons à Beyrouth afin de former des enseignants et des propagateurs de l'Évangile. Huit ans plus tard, un second séminaire vit le jour à 'Abay, dans la montagne

1. Dans une grotte à Qannoubine, vallée de la Qadisha dans le Nord-Liban.

surplombant Beyrouth, qui finit par devenir le principal séminaire protestant.

En parallèle, ils développèrent un réseau d'écoles qui mettait à contribution des enseignants autochtones. En 1846, on comptait ainsi plus de cinq cents écoliers scolarisés dans ces écoles à Beyrouth, Bhamdûn, Hâsbayya, et 'Abay.

Les missionnaires protestants firent des émules dans la population : un ancien élève du séminaire protestant de 'Abay, Sulayman Salibi, et son frère Élias fondèrent Les Écoles du Liban assurant l'enseignement primaire aux villageois. À l'origine de ce projet, la rencontre des deux frères Salibi avec John Lowthian, un Anglais originaire de Carlisle, qui louait une chambre chez leurs parents. Impressionné par la motivation des deux frères, celui-ci obtint des subventions de la ville de Glasgow pour les soutenir. Leur réseau comportait une *High School* installée en 1854 à Suq al-Gharb et 25 écoles qui recrutaient essentiellement des élèves grecs-orthodoxes et druzes. Ce projet suscita l'enthousiasme des chefs druzes qui y voyaient l'opportunité d'offrir une éducation à leurs enfants.

La mission protestante connut un tournant avec l'arrivée de Daniel Bliss qui fonda le 3 décembre 1866 le Syrian Protestant College, future Université américaine de Beyrouth (AUB) en 1920. Il bénéficia de financements lors d'une tournée en Angleterre et aux États-Unis lui permettant de lever des fonds importants malgré la guerre de Sécession. À New York, il réussit à persuader William E. Dodge, un mécène et riche homme d'affaires, à s'engager à ses côtés.

Né dans le Vermont, Daniel Bliss arriva avec sa femme au Liban en 1856 et y resta jusqu'à sa mort en 1916. Président du Syrian Protestant College, il y enseigna la Bible et l'éthique. Son nom figure toujours sur un bâtiment de l'AUB et une rue de Beyrouth rend hommage à son action. La présidence de l'université resta longtemps une affaire de famille entre les Bliss et les Dodge, liés par des unions matrimoniales. Un de leurs descendants, David S. Dodge, vice-président de l'AUB, fut par ailleurs pris en otage dans les années 80 pendant la guerre du Liban.

Pour répondre aux besoins de la population, une section d'études médicales fut ouverte en 1867 par Cornelius Van Dyck (1818-1895), John Wortabet (1827-1908) et Georges E. Post (1838-1903), suscitant la jalousie des Jésuites qui, dans leur rapport à Rome, décrivirent cette initiative des missionnaires protestants comme une manœuvre diabolique pour attirer les enfants des familles catholiques.

Fraîchement diplômé de médecine aux États-Unis, Cornelius Van Dyck fut envoyé à Beyrouth en 1840 comme médecin de la mission protestante et y étudia l'arabe sous la direction de Boutros el Boustani, Nassif al-Yazigi et Yusuf al-Asir. Constatant le manque de matériels didactiques en arabe, il rédigea des manuels dans cette langue afin de former les étudiants dans des domaines aussi variés que la géographie, l'histoire, les mathématiques, l'astronomie, la chimie, la physique et la médecine interne.

Nommé professeur de pathologie et de médecine interne, il fit profiter les Libanais de ses soins médicaux, ce qui lui valut

le surnom de « al-Hakim » par les Beyrouthins et au Syrian Protestant College celui de « l'école Van Dyck ».

Second médecin de ce trio fondateur, John Wortabet arriva à 26 ans au Liban. Professeur à la section médicale, il traduisit en arabe un traité d'anatomie¹ et ses compétences scientifiques lui permirent de publier dans le *Lancet* au sujet de deux épidémies de trichinose chez des patients ayant consommé de la viande crue de sanglier.

Quant à Georges E. Post, il enseigna la botanique et passa sa vie à recueillir les plantes de la Méditerranée orientale pour constituer l'AUB's Post Herbarium, le seul herbier existant au Liban.

Cependant, fondé par des théologiens, le Syrian Protestant College censé enseigner la médecine et la science profane ne tarda pas à connaître son premier conflit identitaire entre science et religion. La crise éclata lorsqu'Edwin Lewis, professeur de sciences naturelles, enseigna en 1882 les théories darwiniennes sur l'évolution et la sélection naturelle, affirmant que le gosier d'une baleine est trop petit pour permettre le passage d'un homme, contrairement à l'histoire biblique de Jonas qu'il convenait selon lui d'interpréter sur le plan symbolique. Cette théorie choqua Daniel Bliss, président de l'université, pour qui il n'y avait point de vérité hors de l'histoire de la création selon la Bible. La position

1. Le *Gray's Anatomy*, écrit en 1858, est un ouvrage très apprécié des étudiants en médecine anglophones ; son originalité était d'aborder l'anatomie sous l'angle des applications chirurgicales plutôt que par la laborieuse description morphologique.

antiévolutionniste de Bliss fut partagée par les différentes communautés beyrouthines, peu enclines à accepter les idées modernes.

L'affaire eut de graves répercussions. Edwin Lewis se vit contraint de démissionner et, par solidarité, le corps enseignant avec à sa tête Van Dyck le suivit, avec quinze étudiants qui rejoignirent l'hôpital orthodoxe Saint Georges surnommé à cette occasion « l'hôpital des insurgés ». En fin de compte, les quinze étudiants écrivirent une lettre d'excuses à Bliss et furent réintégrés à l'université.

Après cet épisode, un tournant s'amorça avec l'arrivée d'enseignants civils non missionnaires qui ne parlaient pas arabe. Dès lors, la médecine, enseignée auparavant en arabe dans les manuels de Van Dyck, le fut en anglais.

La durée des études de médecine était fixée à quatre ans mais le diplôme délivré ne permettant pas l'exercice dans l'Empire ottoman, les étudiants étaient obligés de passer un second examen à Istanbul. Ce n'est qu'en 1903 que le sultan accepta de reconnaître le diplôme du Syrian Protestant College de Beyrouth par mesure d'équité avec les Jésuites qui avaient obtenu la reconnaissance de leur diplôme trois ans auparavant.

Les Jésuites, fer de lance de l'enseignement catholique

L'installation durable des Jésuites¹ au Liban remonte au 13 novembre 1831, date du débarquement de trois prêtres à

1. La première tentative des Jésuites pour s'installer au Levant eut lieu en 1626. L'interdiction de l'ordre des Jésuites par le pape Clément XIII en 1773 mit fin à cette

Beyrouth : l'Italien Paul Marie Riccadonna, originaire de Pavie, le Français Benoît Planchet, né à Gap et le Hanovrien Henri Henze, qui avait suivi des études de médecine. Tous trois fondèrent la Mission du Mont Liban qui deviendra par la suite la Mission de Syrie.

Leur objectif n'était pas de convertir les musulmans, mais de contrer les missionnaires protestants en formant le clergé catholique non seulement du Liban, mais de tout le Proche-Orient, de l'Arménie à l'Égypte. Ils étaient aussi chargés de superviser M^{gr} Mazloum, suspecté d'être un adepte de Germanos Adam. Retenu à Rome, Mazloum ne fut autorisé à retourner en Orient qu'à condition de renoncer à se faire élire patriarche et d'être encadré par les Jésuites. Mais deux ans après son arrivée, trahissant sa promesse, M^{gr} Mazloum devint patriarche grec-catholique et tourna le dos aux pères jésuites.

Perçus comme les agents de Rome, les jésuites furent également rejetés par le consul de France à Beyrouth, qui leur préféra les lazaristes, majoritairement des Français. Son hostilité se manifesta dès leur arrivée comme le relate le père Riccadonna : « À Beyrouth nous avons visité tous les consuls et ils nous ont fait un accueil vraiment extraordinaire... Mais les crucifixions ne nous manquent pas. À peine arrivés, M. Jorelle proconsul de France nous cita au consulat et nous tint un long discours toujours indifférent. Après quelques jours, je sus qu'il s'étonnait de notre venue

première mission et leurs couvents de Jésuites furent confiés aux pères Lazaristes, suivant la recommandation de l'ambassadeur de France à Constantinople.

s'appuyant sur une convention faite entre le Souverain Pontife et le Roi de France de ne pas envoyer de jésuite dans cette région sans s'être mis d'accord.¹ »

Il fallut attendre Napoléon III pour que la mission jouisse des avantages inhérents au statut de mission française : voyage et transport des provisions gratuits sur les bateaux des messageries impériales françaises, dispense des taxes douanières turques et allocation annuelle de la France.

Le père Canutti parvint à réaliser le grand dessein de la mission en ouvrant en 1845 à Ghazir un séminaire dans un ancien palais acheté à l'émir Abdallah Chéhab. Transféré à Beyrouth en 1875, le séminaire de Ghazir devint le noyau de l'université Saint-Joseph, qualifiée par Barrès de « phare spirituel de la Méditerranée² ». Le bâtiment fut construit d'après les plans du père lyonnais François-Xavier Pailloux, grâce en partie à des subsides récoltés par le père Ambroise Monot auprès de catholiques américains désireux de contrer la propagande protestante. Le pape Léon XIII donna son titre à l'université en lui conférant le droit de délivrer des diplômes.

Étonnamment Jules Ferry, pourtant farouche adversaire de l'enseignement catholique, versa en 1883 une aide inattendue de 150 000 francs au père Rémi Normand pour financer l'ouverture d'une école de médecine au sein de l'université Saint-Joseph³. En

1. Chantal Verdeil, *La Mission jésuite du Mont-Liban et de Syrie (1830-1864)*, Paris, Les Indes savantes, 2011, p. 114.

2. Patrick Cabanel (dir.), *Une France en Méditerranée*, Creaphis, 2006, p. 20.

3. Léon Gambetta, un autre anti-clérical, y ajouta 25 000 francs.

1888, cette école fut reconnue faculté de médecine par la France, après que des professeurs de l'université de Paris, dépêchés à Beyrouth pour inspecter le niveau de l'enseignement, ont rendu un rapport élogieux. Elle devint ainsi en 1889 la Faculté française de médecine et de pharmacie.

À sa fondation, les cours de médecine se déroulaient dans le bâtiment de l'université Saint-Joseph, mais le nombre croissant d'étudiants poussa la faculté à se transférer en 1912 dans ses locaux actuels, rue de Damas. Le mérite de la construction de ce bâtiment revient au père Lucien Cattin, un Suisse né dans le Jura qui voua sa vie au service de cette faculté. Il obtint la reconnaissance par l'Empire ottoman de ses diplômes et fut également à l'origine de la construction de l'Hôtel-Dieu. À sa mort en 1929, le Parlement libanais suspendit ses travaux pendant cinq minutes pour lui rendre hommage.

L'enseignement clinique au chevet du malade se pratiquait chez les sœurs de la Charité à l'hôpital français du Sacré-Cœur jusqu'en 1920. Après une brève parenthèse à l'hôpital Saint-Georges, il se poursuivit à l'Hôtel-Dieu, inauguré par le général Weygand en mai 1923.

La faculté fut habilitée à partir de 1900 à délivrer le diplôme d'État français de docteur en médecine qui fut l'objet d'une négociation serrée entre plusieurs parties aux intérêts divergents. Côté français, le ministère de l'Instruction publique était réticent à l'idée que des Jésuites puissent délivrer des diplômes en son nom et les syndicats de médecins français, quant à eux, étaient

également hostiles à l'idée que des médecins étrangers leur fassent concurrence dans l'Hexagone.

En revanche, le quai d'Orsay se montrait très favorable au développement de cette faculté, persuadé qu'elle serait un vecteur de l'influence française au Levant. Les Ottomans, dont la reconnaissance du diplôme était indispensable, étaient naturellement jaloux de leurs prérogatives et rechignaient à ce qu'une puissance étrangère délivre des titres sur leur territoire. Enfin, les Jésuites aspiraient à conférer à leur diplôme la même valeur que ceux délivrés en France et à obtenir sa reconnaissance par l'administration ottomane pour permettre à leurs élèves l'exercice de plein droit de la médecine au Levant. L'arrangement final consista à accorder d'emblée deux diplômes aux lauréats : celui de l'État français de docteur en médecine et celui de la Faculté impériale de médecine d'Istanbul. Un jury franco-turc se réunissait dans une salle décorée aux couleurs de la France et de l'Empire ottoman en présence du consul de France. Les membres du jury français étaient revêtus de la toge professorale, tandis que les Turcs portaient l'uniforme ottoman et arboraient décorations et épées.

Après l'effondrement de l'Empire ottoman, la faculté rouvrit ses portes en novembre 1919 et délivra alors uniquement le diplôme d'État français de docteur en médecine. En 1977, prétextant un changement des statuts de l'université Saint-Joseph qui passait alors sous le droit libanais, le ministère français des Affaires étrangères signifia au chancelier que la faculté de médecine n'était

désormais plus autorisée à délivrer le diplôme d’État français qui fut octroyé à 2 891 médecins libanais¹.

Si la faculté de médecine résultait d’un partenariat entre l’État français et les Jésuites, le mérite de la fondation en 1913 de l’École de droit et de l’École de génie civil en 1919 revient à l’Association lyonnaise pour le développement à l’étranger de l’enseignement supérieur et technique. Issue d’une collaboration entre l’université de Lyon et sa Chambre de commerce, le but de l’association était de développer les intérêts commerciaux des Lyonnais au Levant. Paul Huvelin, professeur de droit romain à l’université de Lyon, était chargé de mettre à exécution le projet.

Curieusement, au lendemain des lois de séparation de l’Église et de l’État et de l’interdiction de l’enseignement catholique en France, Huvelin fit appel aux Jésuites pour installer ces deux écoles – rattachées à l’université publique de Lyon – au sein de l’université Saint-Joseph.

L’École de droit servit de pépinière à l’État libanais naissant pour recruter ses juristes, ses cadres administratifs et ses dirigeants politiques et contribua à répandre la culture de l’État de droit au Liban. Quant aux ingénieurs formés chez les Jésuites, ils se destinèrent de préférence à la direction des services techniques de l’État.

1. À partir de cette date, la faculté dut délivrer un diplôme de l’université Saint-Joseph, mais comme l’on ne change pas la règle au milieu du jeu, tous les étudiants reçus au concours d’entrée en première année jusqu’en 1976 se virent accorder le diplôme d’État français.

Parallèlement à l’enseignement universitaire, les Jésuites eurent la sagesse de faire appel à des autochtones pour tisser un réseau d’écoles animées par des associations. Celle qui eut l’impact le plus remarquable fut la Congrégation des Sœurs des Saints-Cœurs de Jésus et de Marie issue de la fusion en 1874 des Pauvres Filles du Sacré-Cœur et des Mariamettes. L’association féminine des Mariamettes avait été fondée en 1853 à Bikfaya et les Pauvres Filles du Sacré-Cœur en 1857 à Mu’allaqa-Zahlé par le père Riccadonna avec l’aide d’une melkite, Dibeh Moussalem, et d’une maronite, Rose Hobeica.

Cela nécessita beaucoup d’audace, dans les mentalités du XIX^e siècle, pour que des filles d’Orient s’engagent dans la vie associative et se vouent à l’enseignement. La seule alternative offerte jusque-là aux femmes était de se soumettre à un mari et de se consacrer à ses enfants ou bien d’entrer au couvent. Avec ces femmes enseignantes, mais aussi avec les ouvrières des filatures, débuta l’émancipation des femmes au Levant.

Le rôle des Jésuites au Liban ne doit toutefois pas occulter celui des autres congrégations religieuses.

Les Lazaristes transformèrent en 1834 le couvent d’Aintoura en une école d’enseignement secondaire sur les conseils de Lamartine qui leur obtint du gouvernement de Guizot une aide financière.

Quant aux Frères des écoles chrétiennes, ils arrivèrent à Beyrouth en 1890 en provenance de la Palestine à l’appel de la Société Saint-Vincent de Paul qui souhaitait leur confier une école, futur Collège français du Sacré-Cœur en 1894. Les lois

de 1901 et 1904 poussant de nombreux frères à quitter la France, leurs effectifs connurent à cette période une forte augmentation. Les écoles des Frères permirent à des générations de Libanais issus des classes moyennes et de la petite bourgeoisie d'accéder aux professions libérales et à la haute fonction publique, contrairement aux écoles jésuites qui n'accueillaient que les enfants des classes privilégiées.

Première congrégation féminine à Beyrouth, celle de Saint-Joseph de l'Apparition ouvrit une école en janvier 1847, suivie par la suite par d'autres, telles que les Sœurs de la Charité qui s'installèrent place des Canons en septembre 1847, les Dames de Nazareth qui ouvrirent un collège en 1869 et les Sœurs de la Sainte-Famille qui fondèrent le leur en 1894.

Une enquête réalisée en 1912 montre que sur 90 000 écoliers scolarisés en Liban-Syrie-Palestine, 52 000 étaient dans des écoles françaises, 7 000 dans des écoles anglaises, 2 000 dans des écoles allemandes, un petit nombre dans des écoles russes ou italiennes et le reste dans les écoles gouvernementales.

L'empire immatériel français

Grâce aux congrégations religieuses, la France disposait au Liban à la veille de la Première Guerre mondiale d'une élite qui lui était acquise. C'est sur les bancs des écoles françaises que fut inoculé l'amour de la France à des générations de Libanais, souvent par des religieux exilés de leur propre pays, comme le résume si bien cet article de *La Stampa* du 5 avril 1914 : « Le patriotisme des

congrégations françaises dans le Levant est pur, jaloux, ardent ; leur enseignement est purement chrétien et ouvertement français, français d'abord, chrétien ensuite. La France est devenue en Syrie indiscutablement souveraine. La Syrie est pénétrée jusqu'à la moelle d'influence française ; son instrument d'action le plus puissant est l'école. » Rappelons qu'avant 1920, le terme Syrie englobait le Liban, et qu'il s'agissait surtout dans ce texte du Liban où étaient concentrées la plupart des écoles françaises. Robert de Caix abonde dans le même sens : « Fayçal m'a exprimé lorsque je négociais avec lui pour M. Clemenceau en avril 1919, le mécontentement que lui inspirait le succès de nos écoles qui francisent à un degré si remarquable tant de Syriens, surtout chrétiens.¹ »

Un épisode peu connu de la laïcité à la française se joua à Beyrouth où les hommes de la III^e République, pourtant anticléricals et farouchement opposés à l'enseignement catholique en France, appuyèrent les congrégations catholiques en Orient. Ces hommes politiques étaient convaincus que, d'une part, ces écoles constituaient un excellent vecteur de l'influence française dans un Orient profondément religieux et fermé au concept de la laïcité triomphante en France, et d'autre part qu'il s'agissait de surcroît du meilleur moyen de combattre les puissances protestantes présentes sur place.

Le consul de France à Beyrouth résuma ainsi la position de son gouvernement en 1881 : « La question de l'enseignement en Syrie

1. Antoine Hokayem, *Documents diplomatiques français*, tome II, l'Harmattan, p. 42.

est devenue une question éminemment politique. Chaque école y présente, pour ainsi dire, une influence étrangère. Ayant, en ce qui nous concerne, à lutter contre les trois grandes puissances protestantes et à nous prémunir, en outre, contre la propagande italienne qui se prépare, nous devons nécessairement, ne serait-ce que pour maintenir notre situation, donner à nos œuvres une plus grande extension. Mais une question préalable se pose : continuons-nous à nous appuyer sur l'enseignement congréganiste ou aurons-nous recours à l'enseignement laïc ? Comment pourrions-nous soutenir la lutte contre le fanatisme protestant avec des écoles où l'enseignement serait libéral au point d'aider, en une certaine mesure, par sa neutralité, la propagande protestante ! [...] Dans un pays où c'est la religion qui donne une raison d'être à chaque nationalité, il faut absolument être catholique, orthodoxe ou protestant ou n'être point.¹ »

Dans un discours à la Chambre datant du 29 février 1888, Paul Deschanel, fervent adepte de la séparation de l'Église et de l'État et ardent militant de l'enseignement laïc, déclare : « Les peuples orientaux n'ont aucune idée de la longue querelle qui se poursuit à travers toute l'histoire de l'Occident entre l'État et l'Église [...] Aux yeux de tous les Orientaux, la France, c'est le catholicisme ; l'Angleterre, c'est le protestantisme ; la Russie, c'est la religion grecque [...] Vouloir appliquer à ces peuples les méthodes d'une société séculière comme la nôtre, issue de 1789, c'est montrer qu'on est incapable de sortir de ses propres conceptions pour

1. P. Cabanel, *Une France en Méditerranée*, op. cit., p. 92.

entrer dans celles d'autrui, ce qui est pourtant une condition essentielle de toute bonne politique [...] Nous faut-il donc un effort si énorme pour soutenir des écoles françaises, qui ne sont pas seulement des foyers d'instructions et lumières, qui sont aussi des foyers de justice et de tolérance, car nos écoles d'Orient sont ouvertes à toutes les races, à toutes les nationalités, à tous les cultes sur le pied d'une égalité parfaite...¹ »

Outre les écoles catholiques, la France entretint en Méditerranée orientale deux autres réseaux d'enseignement : celui des écoles de l'Alliance israélite universelle et celui de la Mission laïque. Quoique très différents, ces réseaux d'enseignement contribuèrent également à l'émergence de « l'empire immatériel français² » qui s'était construit dans la seconde moitié du XIX^e siècle autour de la langue française.

L'Alliance israélite universelle, créée en mai 1860 par une petite poignée d'intellectuels et de financiers juifs parisiens, visait à l'émancipation des populations juives en Méditerranée orientale et en Afrique du Nord dans l'esprit des Lumières et de la Révolution française. Son positionnement était clairement antisioniste, du moins jusqu'à la Shoah. Son but n'était pas de rassembler les juifs dans la Terre d'Israël (*Eretz Israël*) mais de contribuer à améliorer leur statut dans leur pays d'origine. Avant de décliner à partir de 1945 avec le départ des juifs des pays arabes,

1. *Ibid.*, p. 93.

2. L'expression « empire immatériel de la langue » a été utilisée par Patrick Cabanel dans *Une France en Méditerranée*, Creaphis, 2006, p. 9.

l'Alliance comptait à son apogée 200 écoles réparties du Maroc aux Balkans en passant par Beyrouth.

Pour sa part, la Mission laïque française (MLF) s'intéressait aux villes cosmopolites de l'Empire ottoman. Constatant que les musulmans et les grecs-orthodoxes rechignaient à envoyer leurs enfants dans les écoles des congrégations catholiques par crainte de prosélytisme, la MLF s'efforça d'attirer les élèves de ces communautés, même si la dénomination « mission laïque » peut surprendre tant le mot « mission » porte en lui une connotation religieuse. Elle ouvrit sa première école à Salonique en 1906, puis à Beyrouth en 1909. Pierre Deschamps, fondateur de la MLF, cherchait à former la jeunesse autochtone en adaptant la modernité européenne à la culture propre au pays, loin de toute politique de domination ou d'assimilation. Cette politique éducative respectueuse des deux cultures était l'exacte opposée de celle des Jésuites, qui inculquaient à leurs élèves tout au long de leur scolarité des valeurs très françaises, teintées d'une certaine condescendance envers leur culture d'origine.

En permettant leur émancipation, les écoles des congrégations religieuses et de l'Alliance israélite universelle confèrent aux communautés chrétienne et juive d'Orient un avantage social et économique non négligeable sur leurs concitoyens musulmans. En propageant un mode de pensée européen, ces écoles participèrent aussi au déracinement des communautés juive et chrétienne de leur milieu oriental.

Rivalité franco-italienne dans l'enseignement

Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, l'italien fut la langue européenne dominante dans la Montagne libanaise en raison de la formation du haut clergé maronite à Rome et des échanges commerciaux entre les côtes italiennes et syro-libanaises. De ce passé, il reste des mots qui ont enrichi le dialecte libanais, notamment dans la langue du commerce¹.

Le premier enseignement en français remonte à 1834, au collège lazariste d'Aintoura² et c'est à partir de cette époque que la langue française s'imposa face à l'italien, portée par le déferlement des congrégations religieuses qui fuyaient les lois anticléricales de la III^e République. À la veille de la Première Guerre mondiale, les trois quarts des missionnaires catholiques du Levant étaient français et les Italiens finirent par passer sous leur contrôle, avec la bénédiction du pape Léon XIII qui souhaitait marquer son opposition à la politique anticléricale de Francesco Crispi³.

Les écoles communautaires libanaises

Les écoles des missionnaires provoquèrent une émulation qui toucha la majorité des communautés. Inquiet de l'engouement de sa communauté pour l'enseignement protestant, le patriarche

1. *Cambiale* (lettre de change), *fattura* (facture), *lira* (unité de monnaie), *scarsa* (seul), *fassoulia* pour *fagiolo* (haricot), *scarbiné* pour *scarpe* (chaussures), *sobbat* pour *ciabatte* (chaussures de tous les jours), *calsette* pour *calzette* (chaussettes), *camis* pour *camicia* (chemise), *badré* pour *padre* (prêtre européen).

2. N. Gemayel, « Les maronites et l'éducation au Liban », *op. cit.*, p. 563.

3. P. Cabanel, *Une France en Méditerranée*, *op. cit.*, p. 63.

grec-orthodoxe obtint l'aide de son protecteur traditionnel, le tsar russe, pour fonder en 1833 le Collège des Trois Docteurs réservé aux garçons et invita en outre Émilie Sursock à ouvrir l'école orthodoxe de Zahret el-Ihsan pour les filles.

Les grecs-catholiques inaugurèrent en 1865 l'École patriarcale de Beyrouth et, en 1898, le Collège oriental de Zahlé. L'évêque maronite de Beyrouth, M^{gr} Yousef Debs, fonda quant à lui en 1874 le Collège de l'évêque qui devint l'École de la sagesse.

Cette émulation incita également la communauté sunnite à créer une société caritative à visée éducative, connue sous le nom d'al-Maqassed. Dans son premier rapport d'activité, cette société exprimait le souhait que le « soleil des sciences » qui avait éclairé les autres communautés rayonne aussi sur les sunnites dont l'enseignement communautaire se trouvait abandonné à des « cheikhs aveugles.¹ »

La première école, ouverte en 1880, scolarisa plus de filles que de garçons² et le corps enseignant était par ailleurs à majorité féminine. Une réelle volonté se sentait chez les fondateurs d'al-Maqassed de favoriser l'enseignement des filles, pour qu'elles soient à même ensuite de transmettre l'éducation à leurs enfants. Les écoles étaient financées par des donations de biens de main-morte des familles sunnites de Beyrouth, preuve de l'adhésion de la bourgeoisie à ce projet éclairé.

Les druzes, à défaut de posséder leurs propres écoles, envoyaient leurs enfants plutôt dans les écoles protestantes. Seule la

1. Samir Kassir, *Histoire de Beyrouth*, Fayard, 2003, p. 211.

2. *Id.*, *Histoire de Beyrouth*, Éditions Perrin, 2012, p. 231.

communauté chiite, habitant des territoires éloignés de Beyrouth, resta à l'écart de ce grand mouvement d'émancipation par l'école qui toucha le Liban avant la Première Guerre mondiale.

LES DÉBUTS DE L'IMPRIMERIE ET DE LA CULTURE DU LIVRE

Outre l'école, l'imprimerie et la culture du livre qui en découlaient jouèrent un rôle déterminant dans l'émergence d'un climat intellectuel nouveau et dans l'éclosion du mouvement d'*al Nahda* (la renaissance) à Beyrouth et dans le Mont-Liban.

Dans l'Empire ottoman, l'imprimerie était en effet interdite par les sultans qui redoutaient la diffusion d'idées contestataires et avaient cédé à la volonté des religieux hostiles à toute impression du Coran. L'imprimerie n'était tolérée que chez les chrétiens et les juifs pour la diffusion des textes religieux et dans des langues inaccessibles à la majorité de la population (l'hébreu, le syriaque et le grec), ce qui explique que les minorités juives et chrétiennes aient accédé plus tôt que la population musulmane à la culture du livre.

Le premier livre imprimé au Levant sortit en 1610 des presses du couvent Saint-Antoine Qozhaya dans la vallée de la Qadisha au Nord-Liban. La presse en caractère syriaque avait été rapportée d'Italie par l'évêque Sarkis al-Rizzi qui avait fait venir Pasquale Eli, un typographe italien, pour la faire fonctionner. Initiative sans lendemain : le Psautier de David, imprimé en karchouni (langue arabe en caractères syriaques) fut l'unique livre publié par cette presse.

Souhaitant obtenir des livres conformes au rite grec-orthodoxe en langue arabe, le patriarche Athanase Dabbas obtint l'aide d'un prince roumain lettré pour imprimer des livres à Bucarest et au monastère de Snagov en 1701. L'imprimerie fut par la suite transférée à Alep, en 1706, et le premier livre qui en sortit fut un psautier portant les armes du bienfaiteur roumain.

En 1732, le Mont-Liban se dota de sa deuxième imprimerie qui restera en service jusqu'en 1899. Montée par le diacre Abdallah Zakher au couvent grec-catholique Saint-Jean de Khenchâra, elle fut la première à imprimer en arabe (celle de Qozhaya était en caractères syriaques).

Abdallah Zakher, fils d'un orfèvre d'Alep, fit preuve dès son plus jeune âge de talents pour l'orfèvrerie, la sculpture et la gravure, ce qui lui valut le surnom de « al Zakher¹ » qui signifie « plein de science ». Sa carrière débuta à l'imprimerie orthodoxe fondée à Alep par le patriarche Athanase Dabbas, où un typographe roumain le forma. Converti au catholicisme et obligé de fuir Alep, il se réfugia au couvent grec-catholique Saint-Jean de Choueir. On lui doit, avec le père jésuite Fromage, la traduction en arabe du *Livre de la balance du temps de J.E. Nieremberg*, ou *Mizan al Zaman*, premier livre paru en février 1734 aux presses de l'imprimerie de Choueir. Les livres qui suivirent furent des ouvrages religieux, les sujets profanes et scientifiques commençant à y être imprimés au début du XIX^e siècle.

1. Joseph Abou Nohra, « La première imprimerie à caractères arabes au Liban », in *Parole de l'Orient*, Université du Saint-Esprit de Kaslik, vol.28, 2003, p. 703.

De leur côté, les missionnaires protestants transférèrent en 1834 leur imprimerie arabe de Malte à Beyrouth pour éditer sur place la Bible, suite à l'interdiction de l'émir Béchir de l'importer. Le développement de cette imprimerie dut beaucoup à Eli Smith qui améliora la qualité de l'impression en commandant des caractères arabes fondus spécialement pour lui à Leipzig, sur des modèles réalisés par les meilleurs calligraphes.

Constatant que les missionnaires protestants disposaient d'une imprimerie, les Jésuites décident de les imiter, d'autant que la multiplication des écoles engendrait des besoins importants. L'imprimerie s'équipa de matériel moderne et performant dès 1853. Sur le plan technique, les deux initiateurs de l'imprimerie jésuite furent le Lyonnais frère Antoine Tallon, qui forma les premières équipes, et le Palestinien frère Élias, à l'origine d'une avancée technologique : « Au lieu de disposer dans ses casses d'un côté les consonnes, de l'autre les trois accents-voyelles propres à l'écriture arabe, il fabrique des types qui réunissent les deux éléments en autant de combinaisons que nécessaires. Le résultat pour le typographe se traduit par une augmentation considérable du nombre des casses (de 865 à 1369). Ce procédé nouveau et risqué entraîne un développement spectaculaire de l'imprimerie catholique. Les lecteurs apprécient d'emblée la qualité esthétique et la lisibilité des impressions sorties de l'atelier jésuite.¹ »

1. Bernard Delpal, « L'imprimerie catholique et la Bibliothèque orientale à Beyrouth », in *Les Jésuites à Lyon XVI^e-XX^e siècle*, Lyon, ENS Éditions, 2005, p. 164.

L'imprimerie catholique publia deux périodiques en arabe : *al-Bachîr* (Le messager) qui avait pour mission de faire connaître la parole de la papauté romaine et *al-Machriq* qui avait la double ambition de faire connaître l'Orient aux orientalistes ainsi que la technique et la science moderne aux Orientaux. Mais l'œuvre la plus retentissante fut le *Dictionnaire arabe classique illustré* (*al-Mounged*) du zahliote, le père Louis Maalouf, qui aura un succès immense. Édité sans interruption depuis 1908, il a marqué des générations entières.

LE COMMERCE DE LA SOIE ENTRE LYON ET LA MONTAGNE LIBANAISE

Le Liban conserve une dette oubliée envers la ville de Lyon dont les deux collines firent sa fortune au XIX^e siècle : Fourvière grâce à ses congrégations religieuses et la Croix-Rousse par la soie qui enrichit la Montagne et bouleversa sa sociologie.

L'intérêt des soyeux lyonnais pour le Liban démarra avec les maladies cryptogéniques qui affectèrent le ver à soie en Europe, les conduisant à diversifier leurs sources d'approvisionnement. Ils s'intéressèrent alors à la culture du ver à soie dans la Montagne libanaise et y ouvrirent des filatures. Le projet fut par ailleurs encouragé par une fiscalité favorable, une main-d'œuvre bon marché et le développement de la navigation à vapeur entre les ports de Beyrouth et de Marseille.

Le Marseillais Nicolas Portalis fonda la première filature en 1840 à Brater dans le Chouf où il fit venir une quarantaine de fileuses expérimentées de la Drôme, suivie d'une dizaine de

filatures tenues par des Lyonnais dont la plus importante, celle de la maison Veuve Guérin datant de 1900, fut « considérée comme la principale entreprise industrielle de la Syrie.¹ »

Mais ce furent surtout les filatures autochtones, financées par des Lyonnais et utilisant les procédés européens, qui se multiplièrent pour atteindre 200 filatures à la veille de la Première Guerre mondiale.

Au Mont Liban, les filatures se concentraient dans les hauteurs du Metn et du Chouf, à 800-1 000 mètres d'altitude, de part et d'autre de la route de Damas, un axe routier permettant l'acheminement des marchandises vers le port de Beyrouth.

Les conditions de travail y étaient relativement rudes. Les bâtiments étaient vétustes, humides, mal aérés ; les journées de travail comptaient 13 heures en été et 10 heures en hiver, et rares étaient les pauses. Les femmes et les fillettes constituaient la majorité des ouvriers, alors que l'encadrement était masculin. Selon une statistique de 1911, 12 000 ouvrières y travaillaient contre 2 000 ouvriers, répartis en 8 500 maronites, 2 000 grecs-catholiques, 2 500 grecs-orthodoxes et 1 000 druzes².

Même si la soie libanaise ne représentait que 5 % des importations de Lyon, loin derrière celle en provenance de Chine et du Japon, les Lyonnais y étaient particulièrement attachés car ils contrôlaient toutes les étapes de la sériciculture, de l'approvisionnement en graines de ver à soie jusqu'à la commercialisation du

1. Dominique Chevallier, « Lyon et la Syrie en 1919 », in *Revue Historique*, Paris, Éditions Félix Alcan, n° 224, 1964, p. 293.

2. *Ibid.*, p. 298.

fil. Source d’approvisionnement sûre et régulière, la soie libanaise leur permettait de s’affranchir du marché de Londres qui dominait celle provenant d’Asie. La grande majorité de la soie libanaise était destinée à Lyon et ses revenus représentaient la moitié du produit national du Mont-Liban à la veille de la Première Guerre mondiale.

Cette nouvelle économie bouleversa la société libanaise. Pour la première fois en Orient, les femmes s’émancipèrent, quittant les travaux des champs et les besognes ménagères pour travailler à l’extérieur du foyer et ramener un salaire. En outre, de nombreuses familles du Mont-Liban s’installèrent à Beyrouth et formèrent une nouvelle et dynamique bourgeoisie d’affaires autour de la sériciculture.

Alors que Beyrouth et la Montagne intégraient les modes de production européens, les villes syriennes restaient attachées à la soie « filée à l’arabe » faisant preuve de résistance face à ce qui venait de l’Europe chrétienne. Le fil de soie contribua à amarrer Beyrouth à la Montagne et à l’éloigner de l’intérieur syrien comme le souligne Dominique Chevalier : « À Beyrouth et Damas, deux styles se précisent. Au port méditerranéen dont la nouveauté est une suite de la civilisation technique de l’Europe, répond le port sec qui a la dimension historique de la civilisation islamique.¹ »

Le développement de la sériciculture convertit les montagnards libanais à la culture du mûrier dont la Montagne était entièrement couverte à la fin du XIX^e siècle. Ce pari se révélera

1. *Ibid.*, p. 303.

lourd de conséquences : la monoculture du mûrier au détriment des cultures vivrières de céréales, des cultures maraîchères et des arbres fruitiers s’avéra fatidique pendant la Première Guerre mondiale, contribuant à la grande famine.

L’ÉMIGRATION, UNE OUVERTURE SUR LE MONDE

En étudiant l’histoire du Liban à l’époque de la *Mutassarifya*, on ne peut qu’être interpellé par un paradoxe. Cette période décrite comme heureuse pour les habitants de la Montagne libanaise connut une émigration massive qui finit par emporter le quart de ses habitants au moment où la Première Guerre mondiale était sur le point d’éclater. En proportion de leur population, les côtes libanaises furent avec l’Italie le point de départ le plus important d’émigrés pour les États-Unis.

Nombre annuel moyen d’émigrants de 1860 à 1960			
1860-1899	3 000 départs par an	1919-1938	4 400 départs par an
1900-1913	15 000 départs par an	1939-1945	Peu de départs (Seconde Guerre mondiale)
1914-1918	Peu de départs (Première Guerre mondiale)	1946-1959	3 500 départs par an

D’après E. Safa, *L’émigration libanaise*, Université Saint Joseph, Beyrouth 1960.

Les villes les plus touchées furent Bécharré, Zahlé et Hasroun qui virent partir 40 à 45 % de leur population.

L'émigration anéantit les effets de la croissance démographique du Mont-Liban sous la *Mutassarifya* due à l'augmentation de la natalité dans les milieux catholiques et à la baisse de la mortalité consécutive à l'amélioration du niveau de vie et des conditions d'hygiène. Au final, la population du Mont-Liban demeura stable avec 380 000 personnes en 1867 contre 415 000 en 1913¹.

La vague migratoire concerna essentiellement les chrétiens et plus particulièrement les maronites qui représentèrent 69 % des émigrés jusqu'en 1906. Les musulmans rechignaient à partir en Occident de peur de ne pouvoir pratiquer leur religion et de devoir abandonner leurs traditions. Quant aux druzes, ils constituèrent 10 % du total des départs après 1906, chiffre significatif pour cette petite communauté.

Cette hémorragie des forces vives de la Montagne ne tarda pas à inquiéter les responsables de la *Mutassarifya* et de l'Église maronite, mais les mesures prises pour limiter les départs restèrent vaines.

La principale raison qui poussait les habitants de la Montagne à partir – car on quitte rarement son pays de son plein gré –, tient à l'insuffisance des terres cultivables. Ce territoire réduit, privé de port maritime et de plaines, n'offrait pas d'opportunités suffisantes à une population en pleine explosion démographique

1. Youssef Courbage, « La terrible famine du Mont-Liban », in revue *l'Histoire*, Paris, mensuel n° 430, décembre 2016.

dont la densité était 10 fois plus élevée que dans les *vilayets* environnants.

D'autres facteurs facilitèrent cet exode : une réserve monétaire provenant du commerce de la soie, certes limitée, mais suffisante pour couvrir les frais du voyage ; le développement de la navigation à vapeur qui rendait le voyage plus facile et confortable ; l'évolution du niveau d'éducation de la population, car partir dans le monde nécessite un minimum de savoir-faire. Les départs massifs s'expliquent également par l'appel du large et les promesses rêvées du Nouveau Monde. L'énorme écart des salaires entre les pays du continent américain et le Mont-Liban permettait à l'immigré libanais d'économiser des sommes importantes pour les envoyer dans son pays ou pour revenir étaler sa réussite, suscitant l'envie des autres et les incitant à émigrer à leur tour.

On reconnaît de nos jours les villes et villages qui ont été les plus touchés par l'émigration à la densité de vieilles maisons à tuiles rouges construites par les émigrés de retour au pays, comme à Zahlé et à Hasroun.

Avec l'émigration, les Libanais vont écrire la page la plus audacieuse de leur histoire. Le voyage vers l'exil se faisait par voie maritime et le chemin de croix débutait le plus souvent dans les ports de Beyrouth ou de Tripoli où sévissaient des fonctionnaires sans scrupule qui escroquaient le montagnard.

Première destination : l'Europe, étape incontournable sur le chemin des deux Amériques ou de l'Afrique. Principale escale : le port de Marseille, puis ceux de Gênes et de Trieste. Les compagnies maritimes étaient italiennes, espagnoles ou hollandaises

mais surtout françaises, comme les Messageries Maritimes dont les navires portaient le nom de célèbres orientalistes : Lamartine, Pierre Loti, Champollion, Mariette Pacha.

Le bateau levait l'ancre à Beyrouth vers une heure du matin et faisait escale à Alexandrie au bout de quatre jours de navigation avant de repartir pour Marseille qu'il atteignait six jours plus tard. Le voyage durait presque deux semaines. L'arrivée à Marseille exigeait du voyageur une série de précautions. Il devait échanger ses habits orientaux pour un costume et des chaussures occidentales s'il voulait échapper aux moqueries. Ses papiers devaient être en règle au risque de se voir refoulé. Après cela, il devait encore affronter les escrocs qui pullulaient à Marseille et qui étaient autrement plus redoutables que ceux du port de Beyrouth. Certains montagnards qui avaient mal calculé leur budget se retrouvaient à court d'argent. Pour New York, le voyage se poursuivait en train jusqu'à Paris, gare de Lyon, puis de la gare d'Austerlitz jusqu'au Havre ou à Cherbourg. Le port du Havre était le point de départ de la compagnie française la French Line et celui de Cherbourg servait d'escale à la compagnie anglaise, la White Star Line, propriétaire de l'infortuné *Titanic* qui, lors de son naufrage, comptait à son bord 154 Libanais en 3^e classe dont seuls 29 furent sauvés.

Le voyage en ligne directe durait une quinzaine de jours pour New York, porte d'entrée des États-Unis et environ 22 jours pour le Brésil. En raison des dangers, la traversée de l'Atlantique était recommandée au printemps pour l'Amérique du Nord et en automne pour l'Amérique du Sud. La destination finale était

parfois déterminée par les aléas du voyage : ne connaissant que sa langue natale, le montagnard qui voulait se rendre au Brésil se retrouvait parfois en Afrique du Sud !

Le premier Libanais connu à avoir émigré est Antonios el Bachaalani, originaire de Salima. Il avait appris l'italien chez les pères capucins et avait travaillé comme traducteur au consulat d'Italie à Beyrouth. Lorsqu'il quitta Beyrouth pour les États-Unis en août 1854, il était âgé de 27 ans ; il s'installa à Boston où il enseigna l'arabe, mais mourut à peine deux ans plus tard. Son histoire n'est pas représentative de la majorité des immigrés qui étaient surtout issus de milieux populaires et paysans. Jusqu'en 1914, 90 % des Libanais aux États-Unis et en Amérique du Sud étaient des vendeurs ambulants : une caisse (*caché*¹ en arabe, du portugais *caixa*) contenant quelques marchandises sur le dos, ils sillonnaient les contrées jusqu'aux coins les plus reculés, affrontant les tempêtes et les dangers fréquents sur leur chemin.

Leurs marchandises se résumaient à des boutons, ciseaux, épingles, parfums, chemises, tissus. Les premiers arrivés tentèrent même de vendre de prétendues reliques religieuses en provenance de Terre sainte ou des bouteilles supposées contenir l'eau du Jourdain. Logés à plusieurs dans la même chambre, ils dépensaient le strict nécessaire pour leur survie et envoyaient le reste à leur famille restée au Liban. Plus tard, avec l'amélioration de leur

1. Le terme « caché » est associé dans l'imaginaire populaire libanais à l'immigration libanaise en Amérique.

revenu, ils purent se déplacer à cheval et installer leur commerce dans des boutiques.

Les premiers pays d'immigration pour les Libanais non qualifiés furent les pays du Nouveau Monde qui avaient besoin de bras et où l'on trouvait facilement du travail. Les États-Unis, l'Argentine et le Brésil furent les destinations les plus prisées, suivies du Mexique et de l'Australie. D'après une estimation de 1903, on comptait déjà 40 000 immigrés libanais aux États-Unis, 27 000 en Amérique du Sud, 13 000 en Australie et en Afrique du Sud. On les appelait « Turcos » en Amérique latine et « Syrien » en Amérique du Nord.

En 1959, on évaluait les Libanais en Amérique du Nord à 420 000 dont 400 000 aux États-Unis, à 692 000 en Amérique du Sud dont 350 000 au Brésil et 200 000 en Argentine, à 70 000 en Afrique dont presque la moitié en Égypte et à 27 000 en Océanie¹.

Comme toujours dans l'histoire des immigrations, les Libanais furent victimes de réactions xénophobes et racistes comme en attestent les articles de la presse chilienne, australienne et argentine de l'époque.

L'émigration attirait le meilleur comme le pire. On y trouvait autant d'instables, de droits communs, d'aventuriers et de charlatans que d'hommes refusant la médiocrité de leur existence et qui comptaient sur leur seul courage pour se construire une vie

1. D'après Elie Safa, *L'émigration libanaise*, Beyrouth, Université Saint Joseph, 1960.

nouvelle et meilleure dans des pays où ils pouvaient exprimer au mieux leurs talents.

Tout autre était le profil de l'immigration libanaise en Égypte qui devint, à la fin du XIX^e siècle, la destination d'une élite libanaise instruite, recherchée par les Britanniques pour ses compétences et sa connaissance de l'arabe et des langues étrangères. Parmi ces immigrés libanais, on comptait des médecins, des industriels, des journalistes. Cette immigration concerna au total 35 000 personnes dont une minorité seulement était issue des couches populaires car la main-d'œuvre locale était suffisante. De nombreux immigrés en Égypte constitueront plus tard la classe dominante et politique de la République libanaise.

Les États-Unis limitant leur immigration en 1918, les Libanais se tournèrent par conséquent vers l'Amérique du Sud jusqu'à la crise économique de 1929. C'est à cette époque que les autorités coloniales françaises ouvrirent aux Libanais les portes de l'Afrique de l'ouest francophone, plus particulièrement le Sénégal, et facilitèrent leur installation. Jouant le rôle d'intermédiaires dans le commerce entre les Français et les autochtones, les Libanais s'établirent comme boutiquiers, petits marchands et profitèrent du commerce de l'arachide alors en pleine expansion.

L'émigration vers l'Afrique fut, dans un premier temps, majoritairement chrétienne. Par émulation les chiïtes, notamment ceux du Jabal Amel, suivirent leur exemple et leurs fortunes contribuèrent à promouvoir économiquement leur communauté et, à leur retour, ils renforcèrent la francophonie au Liban.

Après l'indépendance du Liban, les Libanais attirés par la manne pétrolière s'orientèrent plus volontiers vers les pays du Golfe. De nombreux chrétiens libanais y firent fortune et leur perception de l'environnement musulman s'en trouva changée.

La littérature en arabe produite par les écrivains immigrés aux États-Unis, au Brésil et dans les pays de langue hispanique véhicula les idées modernes du Nouveau Monde. Une littérature humaniste et nostalgique, mais sans complaisance à l'égard de la société féodale libanaise¹, écrite par des hommes qui avaient connu la douleur de l'exil avant de pouvoir goûter aux ressources intellectuelles de l'Occident.

Les immigrés des États-Unis ramenèrent à leur retour au Liban « un tour d'esprit anglo-saxon vigoureux bien qu'artificiel² », comme l'a écrit T.E. Lawrence. Cette mentalité marquera de son empreinte la personnalité du Liban.

Les immigrés fondèrent de nombreuses associations³ qui ont fait entendre leur voix lors des débats sur l'avenir de la Syrie et du Liban, après l'effondrement de l'Empire ottoman.

1. Le meilleur exemple est un texte de Gibran Khalil Gibran toujours d'actualité : « Vous avez votre Liban, moi j'ai le mien ». Gibran a fondé à New York en 1921 la Ligue de la Plume (*Ar rabita al qalamia*) aussi connue sous le nom de « poètes immigrants », avec d'autres écrivains comme Elia Abou Madi, Mikhail Neaimy et Rachid Ayoub. Amin al Rihani n'en a pas fait partie en raison de son animosité envers Gibran. Au Brésil, Chafic Maalouf a créé avec Chekrallah el Jurr une association littéraire, *El-Ousba el-Andaloussiya* (la Ligue andalouse).

2. T.E. Lawrence, *les Sept piliers...*, op. cit., p. 449.

3. Citons, à titre d'exemple, les Comités libano-syriens d'Égypte, le Comité libano-syrien de Paris, l'Association Jeune Liban du Caire, l'Alliance libanaise du Caire, l'Alliance libanaise de Buenos Aires, la Ligue libanaise à New-York, et la Société libanaise du Chili.

Reconnaissant les potentialités de cette immigration, Alexandre Millerand écrivit au général Gouraud : « Le Liban fournit le gros de l'immigration syrienne, se réclame et ressortira de nos représentants à l'étranger ; il deviendra ainsi un excellent élément d'influence et d'expansion commerciale pour notre pays.¹ »

1. A. Hokayem, *Documents diplomatiques français*, op. cit., p. 583.

DEUXIÈME PARTIE

D'un monde à l'autre

*Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître
et dans ce clair-obscur surgissent les monstres.*

Antonio Gramsci

Le *vieux monde* peut parfaitement définir le crépuscule que vécut l'Empire ottoman, cette agonie qui se prolongea tout au long du XIX^e siècle et qui portait en elle les germes du monde nouveau.

Le *clair-obscur* serait alors la Première Guerre mondiale au cours de laquelle une grande famine frappa le Mont-Liban, les nationalistes arabes furent l'objet de persécutions à Beyrouth et à Damas, et les Arméniens subirent un génocide.

Quant aux *monstres*, ils s'appelaient ici Jamal Pacha, Talaat Pacha et Enver Pacha, à la tête du Comité union et progrès qui dirigeait l'Empire ottoman.

CHAPITRE I

DÉCLIN ET MORCELLEMENT DE L'EMPIRE OTTOMAN

Il fallut un siècle pour que s'opère le reflux de l'Empire ottoman de ses possessions dans les Balkans, mais quatre ans à peine furent nécessaires pour qu'il abandonne ses provinces arabes. De ce vide naquit le Proche-Orient moderne, constitué des États nouveaux du Liban, de la Syrie, de l'Irak, de la Jordanie, de la Palestine et, plus tard, d'Israël.

Pour comprendre la genèse du Liban, il faut revisiter le monde d'hier, celui de la fin des Ottomans. Cette page de l'histoire fut celle des Libanais d'avant la création du Liban, qui conserve toujours dans son identité l'empreinte de cette époque.

S'il est difficile de préciser le début du déclin d'un empire, il est plus aisé de déterminer le moment où se produisit sa prise de conscience. Celle-ci survient souvent à l'occasion d'un choc provoqué par un événement historique précis. Pour l'Empire ottoman, deux revers militaires marquent cette prise de conscience : la cuisante défaite, en 1699, face aux Habsbourg qui parviennent à reconquérir la Hongrie (traité de Karlowitz) et la défaite en 1774

face aux Russes (Traité de Küçük-Kaynarca) où, pour la première fois, l'Empire ottoman doit abandonner une terre de tradition musulmane, la Crimée, qui devient alors autonome.

Malgré ces deux défaites, l'Empire ottoman continua à donner une illusion de puissance jusqu'à la campagne d'Égypte de Bonaparte (1798-1801) qui dévoila son état de délabrement : un petit groupe de militaires français parvint en effet à s'emparer de cette importante province de l'Empire qu'était l'Égypte et n'en fut délogé que par l'intervention de la Grande-Bretagne, soucieuse de ne pas laisser ce pays aux mains des Français. Cette campagne inaugura une nouvelle ère durant laquelle l'Empire ottoman ne se maintint plus que par le jeu des rivalités entre puissances européennes.

LE DÉLÈVEMENT DU POUVOIR DES SULTANS AU PROCHE-ORIENT

Par un de ces paradoxes dont l'histoire a le secret, un officier albanais nommé Méhémet Ali, après avoir combattu les Français, sollicita leur aide pour fonder un vaste royaume allant de l'Égypte jusqu'au Tigre et à l'Euphrate. Bien qu'encore vassal du sultan, Méhémet Ali n'hésita pas à défier la Sublime Porte en envoyant ses troupes, sous le commandement de son fils Ibrahim Pacha, occuper la Syrie en 1832 et menacer Constantinople en 1839. De nouveau, les Ottomans ne furent sauvés que grâce à l'intervention militaire des Britanniques qui permit de chasser les Égyptiens du Levant en 1841.

Le processus de morcellement de l'Empire se poursuivit. Ses possessions dans la péninsule Arabique passent progressivement sous le contrôle de chefs locaux : la famille Al Sabah s'imposa en 1764 au Koweït et la famille Al Thani fonda en 1867 le Qatar qui s'était détaché du Bahreïn. Pour sauver les apparences trompeuses d'une unité de l'Empire, le sultan les gratifia du titre de « fonctionnaires de l'administration impériale ottomane ».

Le territoire correspondant aux Émirats Arabes Unis actuels, renommé « la Côte de la Trêve », fut satellisé par les Britanniques en 1853 pour sécuriser la route des Indes.

De son côté, l'Arabie fut secouée par le mouvement wahhabite qui avait dans sa ligne de mire la Syrie, perçue comme une mosaïque de communautés coupables de tolérance et où le sunnisme s'était enrichi, à leur contact, de nouvelles influences. Cette confrontation reproduisit l'opposition entre le Bédouin du désert et le citadin du croissant fertile.

Au début du XIX^e siècle, les wahhabites tentèrent une percée vers le nord en direction de la Syrie, mais furent écrasés à Tibériade par le pacha d'Acre épaulé par l'émir Bechir II, prince de la Montagne libanaise à la tête de 15 000 soldats libanais issus de toutes les communautés confondues, soudées pour l'occasion contre le danger intégriste. Dès lors, le wahhabisme se trouva circonscrit à l'Arabie et son destin fut lié à celui de la famille Saoud, après la conversion à cette doctrine du puissant chef tribal du Nedjd, Muhammad ibn Saoud.



Inquiet de la surenchère religieuse des wahhabites qui menaçait le califat, le sultan chargea en 1811 le vice-roi d'Égypte Méhémet Ali de les soumettre. Les wahhabites furent vaincus et Ibn Saoud se vit contraint à la fuite. En 1902, un de ses descendants, Abdelaziz Ibn Al Saoud, de retour de son exil au Koweït, reprit Riyad et le Nedjd aux Ottomans et les chassa du

Hasa. Istanbul finit par se plier aux réalités et reconnut Ibn Saoud gouverneur héréditaire du Nedjd.

Ainsi, à la veille de la Première Guerre mondiale, le territoire qui correspond à l'Arabie Saoudite actuelle se trouvait divisé en trois parties : le Nedjd et le Hasa dominés par Ibn Saoud, le Haïl qui était passé entre les mains des al Rachid, alliés des Ottomans, et le Hedjaz, avec les villes saintes de La Mecque et Médine, toujours contrôlé par le chérif de La Mecque appartenant à la famille des Hachémites.

Comme le Levant, la péninsule Arabique se présentait comme un espace éclaté entre plusieurs seigneurs tribaux aussi légitimes les uns que les autres. Une opposition culturelle a toujours existé entre les populations du golfe Arabo-Persique de tradition maritime qui avaient subi les influences de l'Iran et de l'Inde, et les tribus régnant à l'intérieur, dans le désert d'Arabie. Certains récits politiques prétendent que la Grande-Bretagne a détaché le Koweït de l'Irak et le Qatar de l'Arabie Saoudite en raison de leur richesse pétrolière, pour mieux les exploiter. En réalité, ces États se différencièrent sous l'égide de dynasties locales, comme nous venons de le voir, bien avant l'apparition du pétrole. La manne pétrolière n'a démarré au Bahreïn qu'en 1932, au Koweït en 1938, au Qatar en 1949, et il fallut attendre 1962 pour exploiter le pétrole d'Abou Dhabi qui possède l'essentiel des ressources pétrolières des Émirats Arabes Unis.

Parallèlement au morcellement de l'Arabie, les Occidentaux entamèrent le grignotage de l'Empire ottoman, entraînant une réduction significative de son territoire : occupation par la France

de l'Algérie en 1830 et de la Tunisie en 1881, occupation par l'Italie de la Lybie en 1911. Les Britanniques, après avoir mis la main en 1839 sur Aden, escale stratégique pour le ravitaillement en charbon de leurs navires sur la route des Indes, s'installèrent en Égypte en 1882 et instaurèrent un protectorat au Koweït en 1899.

UNE CITOYENNETÉ OTTOMANE

Pour tenter de pallier le déclin de l'Empire, le sultan Abdülmecit I^{er} lança une série de réformes, les *Tanzimat*. Le premier édit, connu sous le nom de charte impériale de Gulhane (*Hatt-i Scharif*), fut promulgué en novembre 1839.

Sans établir l'égalité politique entre musulmans et non-musulmans, cette charte garantissait, pour la première fois, la vie et la propriété de tous les sujets ottomans, quelle que soit leur religion, et les soustrayait à l'arbitraire du sultan dans le cadre d'un État de droit. La substitution du terme de « serviteur du sultan » par celui de « fonctionnaire » était révélatrice et très symbolique de ce nouvel état d'esprit.

S'inspirant des pratiques européennes qu'ils chercheront à adapter à la culture et aux valeurs traditionnelles ottomanes, les réformateurs instaurèrent graduellement un nouveau système économique, juridique et militaire. En 1855 le *kharadj*, l'impôt foncier imposé aux seuls juifs et chrétiens, fut aboli.

Le temps fort de ces réformes fut le rescrit impérial (*Hatt-i-Humayun*) de 1856 qui permit l'accès des non-musulmans à la fonction publique et aux carrières militaires.

Le sultan Abdülhamid II poursuivit les *Tanzimat*, aboutissant à la première Constitution ottomane qui entra en vigueur sous son règne en 1876.

Malgré la volonté de sauver l'unité de l'Empire, les *Tanzimat* ne parvinrent pas à juguler les revendications indépendantistes, ni à faire cesser les ingérences européennes. Néanmoins, ces réformes eurent le mérite d'avoir amélioré la condition des minorités juive et chrétienne qui bénéficièrent dès lors d'une véritable citoyenneté ottomane.

L'IDENTITÉ DANS L'EMPIRE OTTOMAN

Le Liban s'étant construit sur les ruines de l'Empire ottoman, l'identité libanaise ne peut se comprendre qu'à partir de l'héritage ottoman.

Dans la civilisation musulmane, l'identité est exclusivement liée à la religion. Tous les musulmans appartiennent à l'*Oumma*, quelle que soit leur ethnie ou leur origine géographique. Ainsi l'islam, une religion conquérante, distingue les musulmans (*Dar-al-islam*) de ceux qui se sont soumis sans s'être convertis à l'islam (*Dar-al-Ahd* ou *Dhimmis*) et enfin de ceux qui sont à soumettre (*Dar-al-Harb*).

L'Empire ottoman avait intégré des populations très disséminées qu'il ne chercha pas à convertir à l'islam. Pour gouverner

cet espace multinational et multireligieux, les Ottomans firent preuve d'imagination et de tolérance en inventant le système du *millet*, un régime d'autonomie laissant aux groupes religieux la liberté d'organiser leur vie communautaire. Il ne s'agissait pas d'une autonomie accordée à un territoire, mais à un groupe lié par la religion – le *millet* – dont les membres étaient dispersés à travers l'Empire.

Le *millet* dominant ou *millet-i-hakim* est celui des musulmans. Dépendant du sultan, commandeur des croyants en sa qualité de calife, ce *millet* regroupe l'ensemble des musulmans, quelle que soit leur origine ethnique (arabe, turque, kurde ou slave) ou leur obédience (sunnites, chiïtes, alaouites, ismaïliens ou druzes). Les différentes branches de l'islam firent donc partie d'un seul et même *millet* dominé par les sunnites.

Pour les non-musulmans, l'Empire ottoman instaura trois *millets*:

- Le *millet* grec, reconnu dès la prise de Constantinople en 1453, comprenait tous les orthodoxes de l'Empire (Grecs, Serbes, Bulgares, Roumains, Albanais et autres orthodoxes arabophones). À sa tête se trouvait le patriarche grec-orthodoxe de Constantinople considéré comme un haut personnage. Mais après la guerre d'indépendance de la Grèce (1821-1829), les relations se dégradèrent entre le *millet* grec et les Ottomans qui finirent par lui préférer le *millet* arménien, surnommé le *millet-i sadika* ou le *millet* fidèle.

- Le *millet* arménien fut reconnu en 1461 lors de la prise de Trébizonde. Il aurait pu être appelé monophysite car, en plus des Arméniens, il comprenait les autres Églises monophysites (copte et syriaque).
- Enfin, le *millet* juif était composé des Juifs arabophones, ainsi que des Juifs hispanophones expulsés d'Espagne.

Les maronites, les Arméniens catholiques et les grecs-catholiques recevront leur *millet* en 1834. Avant cette date, les grecs-catholiques dépendaient du patriarche grec-orthodoxe qui les considérait comme schismatiques et leur rendait la vie difficile, ce qui fut à l'origine d'une importante migration des membres de cette communauté vers l'Égypte de Mohamed Ali au début du XIX^e siècle.

Jouissant d'une autonomie assez large, le *millet* règlementait la vie de l'individu qui n'existait pas en tant que citoyen de l'Empire, mais uniquement par son appartenance à sa communauté.

Le *millet* disposait de ses propres lois et de ses tribunaux en matière de statut personnel (divorce, héritage, mariage...) ainsi que de ses écoles. À sa tête, un dignitaire religieux était l'interlocuteur unique du sultan et était responsable devant lui des agissements de sa communauté. Il exerçait un pouvoir non seulement spirituel mais aussi temporel sur ses ouailles.

Les membres d'un même *millet* se regroupaient dans les mêmes quartiers et exerçaient des professions souvent dévalorisées par l'islam (commerce, finance, artisanat, services), alors que la carrière militaire était réservée aux musulmans. L'artisanat était du ressort des juifs et des grecs-orthodoxes ou des grecs-catholiques

habitant les villes - d'où la similitude des noms de famille de ces communautés évoquant un métier : Haddad (forgeron), Tabbah (imprimeur), Najjar (menuisier), Nackache (tailleur de pierre)... À quelques exceptions près, ces noms ne se retrouvent pas chez les maronites qui vivaient de l'agriculture.

Le *millet* se révéla être un cadre très protecteur pour les communautés non musulmanes, leur permettant un accroissement démographique¹ dû à un meilleur niveau de vie, à la baisse de la mortalité infantile et à une fécondité plus importante que chez les musulmans astreints aux obligations militaires pendant une douzaine d'années.

Au XIX^e siècle, le nationalisme, une doctrine importée d'Europe, fissura la cohésion de l'Empire ottoman et remit en cause le système des *millets*. Le virus du nationalisme touchera d'abord les Balkans, avant de se propager en Anatolie et d'entraîner la désintégration du corps malade de l'Empire. La première victime fut le *millet* grec-orthodoxe, peu homogène sur le plan ethnique, qui subit le départ des Grecs, des Serbes, suivis des Bulgares et des Roumains, après leur accès à l'indépendance.

En réponse à ce repli communautaire et dans une ultime tentative de sauver l'Empire, la Constitution du 23 novembre 1876 tenta d'établir une identité ottomane qui dépassait les clivages religieux et ethniques et rendait caduc le système des *millets*. Mais l'ottomanisme n'empêcha ni le développement de sentiments nationaux, ni

1. De 8 % en Anatolie aux recensements de 1520 et de 1570, elle passa à 16 % au XIX^e siècle selon Youssef Courbage, Philippe Fargues, *Chrétiens et Juifs dans l'islam arabe et turc*, Fayard, 1992, pp. 206-207.

les ingérences des Européens qui s'érigeaient en protecteurs de ces *millets*: les Français pour les catholiques, les Britanniques pour les juifs et les druzes et les Russes pour les orthodoxes.

Les Libanais passèrent de l'identité ottomane à l'identité libanaise, mais conservèrent le fonctionnement des *millets*, qui avait survécu au sein de la société. Chaque communauté au Liban dispose toujours de son propre droit en matière de statut personnel et de sièges réservés au Parlement.

LE NATIONALISME DANS LES BALKANS ET LA FIN DE L'IDENTITÉ OTTOMANE

Concomitamment à sa perte d'influence dans ses provinces arabes, l'Empire ottoman subit une désagrégation territoriale dans ses possessions européennes. Les Grecs furent les premiers à profiter de son affaiblissement pour se révolter et obtenir leur indépendance en 1832 au terme de 10 années de guerre.

Après la guerre de Crimée, les Russes déclarèrent à nouveau les hostilités en 1877 à « L'homme malade de l'Europe », comme l'avait surnommé le tsar russe, et les troupes russes menacèrent directement Constantinople. Les Ottomans furent acculés à accepter les conditions humiliantes imposées par la Russie à la conférence de San Stefano mais, sous la pression de Bismarck et de la Grande-Bretagne, les exigences russes furent allégées dans un nouveau traité signé à Berlin en juillet 1878. Celui-ci limitait les pertes ottomanes à la Roumanie, la Serbie et au Monténégro,

qui accédèrent ainsi à l'indépendance. En contrepartie de leur soutien, les Ottomans durent céder Chypre aux Britanniques.

Confronté à la montée du nationalisme au sein de l'Empire et pour faire face aux ingérences des puissances occidentales, le sultan Abdülhamid II suspendit la Constitution en 1878, soit deux ans après sa proclamation, révoqua le Parlement et instaura un pouvoir absolu.

Cependant, une élite ottomane, toutes religions confondues, imprégnée de l'esprit des réformes (*Tanzimat*) rejeta ce recul politique et organisa la contestation. L'étincelle partit en 1889 de l'École de médecine militaire d'Istanbul et ce mouvement, connu sous le nom des Jeunes-Turcs, trouva un écho auprès des intellectuels et des officiers.

Unanimes pour dénoncer le despotisme d'Abdülhamid II et exiger le retour à la Constitution de 1876, les Jeunes-Turcs se divisèrent rapidement en deux courants : le Comité union et progrès, inspiré par les idées d'Auguste Comte, qui prônait un pouvoir central fort et refusait toute ingérence étrangère dans les affaires de l'Empire et l'Organisation de l'initiative privée et de la décentralisation qui, comme son nom l'indique, proposait une libéralisation économique et une décentralisation dans le cadre de l'Empire.

Un tour nouveau fut pris en 1908 avec la mutinerie en Macédoine de l'armée ottomane. Celle-ci se plaça sous les ordres du Comité union et progrès et menaça de marcher sur Constantinople. Des troupes d'élite, dépêchées par Abdülhamid II pour les contrer, se retournèrent contre lui et

fraternisèrent avec les rebelles. Acculé, le sultan finit par céder : la Constitution de 1876 fut rétablie le 24 juillet 1908 et les élections qui suivirent portèrent au pouvoir le Comité union et progrès. Un air de liberté soufflait sur l'Empire. C'était la revanche du parti laïc sur les courants religieux.

Dans un dernier sursaut, les militaires restés fidèles à Abdülhamid II tentèrent en 1909 une contre-révolution dans l'espoir de le remettre en selle. Ils s'emparèrent de Constantinople mais furent battus à leur tour. Dès lors, le sultan fut déposé, remplacé par son frère Mehmed V et exilé à Salonique.

Malgré cette libéralisation, le processus de démembrement de l'Empire s'accéléra. En 1908, la Bulgarie proclama en effet son indépendance et la Bosnie-Herzégovine fut annexée par l'Empire austro-hongrois. 1912 vit l'Italie occuper Rhodes et la Lybie et les nations balkaniques mettre en sourdine leurs rivalités autour de la Macédoine et infliger une nouvelle défaite aux Ottomans.

Face à la désagrégation de l'Empire en divers groupes nationaux et l'échec de la politique libérale, le Comité union et progrès connut une dérive autoritaire vers le parti unique et une affirmation du sentiment nationaliste turc. Son aile dure finit par imposer son diktat par un coup d'État brutal : le 23 janvier 1913, Enver Pacha, à la tête de troupes radicales, envahit le palais impérial et chassa les membres du cabinet après avoir tué à bout portant le ministre de la Guerre. Il composa ensuite un gouvernement avec Talaat Pacha comme ministre de l'Intérieur, Jamal Pacha en tant que ministre de la Marine et se réserva le ministère de la Guerre.

Ce triumvirat s'imposa par la répression et obtint les pleins pouvoirs devant une Chambre apeurée.

Le triumvirat conduisit une politique de « turquification » à outrance de l'Empire, qui heurta les sentiments nationaux des populations arabes et les poussa à se tourner vers les puissances européennes pour se libérer du joug turc. Dès lors, le dernier acte de la décomposition de l'Empire se joua avec la Révolte arabe, en 1916, sous la conduite du chérif de La Mecque.

LES INTÉRÊTS EUROPÉENS DANS L'EMPIRE OTTOMAN

Le déclin de l'Empire ottoman ne se limita pas à la sphère politique et militaire, il concerna également l'économie. Une inversion des flux commerciaux eut lieu à partir du XVIII^e siècle, et des produits aussi emblématiques de l'Orient que les étoffes, le café et le sucre furent importés, à telle enseigne que certains n'hésitaient pas à faire remarquer que dans un café turc, il n'y avait de turc que l'eau.

Pour financer la coûteuse guerre de Crimée, la Sublime Porte fut obligée de s'endetter. Elle obtint des prêts à des taux élevés de la France et de la Grande-Bretagne et, plus tard, de l'Allemagne. Cet argent ne servant qu'à couvrir le fonctionnement de l'État et non à alimenter des investissements productifs, un cercle vicieux d'endettement aboutit à la crise du 6 octobre 1875 qui vit l'Empire ottoman en cessation de paiements. L'économie ottomane passa alors sous contrôle européen avec la mise en place du Conseil de l'administration de la dette publique aux mains

des créanciers européens qui récupérèrent une grande part des revenus de l'Empire.

À la fin du XIX^e siècle, la France fut la première créancière de l'Empire. Les capitaux français financèrent de nombreuses entreprises ottomanes et les Français contrôlèrent, à parts égales avec les Anglais, la Banque ottomane qui jouait le rôle de trésorier-payeur général de l'Empire et avait le monopole de l'émission des billets.

En plus de ses intérêts économiques, l'Hexagone disposait d'un important réseau d'écoles, précieux instrument de diffusion de l'influence française. Enfin, les consuls de France jouissaient du privilège accordé par le Saint-Siège d'assurer la protection des catholiques du Proche-Orient.

Dans la perspective de l'effondrement de l'Empire ottoman, bien que dénuée de toute visée territoriale, la France était soucieuse de préserver la place privilégiée qu'elle occupait au Levant où se concentraient les catholiques de l'Empire et la majorité des écoles françaises.

La politique britannique au Proche-Orient était dictée, quant à elle, par la nécessité de sécuriser les routes des Indes, le « joyau de la couronne ». L'éruption du pétrole dans les pays arabes et la prise de conscience de son enjeu stratégique furent plus tardives, datant de la Première Guerre mondiale, lorsque la guerre mécanisée (avion, char, voiture...) révéla son importance fondamentale.

Méfiant envers la Grande-Bretagne et la France, les Ottomans accueillirent favorablement les avances allemandes. À l'occasion de la guerre russo-turque de 1878, Bismarck vola au secours du

sultan et marqua l'entrée de l'Allemagne comme partenaire politique, économique et militaire de l'Empire ottoman.

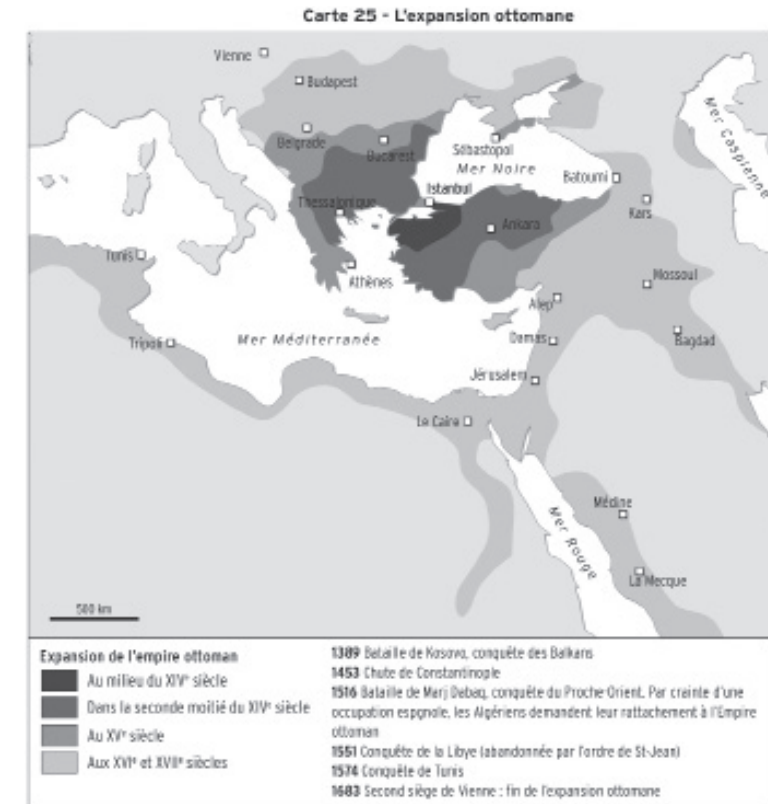
Ce rapprochement des Allemands et des Ottomans fut scellé à l'automne 1898 par la visite à Constantinople de Guillaume II qui profita de son séjour pour faire un pèlerinage en Palestine, avec escale à Beyrouth et à Damas. Conquis par les ruines de Baalbek, il décida de l'envoi d'archéologues pour effectuer les premiers travaux sur ce site.

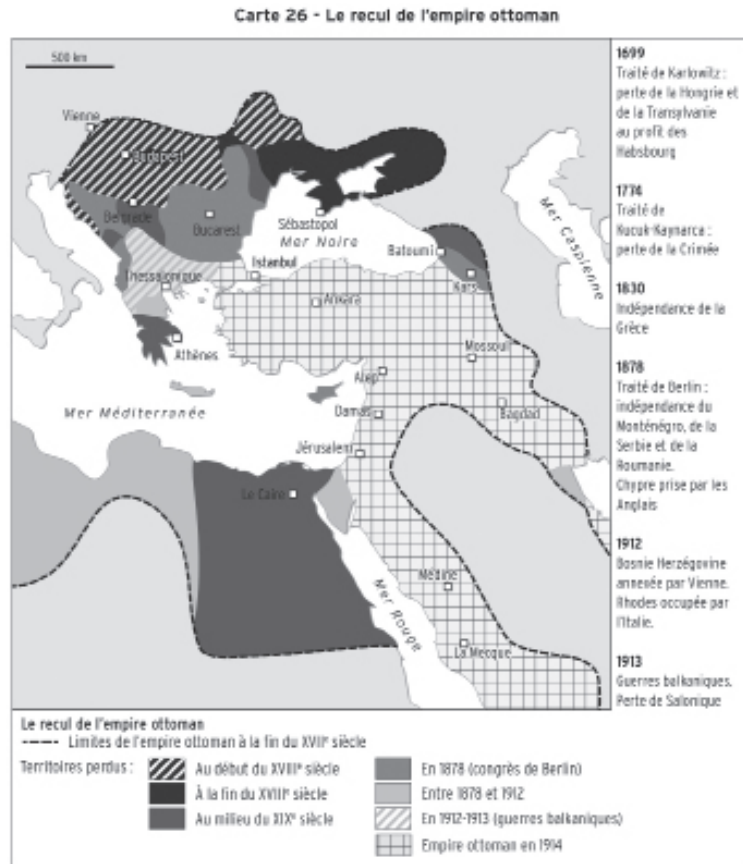
À cette époque, les investissements germaniques dans l'Empire se multiplièrent. Des ingénieurs allemands réalisèrent le chemin de fer du Hedjaz qui reliait Damas à Médine. Les travaux débutèrent en 1900 et la ligne fut inaugurée en 1908. Ce chemin de fer avait un double objectif, militaire pour permettre un meilleur contrôle du Hedjaz, et religieux pour faciliter l'accès des pèlerins aux villes saintes de l'islam. La ligne ne dépassera toutefois pas Médine et n'atteindra jamais La Mecque. L'Allemagne se vit également octroyer la concession de la construction du chemin de fer de Bagdad. Ce projet pharaonique de 1 600 km de long assurait la liaison entre Konya (Turquie) et Bagdad (Irak) et se rattachait à un réseau ferroviaire reliant l'Europe centrale au Moyen-Orient, raison pour laquelle il fut appelé le « Berlin-Bagdad » ou *Bagdadbahn* en allemand. Ce projet suscita des inquiétudes en Grande-Bretagne, mécontente de voir les Allemands se rapprocher de sa zone d'influence dans le Golfe.

Mais ce qui connaîtra les plus lourdes répercussions fut la décision du sultan Abdülhamid II de faire appel à l'Allemagne pour l'aider à moderniser son armée, conduisant à l'émergence d'une

génération d'officiers turcs « germanisés » qui pesèrent dans l'engagement de l'Empire ottoman aux côtés des Allemands lors de la Première Guerre mondiale.

La Grande-Bretagne et la France, après avoir contré tout au long du XIX^e siècle les ambitions russes, opèrent un rapprochement avec le tsar par le biais d'une alliance conclue entre ces trois pays en 1907, ceci afin de combattre la politique allemande qui menaçait leurs intérêts dans l'Empire ottoman.





CHAPITRE II

LE LIBAN DANS LA GRANDE GUERRE

L'ÉCLATEMENT DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

La Première Guerre mondiale éclata début août 1914. Les responsables de la *Mutassarifya* apprirent la nouvelle alors qu'ils étaient réunis à Batroun pour participer à une messe célébrée par le patriarche maronite en mémoire de l'archiduc Ferdinand, bienfaiteur de son Église.

Avant même de s'engager dans la guerre aux côtés de l'Allemagne, l'Empire ottoman montra qu'il avait déjà choisi son camp en résiliant, le 9 septembre 1914, les Capitulations, symbole humiliant de la domination européenne, qui accordaient des droits et des privilèges aux ressortissants européens.

L'entrée en guerre de l'Empire ottoman se fit de façon rocambolesque. Deux croiseurs allemands, le *Goeben* et le *Breslau*, furent autorisés par la Sublime Porte à traverser le détroit des Dardanelles alors que l'Empire ottoman était censé être un pays neutre. Pour sauver les apparences, les deux croiseurs furent

vendus par l'Allemagne à la Marine turque qui les rebaptisa de noms turcs¹, mais restèrent commandés par des équipages allemands portant l'uniforme de la Marine ottomane. Le 29 octobre, ces deux croiseurs attaquèrent par surprise le port d'Odessa et coulèrent des navires russes et français. La riposte ne tarda pas. La Russie déclara la guerre à l'Empire ottoman le 1^{er} novembre 1914, suivie quatre jours plus tard par la France et la Grande-Bretagne.

En combattant avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie durant la Première Guerre mondiale, les Turcs pensaient prendre leur revanche sur l'histoire, mais cette décision se révéla fatale pour leur Empire.

Dans un premier temps, le gouvernement turc ne sembla pas pressé de s'attaquer aux privilèges des Libanais : les habitants de la *Mutassarifya* restaient dispensés du service militaire et de nombreux jeunes Beyrouthins fuirent même vers la *Mutassarifya* pour échapper à la conscription, connue de sinistre mémoire par les familles levantines sous le nom de *seferberlik*. Les mauvais augures ne tardèrent cependant pas à se multiplier, annonçant une descente en enfer qui coûta au Mont-Liban le tiers de sa population.

DÉPART DES RESSORTISSANTS ÉTRANGERS

La France protectrice des catholiques, le tsar protecteur des orthodoxes et le Royaume-Uni garant des druzes entrèrent donc en guerre contre l'Empire ottoman, les Libanais perdirent leurs protecteurs et se retrouvèrent à la merci des Turcs. Ces derniers ne

1. Le *Goeben* fut rebaptisé *Yavuz sultan Selim* et le *Breslau* devint le *Midilli*.

tardèrent pas à réquisitionner les hôpitaux et les institutions d'enseignement gérés par les missionnaires français et à expulser les religieux des congrégations françaises. Le dimanche 8 novembre 1914, le commandant de la gendarmerie ottomane ordonna au père Gérard de Martimprey, recteur de l'université Saint-Joseph, d'évacuer l'université en deux heures ; le bâtiment fut affecté au Croissant-Rouge ottoman et à une école turque de policiers. Même désolation chez les Lazaristes, le collège Saint-Joseph de Aïntoura fut occupé par des officiers turcs qui y installèrent 300 orphelins arméniens dans le but de les « turquiser ».

Les ressortissants étrangers cherchèrent à fuir Beyrouth, mais ces départs soumis à la bonne volonté des autorités turques se déroulèrent dans la plus grande confusion. Finalement, après l'intervention du *wali* de Beyrouth Bekir Sami bey, tous les étrangers obtinrent leur sauf-conduit. Les premiers bénéficiaires furent les professeurs de l'université Saint-Joseph, les directeurs des établissements publics et les religieux.

Entre quatre cents et cinq cents religieux et religieuses européens de toutes les congrégations furent embarqués sur des bateaux italiens à destination d'Alexandrie ou de l'Italie qui n'était pas encore entrée en guerre.

En prévision de leur départ, les consuls des pays de l'Entente détruisirent leurs archives à l'exception de François Georges-Picot, représentant de la France. Convaincu de son prochain retour, il dissimula ses archives dans une armoire secrète avant de quitter le Liban. À la mi-novembre, le *wali* Bekir Sami bey reçut l'ordre du chef du service d'espionnage d'Istanbul de perquisitionner le

consulat français. Accompagné du commandant militaire et du préfet de police, et aidé d'une vingtaine de policiers, il procéda à la perquisition en présence de Philippe Zalzal, drogman du consulat français. Très certainement informé de l'emplacement de l'armoire secrète, le *wali* entra dans la chambre du consul et se dirigea sans hésitation vers le mur de gauche. Glissant sa main sur une rainure invisible à l'œil nu avant de donner un coup sec, il révéla une porte secrète s'ouvrant sur une pièce dans laquelle étaient alignés des dossiers compromettants pour des personnalités libanaises. Zalzal fut ostracisé par la population beyrouthine qui le suspecta d'avoir dévoilé l'existence de la cachette.

DÉSARMEMENT ET OCCUPATION DE LA MONTAGNE

Avant d'entreprendre la bataille d'Égypte contre les Britanniques, la 4^e armée ottomane stationnée en Syrie devait, pour des raisons stratégiques évidentes, désarmer la Montagne libanaise suspectée de sympathie envers les pays de l'Entente. Les inquiétudes turques étaient justifiées : des rapports du renseignement faisaient état d'armes livrées par la France aux Libanais pour provoquer un soulèvement dans la Montagne, préalable à un débarquement franco-britannique au cœur de l'Empire.

L'occupation de la Montagne par l'armée ottomane se fit sans aucune résistance. Le 22 novembre 1914, par une journée de tempête telle que le Liban en a peu connu, l'avant-garde de la troupe turque se présenta à Zahlé. Les habitants de la ville conseillèrent aux soldats de patienter et d'éviter la route du Dhour qui donne

accès à la Montagne par le Haut-Metn. Perplexe, le commandant de la troupe télégraphia à Damas, mais reçut l'ordre de continuer sa route. Quelques kilomètres plus loin, à la tombée de la nuit, la troupe fut prise dans une violente tempête. Trois cents soldats périrent, soit la moitié des effectifs, et le reste n'eut la vie sauve que grâce aux montagnards qui vinrent à leur secours. Au lendemain de cet épisode grotesque et tragique, ce qui restait de la troupe fut dispersé en différents points stratégiques pour prendre le contrôle de la Montagne et du littoral. Ces hommes étaient commandés par le colonel Tahsin bey. Ohanès Pacha lui rendra hommage dans ses mémoires : « Nous étions encore à cette époque, en Syrie, dirigés par l'esprit sain et équitable du général Zéky Pacha. Cet esprit se manifesta jusque dans le choix de l'officier supérieur qui vint commander les troupes détachées au Liban. Le colonel Tahsin bey était un excellent homme et j'ai entretenu avec lui les relations les meilleures et les plus cordiales. Le mérite lui en revient en grande partie...¹ »

JAMAL PACHA, UN POUVOIR ARBITRAIRE

Dès la fin du mois de novembre 1914, Jamal Pacha prend la place de Zéky Pacha à la tête de la 4^e armée, pour le plus grand malheur des Libanais.

Jamal Pacha fut en effet décrit comme un nationaliste à l'esprit étroit, un ambitieux sans scrupule. À peine installé à Damas, il décida de confier la place de Tahsin bey, autrement

1. O. P. Kouyoumdjian, *Le Liban...*, op. cit., p. 100.

dit le commandement de la circonscription militaire du Liban et de Beyrouth, à Rida Pacha, personnage fruste au caractère brutal. Marquant le changement de climat politique, Jamal Pacha convoqua Ohannès Pacha à Damas par un message au ton particulièrement sec : « Gouverneur du Mont-Liban, venez me voir demain, à Damas.¹ »

Dans les derniers jours du mois de décembre 1914, Jamal Pacha fit son entrée à Aley, au Mont-Liban. Après un accueil grandiose orchestré par ses services, il s'enquit des dispositions à prendre pour contrer un débarquement des pays de l'Entente au Mont-Liban et ordonna de capturer le patriarche maronite ainsi que les notables des principales communautés pour en disposer comme monnaie d'échange. À Beyrouth, il retrouva la haute société qui s'empessa de l'accueillir dans ses salons feutrés, soucieuse de faire prospérer ses affaires.

Jamal Pacha attaqua le 2 février 1915 le canal de Suez, comptant sur l'effet de surprise et pariant, à tort, sur le soulèvement des musulmans d'Égypte contre les Britanniques. L'expédition se révéla désastreuse pour son armée : ayant perdu 1 300 soldats, il fut refoulé au bout de deux jours de combat.

Aigri et humilié après cet échec, il s'attaqua aux nationalistes syriens et libanais. Le prêtre maronite de Sin el fil, Youssef el Hayek inaugura la longue liste des martyrs : suspecté d'intelligence avec la France, il fut incarcéré à Aley et pendu à Damas sur la place Marjé le 22 mars 1915. Il mourut en proclamant son

1. *Ibid.*, p. 104, la référence donnée, Hakim, p. 160.

innocence. Le journal parisien *Le Temps*, dans son édition du 18 mai 1915, relata les dernières minutes du père Hayek dont il est difficile de faire la part entre mythe et réalité : « Le commandant s'approcha de lui et lui demanda d'acclamer le sultan et les deux empereurs alliés : “Vive la France, l'Angleterre et la Russie”, répondit le condamné et d'ajouter “Je meurs fidèle à notre foi et à nos traditions nationales. Vive la France! Vive la France! Vive la France!” »

La légèreté fautive de Georges-Picot provoqua en premier le martyr de Nakhlé Moutran, un notable grec-catholique de Baalbek. Sur la base des documents retrouvés lors de la perquisition du consulat de France, celui-ci fut accusé d'œuvrer auprès des Français pour annexer Baalbek et la Bekaa à la Montagne libanaise. Le crâne rasé, habillé d'une longue chemise blanche, il fut traîné puis attaché dans les rues de Damas où il subit les insultes et les crachats du petit peuple. Jamal Pacha fit croire à une condamnation à l'exil à la *vilayet* de Diyarbakir, mais donna en réalité l'ordre de l'exécuter sur le chemin en prétextant une tentative de fuite.

Jamal Pacha entreprit de verrouiller politiquement le Liban. En mars 1915, il révoqua le Conseil administratif et exila plusieurs de ses membres en Anatolie, nommant un nouveau conseil dans une parodie électorale où furent rédigés des procès-verbaux de scrutins fictifs.

Le gouverneur de la Montagne, Ohannès Pacha, isolé et ne gardant qu'un semblant de pouvoir, démissionna le 5 juin 1915 et quitta définitivement le Liban pour Constantinople début

septembre. Il fut remplacé par Ali bey Mounif, un musulman fanatique qui avait déjà fait ses preuves lors de la persécution des Arméniens.

La nomination d'un musulman à la tête de la *Mutassarifya*, en violation du Règlement organique de 1861, signa la fin effective du statut d'autonomie dont elle jouissait¹.

L'ancien préfet de police Azmy bey, un exalté, succéda au *wali* de Beyrouth Bekir Samy bey, que l'on avait évincé du fait de sa trop grande modération. Avec cette dernière nomination, l'appareil répressif était prêt à sévir.

Les hautes autorités religieuses ne furent pas épargnées non plus : le patriarche maronite subit une humiliation gratuite, étant invité à descendre à Beyrouth pour recevoir le firman du sultan², formalité dont étaient pourtant dispensés ses prédécesseurs.

Accusé d'avoir abrité dans son diocèse un diacre français suspecté d'espionnage, l'évêque grec-catholique de Tripoli Youssouf Doumani fut condamné à l'exil. Confondu par des documents retrouvés au consulat de France, l'évêque maronite de Beyrouth M^{gr} Boutros Chebli fut à son tour exilé à Adana où il décédera moins d'un an plus tard.

1. Le Règlement organique de 1861 instaurant la *Mutassarifya* fut résilié sur le plan juridique en novembre 1916, sous prétexte que « l'autonomie du Liban avait été imposée au sultan par la France ». Istanbul le signifia uniquement à l'Allemagne et à l'Empire austro-hongrois, les autres garants de ce Règlement (France, Grande-Bretagne, Russie et Italie) étant en guerre contre l'Empire ottoman.

2. Le firman était accordé par le sultan pour confirmer les hautes autorités religieuses dans leurs fonctions.

LE TEMPS DES MARTYRS

L'exécution du père Hayek et de Nakhlé Moutran n'était que les prémices d'une série de pendaisons qui s'abattit sur l'élite syro-libanaise. Si les premières victimes étaient des chrétiens, ce furent surtout des musulmans syro-libanais, très engagés dans les sociétés nationalistes arabes, qui montèrent à la potence. Les chrétiens libanais, satisfaits de leur autonomie dans la Montagne, étaient moins revendicatifs.

La cour martiale était installée à Aley. Tandis que la bonne société beyrouthine invitait les geôliers à ses soirées mondaines, la fine fleur de la jeunesse syro-libanaise croupissait dans les prisons et s'apprêtait au martyre. Arrestations et rafles se succédaient. Le 21 août 1915 marqua le début des premières exécutions selon un rituel macabre. Tout commença par l'arrivée à la prison d'Aley d'un fonctionnaire portant l'ordre d'exécution. Le directeur de la prison donna alors l'ordre d'amener onze victimes (1 chrétien et 10 musulmans) qui furent tirées de leurs cellules puis conduites à Beyrouth par la route de Jisr el Bacha. Arrivés à la direction de la police, à l'angle de la place des Canons, on regroupa les prisonniers dans la salle principale où un officier ottoman leur annonça la sentence. Dès lors les préparatifs s'accéléchèrent, les condamnés furent revêtus d'une blouse blanche avant d'être autorisés à rédiger leurs instructions et derniers souhaits à leurs familles. Dans le respect de la tradition, un prêtre et un cheikh s'entretenaient avec les condamnés et un médecin militaire les examina pour s'assurer de leur bonne santé avant l'exécution.

Sur la place des Canons, les potences se dressaient depuis la veille. Les troupes turques furent déployées en masse pour interdire l’accès à la place. À trois heures du matin, Rida Pacha arriva pour présider la macabre cérémonie en présence du directeur de la police et des membres de la cour martiale d’Aley. Les exécutions pouvaient débuter. Les condamnés arrivèrent deux par deux, entourés de gendarmes. Le premier à monter à la potence fut Abdul Karim al-Khalil, un chiite du Sud-Liban, ami de Riad el Solh, très engagé dans le mouvement nationaliste arabe. Suivirent les frères Mahmassani, Mahmoud et Mohamed, jeune licencié en droit de la Faculté de Paris et ardent défenseur du rapprochement islamo-chrétien, qui œuvrait pour un islam réformé et libéral. Visage serein, les deux frères montèrent à la potence d’un pied ferme sans se quitter du regard. Mohammed demanda au bourreau d’avoir l’amabilité de les exécuter en même temps. Puis vint le tour des autres martyrs¹. Âgé de trente ans, Salih bey Haidar était le plus jeune : fils d’une grande famille chiite de propriétaires terriens de la Bekaa, il avait fait ses études universitaires chez les Jésuites et mourut en criant « nos os serviront de fondement à l’indépendance arabe ».

Après un court répit, la machine à tuer reprit au printemps. Le 5 avril 1916, les Beyrouthins découvrirent le corps sans vie d’un notable bien connu, Youssef Hani, suspendu au gibet. Sa condamnation reposait, elle aussi, sur les documents retrouvés lors de la perquisition au consulat de France, dans lesquels il

1. Abdel Kader Kharsa et Noureddine Kadi. Kharsa, Salim Abdel-Hajj, Ali Armanazi, Mahmoud Ajam, Nayef Tello, Salih bey Haidar et Mohamed Moussalem Abdine.

demandait le rattachement de la région de Beyrouth et de Baalbek au Liban.

Redoutant une révolte dans les provinces arabes de l’Empire, Jamal Pacha décida de frapper un grand coup dans les milieux nationalistes de Beyrouth et de Damas. Ne disposant pas de renseignements précis, il chercha ses victimes parmi les notables et les intellectuels ayant participé au congrès arabe de Paris et parmi les noms apparus lors de la perquisition du consulat de France. Le chef d’accusation ne variait pas : avoir œuvré pour détacher les provinces arabes de l’Empire.

Le 6 mai 1916, pas moins de 21 potences furent dressées à Beyrouth et à Damas pour dix-sept martyrs musulmans et quatre chrétiens.

À Beyrouth, quatorze journalistes et intellectuels furent conduits menottés¹ en blouses blanches par groupes de deux ou trois vers la potence. Cette scène lugubre se termina au petit matin par l’exécution de deux hauts gradés de l’armée ottomane, suspects d’intelligence avec les nationalistes arabes, Amin Lotfi et Hafez Salim al Djazaeri qui eurent le privilège d’être pendus en gardant leur uniforme militaire. Au même instant, sept autres personnes étaient exécutées à Damas².

1. Cheikh Ahmed Tabbara, membre fondateur du Comité beyrouthin des réformes, le journaliste Saïd Fadel Akl, Abdul-Ghani Araïssi, Giorgi Mousa Haddad, le commandant d’état-major Salim al Djazaeri, Omar Hamad, Petro Paoli, Aref al-Chehabi, Tewfic al-Bassat, Mohamad Husseyn al Chanti, Saïf al Din al Khatib, Ali Haj Omar, Amin Lotfi Hafez, et Jalal al Boukhari.

2. Parmi eux, Abdel Wahab al Inghlizi, Chafik al Azm et le sénateur Abdel Hamid al Zahraoui qui avait présidé le congrès arabe de Paris.

Ce cérémonial indigna les habitants de Beyrouth et de Damas. Bien que Jamal Pacha ait annoncé la fin des exécutions, le 4 juin 1916, soit moins d'un mois plus tard, les frères Philippe et Farid Ka'adan el Khazen furent pendus place des Canons. Assistés par le père Youssef Stéphan, ils lui remirent l'argent qu'ils avaient sur eux, les croix qu'ils portaient et leurs alliances en or. Farid avança le premier avec courage vers la potence en proclamant « vive le Liban, vive la France ». Voyant son frère suspendu au gibet, Philippe, pris d'un malaise, dut être porté et accroché à la potence.

Leur crime était d'avoir publié *Perpétuelle indépendance législative et judiciaire du Liban depuis la conquête ottomane en 1516*, une publication anodine qui n'avait suscité aucune réaction de la part des autorités lors de sa parution. La véritable raison était bien plus cynique si l'on en croit les mémoires d'Ohannès Pacha Kouyoumdjian : « Le raisonnement du dictateur était d'un tout autre ordre. Il se dit qu'il ne pouvait décemment, sous peine d'offusquer les préjugés de l'islam et les idées préconçues de son parti, pendre et exiler un grand nombre de Syriens, musulmans pour la plupart, sans frapper également des Libanais ; c'est là, d'après moi, la seule raison qui lui fit décider la mort des frères Khazen.¹ » Les mêmes raisons expliquent la condamnation à l'exil de nombreuses familles chrétiennes, dans un souci d'équilibre avec les musulmans syriens nationalistes.

1. O. P. Kouyoumdjian, *Le Liban...*, *op. cit.*, p. 146.

Sentant le besoin de se justifier, Jamal Pacha publia un rapport en 1916, *La vérité sur la question syrienne*, dans lequel il exposait ses griefs envers chacun des condamnés à mort.

Unis dans la lutte contre les Ottomans, les victimes de Jamal Pacha défendaient pourtant deux projets distincts : les nationalistes libanais, en majorité chrétiens, œuvraient pour un Grand Liban tandis que les nationalistes arabes, à prédominance musulmane, militaient pour une Grande Syrie.

Le manuel scolaire de ma jeunesse entretenait une certaine ambiguïté sur les martyrs qui sont fêtés le 6 mai, laissant croire qu'il s'agissait d'indépendantistes libanais, alors que dans leur grande majorité ils agissaient pour une Grande Syrie qui aurait inclus le Liban.

LA FAMINE, LES CRIQUETS ET LES ÉPIDÉMIES

Dès l'éclatement de la guerre, les Ottomans cherchèrent à contrôler les moyens de transport pour les réserver aux militaires. Par un télégramme du 12 septembre 1914, le grand-vizir demanda à Ohannès Pacha à ce que « les dispositions du décret de mobilisation relative à la réquisition des bêtes de somme et des moyens de transport soient également appliquées au Liban.¹ »

En plus de ces réquisitions, un blocus fut décrété par les Britanniques contre les côtes ottomanes, y compris celles du Liban. Parallèlement, un blocus terrestre fut imposé par Jamel Pacha à la Montagne libanaise. Les effets de ce double blocus

1. *Ibidem*, la référence donnée, Hakim, p. 74.

se firent rapidement sentir, provoquant une pénurie de médicaments et de produits de première nécessité. Les cas de famine apparurent à partir de 1915 et atteignirent leur paroxysme en 1916-1917. Les *casas* de Byblos et de Batroun furent les plus touchés et des villages entiers se vidèrent de leurs habitants. Des silhouettes cadavériques, couvertes de gale et de poux, erraient dans les rues des villes à la recherche de nourriture, des chariots municipaux à Beyrouth déversaient des enfants venus de la Montagne dans une fosse commune d'où fusaient encore des plaintes; des cas d'anthropophagie furent même rapportés.

En ces jours critiques, c'est la Croix-Rouge américaine qui fut la plus présente pour organiser les secours d'une population livrée à elle-même; mais l'entrée en guerre des États-Unis contre l'Allemagne en avril 1917 limita bientôt ses possibilités d'action.

Le terrible hiver 1915 fut marqué par des tempêtes de neige qui désorganisèrent les communications. Lorsque la pluie s'arrêta enfin, un vent chaud et violent lui succéda en créant les conditions idéales pour la propagation des criquets.

Le 13 avril, un nuage compact d'insectes plongea effectivement la Montagne libanaise dans l'obscurité. Les jours suivants, un tapis de sauterelles couvrit le sol. Trois mois plus tard, les Libanais découvrirent avec stupeur que les criquets avaient disparu après avoir complètement ravagé la végétation et les cultures.

Le premier cas de typhus fut détecté en mars 1916 sur un soldat en poste à Zahlé et se transforma rapidement en épidémie. En octobre de la même année, la dysenterie frappa toute la population, notamment les pauvres déjà affaiblis par la sous-nutrition.

La variole et le choléra se répandirent, suivis par la malaria provoquée par la pénurie de quinine, causant plusieurs dizaines de milliers de morts. Enrôlés de force dans l'armée ottomane à partir de la fin 1916, les médecins et pharmaciens ne purent venir au secours de la population.

Un spectacle d'apocalypse s'offrit aux premiers détachements français qui arrivèrent sur place à la fin de la guerre. Beyrouth leur apparut comme une ville du Moyen-Âge, au temps des grandes famines de l'Histoire.

Les chiffres concernant le nombre des victimes ne sont pas très précis. Les évaluations oscillent entre 80 000 et 240 000¹ sur une population totale de 415 000 habitants que comptait la *Mutassariffya*. Youssef Courbage avance le chiffre de 155 000² pour le déficit démographique global en prenant en compte la chute des natalités pendant la guerre et ce chiffre correspond à l'estimation donnée par le patriarche maronite à la conférence de paix. Quel que soit le nombre des victimes, la saignée démographique fut massive, emportant près du tiers de la population de la *Mutassariffya*.

Beaucoup d'encre a coulé au sujet de cette famine et certains y ont vu un génocide. Aucun travail historique sérieux ne permet d'établir qu'il y eut une réelle volonté politique ottomane visant « l'anéantissement délibéré et méthodique » de la population libanaise par la famine.

1. Linda Schatkowski-Schilcher, qui a exploité les archives allemandes et autrichiennes, a avancé le chiffre de 200 000 morts.

2. Y. Courbage, « La terrible famine du Mont-Liban », art. cit.

Certains responsables français ont bien parlé d'un génocide mais, loin du terrain, ils n'étaient pas au courant des faits et manquaient d'impartialité à l'égard de l'ennemi turc, la tentation étant forte de faire une comparaison avec le sort des Arméniens. Aristide Briand, dans une lettre du 3 mai 1916 à l'ambassadeur de France à Washington, écrit : « Les nouvelles que nous recevons de Syrie de sources authentiques et concordantes dépeignent la situation des habitants comme très grave... Il y a lieu de craindre que les meurtres qui se multiplient ne dégénèrent prochainement en un massacre méthodique semblable à celui des Arméniens.¹ »

Le fait est que la mortalité dans la *Mutassarifya* avait atteint environ 35 %, soit dix fois plus que dans le reste de l'Empire ottoman où elle n'avait pas dépassé les 3,8 %. Que la famine se soit révélée plus meurtrière au Mont-Liban que dans le reste du Levant s'explique par son économie reposant sur la soie, les olives et les vignobles et non sur les céréales, qui étaient importées de la plaine de la Bekaa et accessoirement du Hauran. Or, la réquisition des moyens de transport par les Turcs empêcha ces approvisionnements.

Le blocus maritime imposé par les Britanniques constitua également l'une des causes de la famine. Les Britanniques, pourtant au courant de la situation critique des populations, considéraient que la conduite des opérations de guerre devait primer sur le sort des populations civiles. De leur côté, les Ottomans n'agirent

1. Antoine Hokayem, Daad Bou Malhab Atallah, Jan Charaf, *Documents diplomatiques français relatifs à l'histoire du Liban et de la Syrie à l'époque du mandat : 1914-1919*, Tome I, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 136.

pas autrement en privilégiant le ravitaillement de leur armée, au détriment de celui de leur propre population civile. Accusé d'affamer Constantinople, Enver Pacha rétorqua : « Je me moque bien du ravitaillement de la population ; elle s'arrangera comme elle pourra. Pendant la guerre balkanique, les civils étaient rassasiés tandis que l'armée mourait de faim. À leur tour maintenant de jeûner ; je ne me préoccupe que de mes soldats.¹ »

Au cours de l'épisode de famine, on note le silence, voire la complicité, de l'Allemagne dont les troupes étaient présentes sur le terrain. Loin d'être suspecté de sympathie turque, le père maronite Yamin reconnaît dans sa chronique que la famine au Liban s'était nettement aggravée après le départ de Jamal Pacha et la prise en main de la situation par les Allemands. La rigueur et la discipline allemandes se révélèrent implacables dans la réquisition des denrées alimentaires, là où la corruption permettait aux Libanais d'alléger leurs conditions en soudoyant les Turcs.

La très catholique Autriche-Hongrie, alliée des Ottomans, brilla quant à elle par son absence, ayant pris la précaution de retirer son consul général de Beyrouth et de confier son consulat à un fonctionnaire subalterne. Comme l'a écrit Ohannès Pacha : « l'effacement de l'Autriche Hongrie dans ce milieu catholique était significatif. On ne voulait pas laisser aux Libanais les moyens de recourir à la protection du gouvernement de sa Majesté Impériale et Royale Apostolique. Ce peuple pouvait être persécuté et exterminé en partie, peu importe ! Il est sacrifié d'avance à la cause

1. O. P. Kouyoumdjian, *Le Liban...*, op. cit., p. 72.

germano-turque. L'allié autrichien y avait donné son consentement. Il avait seulement pris la précaution de se tenir éloigné de la scène tragique, pour ne pas entendre et pour ne pas voir.¹ »

Enfin, on ne peut taire le rôle de certains accapareurs libanais impliqués dans le détournement des denrées alimentaires et dans la pratique de l'usure à des taux exorbitants.

Une grande interrogation demeure toutefois sur les raisons qui ont conduit Jamal Pacha à installer des postes de contrôle aux entrées de la *Mutassarifya* pour interdire le ravitaillement du Mont-Liban. Souci de réserver les produits alimentaires à son armée ou « volonté délibérée et méthodique » d'anéantir les maronites suspectés de sympathie envers la France ? Jamal Pacha avait confié à Ohannès Pacha : « Les Libanais et notamment les maronites sont félons à leur souverain. Il faut absolument chasser pour toujours ce mauvais esprit. Il est enfin temps de serrer de près ces sujets infidèles et de leur faire sentir qu'ils n'ont pas d'autre moyen de salut que la soumission sincère et sans arrière-pensée à la Puissance ottomane² » et d'ajouter « Je vais agir de façon à faire comprendre au clergé et aux classes dirigeantes que les temps ont changé. Toute trace d'influence étrangère, avec les déplorables habitudes qui en étaient la conséquence, doit disparaître pour toujours.³ »

Certes, Jamal Pacha vouait une profonde et ancienne rancune aux montagnards libanais jouissant d'une autonomie imposée à

1. *Ibid.*, p. 144.

2. *Ibid.*, p. 113.

3. *Ibid.*, p. 114.

l'Empire ottoman de façon humiliante par les puissances étrangères, mais cela ne suffit pas à lui imputer la volonté d'un génocide.

Les ravages de la grande famine confortèrent le patriarche maronite dans sa volonté d'étendre le territoire autonome de la *Mutassarifya* aux plaines de la Bekaa et d'Akkar, ainsi qu'aux ports de Beyrouth, Tripoli et Saïda, pour rendre le Liban viable sur le plan économique.

LA RÉSISTANCE DES LIBANAIS

La résistance des Libanais contre les Turcs se limita à un travail de renseignement d'une poignée d'hommes qui collaborait avec la Marine française.

Malgré l'étroite surveillance des côtes par les Turcs, ce réseau de Libanais, dont le centre était l'île de Rouad, à 70 km au nord de Tripoli, occupée par les Français depuis août 1915, réussit à maintenir une communication régulière entre la Montagne et le monde extérieur. Béchara Bouèri, un négociant originaire de Bouar (un village à côté de Jounieh), avait été placé à sa tête. Le gouverneur de l'île, le capitaine de frégate Albert Trabaud, lui confia la mission d'assurer la liaison avec la Montagne libanaise et de transmettre les informations aux Français sur la situation politique, militaire et économique des territoires sous occupation ottomane. La filière de l'île de Rouad servait également à acheminer le courrier et l'aide financière de la diaspora destinée à secourir les nécessiteux. L'argent était envoyé par les émigrés libanais à M^{gr} Youssef Dirian, délégué patriarcal maronite en Égypte, puis

transporté par les navires de guerre français de Port-Saïd jusqu'à l'île de Rouad.

Le mode opératoire du réseau était bien rodé : un bateau quittait l'île à destination des côtes libanaises. Bouëri et ses hommes débarquaient de nuit dans un canot entre Jounieh et Byblos et entraient en contact avec les deux frères Youssef, Brahim Karam et Hanna, le frère de Bouëri. Ces relais locaux transmettaient l'argent et le courrier au notable Naoum Bakhos et au père Boulos Akl, secrétaire du patriarche maronite.

À l'automne 1916, le patriarche¹ sollicite auprès du gouvernement français un prêt d'un million de francs jusqu'à la fin de la guerre, offrant en garantie une hypothèque sur les biens du patriarcat et des moines de l'ordre alépin. La requête fut renouvelée par M^{gr} Dirian².

La réponse ne tarda pas. Dans une lettre du 4 décembre 1916, le ministère des Affaires Étrangères écrivit à l'ambassade de France au Caire : « J'ai remis à Monsieur Trabaud un premier subside à faire parvenir clandestinement au patriarche du Liban. Nous avons dû écarter le projet d'emprunt. Quelques précautions que l'on prenne, le secret ne pourrait être entièrement gardé sur une opération à laquelle il faudrait associer des financiers, le Gouvernement français ne pouvant pas prêter lui-même à une personnalité qui, si respectable qu'elle soit, n'est pas un Chef d'État.³ »

1. Cette demande fut adressée par l'entremise du père Akl à Albert Trabaud.

2. A. Hokayem, D. Bou Malhab Atallah, J. Charaf, *Documents diplomatiques...*, op. cit., p. 181.

3. *Ibid.*, p. 185.

Rapidement des bruits coururent sur l'existence d'un réseau d'espionnage opérant sur le littoral. Le *wali* de Beyrouth soupçonna la participation du patriarche maronite et recommanda alors à Jamal Pacha de le déférer devant un tribunal spécial ou de l'exiler. Dans une lettre datant du 5 août 1917, véritable chef-d'œuvre d'hypocrisie diplomatique, Jamal Pacha invitait le patriarche à venir résider au quartier général de la 4^e armée qui devait être installé au Grand-Hôtel de Zahlé¹ : « ce serait pour moi un immense plaisir, si votre Éminence souhaitait effectuer un séjour de quelque temps à Zahlé, et me faire l'honneur d'accepter d'être l'hôte de mon quartier...² »

Le patriarche, tout en avançant les difficultés d'un tel séjour, son grand âge, sa santé, les cas de choléra déclarés à Zahlé, lui répondit : « j'accepte donc de tout cœur votre bienveillante invitation au Quartier général à Zahlé où j'espère avoir prochainement le plaisir de revoir Votre Excellence.³ » Cet exil fut finalement évité grâce au pape Benoît XV qui fit intervenir l'empereur austro-hongrois auprès des autorités d'Istanbul pour l'en empêcher.

En janvier 1918, Jamal Pacha quitta définitivement la Syrie. Ce changement à la tête de la 4^e armée intervint après le remplacement du gouverneur du Mont-Liban, Ali Mounif, par Ismaël

1. À noter que le transfert du quartier général de la 4^e armée à Zahlé n'était qu'un projet qui ne fut jamais exécuté.

2. Cité par Antoine Boustany dans *Histoire de la Grande famine au Mont-Liban*, Beyrouth, Chemaly & Chemaly, 2014, p. 87.

3. Cité par *ibid.*, p. 88.

Haki Bey, mieux disposé envers la population dont il se montrait soucieux d'alléger les souffrances.

Responsable en partie de la famine qui avait sévi au Liban, Ali Mounif fut arrêté plus tard par les Britanniques et déporté à Malte pour crime de guerre, alors que le père Boulos Akl fut nommé évêque en reconnaissance de ses services. Naoum Bakhos se vit, quant à lui, décoré par les Français de la légion d'honneur, les deux frères Youssef et Brahim Karam reçurent la Médaille de la guerre et la Croix de guerre revint à Béchara Bouéri.

LE GÉNOCIDE ARMÉNIEN

Pendant que la famine sévissait au Mont-Liban, un autre drame se jouait chez les Arméniens d'Anatolie qui connut des répercussions au Liban : ce drame raviva les peurs ancestrales de persécution chez les chrétiens d'Orient et confirma les maronites dans leur volonté d'obtenir un État indépendant. Une autre conséquence fut l'arrivée massive d'Arméniens cherchant refuge au Liban, qui finirent par représenter 5 % de sa population.

Pourquoi une communauté, jusque-là qualifiée de « communauté fidèle » ou « millet al sadika » par les sultans, devint-elle victime d'un génocide ?

Le divorce entre Turcs et Arméniens est à considérer dans le contexte de l'irruption de revendications nationalistes de la part des populations de l'Empire qui toucha les Arméniens, tentés d'obtenir leur indépendance en s'appuyant sur les Russes. À la différence des peuples balkaniques qui disposaient d'un territoire

de repli identitaire facilitant leur accès à l'indépendance, les Arméniens vivaient en Anatolie mêlés aux Turcs, ce qui rendait leur projet plus difficile à concrétiser, sans compter que l'Anatolie représentait justement pour les Turcs le noyau dur de leur foyer national. Dès lors, la population arménienne fut perçue par les autorités ottomanes comme un ennemi de l'intérieur, en intelligence avec l'adversaire historique, la Russie.

En plein hiver, Enver Pacha lança une offensive contre l'armée du tsar dans le Caucase. Engagée dans des conditions climatiques difficiles, cette opération se solda par la cuisante défaite à Sarikamish de la 3^e armée ottomane en janvier 1915, face à des troupes russes plus aguerries.

Les Arméniens furent alors tenus pour responsable de cette humiliation face aux Russes et, dans la nuit du 24 avril 1915, les intellectuels arméniens de Constantinople firent l'objet d'une grande rafle pour couper court à toute réclamation ou organisation de résistance. Une fois l'élite de la communauté décapitée, la destruction du peuple arménien, décidée dès le mois de mars 1915 par le Comité union et progrès, put débiter.

Sans désigner ouvertement les Arméniens, le ministre de l'Intérieur Talaat Pacha édicta des lois de déportation qui autorisaient le déplacement des populations suspectées de trahison ou d'intelligence avec l'ennemi russe. Annoncées par des affiches ou des crieurs publics, les déportations se déroulèrent de mai à septembre 1915 et concernaient les Arméniens des sept provinces orientales de l'Anatolie proches du front russe (Bitlis, Van, Trébizonde, Erzurum, Sivas, Diyarbakir et Kharpout).

Elles eurent lieu le long des sentiers de montagne, où la famine, la soif, l’épuisement et les maladies étaient censés les décimer. Les femmes furent violées ou mariées de force dans des familles musulmanes, les enfants enlevés et « turquisés ». Pour éviter toute velléité de révolte, les hommes valides furent extirpés des convois et massacrés aux sorties des agglomérations.

On dirigea les survivants dans trois directions : le gros des effectifs fut conduit le long de l’Euphrate vers Deir el Zor et le désert de Mésopotamie ; d’autres furent envoyés le long de la ligne Bagdadbahn vers Ras el Aïn, destinations considérées comme de véritables « abattoirs¹ » ; enfin, une troisième colonne de déportés fut orientée vers le sud, le long des villes syriennes contrôlées par Jamal Pacha. Surnommés « les Arméniens de Jamal », leur sort fut nettement plus clément.

En septembre 1915 vint le tour des Arméniens d’Anatolie occidentale et de la Cilicie qui furent entassés dans des trains à bestiaux et acheminés vers Alep, puis vers le désert de Syrie et de Mésopotamie. Seuls furent épargnés les Arméniens de Constantinople, de Smyrne et des provinces arabes.

À l’automne 1918, les troupes britanniques du général Allenby, qui remontaient de Jérusalem vers Damas, découvrirent l’étendue de la tragédie. Le sort des populations chrétiennes de l’Empire émut les citoyens des États-Unis, décidant de l’envoi d’une aide matérielle massive ainsi que d’une aide humanitaire conduite par une organisation caritative américaine, la Near East

1. Selon les termes de Leslie Davis, consul américain à Kharpout

Relief (NER). Côté arménien, deux organisations fondées en Égypte s’engagèrent sur le terrain et fondèrent au Liban, à Port-Saïd et en Syrie, des orphelinats et des refuges pour les femmes et les jeunes filles abandonnées : l’Union générale arménienne de bienfaisance (UGAB) et la Société protectrice des orphelins arméniens (Vorpakhenam). Toutefois, l’installation définitive des Arméniens au Liban ne date pas de cette époque, comme nous le verrons plus loin.

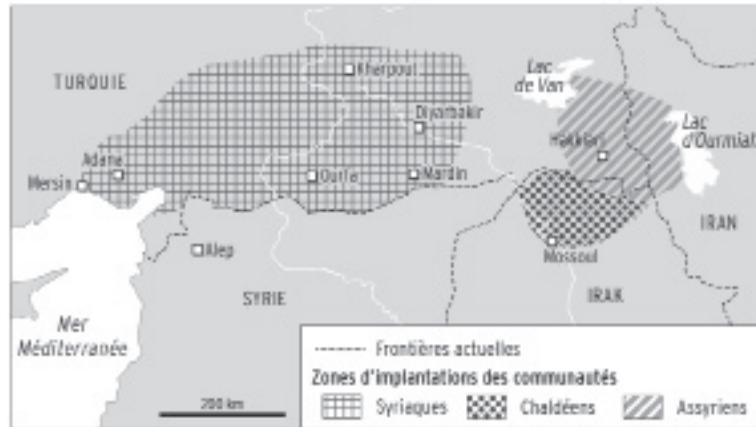
Contrairement aux orphelins, porteurs d’espoir et agents en devenir d’une régénération nationale, les femmes mariées de force à des musulmans ou mères d’enfants issus de ces liaisons ou de viols étaient considérées comme définitivement perdues pour la cause nationale.

Les spécialistes s’accordent pour estimer que les deux tiers de la population arménienne de l’Anatolie disparurent, mais il est difficile d’avancer un chiffre exact sur le nombre de victimes, qui doit osciller probablement autour de 1,2 million.

LA TRAGÉDIE DES COMMUNAUTÉS ASSYRO-CHALDÉENNES-SYRIAQUES

Peu connue du grand public en Europe, la tragédie qui toucha les syriaques et les assyro-chaldéens durant la Première Guerre mondiale fut occultée par le massacre des Arméniens. Le Liban constitua également une terre d’accueil pour ces survivants.

Carte 11 - Les communautés assyro-chaldéennes-syriaques



La scène du drame est une bande de terre qui va de Mersin au lac d'Ourmieh, dans l'Azerbaïdjan iranien (carte 11). Les **Syriaques** vivaient principalement en Cilicie dans les *vilayets* de Diyarbakir, Bitlis, Kharpout, Mardin et Ourfa (Édesse), alors que les assyro-chaldéens étaient plus à l'est : les **Assyriens** dans les montagnes du Hakkari et les Chaldéens dans la région de Mossoul. Ces trois communautés assyrienne, chaldéenne et syriaque cohabitaient avec les Turcs, les Kurdes et les Arméniens. À l'instar des Arméniens, ils étaient suspectés d'ambitions séparatistes et d'intelligence avec les Russes et les Britanniques. Leur calvaire débuta le 2 janvier 1915, au moment où l'armée russe qui contrôlait l'Azerbaïdjan iranien abandonna la plaine d'Ourmieh à l'armée turque. Les massacres s'étendirent en juin 1915 au Hakkari et touchèrent les syriaques de la Cilicie, emportés par l'ouragan qui balayait la communauté arménienne.

Dans un mémorandum remis par le délégué du patriarche syriaque orthodoxe d'Antioche lors de la conférence de paix, le nombre des victimes est estimé à 90 000 syriaques environ et autant d'assyro-chaldéens. 30 000 prirent le chemin de l'exil vers le Liban et s'installèrent à Zahlé et à Beyrouth où ils furent hébergés dans le quartier sunnite de Mousseitbé et dans le quartier d'Achraffieh à Hay el Siryan. En 1920, le Patriarcat syriaque catholique fut transféré à son tour de Mardin à Charfet¹ dans la montagne libanaise.

La communauté syriaque du Liban s'enrichit de nouveaux membres ayant fui la Syrie sous le règne du parti Baas ; un grand nombre sera naturalisé en 1994. Durant la guerre civile du Liban, les syriaques se battirent dans les rangs des milices chrétiennes et comptèrent 1 132 martyrs. Le Parlement libanais octroyait aux **Syriaques** un siège sur la circonscription de Beyrouth qu'ils partageaient avec d'autres minorités.

1. Charfet avait déjà abrité le patriarche Jarweh, premier patriarche catholique de cette communauté, en 1801. Mais en 1831, il transféra le siège à Alep puis, suite à un soulèvement dans cette ville contre les chrétiens en 1851, le patriarche s'installa à Mardin où vivait une importante communauté de **Syriaques** catholiques.

CHAPITRE III

L'EFFONDREMENT DE L'EMPIRE OTTOMAN

LA TRIPLE ATTAQUE BRITANNIQUE

L'armée française étant majoritairement engagée en Europe face à l'Allemagne, ce furent les troupes britanniques qui assurèrent l'essentiel des combats au Proche-Orient. Les forces militaires françaises se résumaient à la Division navale de Syrie basée à Port-Saïd dont la mission était de contrôler les côtes syro-libanaises.

Le commandement britannique attaqua sur trois fronts : Bassora en 1914, les Dardanelles en 1915 et le Hedjaz en 1916. Mais, dans un dernier sursaut imprévisible, « l'homme malade de l'Europe » lui infligera de lourdes pertes.

Dès la proclamation de la guerre contre l'Empire ottoman, les troupes anglo-indiennes débarquèrent dans le golfe Arabo-Persique à l'embouchure du Tigre et de l'Euphrate et s'emparèrent de Bassora. Elles continuèrent leur avancée vers le nord sans rencontrer de résistance jusqu'à Kut el Amara, une base militaire

turque située à 500 km au nord de Bassora. Ce bastion conquis, les troupes anglaises se retrouvèrent assiégées par les forces ottomanes et finirent par capituler le 29 avril 1916. Ce n'est qu'en février 1917 que les Britanniques obtinrent leur revanche, lorsque le général Frederick Maude marcha sur Kut el Amara et réussit à prendre Bagdad deux semaines plus tard.

Carte 12 - Le détroit des Dardanelles



La deuxième attaque britannique contre l'Empire ottoman eut lieu dans le détroit des Dardanelles. Winston Churchill, Premier lord de l'Amirauté, eut l'idée de prendre à revers l'Empire ottoman avec le double objectif de menacer directement

Constantinople et de contrôler l'accès à la mer Noire à partir de la Méditerranée pour ravitailler l'allié russe (carte 12, p. 187).

Cette opération, montée avec les Français, débuta le 25 avril 1915 par le débarquement sur la presqu'île de Gallipoli pour s'emparer du détroit. La victoire le 9 janvier 1916 des Ottomans, encadrés par les Allemands sous le commandement du général Otto Liman von Sanders, fut écrasante. La bataille des Dardanelles marqua par ailleurs le début de l'ascension fulgurante du colonel Mustafa Kemal et vit le général Gouraud être grièvement blessé. Les deux hommes auront l'occasion de se retrouver face à face lors de la guerre de Cilicie.

Aux côtés des Français et des Britanniques, les troupes australiennes et néo-zélandaises regroupées dans le cadre de l'ANZAC (Corps armé australien et néo-zélandais) qui avaient pris part aux combats payèrent également un lourd tribut.

LA CORRESPONDANCE HUSSEIN-McMAHON

Le Hedjaz fut la scène du troisième front. Les Allemands avaient incité leur allié, le calife-sultan, à proclamer le jihad en novembre 1914, espérant encourager la révolte des soldats musulmans de l'Empire britannique et des colonies françaises. Afin de contrer ce « jihad made in Germany », les Britanniques recherchèrent une personnalité musulmane capable de faire contrepoids au calife-sultan et entrèrent en contact avec le chérif de La Mecque, Hussein ibn Ali, descendant du Prophète Mahomet : chargé des lieux saints de l'islam, il était la personne

idéale pour contrecarrer l'appel des Turcs au jihad. Ils le convainquirent d'ouvrir un nouveau front de révolte contre les Turcs dans le Hedjaz, le long de la mer Rouge. C'est donc plus pour des raisons politiques que pour son apport militaire que Français et Britanniques suscitèrent la révolte arabe.

Hussein, le chérif de La Mecque, avait quatre fils : Ali, Abdallah et Fayçal, issus de son premier mariage avec sa cousine, et Zaïed né d'un second mariage avec une Turque. Le destin d'Ali, d'Abdallah et de Fayçal se confond avec l'émergence du Proche-Orient moderne : succédant à son père, Ali sera le dernier roi de l'éphémère royaume du Hedjaz ; Abdallah sera à l'origine de la dynastie qui règne aujourd'hui encore en Jordanie ; Fayçal, qui conduira la révolte arabe contre les Turcs, aura des prétentions sur la Syrie et le Liban et accèdera au trône d'Irak.

Ayant grandi à Istanbul, élevés dans ses écoles, les trois frères baignèrent dans le climat cosmopolite et moderne qui la caractérisait, faisant d'eux de véritables Ottomans.

Ce séjour à Istanbul avait été imposé par le sultan Abdülhamid II qui, se méfiant du chérif de La Mecque et de ses velléités d'indépendance, l'avait assigné avec ses enfants en résidence surveillée, exil forcé qui dura quinze ans, de 1893 à 1908. Hussein ne fut autorisé à rentrer chez lui et à retrouver sa place de chérif de La Mecque qu'après la révolte des Jeunes-Turcs et le renversement du sultan. À son retour au Hedjaz, il confia ses enfants à ses hommes du clan hachémite pour les initier à la vie du désert.

Reprochant aux Turcs leur réformisme antireligieux et leur favoritisme envers le turc au détriment de l'arabe, le chérif de

La Mecque était décidé à obtenir l’autonomie de son territoire. C’est à cette fin que son fils Abdallah sollicita l’aide de Kitchener, consul britannique en Égypte en avril 1914, mais ce premier contact se révéla infructueux. Ce n’est qu’après le déclenchement de la Première Guerre mondiale que les Britanniques décidèrent d’appuyer les Hachémites.

La correspondance entre le chérif Hussein et Sir Henry McMahon, successeur de Kitchener en Égypte, est instructive à cet égard.

Par une lettre de 14 juillet 1915, les Hachémites réclamaient, comme prix de leur collaboration avec les Britanniques, un califat et un royaume arabe comprenant toutes les provinces arabes de l’Empire ottoman situées entre l’Iran, l’Égypte et la Turquie, à l’exception d’Aden qui demeurerait aux mains des Britanniques. En réponse, McMahon accepta le principe du califat arabe et l’indépendance de l’Arabie, sans prendre toutefois position sur ses frontières. Dans sa seconde missive, datée du 24 octobre 1915, McMahon précisait que le territoire du royaume arabe promis au chérif Hussein comprendrait la péninsule Arabique à l’exclusion de la Mésopotamie, des districts de Mersin, d’Alexandrette ainsi que des territoires syriens à l’ouest de la ligne Damas, Homs, Hama et Alep sous prétexte qu’ils ne pouvaient être considérés comme purement arabes. En d’autres termes, le Liban actuel ne faisait pas partie du royaume destiné aux Hachémites, d’autant qu’il s’agissait d’une zone d’influence française où les Britanniques se gardaient d’intervenir.

Une partie de poker menteur débuta. Faisant semblant d’accepter la demande hachémite, les Britanniques se partagèrent avec les Français la Syrie, le Liban et la Mésopotamie aux termes des accords Sykes-Picot signés le 16 mai 1916, et promirent aux organisations sionistes par la déclaration Balfour du 2 novembre 1917 un foyer national pour le peuple juif en Palestine.

Si les Britanniques n’honorèrent pas leur promesse d’un royaume arabe uni, ils préservèrent néanmoins la solution hachémite : faisant du chérif de La Mecque Hussein ibn Ali le roi du Hedjaz, ils intronisèrent en outre son fils Fayçal roi d’Irak et son autre fils Abdallah émir en Transjordanie.

LES ACCORDS SYKES-PICOT

Les accords Sykes-Picot trouvent leur origine dans la volonté de la France et de la Grande-Bretagne de préserver leur Entente cordiale et d’éviter tout différend lors du partage des zones d’influence au lendemain de l’effondrement de l’Empire ottoman. Après un siècle d’antagonisme au Moyen-Orient, marqué par l’épisode de Fachoda¹, Français et Britanniques étaient décidés à sauvegarder leur fragile alliance face à la menace expansionniste de l’Allemagne. Les discussions furent menées par Mark Sykes

1. Un petit détachement militaire français s’empara de Fachoda située à 650 km au sud de Khartoum et put contrôler les sources du Nil. Le général britannique Lord Kitchener, installé en Égypte, exigea l’évacuation de ce poste stratégique tout en évitant l’affrontement direct. Constatant le déséquilibre des forces, Paris céda et les Français évacuèrent Fachoda en septembre 1898, ce qui fut vécu comme une humiliation par l’opinion française.

pour le compte du gouvernement britannique et par François Georges-Picot côté français.

Mark Sykes appartenait au parti conservateur et était député au Parlement britannique. Ayant effectué plusieurs voyages au Proche-Orient, il écrivit le livre *The Caliphs' Last Heritage* qui avait fait de lui un expert reconnu de l'Empire ottoman.

François Georges-Picot, après des études de droit, avait embrassé la carrière diplomatique et avait été nommé consul de France à Beyrouth. Membre du parti colonial et du Comité de l'Asie française, il croyait dans la « mission civilisatrice de la France ». Dans ses mémoires, l'ancien président de la République libanaise, Béchara el Khoury, le décrit comme un patriote intègre, d'une courtoisie extrême, mais lui reproche son paternalisme humiliant à l'égard du Liban, persuadé que ce pays ne pouvait vivre sans l'aide de la France.

Les discussions entre les deux hommes se poursuivirent de novembre 1915, en pleine offensive des Dardanelles, à mars 1916 et aboutirent à la division du croissant fertile par une ligne allant de Saint-Jean d'Acre à Kirkouk (carte 13, p. 194). Le nord du territoire revenait à la France et le sud à la Grande-Bretagne selon une subdivision en cinq zones :

- Une zone bleue d'administration directe française, en forme de T. La branche horizontale du T se trouve au contact du territoire turc et mesure 400 km, de Mersin à l'ouest jusqu'à Ourfa à l'est. La branche verticale du T est arabophone et va de Marache à Tyr, sur une distance de

500 km. Elle comprend le littoral syro-libanais, la montagne libanaise et la montagne alaouite.

- Une zone rouge d'administration directe britannique allant de Bagdad à Bassora.
- Entre les deux, une bande dirigée par les Arabes, divisée à son tour en :
 1. Une zone arabe A dont les villes principales sont Damas, Alep et Mossoul, gouvernée par les Arabes mais avec des conseillers français. Mossoul située au nord de Kirkouk se trouve donc dans la zone française.
 2. Une zone arabe B dont la ville principale est Amman, gouvernée par les Arabes mais avec des conseillers britanniques.
- Enfin, une zone brune correspondant à la Palestine qui est placée sous statut international car les deux parties ne parvinrent jamais à un accord à son sujet.

Malgré leur nom, ces accords secrets ne furent pas signés par Sykes et Picot, qui s'étaient contentés de parapher la carte du partage. Très révélateur de l'esprit des deux parties, Picot signa la carte à l'encre, alors que Sykes la signa au crayon, car les Britanniques espéraient encore revenir sur le statut de la Palestine.



Les accords furent finalement conclus par un échange de lettres les 9 et 16 mai 1916 entre Paul Cambon, ambassadeur de France à Londres et Edward Grey, le secrétaire du Foreign Office.

L'allié russe, tenu au courant des détails des discussions, réclama en contrepartie de son accord Constantinople et les détroits des Dardanelles et du Bosphore. Il reçut les régions d'Erzeroum, de Trébizonde, de Van et de Bitlis ainsi qu'une partie du Kurdistan. Après la Révolution d'octobre 1917, le nouveau gouvernement bolchevique découvrit une copie de ces accords

dans les archives du ministère des Affaires étrangères russe et s'empressa de la communiquer à l'Empire ottoman qui ne tarda pas à alerter le chérif de La Mecque dans l'espoir de le pousser à rompre son alliance avec les Britanniques.

Les accords de Saint-Jean de Maurienne qui promettaient aux Italiens la région de Smyrne et d'Antalya, pourtant conclus fin avril 1917, restèrent lettre morte.

Le Levant, qui formait auparavant sous les Ottomans un seul et même espace où l'on pouvait circuler librement de Beyrouth à Damas, de Jérusalem à Alep, du Sud-Liban à la Galilée et au Golan, se trouva au lendemain de la Première Guerre mondiale divisé par des frontières qui menacent encore aujourd'hui la paix dans le monde. De cet éclatement territorial, les populations musulmanes ont conservé un ressentiment envers la Grande-Bretagne et la France, tenues pour responsables des accords Sykes-Picot. Les nationalistes arabes et les islamistes leur imputent les divisions et les malheurs de la région, même si le Proche-Orient fut de tout temps éclaté en tribus et en communautés et composé d'identités multiples.

LA PROCLAMATION DE LA RÉVOLTE ARABE

Fort de l'alliance scellée avec les Britanniques et ignorant tout des accords secrets de Sykes-Picot, le chérif de La Mecque se présenta le samedi 10 juin 1916 à la fenêtre de son palais à La Mecque devant la population rassemblée et proclama la Révolte arabe. Dans la foulée, ses partisans exaltés obtinrent la

reddition de la garnison turque et la libération de La Mecque. Un de ses lieutenants s'empara de Djedda, un port sur la mer Rouge, lieu stratégique pour l'acheminement des munitions et des armes à partir de l'Égypte. Le 27 juin, le chérif de La Mecque déclara l'indépendance du Hedjaz, expliquant sa décision non par un souhait nationaliste, mais par sa volonté de s'émanciper des Jeunes-Turcs dont la conduite laïque était peu conforme à la parole du Prophète. Un nouveau projet politique, porté par la Révolte arabe, était né et visait à intégrer le Liban et la Syrie sous la houlette des Hachémites du Hedjaz.

En octobre 1916 cependant, la situation des Hachémites se détériora. 25 000 soldats turcs retranchés à Médine lancèrent une contre-offensive et parvinrent à refouler les troupes hachémites, avec l'objectif de reprendre La Mecque.

C'est dans ce contexte qu'intervint Thomas Edward Lawrence, un officier anglais qui marquera de son empreinte la Révolte arabe en devenant le légendaire Lawrence d'Arabie. Son courage physique impressionnait les gens qu'il côtoyait autant que son caractère provocateur agaçait. Passionné du Moyen Âge et des croisades, Lawrence connaissait le Proche-Orient. Ayant participé en tant qu'archéologue aux fouilles de Karkemish, il fut approché par les services britanniques désireux d'obtenir des informations sur la ligne de chemin de fer à destination de Bagdad.

Missionné par le bureau britannique du Caire, Lawrence débarqua à Djedda en octobre 1916 et se fit rapidement une idée précise de la situation, comprenant que les Bédouins manquaient de munitions et de canons mais surtout d'un véritable chef capable

de conduire la Révolte arabe. Sa rencontre avec Fayçal se révéla décisive. Comme il l'écrivit lui-même dans *Les Sept piliers de la sagesse*: « J'aperçus alors, dans l'encadrement noir d'une porte, un personnage vêtu de blanc qui me regardait avec attention. C'était, je le compris au premier coup d'œil, l'homme que je cherchais en Arabie, le chef qui dresserait la révolte arabe en pleine gloire.¹ »

Lawrence se rallia à l'opinion selon laquelle un débarquement de troupes terrestres britanniques dans le Hedjaz, qui abritaient les villes saintes de l'islam, risquait d'éveiller la méfiance des musulmans à l'égard des infidèles. D'après lui, la révolte devait être le fait des Arabes eux-mêmes et n'avait besoin que d'un encadrement britannique compétent en mesure de la guider à partir de Djedda. Il réalisa rapidement l'importance stratégique du chemin de fer du Hedjaz, unique voie de ravitaillement de la garnison turque de Médine, qu'il prit pour cible en lançant plusieurs opérations de sabotage contre les convois ferroviaires des troupes ottomanes. Médine devint un piège qui se referma sur les Turcs contraints d'assurer le ravitaillement de leurs soldats enfermés dans la ville.

Sur la route de Damas, le véritable obstacle pour les chérifiens était Akaba. Lawrence fut celui qui incita Fayçal à s'emparer de ce port, place forte turque dans le Hedjaz et épine dans le flanc droit de toute offensive britannique voulant occuper la Palestine à partir de l'Égypte (carte 14, p. 203). Les stratèges de l'armée britannique avaient écarté l'idée d'un débarquement à Akaba par

1. T.E. Lawrence, *les Sept piliers de la Sagesse*, Payot & Rivages, 2002, p. 129.

la mer, de peur de connaître le même sort qu'aux Dardanelles. Lawrence se forgea la conviction qu'Akaba pouvait être prise par une attaque terrestre, les canons turcs étant tournés vers la mer et la ville n'étant défendue côté terrestre que par trois cents soldats ottomans sans aucune participation allemande. Lawrence pariait sur le fait que si Fayçal parvenait à s'emparer d'Akaba sans aide britannique, il s'imposerait alors comme un véritable partenaire et la Révolte arabe revêtirait une légitimité. L'expédition, qui comptait plusieurs centaines d'hommes précédés des drapeaux de leur tribu, quitta le campement d'El Ouedj le 9 mai 1917, conduite par le chérif Nasser, cousin de Fayçal, accompagné de Lawrence et d'Aouda Abou Taya, incarné à l'écran par Anthony Quinn dans le film *Lawrence d'Arabie* de David Lean.

La prise d'Akaba par les Arabes le 6 juillet marqua la fin de la guerre du Hedjaz et l'apparition d'un nouvel objectif à la Révolte arabe : celui d'aider les Britanniques à conquérir la Syrie et le territoire autonome du Mont-Liban. La victoire d'Akaba tombait en outre à pic car elle servait la stratégie du général Allenby, le tout nouveau chef de la Force expéditionnaire britannique en Égypte, chargé par Lloyd George de libérer Jérusalem pour Noël 1917, une conquête symbolique pour l'opinion publique anglaise imprégnée d'éducation biblique. Le général lança ainsi une attaque sur Jérusalem qui ne tomba qu'après de rudes batailles, lui permettant d'y faire son entrée dès le 11 décembre à 10 h 30, à pied, pour ne pas heurter les sentiments des musulmans et par respect pour la ville sainte. Allenby ne poursuivit pas son offensive au-delà de Jérusalem car les stratèges britanniques estimaient

que le sort de la guerre devait se jouer en France et choisirent de réorienter une partie des troupes britanniques sur le terrain européen.

LE SOUTIEN DES FRANÇAIS À LA RÉVOLTE ARABE

Craignant que l'appel au jihad lancé par le calife-sultan ottoman ne déstabilise les populations musulmanes du Maghreb, la France s'empressa d'appuyer la Révolte arabe. À l'occasion du pèlerinage de La Mecque, une députation politique dirigée par un officier français musulman d'origine algérienne, Kaddour ben Gabrit, accompagna cinq cents pèlerins.

Parallèlement, une mission militaire sous les ordres du lieutenant-colonel Brémond débarqua au Hedjaz en septembre 1916. Des techniciens de la Gaumont l'accompagnaient pour filmer la contribution française à la Révolte arabe, à destination des populations musulmanes du Maghreb.

La mission militaire française connut un second souffle avec le remplacement du lieutenant-colonel Brémond par le colonel Cousse et l'arrivée en juin 1917 du capitaine Rosario Pisani, un pied-noir d'Algérie. Spécialiste de l'artillerie, Pisani dirigea une section disposant de canons de montagne, qui devint l'armature de l'armée de Fayçal dans sa remontée vers Damas. L'action de Pisani fut si déterminante que Fayçal, à la conférence de Paix, demanda qu'il soit rappelé de Cilicie pour figurer à ses côtés dans la délégation arabe.

Remarquons que l'aide militaire de la France lors de la Révolte arabe a totalement été occultée dans le film *Lawrence d'Arabie*.

LA DÉCLARATION BALFOUR

Tandis qu'Allenby s'apprêtait à s'emparer de Jérusalem, le cabinet de guerre britannique votait la déclaration Balfour le 2 novembre 1917 qui fut publiée le 9 du même mois dans le *Times*.

La déclaration Balfour est une lettre ouverte adressée par Arthur Balfour, le secrétaire du Foreign Office, à Lord Lionel Walter Rothschild, chef de la communauté juive britannique : « J'ai le plaisir de vous adresser, au nom du gouvernement de Sa Majesté, la déclaration ci-dessous de sympathie à l'adresse des aspirations juives et sionistes, déclaration soumise au Parlement et approuvée par lui. Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans tout autre pays. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste. »

Il convient de relever que Balfour s'engage à créer un « foyer national pour le peuple juif » et non un État juif et que, tout

en promettant un peuplement juif de la Palestine, il ajoute « étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans tout autre pays ». Enfin, il est à noter que les conséquences de cette déclaration auraient été bien différentes sans la personnalité d'Herbert Samuel. Ce dernier, premier haut-commissaire britannique en Palestine de 1920 à 1925, était de confession juive proche du mouvement sioniste et utilisa tout son pouvoir pour favoriser l'immigration juive dans ce pays.

Dès le lendemain de sa publication, le texte suscita des réactions indignées chez les Arabes. Le chérif de La Mecque demanda des explications et reçut en janvier 1918 une missive du gouvernement britannique qui contredisait sur de nombreux points la déclaration Balfour.

James Barr, dans son livre *Une ligne dans le sable*, situe la promesse Balfour dans le contexte des rivalités entre la France et la Grande-Bretagne autour de la Palestine. Selon lui, c'est Herbert Samuel qui avait défendu la thèse selon laquelle en créant une colonie juive en Palestine, la couronne se prémunissait contre l'occupation de ce territoire par des puissances rivales pouvant menacer le contrôle du canal de Suez. Herbert Samuel avertit ses collègues en ces termes : « Nous ne pouvons pas nous appuyer sur l'hypothèse que nos relations positives actuelles avec la France perdureront éternellement. Une frontière commune avec un voisin européen au Liban présente pour les intérêts de l'Empire

britannique un risque bien moindre qu’une frontière à El-Arich¹», El-Arich étant la frontière entre l’Égypte et la Palestine.

Le second argument avancé par Samuel était « qu’une telle initiative générerait au sein de la diaspora juive un élan de sympathie envers la Grande-Bretagne.² » Comptant 2 millions d’individus, la communauté juive était très puissante aux États-Unis.

SUR LE CHEMIN DE DAMAS

Allenby avait donc stoppé son avancée vers Damas après la prise de Jérusalem en décembre 1917, pour recentrer les troupes britanniques sur les fronts européens où se jouait le sort de la guerre.

Après les succès du maréchal Foch³ face aux offensives allemandes en juillet 1918, et de l’armée française d’Orient basée à Salonique contre la Bulgarie, il reprit sa marche vers Damas.

Dans sa progression, il confia aux troupes de Fayçal la mission de sécuriser la rive est de la mer Morte. Akaba devint le lieu de convergence du matériel et des munitions destinés au ravitaillement de l’armée chérifienne. En septembre 1918, une colonne mobile fut constituée sous le commandement d’un homme de confiance de Fayçal, Nouri al-Saïd⁴, et se dirigea vers Azraq, à

1. James Barr, *Une ligne dans le sable*, traduit de l’anglais, Perrin, 2017, pp. 46-47.

2. *Ibid.*, p. 47.

3. Foch fut fait maréchal le 6 août 1918.

4. Cette colonne comptait non seulement des compagnies de chérifiens, mais aussi cent quarante Français, sous les ordres du capitaine Pisani, et des Indiens spécialistes du sabotage des chemins de fer.

Carte 14 - La révolte arabe



trois cents kilomètres au nord d'Aqaba, où se trouvait le seul point d'eau à l'est du Jourdain. Lors de cette avancée, Lawrence veilla à ce que les troupes arabes contournent la Palestine qui était une chasse gardée britannique.

Allenby arriva à percer le front au nord de Jaffa le 19 septembre, provoquant la débandade de l'armée turque. De son côté, la colonne chérifienne poursuivit sa progression vers le nord et s'empara de Deraa le 26 septembre (carte 14, p. 203).

À l'aube du 30 septembre, les troupes britannico-chérifiennes se trouvaient à moins d'une centaine de kilomètres de Damas. À 14 heures, ce même jour, le commandant turc de Damas s'enfuyait après avoir remis ses pouvoirs aux frères Saïd et Abdel Kader el Djezaïri, petits-fils du grand Abdel Kader. Fort de cette nomination, Saïd el Djezaïri forma un gouvernement arabe provisoire, annonça l'indépendance de la Syrie et s'autoproclama représentant du roi Hussein. Les frères Djezaïri, partisans de dernière minute des Hachémites, installèrent la nouvelle administration arabe et hissèrent sur l'hôtel de ville de Damas le drapeau des Hachémites, alors que les militaires turcs et allemands n'avaient pas encore complètement évacué la ville.

Le 1^{er} octobre à 5 heures du matin, la stratégie militaire prévalant sur la volonté d'Allenby de faire rentrer ses alliés arabes en premier, ce furent les cavaliers australiens commandés par Harry Chauvel qui traversèrent les quartiers nord-ouest de Damas et croisèrent une foule rassemblée devant le Sérail où se tenait une réunion de notables de la ville. L'émir Saïd el Djezaïri leur souhaita la bienvenue au nom de la population. Les cavaliers ne firent

que traverser Damas, leur but étant de s'emparer rapidement de la route Damas-Homs pour couper la voie de repli vers le nord à la 4^e armée ottomane.

Arrivé à bord d'une Rolls-Royce militaire, T.E. Lawrence laissa les Arabes entrer avant lui à Damas. Vers 7 h 30 du matin, les Bédouins du chérif Nasser, cousin de Fayçal, envahirent la ville du côté sud-est, suivis par les troupes régulières de Nouri al-Saïd.

Un 1^{er} octobre riche en rebondissements politiques ! Alors que les frères Djezaïri semblent installés à la tête de la ville avec l'aval des personnalités damascènes et du chérif Nasser, T.E. Lawrence intervient et les renverse, convaincant le chérif du danger que représentent les deux frères pour le pouvoir de Fayçal en raison de leur prestige familial et de leur implantation locale. Lawrence savoure cette vengeance personnelle enfin assouvie à l'encontre d'Abdel Kader qui l'avait, selon lui, dénoncé aux Turcs, lui valant d'être arrêté à Daraa et sévèrement malmené. Les frères Djezaïri furent rapidement écartés du pouvoir et, le 2 octobre, Ali Rida Rikaby fut nommé chef de l'administration militaire à Damas¹. La nouvelle administration se confronta à une tâche colossale : rétablir l'eau, le téléphone et l'électricité, éteindre les incendies et faire cesser les pillages.

Le 3 octobre Fayçal, arrivé par train de Deraa, eut droit à un accueil enthousiaste de la population de Damas. Il traversa la ville en chevauchant un pur-sang arabe suivi de mille cinq cents

1. Après une prestigieuse carrière militaire Rikaby, issu d'une famille damascène, fut désigné par les Ottomans maire de Damas. Parallèlement, il milita secrètement dans les sociétés secrètes nationalistes arabes al-'Ahd et al-Fatat.

cavaliers. De son côté, Allenby rejoignit l'ancienne capitale des Omeyyades à bord de sa Rolls-Royce grise décapotable. La rencontre des deux hommes s'effectua à l'Hôtel Victoria, Lawrence leur servant de traducteur. Au cours de cette réunion, Allenby informa Fayçal qu'en application des accords de Sykes-Picot, il ne serait chargé que de l'administration de la Syrie intérieure sous le contrôle de conseillers français. Le littoral syro-libanais allait être confié aux Français et la Palestine aux Britanniques. Fayçal protesta et objecta qu'un pays sans façade maritime n'était pas envisageable. Il insista par conséquent pour obtenir le Liban tout en acceptant de céder sur la Palestine mais refusa la tutelle des conseillers français. Allenby découvrit avec surprise que Fayçal n'était pas au courant des accords Sykes-Picot et reprocha à Lawrence d'avoir omis de l'en informer, alors qu'il savait pertinemment que « Fayçal n'avait rien à faire avec le Liban ».

Sur le conseil des Britanniques, Fayçal fonda son discours à Damas sur le droit des peuples à l'autodétermination, mais quelle pouvait être la légitimité d'un chef originaire du Hedjaz, nommé par le bureau britannique du Caire, pour parler au nom des peuples syrien et libanais dans leur diversité communautaire ?

Un mythe bien ancré présente la Révolte arabe comme un moment de soulèvement de la nation arabe contre l'opresseur ottoman. En réalité, la Révolte arabe ne rassembla que 20 000 combattants, alors que des centaines de milliers d'Arabes se battaient dans les rangs de l'armée ottomane et qu'une partie importante de la population était restée fidèle au sultan-calife. Les grands propriétaires terriens et les notables musulmans de

Damas en particulier voyaient d'un très mauvais œil ces Bédouins du Hedjaz s'emparer de leur ville.

Toutefois, un nouvel ordre se mit en place, constitué de membres des sociétés secrètes al-'Ahd et al-Fatat (anciens hauts fonctionnaires et officiers arabes de l'époque ottomane) et de jeunes gens éduqués des classes moyennes, des commerçants et des artisans.

Dans son premier gouvernement, conduit par 'Ali Rida al-Rikaby, Fayçal nomma Rida el-Solh (père de Riad), originaire de Saïda, ministre de l'Intérieur, l'avocat Faris al-Khoury, un orthodoxe converti au protestantisme originaire de Hasbaya dans la Bekaa, ministre des Finances, Sati' al-Husri, originaire d'Alep, ministre de l'Éducation. Le chambellan de Fayçal fut un Alépin, Ihsan al-Jabri, et son secrétaire en chef Nasib al-Bakri. Un propriétaire terrien de Homs, Hashim al-Atasi, présida l'Assemblée constituante et Shukri al-Quwatli, issu d'une grande famille de Damas, prit la tête du service de Renseignement. Deux officiers originaires de Bagdad occupèrent des postes importants : Yasin al-Hashimi, chef d'état-major et Nouri al-Saïd, âgé de trente-cinq ans, pilier du régime. Ces personnages marquèrent la politique en Irak, en Syrie et au Liban jusqu'au milieu des années 1950.

Fayçal dut composer avec deux forces politiques opposées : celle des deux frères Djezaïri et celle des nationalistes syriens. Le sort des deux frères Djezaïri fut réglé le 9 novembre 1918 par un mandat d'arrêt lancé contre eux par Ali Rida Rikaby, sous le chef d'accusation de comploter contre le gouvernement avec l'ennemi turc. Cherchant à s'échapper, Abdel Kader Djezaïri fut liquidé

lors de son arrestation et son frère Saïd exilé à Haïfa sous contrôle britannique. Restaient les nationalistes syriens qui réussirent à faire échec à l'accord de Fayçal avec Clemenceau comme nous le verrons plus loin, ce qui coûtera au Hachémite son trône en Syrie¹.

LA FIN DU CAUCHEMAR À BEYROUTH ET DANS LE MONT-LIBAN

La nouvelle de la percée des troupes britannico-chérifiennes vers Damas parvint à Beyrouth. Réalisant leur défaite, les Ottomans donnèrent l'ordre à leurs officiers d'évacuer le Liban pour éviter toute effusion de sang. À Beyrouth, dans la nuit du 30 septembre, Ismaël Haki bey², qui avait été nommé à la mi-août *wali* de Beyrouth, prit la fuite après avoir délégué ses pouvoirs au président de la municipalité, un notable sunnite, Omar Daouk. Au Mont-Liban, le gouverneur Moumtaz bey (qui avait remplacé à ce poste Ismaël Haki bey lors de la nomination de ce dernier *wali* de Beyrouth) remit à son tour les pleins pouvoirs à un maronite, Habib Fayad, président de la municipalité de Baabda.

Au mépris des accords Sykes-Picot qui plaçaient la vallée de la Bekaa dans la zone d'administration française, les Britanniques

1. Sur le sort des deux frères Djezaïri, voir Antoine Hokayem, *Min moutasarifat el jebel ila daolat loubnan el kabir*, Beyrouth, Presses de l'université libanaise, 2018, p. 146.

2. À la mi-août 1918 les Ottomans, prenant conscience de la dégradation de leur situation militaire, procédèrent à une série de changements parmi les responsables en Syrie et au Liban. Le gouverneur du Mont-Liban Ismaël Haki bey, qui avait su montrer ses qualités, fut nommé *wali* de Beyrouth en remplacement d'Azmi bey, un oppresseur sanguinaire. Moumtaz bey prit sa suite comme gouverneur du Mont-Liban.

occupèrent Rayak, un nœud ferroviaire stratégique, et laissèrent les chérifiens se déployer dans la vallée le 2 octobre 1918.

Sur instruction de Nouri al-Saïd, Omar Daouk, en sa qualité de président du gouvernement provisoire, ordonna de remplacer tous les drapeaux ottomans de Beyrouth par des drapeaux chérifiens.

Le 5 octobre Choukri Pacha al-Ayoubi, un fidèle de Fayçal, fut dépêché par Ali Rida Rikaby pour prendre possession de Beyrouth à la tête d'un groupe de cavaliers, au nom du roi du Hedjaz. Il fut reçu avec enthousiasme par la population musulmane, mais avec inquiétude par les chrétiens. L'inquiétude tourna à la consternation lorsqu'il s'arrogea le droit de nommer gouverneur du Mont-Liban Habib Pacha al-Saad, un notable maronite, la population chrétienne de la Montagne ne souhaitant pas passer sous la coupe des chérifiens. Sans mesurer la portée politique de son acte, Habib Pacha al-Saad accepta le poste, prêta serment de fidélité à Fayçal et l'on hissa le drapeau chérifien à Baabda, capitale de la *Mutassarifya*.

L'épreuve de force des chérifiens appela immédiatement une riposte française. Coulondre, qui dînait avec Nouri al-Saïd à l'hôtel Victoria de Damas, apprit la nouvelle et alerta le quai d'Orsay le 5 octobre : « Les événements se précipitent. J'apprends que Choucri-pacha accompagné de 20 cavaliers chérifiens est parti cette nuit pour Beyrouth avec mandat d'assumer le Gouvernement de la ville au nom du Malek (roi) du Hedjaz. J'insiste d'une façon pressante auprès de Votre Excellence pour que des ordres immédiats prescrivent à l'amiral de la division

navale de Syrie (la Marine française) d'envoyer des unités de guerre sur la côte avec des éléments de débarquement. Ce geste peut suffire en rassurant les populations pour les amener à se prononcer en notre faveur avant qu'il ne soit trop tard.¹ »

Le quai d'Orsay réagit aussitôt et rappela aux Britanniques les accords Sykes-Picot qui réservaient le littoral syro-libanais, la Montagne libanaise et la Bekaa à l'administration directe de la France. Le général Allenby finit par mettre fin à l'escapade d'Ayoubi à Beyrouth et le somma de quitter la ville avec ses troupes.

Même si la libération de la Syrie et du Liban fut l'œuvre des Britanniques, ceux-ci laissèrent les Français entrer les premiers dans Beyrouth. Le 7 octobre 1918 au matin, une escadre française commandée par le contre-amiral Varney pénétra dans le port de la ville. À la tête de ses troupes, Varney défila dans les rues de Beyrouth dans une atmosphère de liesse indescriptible de la part de la population chrétienne. Les Beyrouthins rassemblés sur les balcons et les trottoirs couvrirent les marins de riz et de fleurs au son de *la Marseillaise* et de « Vive la France! », en répétant le slogan « La France est la mère du monde, soyez fiers oh Libanais! ».

Ce témoignage dans *La Revue Phénicienne* de 1919 révèle l'état d'esprit de la population chrétienne : « 1^{er} octobre 1918, les Vandales de Guillaumes-Attila ont purgé le pays. L'Armée turque fuit en déroute. Les Français vont venir. Incapable d'attendre,

1. A. Hokayem, D. Bou Malhab Atallah, J. Charaf, *Documents diplomatiques...*, op. cit., p. 371.

je dégringole pendant la nuit les pentes du Liban, je veux être le premier à Beyrouth, pour saluer le drapeau des saintes libertés, ce drapeau dont les plis, aux pires heures de mes luttes intérieures, ont battu dans mon âme comme sur un ciel bleu. Dès avant l'aube et jusqu'à la nuit noire, j'attends sur les quais, j'attends vainement. Enfin le vaisseau amiral entre au port, entre au cœur de Beyrouth! Je saute dans une barque, je monte à bord, j'embrasse ces inconnus plus chers que des parents...¹ » Cet enthousiasme des chrétiens libanais était néanmoins loin d'être partagé par la population musulmane.

Le 8 octobre, la 7^e division britannique arriva à Beyrouth par voie terrestre en provenance de Saint-Jean d'Acre. Elle était accompagnée du colonel de Piépape, chef du détachement français de Palestine, un régiment qui se battait aux côtés des Britanniques.

Dans la nuit du 10 au 11 octobre, une compagnie anglaise occupa le Grand Sérail et fit abaisser le drapeau chérifien². À 9 heures du matin, le lieutenant-colonel de Piépape fut installé au Grand-Sérail après sa nomination par Allenby comme gouverneur militaire de la zone ouest incluant le Liban. N'ayant pas le grade suffisant pour traiter avec Allenby, de Piépape fut remplacé fin octobre 1918 par le général Hamelin.

1. *La Revue Phénicienne*, collection complète 1919, Éditions de La Revue Phénicienne, p. 31.

2. A. Hokayem, D. Bou Malhab Atallah, J. Charaf, *Documents diplomatiques...*, op. cit., p. 388.

Les troupes britanniques continuèrent leur avancée vers le nord et chassèrent les Ottomans de Tripoli le 13 octobre, de Homs le 16 et d'Alep le 26. Le 23 octobre, Allenby partagea les territoires libérés en trois zones :

- Territoires ennemis occupés (TEO)-est : correspondant à l'intérieur syrien avec les villes de Damas, Alep, Homs et Hama, ils étaient dirigés par Rida Pacha Rikaby, un fidèle de Fayçal.
- Territoires ennemis occupés (TEO)-sud : correspondant à la Palestine, ils étaient dirigés par les Britanniques. La Palestine devait être une zone internationale dans les accords Sykes-Picot mais elle était mise sous contrôle britannique.
- Territoires ennemis occupés-nord : du ressort des Français, ils furent divisés à leur tour en TEO-nord pour la Cilicie et TEO-ouest pour le littoral syro-libanais.

Symbolisant le retour de la France au Liban, François Georges-Picot, qui avait quitté en catastrophe Beyrouth au début de la Première Guerre mondiale, revint sur la scène avec le titre de haut-commissaire en Palestine et en Syrie, puis de haut-commissaire en Syrie et en Arménie.

RAVITAILLEMENT ET RETOUR À LA VIE NORMALE

Les Français découvrirent, à leur arrivée, l'étendue de la catastrophe humanitaire et les ravages de la famine : un plan urgent de

ravitaillement, coordonné par la Marine et les missions religieuses françaises, fut mis en place¹.

Dès le 22 octobre une fourmilière de 125 employés et d'une centaine de manutentionnaires se mit à l'œuvre pour assurer à la population les produits de première nécessité. Des bâtiments furent réquisitionnés pour en faire des orphelinats de fortune et l'on créa un service d'hygiène et d'assistance publique du haut-commissariat pour assurer des consultations médicales gratuites.

La situation humanitaire était telle que les troupes française et britannique furent débordées. La Near East Relief s'engagea avec altruisme dans les secours aux démunis.

Le retour à la vie normale commença à s'organiser. Dissout par Jamal Pacha en 1915, le Conseil administratif du Mont-Liban fut remis en selle et son président, Habib Pacha al-Saad, réintégra le sérail de Baabda, reprenant ses travaux le 8 octobre.

Les hommes politiques libanais exilés, à l'instar d'Alfred Naccache et d'Ayoub Tabet, commencèrent à rentrer au pays. Daoud Ammoun quitta Alexandrie pour le Liban à la mi-octobre tandis qu'Émile Eddé revint fin octobre, en empruntant la ligne de chemin de fer qui traversait la Palestine. Béchara el-Khoury, quant à lui, quitta l'Égypte le 19 avril à bord d'un bateau de marchandises italien. Ces hommes constituèrent le pivot de la vie politique du Liban d'après-guerre.

1. Il s'agissait d'un lazariste, le père Sarlaute, supérieur du Collège d'Antoura, d'un jésuite, le père de Martimprey, chancelier de la Faculté française de médecine, et du frère Salutarus, un mariste.

La vie publique reprit, avec ses hommes de conviction, ses opportunistes et son lot de jalousies, de rivalités et d’affairisme. Des visages nouveaux émergèrent, des destins se firent et se défirent comme toujours dans les situations de transition politique et de changement de puissance occupante.

L’ARMISTICE DE MOUDROS SIGNE L’EFFONDREMENT DE L’EMPIRE OTTOMAN

À la fin du mois d’octobre 1918, Istanbul fut la cible de l’offensive de l’armée française d’Orient qui provoqua l’effondrement de l’Empire ottoman. Un nouveau gouvernement, dirigé par Ahmet Izzed Pacha, signa l’armistice le 30 octobre 1918, à bord d’un navire britannique mouillé dans le port de Moudros dans l’île de Lemnos, un armistice qui ressemblait à une reddition sans conditions.

Le surlendemain, le triumvirat ottoman composé de Talaat, Jamal et Enver, prit la fuite pour Berlin, exfiltré par un sous-marin allemand.

Par un jugement du 5 juillet 1919, la Cour martiale ottomane les condamna à mort par contumace. Accusés de massacre, pillage, attentat à la pudeur et destruction, les trois connurent une fin violente. Talaat Pacha fut tué le 15 mars 1921 dans une rue de Berlin par un jeune Arménien, Soghomon Tehlirian. Jamal Pacha fut exécuté en 1922 à Tbilissi par Stepan Dzaghigian, un autre militant arménien. Enver Pacha, qui s’était engagé auprès des peuples turcophones de l’Asie centrale luttant contre les

communistes et les soviets, mourut sur le champ de bataille dans le Tadjikistan actuel, le 4 août 1922.

LE SORT DES RÉFUGIÉS ARMÉNIENS APRÈS L’EFFONDREMENT DE L’EMPIRE OTTOMAN

Une vaste opération de rapatriement des déportés arméniens en Syrie et au Liban vers la Cilicie fut décidée par le commandement allié et se déroula de janvier à mai 1919. Il y avait urgence à mettre en place ce programme, d’autant que des frictions éclataient entre les réfugiés et la population musulmane locale. L’épisode le plus connu est un pogrom anti-arménien à Alep, en réponse à des vexations commises par des soldats de la légion arménienne appartenant à l’armée d’Orient contre la population musulmane d’Alexandrette.

Le retour massif des Arméniens en Cilicie suscita l’espoir de voir renaître sur ce territoire un foyer national arménien sous l’égide de la France.

TROISIÈME PARTIE

La genèse du Grand Liban

CHAPITRE I
LE LEVANT À LA CROISÉE DES CHEMINS
ANNÉE 1919

Conçu dans des circonstances improbables, le Liban doit en partie sa naissance à la détermination d'une poignée de Libanais et à l'intervention de puissances étrangères. La mosaïque communautaire libanaise n'aurait jamais formé une nation sans l'effondrement de l'Empire ottoman et l'interférence de la France dans les affaires du Levant, trouvant écho dans les ambitions du patriarcat maronite.

Si la France de l'Ancien Régime s'est construite en fédérant ses provinces, le Liban est le résultat de la fusion de ses communautés dans une même nation.

À l'époque du nationalisme triomphant, la disparition de l'Empire ottoman, multiethnique et multinational, ne pouvait laisser place qu'à des États-nations. Deux projets nationalistes étaient en compétition : celui d'un Grand Liban indépendant, défendu par les milieux maronites, s'opposant à celui d'une

Grande Syrie, englobant tout le Levant, sous le contrôle de Fayçal, revendiquée essentiellement par les populations musulmanes.

Ces deux projets ne recouvraient que partiellement le clivage chrétiens / musulmans : une partie des druzes était séduite par le projet maronite tandis qu'une majorité de grecs-orthodoxes adhéraient à celui de Fayçal.

Les ambitions de ce dernier s'accordaient avec celles des Britanniques au Proche-Orient, alors que les desseins des maronites étaient en phase avec les prétentions françaises sur la Syrie et le Liban. La rivalité entre la France et la Grande-Bretagne avait repris de plus belle depuis la fin de la menace allemande. Alors que la France était attachée à la Syrie et au Liban par des liens économiques, culturels et éducatifs, la Grande-Bretagne souhaitait revenir sur les accords Sykes-Picot pour récupérer Mossoul et ses richesses pétrolières, ainsi que la Palestine qui représentait un enjeu stratégique pour sécuriser la rive est du canal de Suez, principale route des Indes. Dans cette compétition, les Britanniques jouissaient d'un avantage déterminant : celui de disposer de troupes sur le terrain.

Un bras de fer subtil se joua dans le cadre de la conférence de Paix de Paris qui préparait le traité de Versailles. Ses acteurs principaux furent Fayçal, qui réclamait une Grande Syrie incluant le Liban, le patriarche maronite, qui œuvrait pour un Liban indépendant, et les gouvernements britannique et français, mus par leurs intérêts politiques propres. Le président américain, Thomas Woodrow Wilson, s'invita dans le débat. Prônant sa théorie sur l'autodétermination des peuples, il réussit à tempérer les ardeurs

françaises et britanniques et à transformer leur volonté de domination coloniale en mandats régis par la Société des Nations.

LES ENJEUX FRANÇAIS AU LEVANT

Deux points de vue politiques français sur le Levant s'opposèrent, incarnés respectivement par Philippe Berthelot, secrétaire général du quai d'Orsay chargé de mettre en application la politique de Clemenceau, et Robert de Caix qui appartenait aux milieux coloniaux.

Clemenceau et Berthelot faisaient confiance à Fayçal pour faire accepter aux Syriens le mandat français, tandis que de Caix considérait Fayçal comme un simple instrument de la politique britannique.

Clemenceau et Berthelot étaient partisans d'une Syrie unifiée avec un Liban indépendant dont il restait à définir les frontières, alors que de Caix défendait le partage de la Syrie en plusieurs cantons unis par un lien fédéral sous contrôle français. Celui-ci était également hostile à un gouvernement national arabe à Damas qui risquait, pensait-il, de déstabiliser les possessions musulmanes de la France en Afrique du Nord. Dans une note du 26 janvier 1920 au ministère des Affaires étrangères, il écrit : « Un grand État arabe, nationaliste et sans doute monarchique, serait peu maniable et aurait, par son existence même, une fâcheuse influence sur l'Afrique du Nord.¹ »

1. A. Hokayem, *Documents diplomatiques français...*, tome II, *op. cit.*, p. 43.

Les tractations politiques autour du destin de la Syrie et du Liban agitaient aussi les milieux lyonnais : d'abord l'évêque de la ville, préoccupé par le maintien du protectorat de la France sur les chrétiens d'Orient, puis l'université de Lyon qui avait noué un partenariat avec l'université Saint-Joseph de Beyrouth, enfin et surtout la Chambre de commerce, soucieuse de défendre les intérêts des Lyonnais dans le commerce de la soie et leurs investissements dans le port de Beyrouth et les lignes de chemins de fer.

En réalité, les Lyonnais étaient plus préoccupés par l'influence française au Levant que par la création d'un Grand Liban indépendant. Ainsi, ils fondèrent fin octobre 1918 le Comité lyonnais des intérêts français en Syrie.

Si la nécessité d'un contrôle français de la Syrie faisait l'unanimité des membres de ce comité, une divergence subsistait quant à la définition des frontières de la zone du mandat français. Pour les universitaires lyonnais, outre le Liban et la Syrie actuels, le territoire devait comprendre les ports de Haïfa, de Saint-Jean d'Acre et d'Alexandrette, alors que les milieux catholiques lyonnais préféraient une Syrie s'étendant beaucoup plus vers le nord, jusqu'au lac de Van, incorporant les populations chrétiennes et arméniennes au-delà de la Cilicie. Seule la Chambre de commerce défendait un projet territorial réaliste, comportant le littoral syro-libanais actuel en plus des villes de Damas et d'Alep. À la conférence de San Remo en 1920, la France obtint une zone de mandat dont les frontières correspondaient à celles réclamées par la Chambre de commerce de Lyon. Comme le relève Dominique Chevalier :

« Si les intérêts de certains groupements lyonnais n'ont certes pas constitué les seuls motifs ayant déterminé l'occupation de la Syrie par l'armée française, l'attention est frappée par la concordance entre leur programme politico-territorial et les résultats auxquels a abouti la politique du gouvernement français.¹ »

En janvier 1919, les Lyonnais participèrent au Congrès français de la Syrie organisé par la Chambre de commerce de Marseille qui avait également des intérêts au Levant.

Pour légitimer « les droits naturels de la France au Levant », les membres du Congrès se prévalurent de l'ancienneté des liens entre la France et la Syrie, remontant jusqu'à l'époque des croisades. Les titres des contributions présentées au congrès sont éloquentes sur ce point : « Les origines des rapports entre la France et la Syrie », « L'Acte de souveraineté de Charles I^{er} d'Anjou comme roi de Jérusalem », « Les relations de la France et du Levant, du V^e siècle aux Croisades », « Le rôle des Français en Syrie du XVI^e au XIX^e siècle ».

L'aventure syrienne était cependant loin de faire l'unanimité parmi les Français. À Lyon même, un courant non interventionniste s'interrogeait sur l'opportunité de risquer la vie de milliers de Français pour « des intérêts particuliers ou pour la plus grande gloire des Jésuites.² »

1. D. Chevallier, « Lyon et la Syrie en 1919 », art. cit., p. 319.

2. *Le Progrès* du 7 novembre 1920.

À Paris, d’autres réseaux se battaient pour défendre les intérêts français au Levant tel que le Comité de l’Asie française très influent car proche des politiques, dont Raymond Poincaré. Lié au parti colonial¹, ce comité prétendait rassembler toutes les informations permettant de planifier une action politique française en Asie. Trois personnages issus de ce comité joueront un rôle déterminant au Levant : François Georges-Picot, Robert de Caix et Stephen Pichon le ministre des Affaires étrangères de Clemenceau.

Enfin, des Syro-Libanais installés à Paris fondèrent en 1917 le Comité central syrien présidé par un maronite, Chikri Ghanem, ayant comme secrétaire général un melkite syrien, Georges Samné. Ce comité, soutenu et financé par le quai d’Orsay, militait pour l’unification d’une Grande Syrie géographique comprenant le Liban et la Syrie actuels ainsi que le sandjak d’Alexandrette, la Palestine et la Cilicie. Ces territoires devaient être unis au sein d’une fédération d’États laïcs liée à la France. Les frontières auxquelles aspirait le comité syrien étaient les mêmes que celles revendiquées par Fayçal, mais il considère que la Syrie a une histoire millénaire, qu’elle est de langue arabe mais n’est pas arabe, et ne saurait être dirigée par les Bédouins du Hedjaz. De plus, Fayçal leur apparaissait comme un homme des Britanniques.

Ce projet avorta rapidement, laissant le champ libre à la compétition entre le Grand Liban des maronites et la Grande Syrie de Fayçal.

1. Le parti colonial qui n’était pas à proprement parler un parti politique, mais plutôt un réseau de diplomates, politiques, journalistes, universitaires, et commerçants.

LES ACTEURS DE LA CONFÉRENCE DE PAIX DE PARIS

La France, qui avait payé un lourd tribut humain lors de la Grande Guerre, eut l’honneur d’accueillir et de diriger la conférence de Paix organisée par les vainqueurs pour négocier les traités avec l’Allemagne, l’Empire austro-hongrois et l’Empire ottoman.

La séance d’ouverture se déroula le 18 janvier 1919 dans le cadre prestigieux du salon de l’Horloge, au quai d’Orsay, où vingt-sept délégations venant du monde entier discutèrent de leur sort et du remodelage des frontières de leur pays. La délégation hedjazienne fut la seule délégation présente issue des provinces arabes de l’Empire ottoman. Ayant été bloquée pendant trois semaines par les Britanniques en Égypte, la délégation libanaise n’arriva en effet que le 25 janvier.

Le président de la République française Raymond Poincaré ouvrit la séance, encadré à sa droite par le président américain Wilson et à sa gauche par le Premier ministre britannique, David Lloyd George. C’est Clemenceau qui négocia pour la France face à ces deux personnages. Leur personnalité et les intérêts de leurs pays respectifs ont eu une influence décisive sur le monde nouveau qui émergea de cette conférence.

Le président américain Thomas Woodrow Wilson, fils de pasteur, était profondément imprégné de culture biblique et porté par l’idée de servir l’humanité et d’œuvrer pour l’autodétermination des peuples. Toutefois, ses bons sentiments et sa posture morale ne l’ont pas empêché de décider du sort de nombreux pays

alors qu'il ignorait tout de leur histoire. Il suscita des espoirs qu'il n'était pas en mesure ou ne souhaitait pas tenir.

Influencé lui aussi dès l'enfance par la Bible, le Premier ministre britannique David Lloyd George ne cachait pas son aversion à l'égard des Turcs auxquels il reprochait d'avoir transformé « le berceau de la civilisation en un désert misérable.¹ » En revanche, ses objectifs étaient très précis sur le Proche-Orient : profiter de la suprématie militaire anglaise sur le terrain pour imposer aux Français la révision des accords de Sykes-Picot dans le but de récupérer la Palestine et Mossoul.

Pour affaiblir la présence française en Syrie, Lloyd George soutenait les prétentions sur la Syrie et le Liban de Fayçal, qui présentait aussi l'avantage d'être un Oriental, ce qui cadrerait avec les exigences du président Wilson relatives à l'autodétermination des peuples.

Conscient que pour Clemenceau la frontière de la France avec l'Allemagne était une question cruciale, Lloyd George appuya les revendications de Paris sur l'Alsace et la Lorraine mais demanda en échange la Palestine et la Mésopotamie. Maurice Hankey, secrétaire du cabinet britannique², relate les circonstances dans lesquelles Clemenceau céda Mossoul et la Palestine aux Britanniques : « Clemenceau et Foch ont traversé la mer après l'armistice et on leur a donné une grande réception militaire et publique. Lloyd George et Clemenceau ont été conduits

1. J. Barr, *Une ligne dans le sable*, op. cit., p. 81.

2. G. Khoury, *La France et l'Orient arabe...*, op. cit., p. 149.

à l'ambassade de France... Quand ils furent seuls... Clemenceau dit : « Bien. De quoi devons-nous discuter ? » « De la Mésopotamie et de la Palestine » répondit Lloyd George. « Dites-moi ce que vous voulez », demanda Clemenceau. « Je veux Mossoul », dit Lloyd George. « Vous l'aurez », a dit Clemenceau. « Rien d'autre ? » « Si, je veux aussi Jérusalem » a continué Lloyd George. « Vous l'aurez aussi » a dit Clemenceau. »

Contrairement à ses deux interlocuteurs, Georges Clemenceau était un laïc anticlérical, anticolonialiste de surcroît. Médecin de formation, il avait pratiqué le journalisme avant la déclaration de la Grande Guerre. À l'ouverture de la conférence de Paix, il était âgé de soixante-dix-sept ans et sortait, épuisé, d'une guerre dont il avait supporté l'essentiel de la charge. Il lui sera reproché par la suite d'avoir fait trop de concessions aux alliés et d'avoir perdu la paix après avoir gagné la guerre. Le « Père de la victoire » devint « Perd la victoire ». Issu d'une génération traumatisée par l'occupation allemande de l'Alsace et de la Lorraine, sa préoccupation majeure était la frontière du Rhin, bien plus que le sort du Proche-Orient.

La France avait toutefois des intérêts importants dans l'ancien Empire ottoman. Stephen Pichon se chargea de les défendre dans sa déclaration du 29 décembre 1918 devant l'Assemblée nationale : « Nous avons dans leur Empire (en parlant des Turcs) des droits incontestables à sauvegarder ; nous en avons en Syrie, dans le Liban, en Cilicie, en Palestine. Ils sont fondés sur des titres historiques, sur des accords, sur des contrats... Ils sont fondés aussi sur les aspirations et les vœux des populations qui depuis

longtemps sont nos clients. Nous nous attachons de la façon la plus ferme à les faire valoir... Nous ne pouvons-nous désintéresser non plus du sort de la malheureuse Arménie, que nous sommes amenés à protéger contre le retour toujours possible des pires calamités.¹ » Cette déclaration, qui trace la ligne rouge des intérêts français au Levant, marqua la fin du rêve chérifien d'une grande Syrie indépendante et provoqua une prise de conscience des nationalistes syriens sur les visées de la France en Syrie.

À la conférence de Paix, Britanniques et Français s'appuyèrent sur des acteurs locaux pour atteindre leurs objectifs : les maronites pour les Français et Fayçal pour les Britanniques.

Fayçal avait 34 ans lors de son arrivée à la conférence de Paix. Ses qualités furent reconnues même par ceux qui l'avaient farouchement combattu. Robert de Caix brossa de lui un tableau très flatteur : « Fayçal est un nationaliste profondément hostile à tout contrôle étranger. On ne saurait voir en lui un personnage quelconque, bon à rééditer un bey de Tunis ou un Moulay Youssef ; il mérite un intérêt moins superficiel et plus prudent que celui des curieux et des snobs qui ont fait pour quelques heures de cet Oriental distingué, fin, séduisant même, l'actualité qui ornaient leurs salons. Fayçal n'est pas un prince famélique, sorti du Hedjaz avec l'appétit de se procurer n'importe comment une cour et un harem dans les jardins de Damas. Il a une politique et ne veut régner que pour elle ; il l'a conçue à l'image des Jeunes-Turcs

1. A. Hokayem, D. Bou Malhab Atallah, J. Charaf, *Documents diplomatiques...*, op. cit., p. 430, Archives du MAE, Nantes fonds Beyrouth, carton 2 208.

à Istanbul où il a passé une partie de sa jeunesse quand son père, le Cherif Hussein y vivait comme otage, plus poliment, comme hôte d'Abdul-Hamid.¹ » Le général Allenby en fit l'éloge dans une lettre à sa femme : « Vous aimeriez Fayçal. C'est un homme fin, svelte et exalté. Il a des mains belles comme celles des femmes, et ses doigts s'agitent toujours nerveusement quand il parle. Il se caractérise par la force de sa volonté et la rectitude de ses principes.² » La presse française le décrivait comme un jeune homme très cultivé et intelligent appelé à jouer un rôle éminent dans l'Orient musulman.

Fayçal grandit en effet dans le climat cosmopolite d'Istanbul. Il maîtrisait le turc et l'arabe et comprenait le français mais pas l'anglais. Réaliste, il était disposé à accepter l'aide d'experts étrangers pour le développement de la Syrie, mais restait hostile à un mandat étranger – a fortiori français – pouvant hypothéquer son indépendance.

La décision d'inviter Fayçal en tant que représentant des Arabes à la conférence de Paix était l'œuvre de Lawrence, qui l'avait imposée contre l'avis du bureau anglais de l'Inde, hostile aux Hachémites et qui voulait préserver les relations avec la France.

Fayçal quitta donc Beyrouth le 22 novembre 1918 pour la conférence de Paix. L'accueil qu'il reçut à Marseille fut glacial car son invitation s'était faite à l'insu des Français. Fayçal en gardera

1. A. Hokayem, *Documents diplomatiques français...*, tome II, op. cit., p. 41.

2. G. Khoury, *La France et l'Orient arabe...*, op. cit., p. 123.

longtemps un mauvais souvenir, comme il le confia plus tard à son biographe. Les instructions du quai d'Orsay étaient très précises : Fayçal serait traité comme le fils d'un souverain allié, mais pas comme représentant officiel de la Syrie. La visite débuta par ailleurs par un clash diplomatique : Lawrence ayant tenu à revêtir l'habit arabe pour rencontrer Fayçal, il se fit signifier par ses hôtes français que, déguisé de la sorte, il se verrait persona non grata. Lawrence refusa violemment de changer de tenue et repartit outré à Londres après avoir renvoyé sa croix de guerre française en signe de protestation. Fayçal, quant à lui, ne fut reçu que le 7 décembre à Paris par le président de la République Raymond Poincaré. Les sujets de fond ne pouvant être abordés, la conversation se limita à des échanges courtois.

À Londres, Fayçal rencontra le 12 décembre le comte Balfour et, preuve de son inexpérience politique, signa le 3 janvier 1919 un accord avec Chaïm Weizmann, chef du mouvement sioniste, qui définissait les conditions de la mise en application de la promesse Balfour et l'installation des Juifs en Palestine. Le texte signé, Fayçal se ressaisit et ajouta de sa main en arabe « si les Arabes ne parvenaient pas à obtenir leur indépendance, ce document serait nul et non avenu.¹ »

Acquis aux idées sionistes, Lawrence, l'architecte de cet accord, en assura la traduction à l'intention de Fayçal mais, selon certains historiens, cette traduction n'était pas conforme au texte anglais signé. Lawrence persuada Fayçal que la Grande-Bretagne

1. Patrick Seale, *La lutte pour l'indépendance arabe*, Fayard, 2010, p. 94.

ne s'engagerait jamais dans un conflit contre la France dans le seul but de défendre les intérêts des Arabes. Fayçal était donc acculé à solliciter l'aide des Américains et des sionistes pour faire face à la politique française en Syrie.

Dans un discours prononcé lors d'un dîner donné en son honneur par Lord Rothschild, Fayçal déclara : « J'ai appris de gens qui se prétendent civilisés que les juifs veulent transformer en temples nos mosquées à Jérusalem et chasser nos paysans de Palestine. Quant à moi, je sais qu'aucun Juif sincère n'aurait de telles intentions... L'idéal du docteur Weizmann est le nôtre.¹ »

Profitant de son séjour londonien, Fayçal prépara avec Lawrence le mémorandum pour la conférence de Paix. Afin d'évincer les Français, il réclama l'indépendance sans tutelle de la Syrie, mais admit la nécessité d'une assistance britannique pour gouverner la Mésopotamie et la Palestine. Cette position de Fayçal lève tout doute sur son alignement sur Londres.

Fayçal retourna en janvier à Paris où il rencontra Clemenceau qui tenait à tisser des liens cordiaux avec lui pour qu'il fasse accepter le mandat français sur la Syrie à la population musulmane. À cette occasion, Clemenceau l'assura de son appui et lui offrit un pur-sang arabe.

LE DÉROULEMENT DES TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE

Face à la lenteur des travaux et la multiplication des communications, il fut décidé la mise en place d'un Conseil des Dix

1. *Ibidem*.

regroupant les puissances victorieuses, qui se réunit dans le bureau de Stephen Pichon, le ministre français des Affaires étrangères. Composé au départ du président des États-Unis et des présidents des gouvernements de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et du Japon, accompagnés de leurs ministres des Affaires étrangères, il fut remplacé à partir du 14 mars 1919 par le Conseil des Quatre qui ne comptait plus que Woodrow Wilson, David Lloyd George, Georges Clemenceau et l'Italien Vittorio Emanuele Orlando, ceci afin d'écarter le Japon des délibérations concernant le sort de l'Europe.

Les débats sur les anciennes provinces de l'Empire ottoman débutèrent avec l'Organisation sioniste mondiale qui déposa le lundi 3 février 1919 un mémorandum réclamant un foyer juif sur un territoire englobant en plus de la Palestine, le Golan et le Sud-Liban jusqu'au fleuve Litani¹, sous le prétexte qu'il s'agissait du territoire historique des tribus juives de Nephtali et d'Asher. Leur but était en réalité d'intégrer ce fleuve pour qu'il irrigue les plaines du nord de la Palestine.

Le jeudi 6 février, Fayçal présenta à son tour les revendications hedjaziennes. Après avoir rappelé que les Arabes constituent une civilisation ancienne, unis par une même langue, une même origine sémite et des frontières naturelles précises, Fayçal réclama :

- Une Syrie indépendante et unie.

1. David Hirst, *Une histoire du Liban*, Perrin Tempus, 2016, p. 48.

- Un Liban dans les frontières de la *Mutassarifya* jouissant d'une large autonomie dans une union fédérale avec la Syrie.
- Il ne reconnaît aucun droit aux Français en Syrie même s'il admet qu'ils ont des intérêts dans la région.
- Il accepte que la Palestine, en raison de son caractère universel, reste en dehors de son autorité.
- Il termine en réclamant une commission d'enquête internationale, selon le principe wilsonnien de l'autodétermination des peuples, pour s'enquérir de l'opinion des populations sur place.

Le 13 février, le Conseil écouta Howard Bliss, président du Syrian Protestant College et soutien de Fayçal, lui recommander, lui aussi, une commission d'enquête internationale.

Les Français pensaient contrer Fayçal en faisant intervenir Chikri Ghanem au nom du Comité central syrien, mais son intervention se révéla fastidieuse et finit par indisposer.

Enfin, le 15 février Daoud Ammoun, intervenant en qualité de président de la première délégation libanaise¹, rappela les sacrifices des Libanais pendant la guerre, insista sur le statut d'autonomie dont jouissait le Mont-Liban sous les Ottomans avant de réclamer l'indépendance du Liban sous mandat français, un

1. Envoyée par le Conseil administratif du Mont-Liban, la première délégation libanaise comptait deux maronites, Daoud Ammoun et Émile Eddé, un grec-orthodoxe, Abdallah Khoury Saadé, un sunnite, Abd el-Halim Hajjar, et un druze, Négib Abdel Malek.

Liban comportant plaines et ports indispensables à sa survie. Dans une note complémentaire, Ammoun demanda en outre des frontières identiques à celles du Liban actuel, à la seule différence de la frontière sud qu'il situe au niveau du fleuve Litani. Cette première délégation reconnut une complémentarité économique entre le Liban et la Syrie et concéda qu'une séparation complète serait préjudiciable aux deux pays : « Il nous reste à dire deux mots de nos rapports avec la Syrie. Il y a, entre ces deux pays, une grande connexité d'intérêts. La Syrie a besoin de nos ports et de nos montagnes, nous avons besoin de ses plaines. Le régime de complète séparation serait également préjudiciable aux uns comme aux autres », cependant « Le Liban ne consentirait à participer à l'intégralité syrienne, tout en gardant sa personnalité distincte, que si ce dernier pays bénéficiait de la même collaboration française. Il préférerait la précarité de sa situation isolée, au double danger d'être entraîné dans le sillage d'un pays sans tradition gouvernementale et moins évolué que lui...¹ »

Fidèle à la promesse faite à Lloyd George, Clemenceau confirma dans un mémorandum adressé aux Britanniques la modification des accords Sykes-Picot de manière à céder aux Britanniques la Mésopotamie et la Palestine, à condition que Londres appuie la France pour l'obtention de la Syrie. Lloyd George se montra intransigeant, voulant limiter la présence française au seul littoral syro-libanais, ce qui ne manqua pas

1. A. Hokayem, D. Bou Malhab Atallah, J. Charaf, *Documents diplomatiques...*, op. cit., p. 480.

d'exaspérer Clemenceau qui traita son collègue britannique de menteur ; l'affaire prit l'allure d'une querelle d'amour-propre entre les deux hommes.

Une réunion d'explication entre Clemenceau et Lloyd George, épaulé chacun de son ministre des Affaires étrangères, finit par se tenir en présence du président Wilson le 20 mars 1919. Pichon rappela l'étendue de l'œuvre effectuée par la France en Syrie : écoles, hôpitaux, infrastructures routières, ferroviaires, électriques, en plus de la modernisation de Beyrouth. Arguant que la libération de la Syrie était due à l'armée britannique, Lloyd George persista dans son refus et se référa à la correspondance Hussein-McMahon pour rejeter toute prétention française sur la Syrie intérieure. Le président Wilson, qui écoutait silencieux les échanges, avait une autre idée en tête : envoyer une commission d'enquête internationale pour s'enquérir des desiderata des populations.

LA COMMISSION D'ENQUÊTE AMÉRICAINE KING-CRANE

Favorable à la commission d'enquête internationale chère au président Wilson, Fayçal crut qu'elle lui permettrait d'échapper à la mainmise française. L'idée lui avait été soufflée par les missionnaires américains de Beyrouth, proches des nationalistes arabes et hostiles à la France en raison de leur rivalité avec les congrégations catholiques françaises.

La commission d'enquête internationale fut créée le 25 mars 1919 par le Conseil des Quatre. Clemenceau, suivi par les Britanniques et les Italiens, refusa d'y participer.

Réduite à la section américaine, la commission internationale prit le nom officiel de « The American section of International Commission on mandatory in Turkey », plus connue sous le nom de ses deux présidents : Charles R. Crane, ancien ambassadeur et industriel, et l'universitaire Henry Churchill King. En six semaines, la commission visita 36 villes considérées comme les plus importantes pour entendre l'opinion des différentes délégations locales. Son périple débuta le 10 juin 1919 par la Palestine, puis se poursuivit à Beyrouth du 6 au 8 juillet. Le 9, la commission rencontra le patriarche et les évêques maronites à Bkerké avant de se rendre dans d'autres villes libanaises : Byblos, Batroun, Sidon, Tyr, Baabda, Zahlé et Tripoli.

Pour peser sur les conclusions de la commission King-Crane, Fayçal et certains nationalistes arabes convoquèrent le Congrès national syrien qui se tint à Damas dans les derniers jours de juin 1919. Cent vingt délégués appartenant à la Syrie géographique (incluant la Palestine et le Liban) votèrent le 2 juillet 1919 en faveur des résolutions suivantes :

- Indépendance d'une grande Syrie fédérale incluant le Liban et la Palestine.
- Le Liban serait une partie intégrante de l'État syrien et ne saurait prétendre à son indépendance.
- Rejet des accords Sykes-Picot et de la promesse Balfour.

- Rejet de tout mandat, mais possibilité d'une assistance américaine ou, à défaut, britannique.
- Opposition aux prétentions sionistes de créer une communauté juive dans « la partie sud de la Syrie, appelée Palestine ».

La commission King-Crane conclut son tour par les villes du nord de la Syrie et de la Cilicie et rentra à Paris rendre ses conclusions à la délégation américaine.

Elle préconisa l'unité de la Syrie et de la Palestine, sous l'autorité de Fayçal et sous mandat des États-Unis ou, à défaut, de la Grande-Bretagne. Une large autonomie sous mandat français fut proposée pour le Mont-Liban. La commission suggéra également d'accorder aux Britanniques un mandat sur la Mésopotamie et émit des réserves sur le projet « trop extrême » des sionistes qui risquait de déclencher une guerre entre Arabes et Juifs.

Les conclusions de la commission furent un coup d'épée dans l'eau, n'ayant aucune portée sur la suite des événements au Proche-Orient, car entre-temps le Sénat américain avait rejeté le traité de Versailles et les États-Unis s'étaient retirés de la conférence de Paix. De plus, le président Wilson se désintéressa de la Syrie après avoir été victime d'un accident vasculaire cérébral. Les recommandations de la commission entretinrent toutefois les illusions de Fayçal qui continua à tergiverser lors de ses discussions avec Clemenceau. Comme l'a fait remarquer Gérard Khoury : « Les Arabes ont cédé la proie pour l'ombre et

croquant améliorer la donne, ils l'ont considérablement dégradée. Évaluant mal la réalité telle qu'elle était, ils n'ont voulu la voir que suivant leurs souhaits » et d'ajouter à propos de Fayçal « Pris entre la hantise des accords secrets, la crainte du système de protectorat à la tunisienne et le fol espoir de la totale indépendance que peut lui laisser attendre le wilsonisme, il finira par perdre sur tous les tableaux.¹ »

Les résultats de cette enquête donnent cependant une idée de l'état de l'opinion publique au Levant et des désirs des populations locales à l'époque, même si sa méthodologie reste discutable. Certaines délégations n'étaient en effet pas représentatives, d'autres furent empêchées de rencontrer la commission et nombre d'entre elles subirent des pressions.

Près de 1 500 pétitions sur les 1 863 remises à la commission étaient en faveur d'une grande Syrie indépendante, unie du Taurus à Gaza, sous une monarchie constitutionnelle. Si une puissance étrangère se révélait nécessaire pour guider les premiers pas du pays, la majorité écrasante souhaitait une forme d'assistance au statut du mandat. La préférence allait en premier lieu aux États-Unis, puis à la Grande-Bretagne, mais en aucun cas à la France. L'opinion de la population, telle qu'elle s'était exprimée auprès de la commission King-Crane, rejoignait donc en tout point les revendications de Fayçal.

Le Mont-Liban, qui se démarquait du reste de la Syrie, réclama massivement un Grand Liban indépendant sous mandat français.

1. G. Khoury, *La France et l'Orient arabe...*, op. cit., p. 177.

Comme le nota la commission : « l'idée d'une séparation politique complète du Liban du reste de la Syrie » avait pris racine parmi les habitants du Mont-Liban et de Beyrouth, qui considéraient leur niveau d'instruction et leur degré de civilisation plus élevés que ceux des habitants de la Syrie intérieure.

Les résultats de l'enquête variaient toutefois selon les communautés du Mont-Liban. Si les catholiques étaient massivement en faveur de la France, les musulmans optèrent pour les Américains et en second choix pour les Anglais, les druzes choisirent l'Angleterre tandis que les orthodoxes et les alaouites étaient partagés. Le choix des populations restait donc dicté avant tout par les appartenances confessionnelles. Cet épisode de la commission King-Crane eut comme conséquence de rapprocher encore davantage les maronites de la France qui ne pouvait ignorer l'unique communauté qui s'était exprimée en sa faveur.

La méfiance des musulmans envers la France s'explique d'abord par les croisades qui continuaient de résonner dans l'inconscient collectif et par le rôle de la France, protectrice des chrétiens d'Orient, sans oublier l'asservissement des populations musulmanes d'Afrique du Nord qui leur faisait craindre un sort similaire.

LA DEUXIÈME DÉLÉGATION LIBANAISE À LA CONFÉRENCE DE PAIX

La décision d'envoyer une deuxième délégation libanaise à la conférence de Paix revient au patriarche maronite, inquiet des signes de rapprochement entre la France et Fayçal. Nous étions à la veille de l'arrivée de la commission King-Crane au Levant

et les autorités françaises privilégiaient encore la recherche d'un accord avec Fayçal qui devait leur permettre de faire accepter leur mandat sur la Syrie. L'accueil officiel qui lui fut réservé à son arrivée à Beyrouth en avril 1919, à son retour d'Europe, inquiéta les partisans du Grand Liban.

Dans un télégramme à Pichon, Georges-Picot écrit ceci : « Mettant à profit l'inquiétude soulevée parmi les populations maronites du Liban par l'arrivée de l'émir Fayçal à bord d'un navire de guerre français et par les honneurs qui lui furent rendus par nos officiers à son débarquement, le patriarche et le président du Conseil administratif cherchent à provoquer une agitation en faveur de la complète indépendance d'un (grand) Liban, qui ne conserverait aucun lien avec la Syrie... ces deux personnages mènent une véritable (campagne). Les réunions se multiplient et les plus exaltés prononcent même parfois des discours regrettables à l'égard de la France.¹ »

C'est dans ce contexte que le patriarche maronite décida de conduire une deuxième délégation à la conférence de Paix, malgré l'opposition de Georges-Picot qui s'en ouvrit auprès du ministre des Affaires étrangères Pichon : « le patriarche maronite que j'ai vu hier, tout en affirmant sa confiance et celle du peuple libanais dans l'efficacité de mon intervention, m'a annoncé l'intention de se rendre à Paris pour défendre personnellement les libertés et l'indépendance du Liban auprès du gouvernement de la République

1. A. Hokayem, D. Bou Malhab Atallah, J. Charaf, *Documents diplomatiques...*, op. cit., p. 583.

et ultérieurement, si votre Excellence le lui conseille, auprès de la conférence de la Paix... et a exprimé l'espoir que la France ne ferait pas moins pour lui à cet égard que pour l'émir Fayçal. J'ai tâché de le dissuader de son projet.¹ »

Ces échanges montrent que les partisans du Grand Liban n'étaient pas toujours en phase avec la politique française qui, à ce stade, privilégiait encore un accord avec Fayçal.

La deuxième délégation libanaise conduite par le patriarche Hoyek quitta le port de Jounieh le 15 juillet 1919 à bord d'un bâtiment de la Marine française, le *Cassard*, dans une atmosphère de ferveur populaire, les catholiques de tout le Liban ayant afflué pour marquer leur solidarité avec leur chef religieux. Les autres communautés restèrent discrètes. Cette délégation libanaise, constituée de l'archevêque de Beyrouth M^{gr} Ignace Moubarak, l'archevêque de Tyr M^{gr} Chekrallah el Khoury, le vicaire patriarcal M^{gr} Boutros Faggali et le père Stéphane Douaihy, fut rejointe à Paris par l'archevêque melkite de Zahlé, M^{gr} Kyrillos Moughabghab.

Après un voyage de cinq jours, le *Cassard* atteignit Tarente, au sud de l'Italie, où la délégation eut droit à une réception officielle. Elle repartit pour Rome et y séjourna jusqu'au 20 août. Cette période fut mise à profit pour une entrevue avec le pape et les cardinaux acquis à la cause libanaise. Enfin, l'accueil se révéla grandiose à Paris, où le patriarche était attendu par le cardinal archevêque de Paris, des représentants du gouvernement français

1. *Ibid.*, p. 586.

et des membres de la communauté libanaise en France. La délégation fut l'hôte du gouvernement français au Grand-Hôtel Continental avant de s'installer dans un hôtel particulier appartenant au comte de Souza, 17 rue de Bellechasse.

À Paris, le patriarche commença ses rencontres le 25 août par une visite au ministre des Affaires étrangères Stephen Pichon, puis le 27 août au président de la République Raymond Poincaré, acquis à la cause libanaise. Le mois de septembre fut mis à profit pour nouer des contacts avec les responsables français et les journalistes, tenir des conférences, M^{gr} Moubarak jouant le rôle d'attaché de presse de la délégation. Ce n'est que le 5 octobre que le patriarche fut reçu par Clemenceau.

Connu pour son anticléricalisme Clemenceau, découvrant la délégation libanaise composée de prélats dotés de longues barbes, vêtus de tuniques noires et arborant de grosses croix sur leur poitrine, s'adressa au patriarche ainsi : « Si Votre Béatitude désire me convertir, une telle mobilisation n'est pas nécessaire pour un seul homme¹ ! », ce qui permit de détendre l'atmosphère ; s'ensuivit une discussion portant sur l'essentiel. Après avoir longuement entendu les arguments du patriarche, Clemenceau conforta la délégation en ces termes : « Vous ne voulez pas être gouvernés par les Arabes, je peux vous assurer que vous ne le serez

1. Béchara el Khoury, *Les Mémoires de l'ancien président de la République libanaise*, L'Orient-Le Jour, traduction française 2012, p. 79. Cet épisode est décrit aussi par Denise Ammoun, *Histoire du Liban contemporain*, Fayard, 1997, p. 237 en se basant sur un entretien qu'elle a eu avec Michel Léon Hoyeck.

pas. Vous voulez être complètement indépendants, vous le serez également.¹ »

Le 4 novembre, la délégation libanaise présenta les revendications du Liban devant la conférence de Paix. Le 10 novembre, Clemenceau rendit publique une lettre adressée au patriarche maronite par laquelle il s'engageait à conférer leur indépendance aux Libanais : « Le désir des Libanais de conserver un groupement autonome et un statut national indépendant s'accorde parfaitement avec les relations libérales de la France. » Sans s'engager sur les frontières de ce Liban indépendant, en raison des négociations qu'il menait en parallèle avec Fayçal, Clemenceau exprima clairement sa volonté d'agrandir la « Montagne » en lui offrant les territoires nécessaires à son développement : « La France tiendra le plus grand compte dans la délimitation du Liban, de la nécessité de réserver à la Montagne des territoires de plaine et l'accès à la mer indispensable à sa prospérité...² »

Le patriarche et la délégation retournèrent au Liban à bord du cuirassé *Jurien de la Gravière*, empreints du sentiment de mission accomplie. Le 23 décembre 1919, jour prévu de leur arrivée à Beyrouth, une tempête violente se déchaîna faisant craindre le pire et obligea le cuirassé à rester au large. Il fallut attendre 48 heures et le jour de Noël, pour que le bateau apparaisse à l'horizon. Après

1. *La Revue Phénicienne*, Collection complète 1919, numéro de Noël 1919, p. 244.

2. A. Hokayem, D. Bou Malhab Atallah, J. Charaf, *Documents diplomatiques...*, op. cit., p. 739.

un accueil populaire et officiel, le patriarche se rendit à la cathédrale Saint-Georges pour célébrer une messe de remerciements pour la France et ses efforts en faveur d'un Liban indépendant, avant de s'installer quatre jours durant au collège de la Sagesse pour recevoir les différentes délégations et les officiels français et libanais qui vinrent le saluer et lui présenter leurs hommages.

Dans son mémoire à la conférence de Paix de Paris, le patriarche commença par rappeler qu'il agissait au nom du Conseil administratif du Mont-Liban et des populations des villes et campagnes qui, sans distinction de rites ou de confessions, désiraient leur rattachement au Liban. Les demandes libanaises étaient détaillées comme suit :

1. La reconnaissance de l'indépendance du Liban.
2. La restauration du Liban dans ses limites historiques.
3. Les sanctions contre les auteurs ou les instigateurs des atrocités et exécutions commises par les autorités turco-allemandes. Le mémoire accusait les Allemands au même titre que les Turcs de la famine et des malheurs du Liban pendant la Première Guerre mondiale.
4. Enfin, en application du traité de Versailles qui prévoyait l'instauration d'un mandat, il réclamait que celui-ci soit exercé par la France, tout en préservant la souveraineté du Liban conformément à l'article 22 du pacte de la Société des Nations.

Par « indépendance du Liban », les rédacteurs du mémoire entendaient avant tout son indépendance vis-à-vis de la Syrie, arguant que le Liban avait une longue tradition d'autonomie, contrairement aux populations voisines assujetties aux Arabes ou aux Turcs. Ils faisaient aussi valoir que le Liban, principal foyer de culture occidentale en Orient, se distinguait en cela de son environnement.

Plus étendues que celles de la première délégation, les revendications territoriales libanaises se basaient sur les cartes de l'expédition française du général Beaufort d'Hautpoul de 1860. Le territoire revendiqué équivalait au Liban actuel, auquel s'ajoutaient la vallée de Houla, à présent en Israël, et le lac de Homs, aujourd'hui en Syrie. Selon la délégation, cet ensemble correspondait à ce qui fut jadis la Phénicie et qui, dans les temps modernes jusqu'en 1840, constituait le territoire de l'Émirat libanais. Marqués par l'épisode récent de la famine, les délégataires avancèrent qu'un Liban privé de ses plaines du nord (Akkar) et de l'est (la Bekaa) se résumerait à une chaîne de montagnes stérile, incapable d'assurer la subsistance de ses habitants. M^{gr} Moughabghab, en sa qualité d'évêque de Zahlé, réclama aussi l'annexion des quatre *cazas* de la Bekaa au Liban.

LE REVIREMENT BRITANNIQUE

Fort des conclusions de la commission d'enquête King-Crane et de l'appui du président Wilson et des Britanniques, Fayçal adopta une position intransigeante face aux Français mais, en

septembre 1919, deux événements modifièrent la donne : l’accident vasculaire cérébral dont fut victime le président Wilson, et le revirement des Britanniques désireux de retirer leurs troupes de la Syrie et de la Cilicie pour les engager dans d’autres coins de leur empire.

Le bureau britannique de l’Inde en charge de la Mésopotamie, dont les vues différaient de celles de Lawrence, préconisa en effet que la Syrie soit confiée à la France de crainte qu’un pouvoir arabe dans ce pays ne devienne contagieux pour les nationalistes irakiens. Cette politique fut suivie par Londres, soucieuse de ménager l’allié français, d’autant qu’une campagne de presse virulente contre la Grande-Bretagne était orchestrée à Paris à cause de la Syrie et que Clemenceau avait retrouvé une marge de manœuvre plus large après la signature du traité de Versailles avec l’Allemagne.

Dans ce contexte, Lloyd George, en vacances à Deauville, réunit des responsables britanniques en présence d’Allenby. Au cours de la réunion, décision fut prise d’abandonner toute prétention sur la Syrie et d’accepter le mandat français sur ce pays. De ce fait, Lloyd George proposa le 13 septembre à Georges Clemenceau la relève des troupes britanniques par les troupes françaises dans la zone bleue des accords Sykes-Picot, correspondant à la Cilicie et au littoral syro-libanais. La relève des troupes britanniques par des troupes arabes fut également décidée dans la zone A des accords Sykes-Picot, c’est-à-dire les villes de l’intérieur syrien : Damas, Alep, Homs et Hama.

Fayçal se rendit le 19 septembre 1919 à Londres, où Lloyd George lui annonça sa nouvelle position. Privé des soutiens britannique et américain, Fayçal n’eut d’autre choix que de composer avec les Français. Sa rencontre avec Clemenceau le 31 octobre 1919 permit de renouer les liens entre les deux hommes, inaugurant une série de séances de travail entre Fayçal et Berthelot en présence de Louis Massignon, un orientaliste spécialiste du monde musulman. En signe de bonne volonté, les Français acceptèrent de surseoir à l’occupation de la Bekaa, à condition que les troupes chérifiennes s’en retirent.

L’ARRIVÉE DU GÉNÉRAL GOURAUD À BEYROUTH

Pendant que Fayçal négociait à Paris, le général Henri Gouraud fut nommé le 8 octobre 1919 haut-commissaire de la république en Syrie et Cilicie. Il remplaçait à ce poste Picot, qui était haut-commissaire en Syrie et en Arménie. Ce changement sémantique substituant la Cilicie à l’Arménie laissait supposer que Paris avait abandonné l’idée d’instaurer un foyer arménien en Cilicie. Clemenceau visait à remplacer un diplomate par un militaire afin de mener au mieux les opérations en vue de la pacification du pays.

Avant son départ pour Beyrouth, le général Gouraud visita le patriarche Hoyoek, demeurant encore à Paris, et déjeuna avec l’émir Fayçal. Consultait les responsables politiques et militaires français, il constata que la plupart étaient hostiles à l’engagement de la France en Syrie.

Entouré d'officiers français, le général Gouraud embarqua le 10 novembre 1919 à Toulon sur le bateau qui devait le conduire à Beyrouth. Deux civils l'accompagnaient : Robert de Caix, l'éminence grise du mandat, et le grand reporter Albert Londres chargé d'immortaliser l'arrivée du général au Levant. Le choix de Robert de Caix pour diriger l'administration civile se révéla judicieux. Rédacteur à *L'Asie française*, l'homme était un brillant journaliste familiarisé avec les questions du Levant. Il forma avec Gouraud un tandem efficace, les deux appartenant au même milieu catholique parisien et partageant la même vision politique. Au Levant, le général Gouraud retrouva d'anciennes connaissances du Maroc, le général Dufieux en charge de la Cilicie et le général Lamothe de la zone arabe.

À son arrivée au port de Beyrouth, le 21 novembre 1920, le général fut reçu par Georges-Picot, le général Hamelin, le général britannique Congreve et des personnalités locales. Suivi par son état-major, il fit son entrée dans la ville à la manière des conquérants, sur son fameux cheval gris qu'il avait chevauché lors du défilé de la victoire à Paris. Place des Canons, où se déroulait la cérémonie, il reçut ovations et bouquets de fleurs offerts par des enfants. Parmi eux, un garçon de quatre ans, Clovis el Khazen, fils et neveu des deux martyrs Philippe et Farid el Khazen, pendus par Jamal Pacha pour avoir œuvré en vue de l'indépendance du Liban. Le général assista au défilé des troupes françaises et passa en revue les troupes britanniques. Une fête fut donnée le soir au Parc des pins. Salves d'artillerie et feu d'artifice saluèrent l'arrivée du

général. La fête se déroula dans un bâtiment à l'architecture ottomane construit en 1915, qui devait servir de casino. Séduit par ce bâtiment, le général Gouraud en fit la résidence du haut-commissaire et l'aménagea en s'inspirant de la résidence de Lyautey à Rabat. La fête prit fin à 2 heures du matin. Le général se dit tout simplement «épaté».

Né un 17 novembre 1867 d'un père vendéen médecin des hôpitaux et d'une mère originaire de Rouen, le général Gouraud était issu d'un milieu familial profondément catholique¹. Sa vocation militaire était liée à l'humiliation infligée à la France par les Prussiens à Sedan. Un souvenir d'enfance l'avait profondément marqué : âgé de 4 ans, il s'était trouvé assis par terre dans une rue de Paris sous un cheval blanc monté par un cavalier prussien.

Très tôt, il montra des prédispositions pour la carrière militaire et fut reçu à Saint-Cyr dans la promotion du Grand Triomphe, un nom prédestiné ; de nombreux officiers issus de cette promotion s'illustreront en 14-18. Sa longue carrière en Afrique mit en lumière ses talents de chef de guerre, d'organisateur et de gestionnaire dont il relata les détails dans ses *Souvenirs d'un Africain*. Gouraud parvint à capturer sans coup férir le chef noir Almamy Samory, connu pour sa vigueur et son intelligence. Cette opération audacieuse connut un grand retentissement et le fit connaître

1. Son frère Joseph était prêtre, sa sœur Françoise était religieuse et sa seconde sœur Marie-Thérèse était catéchiste. Son frère Xavier était médecin et son autre frère, Pierre, était un officier ayant trouvé la mort au champ d'honneur pendant la Première Guerre mondiale.

alors qu'il n'était encore que lieutenant. Il fut affecté par la suite au Maroc sous les ordres de Lyautey.

Au cours de la Première Guerre mondiale, Gouraud commanda le corps expéditionnaire français qui participait à la bataille des Dardanelles. Blessé grièvement par un obus lors de la visite d'un hôpital à Sebd-ul Bahr le 30 juin 1915, il fut rapatrié en France. Amputé de son bras droit gangrené, il perdit aussi son œil droit et souffrit de multiples fractures aux jambes. Rapidement rétabli, il se trouvait à peine six mois plus tard à la tête de la 4^e armée sur le front de Champagne. Son fait de gloire demeure justement la bataille de Champagne, où il réussit à repousser le 25 juillet 1918 une des dernières offensives allemandes, traversa la Meuse à la hauteur de Sedan pour libérer Strasbourg, donnant à la France sa revanche un demi-siècle après 1870.

Au moment de sa nomination en tant que haut-commissaire, Gouraud était le Gouverneur militaire de Strasbourg, l'un des plus beaux titres pour une génération de militaires ayant grandi dans un esprit de revanche à l'encontre des Allemands et de la reconquête de l'Alsace. Mais Clemenceau sut trouver les mots pour le convaincre d'accepter de servir au Levant : « Votre mission consiste à la faveur de cette relève [des troupes britanniques par les troupes françaises], à établir au fond de la Méditerranée un centre de rayonnement français. C'est une grande et belle tâche que je vous confie.¹ »

1. Philippe Gouraud, *Le général Henri Gouraud au Liban et en Syrie*, l'Harmattan, 1993, p. 34.

Le général Gouraud, comme les officiers qui l'accompagnaient à Beyrouth, était issu de la carrière coloniale et habitué au gouvernement direct des populations, ce qui lui valut, moins d'un an après son arrivée, un rappel par Aristide Briand de la différence entre protectorat et mandat : « Dans le premier cas la puissance protectrice substitue sa souveraineté à celle de la puissance protégée, tandis que le régime du mandat est par essence transitoire et destiné à mettre peu à peu les populations sous mandat en état de se gouverner elles-mêmes. La puissance mandataire appelle ainsi les pays sous mandat à l'indépendance.¹ »

LA RELÈVE DES TROUPES BRITANNIQUES PAR LES FRANÇAIS ET LE PROBLÈME DE LA BEKAA

En novembre 1919, la relève des troupes britanniques par l'armée française dans la zone bleue des accords Sykes-Picot finit par avoir lieu, débutant par la Cilicie où l'armée française déploya des bataillons comptant de nombreux Arméniens. Les troupes britanniques quittèrent alors la Cilicie et la Syrie pour la Palestine et la Mésopotamie. Toutefois, Allenby laissa les chérifiens dans la vallée de la Bekaa qui faisait pourtant partie de la zone bleue d'administration française.

Craignant que les chérifiens n'interrompent l'approvisionnement des troupes françaises en Cilicie en coupant le chemin de fer qui traversait la Bekaa, le général Gouraud décida de récupérer la plaine, mais il dut se plier aux ordres de Clemenceau qui

1. *Ibid.*, p. 136.

rejeta toute opération militaire pour préserver les négociations avec Fayçal¹.

1. A. Hokayem, D. Bou Malhab Atallah, J. Charaf, *Documents diplomatiques...*, *op. cit.*, p. 753.

CHAPITRE II

LA PROCLAMATION DU GRAND LIBAN

ANNÉE 1920

L’année commença par un accord provisoire entre Clemenceau et Fayçal, qui aurait pu assurer à ce dernier un royaume à Damas, et aboutit à la victoire de Gouraud sur les chérifiens à la bataille de Khan Mayssaloun. De ce retournement de situation naîtra le Grand Liban des maronites.

L’ACCORD PROVISOIRE FAYÇAL-CLEMENCEAU

Alors qu’en novembre 1919 la relève des troupes britanniques par les troupes françaises était en cours sur le terrain, Fayçal se trouvait à Paris pour négocier un accord avec Clemenceau.

Conduite par Robert de Caix, la première phase des négociations eut lieu en avril 1919 et se solda par un échec. Menée par Berthelot, la deuxième phase se déroula en automne. Les échanges sur le texte de l’accord se multiplièrent tout au long du mois de décembre et butèrent surtout sur le statut du Liban et de

Beyrouth. Un compromis finit néanmoins par être trouvé. Dans l'après-midi du 6 janvier, Fayçal fut reçu par Clemenceau et, au bout de dix minutes, l'émir et le Tigre apposèrent leurs signatures¹ en bas du document intitulé « Accord provisoire » qui devait être confirmé par un accord définitif sous trois mois, faute de quoi « les deux parties reprendraient leur liberté de mouvement ». Clemenceau conclut la réunion en s'adressant à Fayçal par ces mots : « Je vous conseille d'accepter cet accord et de le signer tant que je suis au pouvoir ; car je peux vous assurer qu'un gouvernement succédant au mien n'acceptera même pas une partie de ce que j'ai consenti aujourd'hui.² »

En attendant, l'accord provisoire devait rester secret pour permettre à Fayçal de le faire accepter par les milieux indépendantistes syriens. L'accord prévoyait que :

1. Le gouvernement français s'engageait à prêter son concours à la Syrie et à garantir son indépendance dans les frontières qui lui seraient reconnues par la conférence de Paix.
2. Son Altesse royale l'émir Fayçal s'engageait à demander au gouvernement de la République française, et à ce gouvernement seul, les conseillers, instructeurs et agents techniques pour la mise en place des administrations civiles et militaires en Syrie.

1. Fayçal ne s'était pas contenté de parapher l'accord provisoire, comme certains l'ont suggéré : il l'avait bel et bien signé. Gérard Khoury a retrouvé l'accord portant la signature de l'émir dans le Service de la Conservation des traités, et l'a publié.

2. Sateh al-Hosri dans *Yom Mayssaloun*, cité et traduit par G. Khoury, *La France et l'Orient arabe...*, op. cit., p. 308.

3. L'État syrien serait représenté sur le plan international et le gouvernement français lui prêterait ses bons offices pour son entrée à la Société des Nations. Son Altesse royale l'émir Fayçal entretiendrait à Paris auprès du gouvernement français un délégué. Il confierait aux services diplomatiques français à l'étranger la représentation des intérêts extérieurs de la Syrie.
4. Son Altesse royale l'émir Fayçal reconnaissait l'indépendance et l'intégrité du Liban sous mandat de la France. Les limites territoriales de ce pays seraient fixées par la conférence de Paix en tenant compte des droits, des intérêts et des vœux des populations.

Selon l'accord provisoire qui instaurait un « mandat light », le siège du chef de l'État syrien était à Damas, le haut-commissaire devait résider à Alep, les troupes françaises devaient être regroupées dans la zone frontalière au nord de la Syrie et leur intervention ne pouvait se faire qu'à la demande du gouvernement de Damas, après accord du haut-commissaire.

Fayçal accepta donc le principe de l'indépendance du Liban sous mandat de la France, sans que ses frontières ne soient définies. D'après ses confidences, les Français voulaient un Liban plus petit que l'actuel, intégrant une partie seulement de la Bekaa (selon une ligne qui allait des sources de l'Oronte à celle du Litani), et sans les villes de Beyrouth et de Tripoli. Fayçal se réjouit de cette position française sur Beyrouth, comme il l'écrit à Berthelot : « J'ai été très heureux de constater que nous sommes en parfait accord

sur la nécessité d'octroyer une autonomie municipale à la ville de Beyrouth qui est le centre intellectuel le plus important de la Syrie et le port naturel de Damas.¹ »

Au lendemain de la signature de l'accord provisoire, Fayçal quitta Paris pour Marseille et embarqua sur le *Waldeck-Rousseau* pour Beyrouth où, sur ordre de Clemenceau, le général Gouraud l'accueillit le 14 janvier avec les honneurs. De retour à Damas, il convoqua le 20 janvier les personnalités de la ville à une réunion dans le jardin de sa maison, leur exposa le nouveau contexte international dû à l'abandon des Anglais et leur présenta les différents points de l'accord provisoire.

Fallait-il combattre la France pour obtenir une Syrie unifiée et indépendante ou conclure un accord avec elle ? L'assistance répondit par un silence affligé : la réprobation était générale.

Deux jours plus tard, devant le Club arabe, Fayçal mesura à nouveau l'hostilité de la population. Dès lors, il n'était plus question pour lui de retourner à Paris comme prévu pour signer l'accord définitif. Fayçal se retrouva pris en tenaille entre les Français qui lui avaient fait signer l'accord provisoire et les milieux indépendantistes syriens qui le rejetaient et auxquels il n'avait pas osé avouer qu'il l'avait déjà signé.

Fayçal ne parvint donc pas à convaincre les nationalistes syriens de la nécessité d'une collaboration avec la France. Sa tâche s'avéra d'autant plus difficile que les succès de Mustafa Kemal contre l'armée française en Cilicie incitaient les nationalistes à

1. A. Hokayem, *Documents diplomatiques français...*, tome II, *op. cit.*, p. 13.

revendiquer l'indépendance totale de la Syrie. Ils cherchaient un homme fort pour jouer le rôle de Mustafa Kemal et, comme l'explique Gérard Khoury, « Fayçal de plus en plus n'a qu'un choix : ou se retirer pour laisser la place à cet homme ou bien le devenir lui-même porté par les extrémistes.¹ »

Fayçal était de moins en moins en mesure de contrôler la situation et ne pouvait que difficilement tenir ses engagements en mettant fin à l'action des bandes armées dans la Bekaa. Il ne put davantage assurer à la France l'utilisation du chemin de fer Rayak-Alep, vital pour le ravitaillement des troupes françaises en Cilicie. Tergiversant face à Gouraud, il crut pouvoir imposer le fait accompli.

Entre-temps, un coup de théâtre se produisit à Paris : pour succéder à Raymond Poincaré, dont le septennat était arrivé à son terme, ce fut Paul Deschanel, et non Clemenceau, qui fut élu président de la République. Déçu, Clemenceau se retira de la vie politique et Alexandre Millerand le remplaça à la présidence du Conseil.

L'accord provisoire entre Clemenceau et Fayçal et l'accueil qui lui fut réservé à Beyrouth par Gouraud ne manquèrent pas d'inquiéter les milieux libanais, qui craignaient que ce rapprochement entre les chérifiens et la France ne se fasse au détriment d'un Liban élargi et indépendant. Une troisième délégation fut alors dépêchée à Paris le 11 février pour suivre le dossier libanais, présidée par M^{gr} Abdallah Khouri accompagné de deux maronites, Émile

1. G. Khoury, *La France et l'Orient arabe...*, *op. cit.*, p. 319.

Eddé et Joseph Gémayel, ainsi que d'un druze, Toufic Arslan. Les grecs-catholiques furent représentés par M^{gr} Moughabghab qui rejoignit la délégation à Paris fin mars. Celle-ci ne comptait aucun représentant sunnite et le grec-orthodoxe Alfred Sursock refusa d'y participer. Le chiite Kamel el Asaad, qui devait en faire partie, se refusa à la dernière minute mais donna procuration à M^{gr} Khoury pour réclamer l'annexion des chiites de Jabal Amel au Liban. Au sein de la délégation, il n'y avait pas d'unanimité sur les territoires qu'il convenait d'annexer.

LE CONGRÈS SYRIEN À DAMAS

Espérant retrouver une solidarité musulmane face aux Français, les indépendantistes syriens tentèrent alors un rapprochement avec les Turcs. Dans ce qui ressemblait à un coup de force, ils improvisèrent le 6 mars un congrès à Damas auquel ne furent présents que les représentants des sunnites, boycottés par les alaouites, les druzes et les chrétiens du Mont-Liban.

Rappelant la contribution arabe à la victoire alliée sur les Ottomans, les orateurs réclamèrent une Syrie indépendante et unie dans ses frontières géographiques du Taurus jusqu'au sud de Gaza ; le congrès rejeta l'idée d'un foyer national juif en Palestine mais accepta de reconnaître un statut administratif particulier pour le Liban dans les frontières de la *Mutassarifya*. Il laissait en outre la liberté aux « patriotes » de ce territoire de décider de leur avenir, à condition de ne pas faire appel à une puissance étrangère.

Le 7 mars, Fayçal fut désigné roi de Syrie et l'indépendance de la Syrie géographique fut proclamée.

Parallèlement, le congrès national irakien se réunit dans la demeure damascène de Nouri Saïd et décida l'instauration d'une royauté en Irak avec à sa tête Abdallah, le frère de Fayçal.

Le 8 mars, à 3 heures de l'après-midi, eut lieu la séance d'intronisation. Du haut du balcon de l'hôtel de ville de Damas, Mohammed Izzat Darouaza proclama, au nom du congrès, Fayçal ibn Hussein roi d'une Syrie unifiée. Le nouveau drapeau syrien hissé n'était autre que le drapeau du Hedjaz enrichi d'une étoile blanche. Une foule immense rassemblée place Merdjé assista à la cérémonie et, suivant la tradition locale, tira en l'air pour exprimer sa joie.

Par la suite, Toufik el-Souwaidi proclama la fondation du royaume d'Irak dont le roi était Abdallah.

Cette double proclamation s'avéra être une erreur politique majeure : outre l'offense faite à la France, les nationalistes heurtèrent les intérêts britanniques en intégrant la Palestine à la Syrie et en proclamant l'Irak indépendant.

La réponse de Londres tomba comme un couperet. Dès le 13 mars, le gouvernement britannique signifia à Fayçal que le Congrès national syrien n'avait aucune légitimité, et que sa proclamation était donc nulle. Deux jours plus tard, la France adressa à Fayçal un télégramme allant dans le même sens : « D'accord avec le Gouvernement britannique, le Gouvernement de la République se voit dans l'obligation de déclarer qu'il considère les actes de ce congrès comme nuls et non avenue. » En ce qui concerne le

Liban, il était dit : « En particulier nous ne pouvons reconnaître en aucune façon au Congrès de Damas le droit de décision du sort futur de la zone Ouest, et notamment du Liban...¹ »

Dès lors, Millerand s'accorda avec Lord Curzon pour rejeter toute reconnaissance des deux royaumes hachémites et dénoncer les décisions du congrès jugées non constitutionnelles. Ils coupèrent les subsides alloués à Fayçal et l'invitèrent à venir en Europe.

La décision d'inclure le Liban dans la Syrie fut également rejetée par le patriarcat maronite. À l'instigation de la France, un rassemblement fut organisé le 22 mars à Baabda en signe de protestation contre la prétention du congrès syrien de disposer du Liban, de limiter son indépendance et de définir ses frontières. On choisit un nouveau drapeau libanais, le drapeau français orné d'un cèdre en son milieu, qui restera l'emblème du Liban jusqu'à son indépendance.

Les habitants des Montagnes alaouites, du sandjak d'Alexandrette et certains milieux de la diaspora syro-libanaise se joignirent également à la contestation des décisions du Congrès syrien.

LA CONFÉRENCE INTERALLIÉE DE SAN REMO

Pour préparer le traité de Sèvres avec les Turcs, une conférence se tint les 24 et 25 avril 1920 dans la villa Devachan de San Remo, sur la Riviera italienne, réunissant les six puissances du

1. A. Hokayem, *Documents diplomatiques français...*, tome II, *op. cit.*, p. 148.

commandement supérieur allié : France, Grande-Bretagne, Italie, Grèce, Japon et Belgique. L'ambassadeur des États-Unis n'était présent qu'à titre d'observateur. En revanche Fayçal, débordé par les surenchères des nationalistes syriens, refusa d'y participer. La France fut représentée par Millerand et Berthelot, la Grande-Bretagne par Lloyd George et Lord Curzon, respectivement Premier ministre et secrétaire aux Affaires étrangères.

L'ordre du jour comportait quatre points :

1. La déclaration Balfour.
2. La protection des chrétiens d'Orient.
3. L'attribution des mandats.
4. L'accord sur le pétrole.

Lord Curzon, après avoir rappelé les termes de la déclaration Balfour, plaida pour l'instauration d'un foyer national juif en Palestine. Les débats portaient sur le terme Palestine qui fut défini, en se basant sur un atlas biblique rédigé par un pasteur écossais, comme allant de Dan à Beer Sheva (carte 6, p. 262).

De son côté, la France céda face à l'Italie et à l'Angleterre en acceptant de renoncer à la protection des chrétiens d'Orient. Cette protection se justifiait tant que Jérusalem était entre les mains des musulmans, mais n'avait plus de sens sous domination anglaise. La France réussit, toutefois, à maintenir les messes consulaires¹ à son intention.

1. Cette messe est toujours célébrée au Liban le 15 août, jour de la fête de l'Assomption de Marie, par l'Archevêque maronite de Beyrouth.

Conformément au pacte de la Société des Nations, 4^e paragraphe de l'article 22-1^e partie, il était donné mandat à la France sur la Syrie (incluant le Liban, bien que ce nom ne figurât pas dans l'accord) et à la Grande-Bretagne sur la Palestine et la Mésopotamie avec continuité territoriale entre les deux zones.

Carte O6 - Définition de la Palestine



1. Clemenceau avait cédé Mossoul, mais non son pétrole, qui appartenait déjà aux Anglais. Ceux-ci l'avaient obtenu des Turcs avant la guerre, par la *Turkisch Petroleum*. Les accords Sykes-Picot stipulaient que la France et la Grande-Bretagne devaient respecter, dans leur zone d'influence, les concessions des nationaux de l'autre puissance.

En parallèle, un accord fut conclu sur le pétrole. La Grande-Bretagne s'engagea à accorder 23,5 % de la production de la Mésopotamie à la France en compensation de la cession de la région de Mossoul, qui lui revenait selon les accords Sykes-Picot¹.

À San Remo, il ne fut fait état que de la Syrie et le nom Liban ne fut jamais prononcé, comme nous l'avons vu. L'inquiétude des Libanais, qui craignaient l'incorporation de

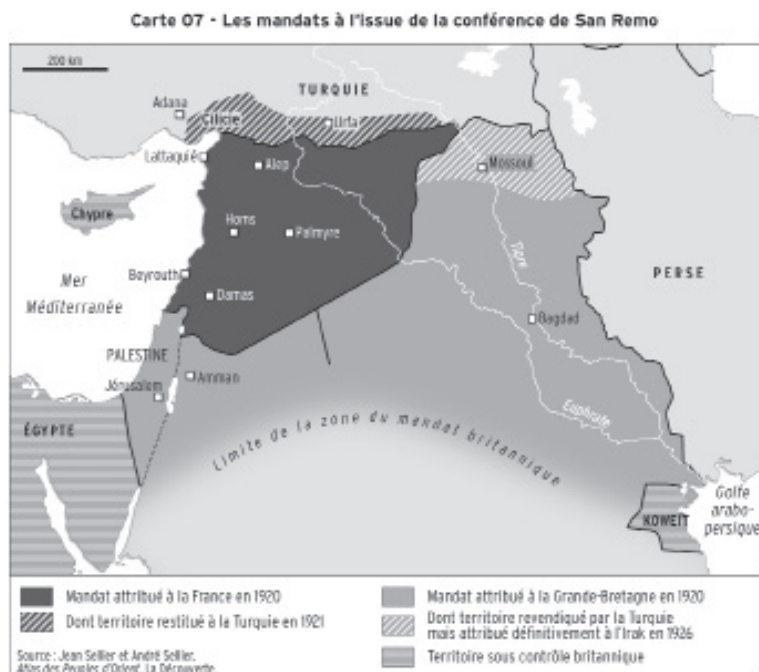
leur pays à la Syrie, était palpable. Les membres de la troisième délégation, se trouvant à Paris depuis trois mois, s'activèrent alors et multiplièrent les contacts. Leur président, M^{gr} Khoury, demanda des éclaircissements à Millerand dont la réponse fut très claire : « Par votre lettre du 13 mai vous avez marqué l'inquiétude de voir le texte du traité de Paix avec la Turquie ne pas mentionner l'indépendance du Liban et vous exprimiez la crainte que le Liban ne jouisse que de l'autonomie administrative en Syrie... la France n'a jamais varié dans son intention d'appeler le Liban à l'indépendance sous le mandat français.¹ » Cette « bonne nouvelle » pour les maronites fut transmise par le général Gouraud à M^{gr} Hoyeck qui le chargea en retour de transmettre au président « notre attachement inaltérable à la France.² »

Les zones de mandat actées à San Remo étaient différentes de celles prévues par les accords Sykes-Picot (carte 7, p. 264). Mossoul, qui était français, et la Palestine, internationale, devinrent britanniques. Les frontières délimitant les zones sous mandat ne correspondaient pas non plus aux frontières actuelles entre la Syrie et la Turquie, ni à celles entre Israël et le Liban.

La frontière septentrionale de la zone de mandat français, fixée à San Remo, était située bien au-delà de la frontière syro-turque actuelle. Plus tard, suite à la guerre de Cilicie entre les Français et les Turcs de Mustafa Kemal, elle fut déplacée vers le sud, comme nous le verrons.

1. A. Hokayem, *Documents diplomatiques français...*, tome II, *op. cit.*, p. 324.

2. G. Khoury, *La France et l'Orient arabe...*, *op. cit.*, p. 360.



Quant à la frontière orientale séparant la zone française de la zone britannique, son tracé était une ligne droite en plein désert, qui allait du djebel druze à Abou Kemal sur l'Euphrate, puis à une autre ligne droite d'Abou Kemal à Djesiret Ibn Omar. Celle-ci posa un problème car elle coupait en deux le djebel Sindjar où vivait une communauté yazidite¹. Après les avoir consultés, leur territoire fut intégré à la zone britannique.

1. Les Yazidites sont des monothéistes qui plongent leurs racines dans l'Iran ancien et parlent le kurde.

Des discussions concernèrent également la frontière nord de la Palestine : les Britanniques, poussés par les sionistes, souhaitaient en effet la remonter jusqu'au fleuve Litani, entre Tyr et Sidon.



Le refus des Français fut catégorique, mais ils finirent malgré tout par céder la plaine fertile du lac Houlé. En réalité, Gouraud voulait se débarrasser de ce territoire car des sionistes avaient déjà installé des colonies sur des terrains achetés à des familles sunnites

et grecques-orthodoxes de Beyrouth. Cette nouvelle frontière, actée par la signature d'un accord le 23 décembre 1920, explique la présence actuelle de cette vallée en Israël¹.

BATAILLE DE KHAN MAYSSALOUN

Au cours des six mois qui suivirent l'accord provisoire du 6 janvier 1920 passé avec Clemenceau, Fayçal devint l'otage de son entourage, essentiellement des officiers d'origine irakienne et des indépendantistes syriens.

Incapable de faire face à l'hostilité suscitée par cet accord, Fayçal ne retourna pas à Paris pour signer l'accord définitif et multiplia les demandes de modification de l'accord provisoire tout en rejetant les requêtes répétées de Gouraud concernant la ligne Rayak-Alep. Sur le terrain, des affrontements entre chérifiens et Français éclatèrent en plusieurs endroits.

Sur ordre des nationalistes de Damas, les chiites du Sud-Liban s'en prirent à l'armée française et attaquèrent des villages chrétiens suspectés de sympathie avec la France, faisant cinquante morts dans le village de Ain Ebel le 5 mai 1920. En représailles, le général Gouraud ordonna une répression, conduite par le colonel Nieger en juin 1920. Cette opération militaire ne connut pas de véritable résistance et entraîna la fuite d'un bon nombre de

1. Le tracé définitif de la frontière entre le Liban et la Palestine fut établi par la commission Paulet-Newcombe le 7 mars 1923 et révisé avec de petits ajustements en 1931.

notables, d'oulémas et de chefs de groupes armés chiites, qui se réfugièrent dans le Golan ou à Damas.

À Damas, justement, al-Rikaby fut, dans une volonté d'escalade anti-française, remplacé le 3 mai 1920 à la tête du gouvernement par Hachem al-Atassi, le président du Congrès syrien, qui forma un gouvernement ultranationaliste décidé à s'opposer par la force aux Français.

Avec le départ de Clemenceau, Fayçal perdit un partenaire anticolonialiste ouvert à ses revendications. Toutefois, Millerand tint à respecter l'accord provisoire jusqu'au mois de mai 1920 et Gouraud appliqua les instructions en ce sens, tout en étant convaincu que « Fayçal continuera avec toutes les ressources de son esprit oriental, à poursuivre notre éviction et son rêve unitaire...¹ »

Persuadé lui aussi que Fayçal n'avait d'autre but que de chasser les Français du Levant, Robert de Caix réussit, en juin 1920, à convaincre Millerand d'en finir avec le pouvoir chérifien à Damas. Il restait à en trouver le prétexte pour sauvegarder les apparences du droit.

Le processus d'éviction de Fayçal débuta avec la conférence interalliée de Boulogne-sur-Mer les 21 et 22 juin 1920, au cours de laquelle les Britanniques laissèrent à la France la liberté d'agir contre Fayçal en Syrie.

Pour permettre à Gouraud de concentrer ses troupes sur le front syrien, la France conclut un armistice avec Mustafa Kemal

1. A. Hokayem, *Documents diplomatiques français...*, tome II, *op. cit.*, p. 420.

et redéploya ses troupes de Cilicie. Parallèlement, des renforts militaires français furent envoyés en Syrie.

Sentant l’étau se resserrer autour de lui, Fayçal dépêcha Nouri Saïd en urgence à Beyrouth le 9 juillet 1920, pour négocier avec Gouraud sa prochaine visite à Paris, mais ce dernier s’opposa à ce voyage tant que les exigences françaises ne seraient pas acceptées.

Entre-temps, un événement imprévisible se produisit. Agissant sur renseignement, les services français arrêtaient à Mdeirej, sur la route reliant Beyrouth à Damas, sept des douze conseillers administratifs du Mont-Liban qui cherchaient à gagner clandestinement Damas pour prêter allégeance à Fayçal. Ils comptaient ensuite gagner l’Europe à partir de Haïfa pour dénoncer le mandat français et mener une campagne en faveur des nationalistes syriens. Le soir même, ils passent aux aveux : selon le général Gouraud, ils auraient reçu de Fayçal la somme de 10 000 livres égyptiennes sur les 40 000 (2 millions de francs français) promises. Parmi les sept conseillers se trouvaient le maronite Souleymane bey Kanaan, présenté comme l’auteur du complot, et l’émir druze Amin Arslan. Dans la liste figurait aussi le frère du patriarche Hoyeck. Jugés rapidement pour haute trahison, ils se virent exilés pendant deux ans en Corse.

Ces hommes avaient-ils été soudoyés par Fayçal ? Avaient-ils agi par opportunisme ou par conviction personnelle, lassés des tergiversations de la France et prêtant foi aux promesses de Fayçal concernant l’indépendance du Liban ? Les avis divergent. Ils sont morts en emportant leur secret. Néanmoins cette défection chez les maronites, leurs alliés traditionnels, inquiéta les Français et

les incita à passer à l’action pour mettre un terme au pouvoir chérifien.

La solution militaire constitua la seule issue possible. Le général Gouraud, après avoir inspecté les troupes sénégalaises à Aïn Sofar, lança un ultimatum à Fayçal le 14 juillet 1920, expirant le 18 juillet, dans lequel il demandait :

1. La disposition absolue de la voie ferrée Rayak-Alep.
2. L’abolition de la conscription.
3. L’acceptation du mandat français.
4. L’acceptation d’une monnaie syrienne en papier liée au franc.
5. Le châtement des responsables des attaques contre la population et les troupes françaises.

De son côté, Damas vécut un moment d’effervescence dans l’attente des combats. L’état de siège était établi, la loi martiale proclamée. La ville était sillonnée par des cavaliers exhibant des armes blanches et lançant des cris de guerre. Le commandement de l’armée chérifienne fut confié au général Yacine el-Hachémi.

Le 16 juillet, Fayçal convoqua les responsables à une réunion. Le général Hachémi exprima ses doutes sur la capacité des troupes chérifiennes, peu armées, à tenir plus de deux heures de combat. Une voix se leva, celle du colonel Youssef bey el Azmé, un ancien militaire de l’armée ottomane qui nourrissait une haine véritable envers les Français, née du temps où il était officier de liaison à Beyrouth. Contredisant les affirmations du général Hachémi, il assura au contraire que l’armée pouvait parfaitement faire face aux

troupes de Gouraud. Il sollicita en outre l'honneur de la conduire aux combats. Fayçal, bien que convaincu de la position de Yacine el-Hachémi, se sentit obligé de s'y plier et confia à Youssef bey el Azmé le commandement de l'armée.

À la demande de Fayçal, Gouraud accepta « comme une dernière preuve de sa bonne volonté¹ » de prolonger l'ultimatum jusqu'au 19 juillet à minuit, moment auquel le colonel Toulat et Fakry el Baroudy communiquèrent à Gouraud une réponse positive de Fayçal. Le haut-commissaire demanda néanmoins confirmation avant le 20 juillet minuit. Le 21 aucune réponse n'étant parvenue, les troupes françaises occupèrent Rayak et se regroupèrent dans l'Anti-Liban.

L'ultimatum était en réalité une parodie ; le sort de Fayçal était scellé d'avance, comme le prouve un télégramme de Millerand à Gouraud dans lequel il exprimait ses craintes que Fayçal n'accepte les conditions de l'ultimatum². Au terme d'une série de rebondissements, de nouvelles conditions furent émises et Fayçal dut les accepter avant le 23 juillet à minuit. Sa réponse parvint le 24 à 3 heures du matin : elle était négative. Dès lors, la parole fut aux armes. L'affrontement inéluctable opposa Youssef bey el Azmé au général de brigade Victor Goybet, désigné par Gouraud pour conduire l'attaque. D'origine lyonnaise et âgé de 54 ans, Goybet avait une silhouette « sculptée par la guerre » comme celle

1. G. Khoury, *La France et l'Orient arabe...*, *op. cit.*, p. 319.

2. A. Hokayem, *Documents diplomatiques français...*, tome II, *op. cit.*, p. 521.

de Gouraud : il s'était distingué à Verdun où il avait perdu les trois doigts de la main gauche.

Le 24 juillet à 6 h 30 du matin fut donné l'assaut. Les artilleurs algériens, sénégalais et les spahis marocains attaquèrent sous un soleil de plomb. L'affrontement se déroula à Khan Mayssaloun situé entre l'Anti-Liban et la Syrie. Les forces engagées étaient inégales, les Français ayant l'avantage de disposer d'avions et de chars légers Renault FT 17 qui pesèrent dans la bataille. En moins de cinq heures, vers 11 heures du matin, les troupes chérifiennes étaient déjà écrasées. Touché à la tête et à la poitrine par une rafale tirée d'un char français, Youssef bey el Azmé trouva une mort héroïque sur le champ de bataille. Le bilan fut de plusieurs centaines de morts, côté arabe, et de quarante-deux, côté français. Le lendemain, les troupes françaises commandées par le général Goybet entrèrent à Damas.

Le général Gouraud reçut les félicitations de Millerand pour « le beau succès qui met fin aux intrigues chérifiennes¹ ». Les Syriens d'Égypte, majoritairement chrétiens, le remercièrent d'avoir vaincu « les nomades et leurs partisans² », les associations d'émigrés libanais au Brésil applaudirent l'élimination de « l'intrigant hedjazi³ », alors que cette bataille apparut aux mahométans comme la victoire d'une puissance chrétienne étrangère sur un royaume musulman, ravivant dans leur imaginaire le souvenir

1. P. Gouraud, *Le général Henri Gouraud...*, *op. cit.*, p. 65.

2. *Ibid.*, p. 65.

3. *Ibidem.*

des croisades. Cette perception entacha par ailleurs la naissance du Grand Liban.

La défaite de Mayssaloun contraignit Fayçal à déclarer Damas ville ouverte, à nommer un gouvernement sous la présidence de Ala' Eddine Drouby et à s'installer à Kiswa dans la banlieue de Damas d'où il espérait négocier un accord avec Gouraud. Cependant, le 27 juillet, l'émir se vit notifier par les Français l'ordre de quitter le territoire syrien.

Après avoir pris la précaution d'évacuer ses archives, il s'installa à Deraa, dans le sud de la Syrie, où il tenta d'organiser la résistance. Mais Gouraud fit lancer sur la ville 10 000 prospectus indiquant que Fayçal avait perdu tout lien avec la Syrie et invitait « la population, sous menace de bombardement, à l'obliger au départ¹ ». Fayçal quitta par conséquent Deraa pour Haïfa le 1^{er} août. Les Britanniques prirent leurs distances avec lui et le général Allenby l'empêcha même de s'installer en Égypte². Fayçal, obligé de quitter Haïfa pour Rome, fit escale à Port-Saïd³ où, à court d'argent, il reçut de son père vingt mille livres anglaises en or.

Son exil débuta par deux jours à Rome durant lesquels il dénonça la politique française en Syrie au cours d'une interview accordée au journal romain *Il Messaggero*; il finit par s'installer à Milan.

La chute de Fayçal marqua non seulement la première défaite des Arabes, émancipés des siècles de soumission aux Turcs, mais

1. A. Hokayem, *Documents diplomatiques français...*, tome II, *op. cit.*, p. 558.

2. *Ibid.*, p. 577.

3. *Ibid.*, p. 629.

inaugura en outre la longue série de leurs rendez-vous manqués avec l'Histoire tout au long du XX^e siècle.

En rompant l'accord provisoire avec Clemenceau, Fayçal perdit son trône en Syrie et fit perdre à ce pays une partie du Liban. Le Liban prévu par l'accord Fayçal-Clemenceau était, comme nous l'avons dit, plus petit que le Liban actuel. Par sa résistance, Fayçal obligea la France à intervenir en Syrie, ce qui contraignit Gouraud à céder la Cilicie à Mustafa Kemal pour concentrer ses troupes sur Damas. De ce fait, la Cilicie, qui aurait dû appartenir à la Syrie, se trouve actuellement en Turquie.

Obnubilé par la crainte d'être marginalisé par les Français, Fayçal ne devina pas les manœuvres des Britanniques en faveur des sionistes. Sur les conseils de Lawrence, il avait rencontré Weizman à deux reprises et signé le 3 janvier 1919 un accord acceptant une immigration massive juive en Palestine.

La France ne demeura qu'un quart de siècle au Liban et en Syrie, où elle mit en place les institutions d'un État moderne, alors que la création de l'État d'Israël continua de bouleverser le Proche-Orient. Manquant de pragmatisme et inexpérimenté, Fayçal ne possédait pas la culture politique suffisante pour affronter une situation aussi complexe. Il reste néanmoins que ce fut dans son entourage qu'émergea une classe politique portée par un discours nationaliste qui va dominer le Proche-Orient jusqu'au milieu des années 1950.

LE DÉCOUPAGE DE LA ZONE DE MANDAT SELON ROBERT DE CAIX

L'élimination de Fayçal réorienta la politique française en faveur des maronites qui devinrent alors des alliés privilégiés, en mesure de réaliser leur projet de Grand Liban.

L'analyse de Robert de Caix dans son *Esquisse de l'organisation de la Syrie sous le mandat français*¹ est tout à fait instructive sur la genèse du Grand Liban, même si ses préconisations ne furent finalement pas retenues par le général Gouraud.

De Caix reconnaissait que la Syrie géographique était Une et avait besoin d'une unité douanière et monétaire. Ce territoire, composé de populations déjà relativement éduquées et d'autres plus frustes, constituait une mosaïque de communautés religieuses, jalouse chacune de son identité. Une nation syrienne, selon de Caix, ne pouvait exister qu'après un long travail d'éducation, notamment pour permettre aux groupes sociaux les moins cultivés de rattraper les autres. En attendant, il proposait une organisation par cantons, définis en fonction de l'appartenance religieuse, bien plus ancrée dans les mentalités que l'unité autour de la langue arabe. Ces cantons pouvaient être ultérieurement réunis par un lien fédéral.

En ce qui concerne les limites à donner au territoire libanais, Robert de Caix envisageait d'incorporer à la Montagne libanaise la plaine d'Akkar et de la Coélé-Syrie (c'est-à-dire la Bekaa) jusqu'à

1. « Esquisse de l'organisation de la Syrie sous le mandat français » : Archives du ministère des Affaires étrangères, Paris Syrie-Liban, vol. 31, fol. 28-61. Publiée par Gérard Khoury, *Une tutelle coloniale, Le mandat français en Syrie et au Liban*, Belin, 2006, p. 248.

la crête de l'Anti-Liban et de l'Hermon. La plaine d'Akkar, qui arrivait jusqu'au Nahr el Kébir, abritait en effet une majorité chrétienne, essentiellement grecque-orthodoxe. Pour de Caix, sa place relevait plus de la Montagne libanaise que des régions sunnites alentours. Méfiant envers les sunnites, de Caix ajouta : « Il sera peut-être intéressant de mettre en contact direct le Liban avec les Ansarieh (alaouites), qui viennent de leur côté jusqu'au Nahr el Kébir, et d'isoler ainsi le centre sunnite de Tripoli des pays musulmans de l'intérieur. »

Quant à la Bekaa, « le Liban la réclame pour avoir une plaine. C'est une région où les non-musulmans (chrétiens, et dans le sud, druzes) sont très nombreux, peut-être en majorité. Elle ne répugne nullement à l'annexion au Liban ; les consultations recueillies l'an dernier en Coélé-Syrie par la Commission d'enquête américaine étaient dans ce sens, malgré la pression sans vergogne exercée par les chérifiens et les Anglais eux-mêmes et l'hostilité instinctive de la majorité des membres de la Commission américaine contre l'influence de la France en Syrie.¹ »

En revanche, et contrairement à Gouraud, Robert de Caix était hostile à l'annexion de Beyrouth et de Tripoli au Liban : « Tripoli est un centre musulman sunnite assez fanatique et n'ayant aucune aspiration à être incorporé à un pays en majorité chrétien. Les Libanais invoquent la nécessité d'avoir des ports : on en a dès l'instant où l'on peut en disposer librement sous un régime d'union

1. Pour comprendre cette citation, il convient de garder en tête que le Liban, avant septembre 1920, correspondait au Mont-Liban et non au Liban actuel.

douanière... Les 40 000 à 50 000 sunnites de cette ville et de sa banlieue, jusqu'au cours inférieur du Nahr el Kébir, sont tous désignés pour le régime de Municipie autonome.»

Ce régime de municipale autonome était aussi préconisé pour Beyrouth : « Le cas de Beyrouth est celui qui anime le plus certains Libanais, comme M^{gr} Khoury qui croit à une résistance systématique de la France à l'annexion de cette grande ville au Liban. Ils allèguent que presque tous les chrétiens de Beyrouth, en dehors des grecs-orthodoxes, sont d'origine libanaise, que beaucoup de Beyrouthins ont une résidence d'été dans le Liban qui enserre la ville. Enfin ils invoquent encore dans ce cas la nécessité pour le Liban d'avoir des ports, ce qui n'a aucun sens dans l'unité douanière et sous une autorité commune comme celle de la puissance mandataire. » Le raisonnement de Caix reposait sur la perspective d'une installation mandataire durable de la France au Levant, qui permettait d'assurer le lien entre les différents territoires autonomes de la Syrie géographique.

Convaincu par la position de Robert de Caix, Millerand écrivit à Gouraud le 23 août 1920 que « L'incorporation de Tripoli et de Beyrouth au Liban n'est un avantage certain ni pour ces villes ni pour le Liban lui-même.¹ » Le général Gouraud ignore toutefois cet avis, incorporant les deux villes au Liban et faisant de Beyrouth sa capitale.

En ce qui concerne le sud de l'actuel Liban, Robert de Caix ajoutait : « le sort du futur Sandjak de Saïda est beaucoup plus

1. A. Hokayem, *Documents diplomatiques français...*, tome II, *op. cit.*, p. 631.

discuté par les Libanais dont beaucoup, et en particulier le Clergé maronite, répugnent à faire entrer dans le Liban 80 000 à 90 000 Métoualis (musulmans chiïtes) qui habitent le pays de Tyr et de Sidon. Sans doute on peut constituer dans ce pays un petit État métouali, en donnant des garanties à la minorité chrétienne. Mais il peut y avoir des inconvénients à laisser isolé, même sous notre contrôle, ce petit groupe, constitué par un élément peu consistant, au contact de la Palestine sioniste qui se montre, avant même d'être créée, soucieuse d'expansion économique et, d'une manière générale d'humeur envahissante. »

Enfin, il proposait d'organiser politiquement le Liban ainsi : « moderniser un peu le statut de 1860, qui prévoit une certaine proportion pour la représentation des divers groupes religieux, et de modifier cette proportion en considération de l'entrée de groupes nouveaux dans le Liban. Ce système est assurément archaïque, mais il répond encore à la mentalité du pays, quoique prétendent un certain nombre d'intellectuels à l'occidentale qui se réclament à l'occasion contre les distinctions fondées sur la religion mais qui sont les premiers à réclamer âprement les droits de leur groupe. »

LA PROCLAMATION DU GRAND LIBAN

Le 3 août, soit quelques jours après la bataille de Khan Mayssaloun, le général Gouraud déclara devant une foule en liesse à Zahlé la volonté de la France d'intégrer les quatre cantons de la Bekaa (Hasbaya, Rachaya, Moalakka et Baalbeck) aux territoires

autonomes du Mont-Liban (la *Mutassarifya*) et annonça que « c'est là la base du Grand Liban. »

Le commandant Trabot présida le 5 août une cérémonie à Tyr au cours de laquelle fut communiquée l'annexion du *caza* de Tyr¹ au Mont-Liban.

Le 7 août², Gouraud fit son entrée à 9 heures du matin à Damas. Arrivant à la gare du Hedjaz, il descendit de son train tout de blanc vêtu, puis traversa la ville à cheval. Sans crainte de choquer les sentiments des Syriens, il s'installa dans l'ancienne demeure de Fayçal, une bâtisse de style ottoman dans le quartier d'el Salhiyé habité par les Européens. Le soir, un grand dîner de 250 couverts fut offert en son honneur. Le lendemain, il assista à une messe consulaire célébrée en l'honneur de la France, avant de se rendre à la Grande Mosquée des Omeyyades. Il visita la vieille ville et se recueillit devant la tombe de Saladin, vainqueur des Francs. Selon certains historiens, il aurait déclaré « Saladin, nous voici³ », faisant référence à la défaite des croisés sept siècles plus tôt.

À moins d'un mois de la proclamation du Grand Liban, la vision des responsables français sur le sort de Beyrouth et de Tripoli et sur la réorganisation de la Syrie et du Grand Liban était encore loin d'être unanime. Échaudés par l'expérience

1. Au sud du Litani.

2. A. Hokayem, *Documents diplomatiques français...*, tome II, *op. cit.*, p. 596.

3. J. Barr, *Une ligne dans le sable*, *op. cit.*, p. 126. Barr donne comme référence Louis Garros « il y a 50 ans, les troupes françaises entraient à Damas », *Le Monde*, 27 juillet 1970 et Ross Burns, *The Monuments of Syria*, Londres, 1992, p. 91.

malheureuse de Fayçal, ils n'étaient d'accord que sur un seul point : une Syrie unifiée risquait de se retourner contre eux. Leur politique devait favoriser l'éclatement du pays en plusieurs États rivaux, afin de faciliter la mainmise française.

Pour se faire une idée des débats qui agitaient les Français et de leurs hésitations sur les frontières définitives à octroyer au Liban, il est intéressant de se plonger dans les échanges télégraphiques entre Alexandre Millerand et le général Gouraud au cours de ce mois d'août.

Le 3 août 1920, Gouraud fit part à Millerand de son intention de diviser les territoires sous mandat français en quatre entités : le Grand Liban, l'État de Damas, l'État d'Alep et le territoire des alaouites¹. Ces quatre entités auraient des services communs : port, douanes, chemins de fer, travaux publics, postes télégraphiques, organisations judiciaires, le tout financé par un budget commun. Le Grand Liban comporterait le sandjak de Saïda, les *cazas* de Hasbaya, Rachaya, Bekaa, Baalbeck, Akkar et les municipes de Tripoli et Beyrouth.

Ce projet fut finalement appliqué après une certaine résistance de la part de Millerand qui, dans un télégramme du 6 août 1920² dans lequel on discerne l'influence de Robert de Caix, proposa au général Gouraud une organisation de la Syrie et du Liban en neuf territoires autonomes reliés au sein d'une confédération sous l'autorité du haut-commissaire. Ces neuf cantons seraient : le Liban, le

1. A. Hokayem, *Documents diplomatiques français...*, tome II, *op. cit.*, p. 574.

2. *Ibid.*, p. 581.

sandjak d'Alexandrette, le pays alaouite, les municipes d'Alep, de Hama, de Homs, de Tripoli, de Damas et le Hauran qui serait à son tour partagé en deux sous-entités, l'une druze et l'autre sunnite.

Dans sa réponse, Gouraud exprimait son désaccord vis-à-vis de ce projet dont il considérait la multiplicité des éléments constitutifs de l'État comme « coûteuse et dangereuse.¹ » Dans la foulée, il s'empessa d'écrire à de Caix pour lui reprocher le télégramme de Millerand « qui, à n'en pas douter, me paraît rédigé par vous.² »

Millerand revint à la charge et justifia son projet par le fait « qu'il y a plus de réalité profonde dans la constitution de groupes d'après la nationalité, la confession et l'état social de la population, qu'en s'inspirant des divisions purement géographiques.³ »

Pour Millerand, le Liban devait constituer un État indépendant comprenant toute la Bekaa jusqu'à l'Anti-Liban et l'Hermon. La ville de Tripoli devait conserver le régime de municipe autonome et Beyrouth « paraît trop importante et peuplée » pour n'être que la capitale du Liban, qu'elle risquerait d'absorber. Selon lui, dans le cas où l'on déciderait de la rattacher au Liban, elle devrait conserver une large autonomie municipale et budgétaire. Toujours sous l'influence de Caix, il ajouta : « Il paraît également difficile de ne pas incorporer au Liban, malgré les objections des maronites, le Sandjak de Saïda, c'est-à-dire les Métoualis, musulmans chiites habitant le pays de Tyr et de Sidon, que l'on ne peut laisser isolés entre le Liban et les colonies

1. *Ibid.*, p. 588.

2. Cité par G. Khoury, *La France et l'Orient arabe...*, *op. cit.*, p. 396.

3. A. Hokayem, *Documents diplomatiques français...*, tome II, *op. cit.*, p. 590.

sionistes envahissantes de la Palestine septentrionale : à la rigueur le Sandjak de Saïda pourrait être fédéré avec le Liban, tout en gardant une certaine autonomie.¹ »

Dans un télégramme du 13 août², le général Gouraud argumentait pour le rattachement de Tripoli au Grand Liban avec Beyrouth comme capitale, bénéficiant d'une large autonomie municipale. Il exprima aussi son souhait d'installer la résidence du haut-commissaire dans cette ville. Dans un télégramme du 20 août, le général hésita, semblant préférer un Grand Liban au sein d'une confédération syrienne, ce qui aurait permis selon lui de « moins heurter le sentiment national syrien³ » et confirma sa conviction selon laquelle un morcellement de la zone du mandat « en 8 ou 9 groupes présente un inconvénient sérieux.⁴ »

Dans sa réponse du 21 août, Millerand laissait toute liberté de décision au général Gouraud : « Je ne saurais vous fixer définitivement le nombre de groupes autonomes à créer dès maintenant provisoirement ; il dépend d'ailleurs des circonstances actuelles que vous êtes à même d'apprécier sur place.⁵ »

Mais, le lendemain, Millerand se ravisa et invita Gouraud à venir s'entretenir avec lui à Paris, car une affaire aussi importante ne pouvait se décider par télégramme. Finalement, il céda et se rangea à la position de Gouraud. Dans une lettre du 24 août à la

1. *Ibid.*, p. 583.

2. *Ibid.*, p. 605.

3. *Ibid.*, p. 623.

4. *Ibid.*, p. 623.

5. *Ibid.*, p. 630.

troisième délégation libanaise qui s’apprêtait à quitter Paris, Millerand annonça que « Le Liban doit comprendre au nord le Djebbel Akkar et s’étendre au sud jusqu’aux confins de la Palestine. Les villes de Tripoli et de Beyrouth doivent lui être étroitement associées sous la seule réserve d’une large autonomie municipale, tenant compte de la différence économique existant entre les villes et la Montagne...¹ », et rappela l’annexion des quatre cantons de la Bekaa au Liban, déjà annoncée par le général Gouraud le 3 août.

Carte OB - La division de la zone de mandat français



1. *Ibid.*, p. 633.

Ayant enfin l’accord de Millerand, le général Gouraud procéda à l’organisation politique de la zone du mandat français en s’appuyant, sur le plan juridique, sur les accords de San Remo et sur le traité de Sèvres, par lequel le sultan renonçait à ses possessions arabes. Dans une série d’arrêtés parus au Bulletin Officiel du haut-commissariat, quatre États furent ainsi proclamés (carte 8) :

- L’État du Grand Liban créé par l’arrêté 318 du 30 août 1920, comprenant la *Mutassarifya*, les quatre cantons de la Bekaa et le *vilayet* de Beyrouth, amputée de ses territoires méridionaux¹ rattachés à la Palestine, et de sa partie septentrionale² annexée à Damas (carte 23, page 87). La délimitation de la frontière entre le Grand Liban et la Syrie correspondait en grande partie aux revendications du patriarche maronite lors de la conférence de Paix. Au nord, la frontière du nouvel État suivait le cours du fleuve Nahr el Kabir. À l’est, elle se confondait avec la ligne des crêtes de l’Anti-Liban d’où elle débordait en deux points, à Tfeil et à Deir el Achayr (carte 5, p. 287). L’objectif de Gouraud était de disposer de troupes de l’autre côté de l’Anti-Liban pour pouvoir encercler facilement Damas en cas de conflit. La superficie du Liban passa de 4 500 km² (la *Mutassarifya*) à 10 452 km². Pour donner sa réalité au Grand Liban, le général Gouraud prit la précaution dans les arrêtés 320 et 321 de dissoudre respectivement le *vilayet* de Beyrouth et la *Mutassarifya*.

1. Pour mémoire, la frontière sud du *vilayet* de Beyrouth se situait à la hauteur de Naplouse.

2. La frontière nord du *vilayet* de Beyrouth se situait à la hauteur de Lattaquié.

- Le Territoire autonome des alaouites fut créé le 30 août 1920. Son administration revint au colonel Nieger, en raison de l'insécurité qui y régnait encore.
- Le Gouvernement d'Alep, comprenant le sandjak d'Alexandrette qui jouissait d'une autonomie administrative, fut créé le 1^{er} septembre. Il était dirigé par un autochtone, Kamel pacha Koudsi, auquel fut rattaché le général de Lamothe en tant que délégué du haut-commissaire.
- Quant au Gouvernement de Damas, il avait déjà été érigé par un arrêté du 18 août et s'étendait de Homs et Hama au nord jusqu'au Hauran au sud.

Dans l'après-midi du mercredi 1^{er} septembre 1920, le général Gouraud, venu de sa résidence d'été à Aley, fut accueilli à la résidence des Pins à Beyrouth par une foule en liesse. Dans un style plein d'emphase propre à cette époque, le discours d'accueil fut prononcé par Négib Aboussouan, président de la Cour de cassation, qui se montra prophétique : « Désormais, placés définitivement sous l'égide puissante et bienfaitrice de la France qui donnera, ici comme chez elle, libre cours à son meilleur génie organisateur, instruits et relevés par elle, nous pouvons suivre la voie de la civilisation et du progrès, occuper la place qui, dans le monde, revient au Libanais actif et intelligent.¹ »

1. G. Khoury, *La France et l'Orient arabe...*, op. cit., p. 397, en se basant sur le discours communiqué par Camille Aboussouan.

À 17 heures précises, le général Gouraud, assis devant la résidence des Pins, le patriarche maronite à sa droite et le mufti sunnite de Beyrouth à sa gauche, proclama dans un discours aux accents barrésiens le Grand Liban. Il aurait souhaité le proclamer debout, à la manière des militaires, mais on lui expliqua qu'en Orient les chefs restaient assis. C'est donc assis, et dans un silence recueilli, que la voix du général Gouraud s'éleva pour prononcer ces paroles destinées à rester gravées dans l'histoire : « Au pied de ces montagnes majestueuses qui ont fait la force de votre pays en demeurant le rempart inexpugnable de sa foi et de sa liberté, au bord de la mer légendaire qui vit les trirèmes de la Phénicie, de la Grèce et de Rome, qui porta par le monde vos pères à l'esprit subtil au négoce et à l'éloquence, et qui, par heureux retour, vous apporte la consécration d'une grande et vieille amitié et le bienfait de la paix française. Par-devant tous ces témoins de vos espoirs, de vos luttes et de votre victoire, c'est en partageant votre joie et votre fierté que je proclame solennellement le Grand Liban et qu'au nom de la République française je le salue dans sa grandeur et dans sa fortune, du Nahr el-Kebir aux portes de la Palestine et aux crêtes de l'Anti-Liban. »

Ce discours, adoptant la vision maronite de l'histoire du Liban, insistait sur son identité méditerranéenne, son passé phénicien et gréco-romain ; son ancrage arabe fut totalement occulté.

Après la proclamation du Grand Liban, Gouraud nomma le capitaine de frégate Albert Trabaud gouverneur du nouvel État. Le choix d'un Français était motivé par la volonté d'éviter de confier ce poste à un autochtone qui aurait pu favoriser

sa propre communauté. Gouraud siégea lui-même en tant que haut-commissaire à Beyrouth, la préférant à Alep excentrée géographiquement et à Damas qui avait l’inconvénient d’être le cœur du nationalisme arabe.

À partir de cette date, le couple maronite-sunnite devint le pivot du Grand Liban et se substitua au couple druzo-maronite qui avait été l’armature de l’Émirat et de la *Mutassarifya*.

Composition communautaire de l’État du Grand Liban en 1921 et de la République libanaise en 1932 (les chiffres n’englobent pas les émigrés libanais ni les étrangers)

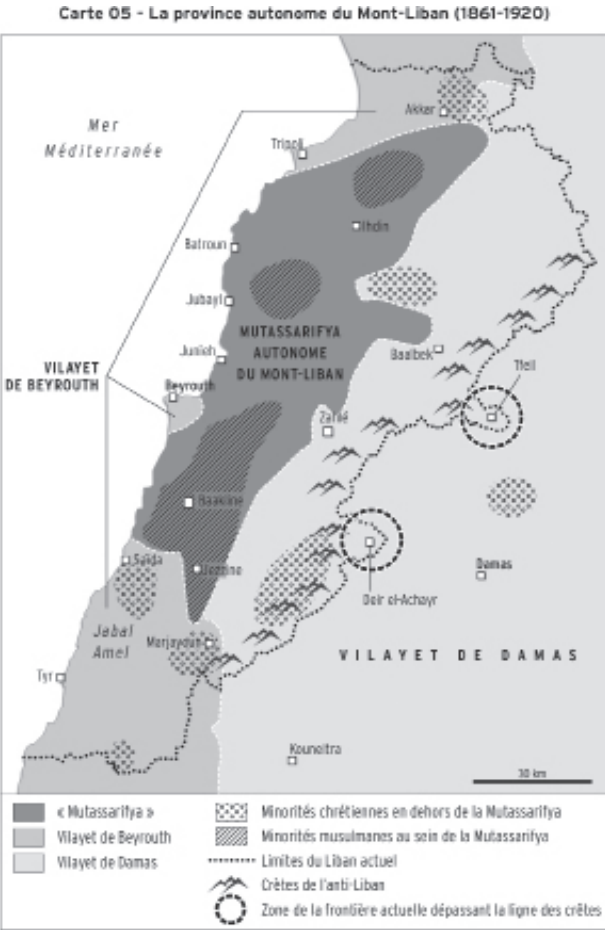
	1921*		1932**	
Maronites	199 181	32.70 %	227 800	28.70 %
Grecs- catholiques	42 462	6.97 %	46 709	5.90 %
Grecs-orthodoxes	81 409	13.36 %	77 312	9.70 %
Autres chrétiens	4 215	0.69 %	45 125*	5.68 %
Sunnites	124 786	20.48 %	178 000	22.50 %
Chiïtes	104 947	17.23 %	155 035	19.50 %
Druzes	43 633	7.16 %	53 334	6.70 %
Juifs			3 588	0.50 %
Divers	8 436	1.38 %	6 393	0.80 %
Total	609 069		793 396	
Total des chrétiens	327 267	53.73 %	396 946	50 %
Total des musulmans	273 366	44.88 %	386 469	48.7 %

«Autres chrétiens» se répartissent de la façon suivante : Protestants (6 869), Arméniens grégoriens (26 102), Arméniens catholiques (2 803), Syriaques orthodoxes (2 723), Syriaques catholiques (2 803), Chaldéens orthodoxes (190), Chaldéens

catholiques (548). L’augmentation brutale des « autres chrétiens » entre 1921 et 1932 est imputable à l’arrivée et à la naturalisation des Arméniens.

* Tableau statistique par rites, dressé par Guichard le 26 mars 1921. Antoine Hokayem, *Documents diplomatiques français relatifs à l’histoire du Liban et de la Syrie*, tome III, L’Harmattan, 2017 p. 138.

** Recensement 1932 publié dans le Journal officiel, n°2718, 10 octobre 1932.



QUATRIÈME PARTIE

Le mandat français Du Grand Liban au Liban indépendant

*L'art d'organiser la vie des hommes est encore plus complexe
que celui de les massacrer.*

Georges Clemenceau

CHAPITRE I
LE LIBAN ET LA SYRIE SOUS GOURAUD
1920-1923

Dès 1920, la France se comporta en puissance mandataire alors qu'elle n'obtint officiellement mandat de la Société des Nations sur la Syrie et le Liban qu'en septembre 1923. Dans cet intervalle, son action n'était fondée que sur le droit de la guerre et de l'occupation militaire. Georges Leygues, ministre des Affaires étrangères, mit en garde Gouraud : « En attendant que notre mandat ait la base juridique définitive... nous devons en préparer l'organisation conformément à l'esprit du pacte de la Société des Nations, c'est-à-dire éviter tout ce qui donnerait l'apparence que nous cherchons à exercer en Syrie un protectorat.¹ »

Après avoir proclamé le Grand Liban, le général Gouraud se rendit à Paris en novembre 1920, où il apprit que des coupes budgétaires importantes avaient été décidées pour le Levant et que des changements politiques majeurs étaient intervenus,

1. A. Hokayem, *Documents diplomatiques français...*, tome III, *op. cit.*, p. 85.

la nouvelle équipe au pouvoir souhaitant régler au plus vite la guerre de Cilicie. Il ne rentra à Beyrouth que début avril 1921, en empruntant l'Orient-Express jusqu'à Istanbul où il rencontra le sultan avant d'effectuer un pèlerinage à Sebd-ul Bahr où il avait été soufflé par une bombe en 1915.

Il dut affronter, à son retour, la contestation du mandat par le Congrès syro-palestinien, la guerre en Cilicie et la création de deux États hachémites dans la zone sous mandat britannique. Mais avant de s'attaquer à ces dossiers, ce furent les mouvements de rébellion ayant éclaté en Syrie auxquels il dut faire face.

LES MOUVEMENTS DE RÉBELLION EN SYRIE

Malgré la défaite de Mayssaloun, les Hachémites entretenirent trois foyers de rébellion contre les Français en Syrie : dans le Djebel druze, en pays alaouite et au nord d'Alep. Le général Gouraud lui-même fut victime d'un attentat qui manqua de lui coûter la vie.

Dans le Djebel druze, une partie du clan des Atrache conduite par Sultan al-Atrache (Sultan étant son prénom), un fidèle de Fayçal, chercha à s'emparer de cette province. Le commandant Catroux réussit à rétablir l'ordre et parvint à un accord concédant une large autonomie au Djebel. En contrepartie de l'autonomie, les druzes reconnaissaient le mandat et acceptaient la présence d'une garnison française à Soueïda, capitale du Djebel.

Le traité signé le 4 mars 1921 forma ainsi un cinquième État dans la zone sous mandat français. Sélim al-Atrache, cousin et rival de Sultan al-Atrache, fut désigné pour diriger ce territoire et,

à l'instar des chefs religieux druzes, il ne souhaita pas être soumis à Damas.

Une autre grande figure de la résistance aux Français en Syrie à cette époque était Cheikh Saleh, un lieutenant de Fayçal ayant organisé la lutte dans les territoires montagneux inaccessibles des alaouites.

Une opération militaire fut lancée en mai 1921 contre lui sous le commandement du colonel Nieger. Les combats évoluèrent rapidement à l'avantage des Français et, dès la fin juillet, le général Gouraud put féliciter ses troupes « d'avoir imposé notre force jusqu'aux plus hauts sommets des alaouites que les Turcs n'avaient jamais osé aborder.¹ »

En rendant visite le 23 juin 1921 à Mohamed Faour, un chef arabe qui désirait se soumettre à son tour, le général Gouraud fut piégé dans un guet-apens dans le Golan, sur la route étroite entre Damas et Kuneïtra. Une fusillade éclata, perpétrée par cinq cavaliers munis de fusils automatiques et déguisés en faux gendarmes. Gouraud, amputé du bras droit, eut la manche gauche de sa gabardine déchirée par deux balles, mais s'en tira sans blessure. Son interprète, l'officier Branet, qui se trouvait à côté du chauffeur, fut tué d'une balle dans la tête. Le gouverneur de l'État de Damas, Hakki bey el Azm, assis à la place arrière, ne fut qu'éraflé à la lèvre et à la cuisse mais saigna abondamment. Le chauffeur et Catroux en sortirent quant à eux indemnes. Gouraud fit montre dans cette épreuve de beaucoup de maîtrise et de sang-froid : Alors

1. Cité par P. Gouraud, *Le Général Henri Gouraud...*, op. cit., p. 121.

que le chauffeur criait « nous sommes crevés! », il lui répliqua « Vas-y mon garçon et à toute allure.¹ » Avec sa voiture découverte criblée de 21 balles, Gouraud poursuivit son chemin et reçut un accueil chaleureux de la population à son arrivée à Kuneïtra.

Le chef des assaillants, un certain Ahmed Merawed, fut rapidement identifié, ainsi que ses lieutenants, parmi lesquels un chiite libanais du nom d'Edhem Khanjar. Les cinq cavaliers s'étant réfugiés en Transjordanie, Gouraud accusa l'émir Abdallah d'être le commanditaire de cet attentat.

Dans la région d'Alep, le général fut confronté à un troisième foyer de rébellion mené par Ibrahim Hannano et soutenu par la population, mécontente des nouvelles frontières qui privaient Alep de son débouché naturel vers l'Anatolie, source de sa prospérité.

Hannano jouissait également du soutien des Turcs qui le fournissaient en armes dans l'espoir de déstabiliser les troupes françaises sur leurs arrières. Mais après l'accord d'Angora (Ankara) qui mettait fin à la guerre en Cilicie, les Turcs le lâchèrent et Hannano dut poursuivre seul son combat. Traqué, abandonné par ses hommes, il se réfugia en Transjordanie puis en Palestine, mais les Britanniques le remirent aux Français qui finirent par le gracier en mars 1922.

1. Catroux, « Deux missions en Moyen-Orient », cité par J. Barr, *Une ligne dans le sable*, op. cit., p. 153. Selon les notes du général Gouraud publiées par P. Gouraud, *Le Général Henri Gouraud...*, op. cit., p. 99, le général Gouraud aurait répondu « Continuez! continuez! ».

Enfin, Gouraud dut faire face à des mouvements séparatistes au sein même du Grand Liban. La célébration du premier anniversaire de la proclamation de l'État¹ fut en effet boycottée par des sunnites de Beyrouth et de Tripoli qui réclamaient toujours le rattachement du littoral libanais au territoire syrien. Dans une lettre envoyée au quai d'Orsay, les grandes familles sunnites de Beyrouth² protestaient « contre l'annexion du vilayet de Beyrouth au sandjak du Liban » et, ajoutaient-ils, « le gouvernement veut nous donner par la force un acte civil de recensement, avec le titre Grand Libanais; ce qui implique de notre part l'acceptation du Grand Liban, tandis que nous ne l'avons jamais désiré. Confiant dans la justice de la France, nous demanderons un recensement séparé au vilayet de Beyrouth et sa désannexion du Liban.³ » Des notables grecs-orthodoxes⁴, avec l'aval de quelques personnalités sunnites⁵, voulaient faire de Beyrouth un port libre. Quant aux chiites de Jabal Amel, ils étaient divisés : le grand cadî prônait la séparation de ce territoire du Grand Liban et son intégration à un *vilayet* du littoral, rattaché à Damas, alors que leur leader le plus en vue, Kamel el Assaad, voulait maintenir le Jabal Amel dans le Grand Liban.

1. A. Hokayem, *Documents diplomatiques français...*, tome III, op. cit., p. 227.

2. Ahmad Beyhem, Selim Salam, Abdel Hamid Gandour, Abbas Tabbara, Osman Naja et Mohamed Daouk.

3. A. Hokayem, *Documents diplomatiques français...*, tome III, op. cit., p. 225.

4. Albert Bassoul, Habib Trad et Alfred Sursock.

5. Dr Halim Caddoura, Omar Daouk et Abdallah Beyhum.

LA FORMATION DE LA SYRIE

Après sa victoire à Mayssaloun, le général Gouraud avait procédé, comme on l'a vu, au découpage de la zone du mandat en quatre États auxquels s'était ajouté le Djebel druze. Il expliqua dans les discours d'Alep et de Damas, en juin 1921, que, bien qu'ayant cherché à respecter les particularismes en créant ces multiples États, il avait toujours considéré qu'un lien devait les unir pour concrétiser la Syrie indépendante voulue par la France. Il exclut le Liban de cette union en précisant : « Je ne nomme pas ici parmi les États de la confédération, le Liban que ses traditions particulières doivent faire évoluer à part dans une association moins étroite et seulement économique avec la Confédération syrienne, jusqu'au jour où il décidera lui-même d'y entrer.¹ »

Malgré les précautions oratoires du général, le projet d'une confédération syrienne inquiéta les maronites, qui craignaient que le Grand Liban finisse par en faire partie.

Un incident se produisit par ailleurs lors d'un dîner offert le 23 septembre 1921 en l'honneur de Gouraud au siège d'été du Patriarcat maronite à Diman.

Le patriarche, dans son discours de bienvenue, s'adressa à Gouraud en ces termes : « Vous avez proclamé l'indépendance du Liban restauré dans ses frontières naturelles ; vous savez combien nous en avons été heureux et reconnaissants ; mais depuis quelque temps cette indépendance semble courir des risques : on parle d'union ou de fédération avec la Syrie... Mon général, nous

1. P. Gouraud, *Le Général Henri Gouraud...*, op. cit., p. 126.

avons confiance en vous, nous avons confiance en la France ; mais il ne faut pas qu'on touche à l'indépendance du Liban, sinon le pays se révoltera.¹ »

Gouraud, furieux, lui répondit : « Qui a sacrifié ses soldats pour cette indépendance ? Qui a proclamé cette indépendance le 1^{er} septembre (1920) si ce n'est la France ? Comment, par une chance inespérée, votre territoire est doublé sans qu'une goutte de sang n'ait été versée si ce n'est le sang français ? L'indépendance du Liban serait menacée ? Quels sont ceux qui vous racontent de pareilles histoires ? Je leur répéterai les paroles de mon discours de Damas au cours duquel j'ai conseillé aux États de l'intérieur de faire une fédération dans laquelle le Grand Liban entrera comme il le voudra et le jour où il lui plaira.² » Malgré ces échanges acerbes, les deux hommes étaient liés par des sentiments de respect mutuel. À la mort du patriarche Hoyeck fin 1931, le général Gouraud, alors gouverneur militaire de Paris, écrivit dans son télégramme de condoléance : « Je le croyais éternel. »

La Fédération syrienne³ finit par être proclamée le 28 juin 1922, sans inclure le Grand Liban. Elle regroupait l'État de Damas, l'État d'Alep et le territoire alaouite, avec Homs comme capitale, une ville neutre qui échappait à l'antagonisme entre Alep et Damas. Mais très vite les alaouites déclarèrent leur hostilité à la fédération et leurs représentants se retirèrent du Conseil fédéral. Un courrier de leurs notables et de leur *mufiti* datant du 2 février

1. A. Hokayem, *Documents diplomatiques français...*, tome III, op. cit., p. 240.

2. P. Gouraud, *Le Général Henri Gouraud...*, op. cit., p. 128.

3. A. Hokayem, *Documents diplomatiques français...*, tome III, op. cit., p. 370.

1923, adressé à Gouraud, était particulièrement explicite : « En nous poussant dans la Fédération, c'est comme si vous nous poussez à la mort. Après que nos entraves ont été brisées par la main des Français, nous n'acceptons pas d'être liés par les entraves de Damas et par celles d'Alep. Nous n'acceptons pas la fédération, nous la refusons absolument et nous lui déclarons le boycottage.¹ »

LE CONGRÈS SYRO-PALESTINIEN

Le mandat de la France au Levant n'était pas encore en place que déjà il se voyait contesté par le Congrès syro-palestinien² qui se tint du 25 juillet au 21 septembre 1921 à Genève, ville où devait avoir lieu l'assemblée générale de la Société des Nations pour débattre de l'attribution des mandats.

Lors de ce congrès, des Syriens, des Libanais et des Palestiniens réclamèrent l'indépendance de la Syrie, du Liban et de la Palestine, l'union des trois pays, ainsi que l'annulation des mandats et de la déclaration Balfour. L'initiative du congrès revenait au prince Michel Lutfallah, un riche grec-orthodoxe syro-libanais d'Égypte qui s'était lancé en politique grâce à la fortune de son père et avait reçu le titre de pacha par le gouvernement égyptien et celui d'émir par le roi du Hedjaz. Fondateur du parti

1. *Ibid.*, p. 483.

2. Le nom de la Palestine fit son apparition alors qu'il était absent à celui des deux congrès syriens de Damas en juillet 1919 et février 1920. Ce changement sémantique est à mettre en lien avec un congrès qui eut lieu en décembre 1920 à Haïfa, au cours duquel les Palestiniens abandonnèrent les appels à l'union avec la Syrie, la Palestine devenant une entité distincte.

de l'Unité syrienne, il présida le congrès et se fit le porte-parole des nationalistes arabes pro-Hachémites. D'autres factions furent représentées par Shakib Arslan, secrétaire général du congrès, un proche des Jeunes-Turcs, compromis par son amitié avec Jamal Pacha. La vice-présidence revint au cheikh Rachid Rida qui incarnait une troisième voie, celle d'un nationalisme arabe opposé aux Turcs et aux Hachémites.

Les revendications du Congrès syro-palestinien ne furent pas suivies par la Société des Nations qui, le 24 juillet 1922, donna mandat à la France sur la Syrie et le Liban et à la Grande-Bretagne sur la Palestine et la Mésopotamie, mandats qui devaient entrer en vigueur le 29 septembre 1923, après la ratification du traité de paix avec la Turquie à Lausanne en août de la même année. Le mandat était une nouveauté en droit international. L'idée était généreuse. L'article 22 alinéa 4 du pacte de la Société des Nations fixait comme objectif aux mandats d'aider les pays incapables de s'administrer eux-mêmes, en confiant cette mission à des pays développés ; il distinguait trois types de mandat A, B, C selon le niveau de développement des pays à administrer. Le Liban et la Syrie, considérés suffisamment évolués pour accéder à l'indépendance après une période transitoire d'administration française, relevaient du mandat A, le moins contraignant.

Ce fut une victoire pour les maronites, puisque le mandat fut donné nominativement à la France pour la Syrie et le Liban et que la puissance mandataire était tenue de maintenir ces deux États indépendants.

LA GUERRE DE CILICIE

Gouraud, qui réussit à contrôler la Syrie, affrontera par la suite une véritable guérilla des kémalistes en Cilicie. Pour comprendre cette guerre, il convient de reprendre le fil des événements à partir de février 1920. La première cible des partisans de Mustafa Kemal était Marache (carte 17, p. 304), une ville turque de 60 000 habitants qui comptait une forte minorité arménienne. L'armée française fut obligée d'abandonner la ville le 11 février 1920 et d'évacuer 5 000 Arméniens et d'autres chrétiens sous une violente tempête de neige, conditions rappelant à certains observateurs la retraite de Russie. À son tour, la garnison française d'Ourfa (l'ancienne Edesse) capitula le 10 avril et se replia vers le sud mais fut massacrée sur la route du retour. La ville de Bazanti fut quant à elle investie par les kémalistes fin mai 1920. Les déboires de l'armée française étaient dus à l'insuffisance des troupes engagées sur deux fronts : face aux chérifiens en Syrie et face aux kémalistes en Cilicie. L'arrivée des renforts militaires français et la chute de Fayçal en juillet 1920 permirent finalement de libérer des forces pour les concentrer sur le front turc face aux kémalistes.

C'est dans ce contexte que fut signé le traité de Sèvres entre l'Empire ottoman et les puissances victorieuses de la Première Guerre mondiale, le 10 août 1920.

Ce traité de paix, qui ne sera jamais appliqué, organisait le dépeçage méthodique de l'Empire par les pays de l'Entente (carte 16, p. 302). Réduisant substantiellement son territoire ramené

aux steppes de l'Anatolie centrale, il l'amputa définitivement des provinces arabes partagées entre la France et la Grande-Bretagne selon les termes de la conférence de San Remo qui avait eu lieu quelques mois plus tôt.

Outre la Syrie et le Liban, la France se vit attribuer la Cilicie et une zone d'influence débutant à l'ouest de Mersin et se prolongeant jusqu'à Sivas. L'Italie occupa Antalya et sa région. À l'ouest, la Grèce s'installa à Smyrne et dans la Thrace orientale qui comprenait Andrinople et Gallipoli. À l'est de l'Anatolie, la République indépendante d'Arménie récupéra les *vilayets* de Van, Bitlis, Trébizonde et Erzurum. Un territoire autonome kurde fut envisagé dans le sud-est de l'Anatolie. On démilitarisa Istanbul et les Dardanelles qui furent placés sous contrôle international.

L'Empire ottoman se résigna à perdre ses provinces arabes mais ne put accepter d'être amputé de portions importantes de l'Anatolie, son foyer national, comme le prévoyait le traité de Sèvres. Cette idée, que l'on doit aux Britanniques, fut jugée d'emblée irréaliste par les Français connaisseurs de la région.

Georges-Picot prophétisa que « ce traité nous réservera de nouvelles surprises car ce sont des théoriciens qui négocient à Londres sans se soucier des réalités.¹ » Robert de Caix craignit « que l'homme malade ne soit trop réveillé de l'anesthésie de la défaite pour accepter sans ruade un si large charcutage.² »

1. P. Gouraud, *Le Général Henri Gouraud. au Liban et en Syrie*, l'Harmattan, p. 72.

2. *Ibid.*, p. 74.



Quoi qu’il en soit, les concepteurs du traité de Sèvres n’avaient pas les moyens de l’imposer aux Ottomans. Le maréchal Foch avait estimé que 27 divisions étaient nécessaires pour faire plier les Turcs, mais ni les Français ni les Britanniques n’étaient disposés à en payer le prix.

Pour faire accepter au sultan les conditions du traité de Sèvres, Lloyd George incita les Grecs massés à Smyrne à déclencher le 22 juin 1920 une offensive foudroyante en Asie Mineure. Devant leur avancée, le sultan Mehmet VI accepta finalement le traité de Sèvres, rejeté vigoureusement par le gouvernement provisoire de

Mustafa Kemal, qui constituait un pouvoir dissident. Les termes humiliants du traité ruinèrent définitivement l’autorité du sultan et provoquèrent un sursaut national turc autour de Kemal, aboutissant à une vaste reconquête territoriale.

Première victime : l’Arménie indépendante balayée par les troupes kémalistes, fin septembre 1920, sans susciter de réaction de la part des Alliés, incapables de s’imposer.

À l’automne 1920, la ville d’Aïntab fut attaquée à plusieurs reprises par les Turcs qui promirent aux Français un nouveau Verdun, mais ceux-ci résistèrent dans des conditions héroïques.

Toutefois, la France était pressée de conclure un accord avec les Turcs car la guerre de Cilicie était impopulaire et l’opinion publique ne comprenait pas l’enjeu de ce conflit, ni la raison des sacrifices consentis, plus préoccupée par la reconstruction du pays et la question des réparations allemandes. Dès son arrivée au pouvoir, Aristide Briand déclara en janvier 1921 devant la Chambre : « Il y a urgence à ce que la paix soit réalisée avec la Turquie.¹ »

À cette fin, les accords de Londres furent signés le 11 mars 1921 entre les Français et les Turcs représentés par Bekir Sami bey, qui parlait au nom du sultan et de Mustafa Kemal. Les kémalistes considéraient néanmoins que Bekir Sami bey avait outrepassé son mandat en accordant des avantages économiques à la France et en acceptant la présence d’officiers français dans la gendarmerie turque pour veiller sur le sort des minorités dans les

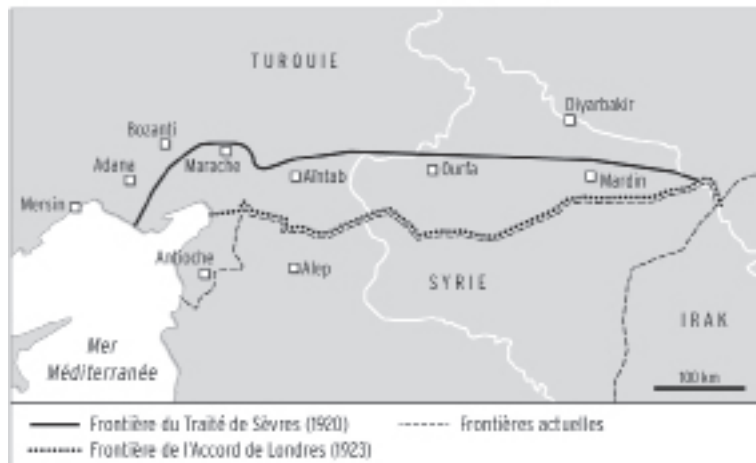
1. *Ibid.*, p. 89. Il donne comme référence le Journal Officiel de la Chambre Des députés du 21 janvier 1921.

zones évacuées. Les accords de Londres remis en cause, les transactions avec les kémalistes reprirent avec Franklin-Bouillon, un homme politique français radical-socialiste, et aboutirent au traité d’Angora (Ankara)¹ le 20 octobre 1921.

Conclusion : Paris accepte d’abandonner la Cilicie. La frontière entre la Syrie et la Turquie est repoussée vers le sud, en suivant la ligne du chemin de fer de Bagdad, laissée à la Turquie. Les villes de Marache, Aïntab, Mardin et Ourfa passent donc du côté turc (carte 17). Les Italiens à leur tour évacuent la région d’Antalya en 1922.

Persuadés de tenir leur revanche et souhaitant reconquérir l’Asie Mineure d’où ils avaient été chassés cinq siècles plus tôt, les Grecs se voyaient déjà à Ankara, pour un dîner de la victoire !

Carte 17 - La Frontière Syro-turque



1. Angora devient Ankara à partir de 1930.

Mais la capitulation des Arméniens et l’accord d’Ankara conclu avec les Français vont permettre aux Turcs de lancer une offensive foudroyante contre les Grecs. Offensive qui se conclut par la prise de Smyrne en septembre 1922 (carte 18). La population chrétienne de la ville fut la cible de massacres et ses quartiers arménien et grec subirent un terrible incendie qui brûla symboliquement l’identité cosmopolite de la ville.

Carte 18 - La guerre greco-turque



1 200 000 Grecs vivant dans l’ouest anatolien furent contraints de fuir en Grèce devant l’avancée des troupes turques. Par mesure

de représailles, les Grecs chassèrent 400 000 Turcs vers l'Anatolie. Le processus d'homogénéisation ethnique de l'Anatolie arrivait ainsi à son terme.

Fort de ses succès sur le terrain, Mustafa Kemal réussit à remplacer le traité de Sèvres par le traité de Lausanne qui fut signé le 24 juillet 1923, dessinant la Turquie dans ses frontières actuelles. Seule la question de la frontière turco-irakienne n'était pas tranchée et ne le fut qu'en 1925.

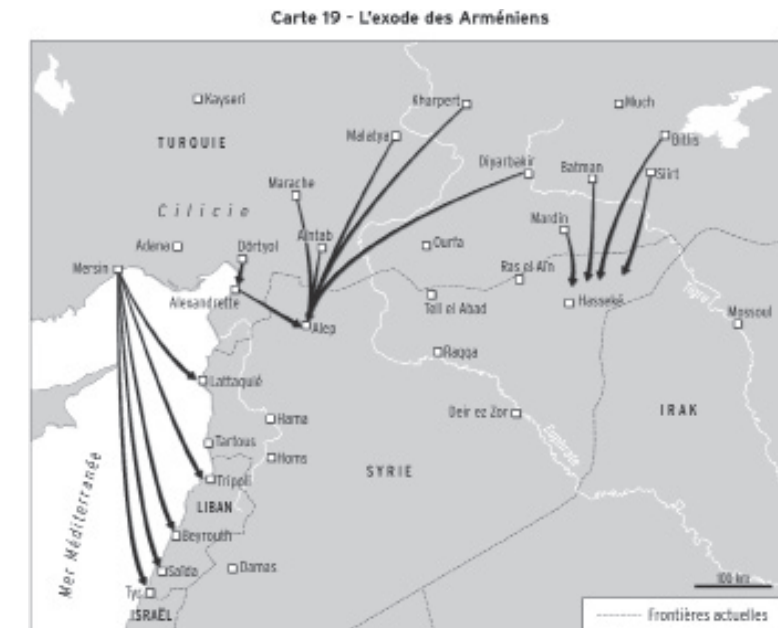
Le sultanat ayant été aboli le 1^{er} novembre 1922 et le sultan réduit à sa fonction de Calife, la République turque fut proclamée le 29 octobre 1923 avec à sa tête Mustafa Kemal. Pour marquer la rupture totale avec l'Empire, on transféra la capitale d'Istanbul à Ankara. Quatre mois plus tard, le califat fut aboli à son tour et la famille impériale fut obligée de s'exiler en Suisse. Ainsi, Mustafa Kemal mit fin à la saga des Ottomans qui avaient édifié un empire multireligieux et multiethnique sur trois continents. Avec lui débuta la Turquie, un État turc, anatolien et sunnite¹.

LES ARMÉNIENS DE CILICIE À NOUVEAU DANS LA TOURMENTE

Après les accords d'Angora (Ankara) de 1921 qui abandonnaient la Cilicie aux Turcs, un mouvement de panique s'empara

1. Avec le départ des 150 000 récalcitrants grecs de la région de Smyrne, après la signature du traité de Lausanne, la Turquie devint à 98 % musulmane, majoritairement sunnite, ne comportant que quelques millions de chiites regroupés surtout dans l'est et désignés par le nom d'alevis. La population était à 85 % turque, les Kurdes représentant les 15 % restants.

des habitants arméniens qui cherchèrent à gagner la Syrie et le Liban sous mandat français, avant l'arrivée de l'administration turque prévue pour le 4 janvier 1922. La fuite se fit par bateau, de Mersin à destination des ports syro-libanais, les seuls à être restés ouverts aux réfugiés depuis que les Britanniques avaient fermé Port-Saïd et les ports de la Palestine (carte 19).



Les premiers à partir furent les habitants d'Adana et de la plaine avoisinante. N'ayant pas d'accès facile au port de Mersin, les Arméniens de l'est de la Cilicie restèrent sur place mais, très vite, les vexations imposées par la politique d'homogénéisation ethnique de l'Anatolie voulue par Mustapha Kemal les obligèrent

à fuir. Ceux de la région de Marache-Aintab se dirigèrent vers Alep tandis que ceux de Mardin gagnèrent la Haute-Djazira, notamment les villes nouvelles syriennes d’el Qamichli et d’el Hassekeh érigées par les autorités mandataires pour abriter des réfugiés assyro-chaldéens et juifs ayant déjà fui la Turquie.

Au Liban, les Arméniens furent accueillis favorablement par les milieux catholiques, qui voyaient dans leur installation un moyen de renforcer le poids démographique des chrétiens.

L’intégration des Arméniens au Liban fut également une réussite grâce à la puissance mandataire qui les naturalisa rapidement et à leur savoir-faire d’artisans qui leur offrit des opportunités de travail.

Les réfugiés arméniens avaient deux souhaits : vivre en ville et rester rassemblés, de préférence par villages ou villes d’origine. Ils s’installèrent ainsi à Beyrouth, dans le camp de Mar Mitr (500 réfugiés), et dans sa banlieue nord, dans le camp de la Quarantaine et dans celui de Gueundereli qui abritait la majorité des réfugiés, soit une dizaine de milliers de personnes.

En 1930, l’Office Nansen, un organisme de la SDN chargé des réfugiés, lança l’ambitieux projet de rassembler 20 000 Arméniens sur un terrain situé sur la rive droite de Nahr Beyrouth, connu sous le nom de Bourj Hammoud, espérant en faire une ville arménienne. Ce projet reçut l’appui des organisations arméniennes des États-Unis.

En cette même année 1930, le catholicos grégorien de Sis, qui avait juridiction sur les Arméniens grégoriens de Cilicie, transféra son siège à Antélias au Liban. Le catholicos patriarche de Cilicie

des Arméniens catholiques¹ avait déjà le sien au Liban, dans un couvent arménien de Bzommar, dans le Kesrouan, depuis 1749.

Une dernière vague d’Arméniens arriva au Liban lors du rattachement du sandjak d’Alexandrette par la Turquie le 23 juin 1939. Les réfugiés d’Alexandrette furent envoyés à Beyrouth tandis que ceux de Musa Dagh, une montagne du sandjak d’Alexandrette, purent s’installer à Anjar dans la Bekaa. Les six quartiers d’Anjar portent toujours les noms des six villages de Musa Dagh.

À défaut de pouvoir vivre dans un État arménien en Turquie ou dans le Caucase, les Arméniens du Liban érigèrent un mur invisible entre eux et la population libanaise afin de se construire une patrie spirituelle. Artisans très appréciés pour leur sérieux, ils s’enfermèrent dans leurs quartiers et leurs écoles autour de la langue arménienne, l’histoire arménienne, les institutions religieuses arméniennes et les mariages communautaires, aidés en cela par le système libanais qui favorisait l’isolement ethnique. Une maîtrise imparfaite de la langue arabe constitua pendant longtemps, pour des générations ayant grandi au Liban, la marque d’une volonté de repli communautaire, témoin d’un besoin de régénérescence identitaire après la déconstruction de la société arménienne frappée par les massacres.

Un siècle après leur arrivée, même si les Arméniens du Liban continuent de se définir d’abord arméniens avant de se sentir

1. L’Église arménienne catholique se développa, sous l’influence des missionnaires latins, parmi les Arméniens installés dans les villes syriennes et libanaises et resta minoritaire, ne représentant que 10 % de l’ensemble des Arméniens.

libanais, les nouvelles générations se sont parfaitement intégrées au Liban, contribuant à enrichir la singularité libanaise.

Fleur de la diaspora arménienne, ces communautés comptèrent au Liban jusqu'à 200 000 membres avant 1975 et jouèrent un rôle important dans la préservation de l'identité arménienne. Comme l'a écrit Jean-Pierre Valognes : « Établies à quelques centaines de kilomètres de leurs foyers d'autrefois, elles sont beaucoup moins touchées par le processus d'assimilation qui menace les Arméniens installés en Occident et ont pu, pendant des décennies, exprimer beaucoup plus librement qu'en Arménie soviétique, tant leur particularisme, que le dessein national dont le peuple arménien reste porteur.¹ »

LA CRÉATION DES ÉTATS HACHÉMITES

Gouraud, qui n'avait pas voulu d'un Hachémite à Damas, dut cohabiter avec deux États hachémites à sa frontière : un royaume en Irak et un émirat en Transjordanie. À l'occasion d'un remaniement ministériel début janvier 1921, Winston Churchill passa du ministère de la Guerre au ministère des Colonies avec pour mission de réduire les dépenses financières et les pertes humaines parmi les militaires. Pour désengager les troupes britanniques, il eut l'idée d'installer au pouvoir des autochtones, alliés de la Grande-Bretagne et mieux acceptés par la population.

Churchill rappela Lawrence de sa retraite et le nomma conseiller. Celui-ci accepta de reprendre du service avec le secret espoir

1. J.-P. Valognes, *Vie et mort...*, op. cit., p. 452.

de pouvoir régler sa dette envers les Hachémites. Ce sera son chant du cygne en Orient.

Lawrence convainquit Churchill de nommer Fayçal roi en Mésopotamie. L'idée était déjà dans l'air et Lord Curzon en avait même parlé à Alexandre Millerand lors de l'éviction de Fayçal de Damas. Mais Millerand s'y était opposé, la qualifiant « d'acte inamical vis-à-vis de la France.¹ »

Cette fois, Churchill passa outre l'objection française et des émissaires britanniques furent dépêchés le 7 janvier 1921 à l'Hyde Park Hotel de Londres² où Fayçal séjournait, pour lui proposer le trône d'Irak à la place de son frère. Tirant les leçons de ses déboires avec les Français, Fayçal se montra plus conciliant et accepta de laisser la Syrie aux Français, la Palestine aux Britanniques et de devenir roi d'Irak sous réserve de l'accord de son frère Abdallah, qui se considérait détenteur du trône depuis qu'il y avait été proclamé par des officiers irakiens en mars 1920, au Congrès syrien de Damas.

Une conférence fut organisée à l'hôtel Sémiramis du Caire le 12 mars 1921 réunissant autour de Churchill la fine fleur des spécialistes du Moyen-Orient avec à leur tête le général Allenby, haut-commissaire en Égypte. Pendant que Churchill profitait de son séjour en Égypte pour faire du tourisme et s'adonner à son passe-temps favori, la peinture, Percy Cox et Gertrude Bell

1. Antoine Hokayem, *Lettre de Millerand à Gouraud du 11 août 1920*, in *Documents diplomatiques français...*, op. cit., p. 601.

2. Fayçal était déjà à Londres depuis décembre 1920. Il avait quitté Milan le 28 novembre 1920 en passant par le col du Brenner.

se mettaient au travail. Gertrude Bell, équivalent féminin de Lawrence d'Arabie dont le surnom était « la reine du désert », est considérée avec Percy Cox comme la fondatrice de l'Irak moderne.

Leur vision de ce pays, qui se résumait en quelques idées fortes, s'imposera jusqu'à l'intervention américaine de 2003 :

- unifier les trois anciens *vilayets* de Mossoul à majorité kurde, de Bagdad à majorité sunnite et de Bassora chiite, en un seul pays, l'Irak,
- maintenir en Irak les montagnes kurdes situées dans le *vilayet* de Mossoul en raison de sa richesse en pétrole afin de servir de tampon avec la Turquie,
- favoriser la minorité sunnite citadine et lui donner le pouvoir au détriment de la majorité chiite sous-développée qui risquait de fonder une théocratie ; de plus, les chiites, aux yeux des responsables britanniques, étaient coupables d'avoir fomenté une révolte contre eux en 1920.

Parce que composé d'une multitude d'ethnies et de communautés religieuses, Bell et Cox considérèrent que l'Irak ne pouvait être gouverné que par un despote éclairé et proposèrent pour cette fonction Fayçal, avec le titre de roi d'Irak. Leurs conclusions furent adoptées par Churchill et ratifiées à la conférence du Caire. Lawrence annonça alors à Fayçal, encore à Londres, la bonne nouvelle et lui demanda de se rendre à La Mecque pour obtenir l'approbation de son père le chérif Husseyn.

Il restait à Churchill à résoudre l'hypothèque Abdallah. Il fit lui-même le voyage jusqu'à Jérusalem pour le rencontrer lors d'une entrevue le 28 mars 1921 au palais du Gouverneur qui surplombait le mont des Oliviers.

Churchill proposa à Abdallah de devenir émir d'une Transjordanie constituée pour l'occasion en territoire autonome sous le nom d'Émirat hachémite de Transjordanie. La proposition fut toutefois soumise à deux conditions et assortie d'une période d'essai de six mois : Abdallah dut s'engager à ne pas s'attaquer aux Français en Syrie et au Liban, ni aux sionistes de la Palestine.

Carte 15 - Les États du mandat britannique



L'attribution de la Transjordanie à Abdallah reposait sur le fait que celui-ci contrôlait déjà ce territoire. Ayant quitté le

Hedjaz après l'éviction de son frère de Damas, il avait occupé en décembre 1920 Maan, une ville de la Transjordanie, pour se rapprocher de la Syrie dont il voulait appeler les habitants à la révolte. Churchill voyait un double intérêt à une Transjordanie contrôlée par un régime allié : d'une part, servir de rempart à la Palestine, la protégeant des pénétrations des Bédouins et, d'autre part, permettre aux Britanniques de disposer d'une continuité territoriale entre leurs possessions, de l'Égypte aux Indes britanniques, en passant par l'Irak (carte 15, p. 313).

Abdallah accepta le marché, mais de cette rencontre subsista un malentendu dans son esprit. Jusqu'à sa mort en 1951, il crut que les Anglais lui avaient promis la Syrie et le Liban après le départ des Français. Il tentera même de faire valoir son droit après 1943, lorsque le mandat français au Liban arriva à son terme.

Une fois l'hypothèque Abdallah résolue et pour parachever la nouvelle architecture de la Mésopotamie, Churchill donna l'instruction à Percy Cox et à Gertrude Bell d'installer Fayçal à Bagdad.

Fayçal I^{er} restera au pouvoir jusqu'à sa mort le 8 septembre 1933, en Suisse, d'un accident cardiaque à l'âge de 48 ans.

Marqué par la tolérance envers les différentes communautés, son règne fut considéré comme une parenthèse heureuse dans l'histoire de l'Irak, même s'il fut entaché à sa fin par le massacre des Assyriens en juillet 1933, entraînant cette communauté sur le chemin de l'exil. Ce drame montre qu'un chef tolérant, comme Fayçal, n'est pas une garantie suffisante pour les minorités, tant que l'état d'esprit de la population n'a pas évolué.

Les circonstances de cet épisode se résument ainsi : des tribus assyriennes originaires du Hakkari (carte 11, p. 184) s'étaient installées dans la région de Mossoul sous mandat britannique, après la fixation par la SDN, le 16 décembre 1925, de la frontière turco-irakienne séparant le Mossoul, attribué à l'Irak, du Hakkari qui se retrouvait en Turquie. Jalouses de leur particularisme, ces tribus montagnardes ayant longtemps échappé à l'autorité des Ottomans, avaient des difficultés à s'intégrer dans un Irak se voulant moderne. En outre, elles étaient mal perçues par les nationalistes irakiens, ayant servi comme supplétifs de l'armée britannique au début du mandat.

Prétextant un différend avec le patriarche assyrien, l'armée irakienne commit des massacres contre les civils de sa communauté et contre les chrétiens chaldéens du nord de l'Irak établis depuis des siècles dans la région, pourtant complètement étrangers à ces événements. Le bilan fut lourd : « trois mille personnes, selon les sources assyriennes, seront exécutées à la baïonnette et leurs corps écrasés par des camions ; d'autres seront brûlées vives dans l'église.¹ »

Fuyant ces atrocités, les réfugiés assyro-chaldéens affluèrent vers al Hasakah et Qamishli² deux villes situées de l'autre côté de la frontière, en Syrie sous mandat français. D'autres réfugiés assyro-chaldéens partirent vers les États-Unis, l'Europe et le Liban où

1. J.-P. Valognes, *Vie et mort...*, op. cit., p. 745.

2. Qamishli fut fondé sous le mandat français dans les années vingt pour accueillir les réfugiés chrétiens arméniens et syriaques fuyant la Cilicie après le retrait de l'armée française de cette région, auxquels vinrent s'ajouter des réfugiés kurdes.

un petit groupe s’installa dans un village construit à cet effet dans les faubourgs de Zahlé.

Expulsé vers Chypre, le patriarche assyrien finit par s’établir à Chicago où se trouve actuellement concentrée une grande partie de sa communauté. En revanche, le patriarche chaldéen joua la carte de l’insertion et condamna le comportement séparatiste des Assyriens. Sa communauté adopta la langue, la culture et la cause arabes. Bien intégrée, elle donnera de hauts responsables politiques dont Tarek Aziz, ministre des Affaires étrangères sous Saddam Hussein.

CHAPITRE II

LE MANDAT FRANÇAIS DU GÉNÉRAL WEYGAND AU GÉNÉRAL DENTZ

LE DÉPART DE GOURAUD

La Syrie et le Liban se révélèrent décevants pour la France sur le plan des retombées économiques. En avril 1923, les coupes dans le budget qui leur était alloué poussèrent le général Gouraud à démissionner, décrétant qu’il n’avait pas les moyens de conduire sa politique dans ces conditions. La candidature de Robert de Caix pour remplacer Gouraud ne fut pas retenue et c’est le général Maxime Weygand, une autre grande figure militaire, qui lui succéda. Bras droit du maréchal Foch pendant la Grande Guerre et sauveur de la Pologne, Weygand avait la réputation d’homme intègre. Dès sa prise de fonction, il nomma gouverneur du Grand Liban le général Charles Alexis Vandenberg, auquel il était lié par des rapports d’amitié. Son court mandat reste associé à la création de l’État de Syrie, par

l'arrêté du 5 décembre 1924, résultant de la réunion de l'État d'Alep et de l'État de Damas avec Damas comme capitale. Cet État ne comprenait ni le territoire alaouite, ni le Djebel druze, qui restèrent des États à part.

La victoire du cartel des gauches aux élections législatives conduisit, en janvier 1925, à l'éviction du général Weygand, un catholique pratiquant de droite, au profit d'un franc-maçon de gauche, le général Maurice Sarrail. Indignés par ce départ brutal, les chrétiens libanais réservèrent à Weygand un adieu grandiose : on le porta en triomphe jusqu'au port de Beyrouth, tandis que son successeur Sarrail fut salué, lors du trajet inverse, jusqu'au Grand-Sérail par des « Vive Weygand », lancés par les élèves des écoles des pères jésuites.

Sarrail a soixante-neuf ans à son arrivée à Beyrouth. Personnage dogmatique, il transposa en Orient le combat français de la laïcité, rassembla autour de lui anticléricaux et francs-maçons, ignora le patriarcat maronite et fuyait les manifestations religieuses.

Il estimait que la politique de ses prédécesseurs n'avait servi que les intérêts de quelques financiers et ceux de l'Église maronite. Une de ses premières décisions fut de remplacer le gouverneur du Grand Liban, Vandenberg, acquis au camp catholique, par Léon Cayla, gouverneur du pays alaouite.

Sarrail prit le risque d'offusquer les maronites, fidèles alliés de la France, par une tentative de rapprochement aléatoire avec la population musulmane. Mais les instructions arrivèrent de Paris, lui intimant l'ordre de renouer avec la politique traditionnelle de la France, protectrice des chrétiens d'Orient. À contrecœur, il

reprit par conséquent les visites au patriarche maronite et participa de nouveau aux messes consulaires à Beyrouth.

Sa maladresse, malgré de bonnes intentions envers la population musulmane, déclencha quelques mois plus tard, en juillet 1925, une révolution contre la France dans le Djebel druze, qui s'étendra à Damas et Hama.

LA RÉVOLTE SYRIENNE

La révolte, initiée dans le Djebel druze, s'explique par la personnalité du gouverneur français du Djebel, le capitaine Gabriel Carbillet. Après la mort du gouverneur Selim al-Atrache en septembre 1923 et faute d'un accord sur un successeur en raison des rivalités entre les familles druzes, Carbillet fut désigné à l'unanimité par le Conseil représentatif du Djebel, comme gouverneur, en violation du statut d'autonomie qui prévoyait un gouverneur local. Cette élection fut qualifiée plus tard de « supercherie¹ » par le ministère des Affaires étrangères français.

Dès sa prise de fonction, Carbillet lança un train de mesures censé moderniser la communauté druze en s'attaquant à l'obscurantisme féodal, mais il ne réussit qu'à offenser les druzes en bousculant leur structure sociale traditionnelle et s'aliéna ainsi la puissante famille féodale des el-Atrache. Malgré un bilan globalement positif avec la construction de 29 écoles et édifices publics, de 200 km de pistes et de 18 km d'adduction d'eau, Carbillet était contesté. Les chefs druzes lui reprochaient sa justice arbitraire,

1. A. Hokayem, *Documents diplomatiques français...*, tome III, *op. cit.*, p. 706.

la tyrannie de son administration et allèrent jusqu'à mettre en cause son comportement personnel, l'accusant de se soûler et d'avoir « une conduite et une immoralité scandaleuses indignes d'un Gouverneur.¹ » Cependant, ce qui choqua le plus les druzes furent les condamnations de leurs notables à subir la bastonnade ou à casser des cailloux sur les routes. Profitant d'une absence de Carbillot, une campagne s'organisa contre lui. Au début, les revendications étaient très limitées, les druzes ne réclamant que le départ du capitaine Carbillot², tout en proclamant leur fidélité à la puissance mandataire et en reconnaissant les bienfaits qu'elle avait répandus dans leur pays.

Un épisode inattendu va changer la donne. Pour dénoncer Carbillot, un notable druze, Sultan el-Atrache, se présenta en juin à la tête d'une délégation à Beyrouth pour rencontrer Sarrail, qui refusa de le recevoir, ce qui fut vécu comme un affront par les druzes de Syrie. Sous-estimant les qualités guerrières du peuple druze et son sens de l'honneur, Sarrail transforma en révolte la simple demande de remplacement d'un officier. Sa gestion catastrophique de la crise jeta les druzes dans les bras des nationalistes syriens dont ils se méfiaient par tradition.

Le vendredi 3 juillet 1925, un officier du renseignement français fut agressé à Soueïda lors d'une démonstration de force des druzes devant le Sérail. Les meneurs, cinq membres de la famille el-Atrache, furent convoqués à Damas, arrêtés et internés à la

1. *Ibid.*..., p. 676.

2. *Ibid.*, p. 655.

prison de Palmyre. L'émoi saisit les druzes. La révolution était déclarée ; elle sera conduite par Sultan el-Atrache.

Le 18 juillet, une information arriva à la citadelle de Soueïda concernant deux pilotes français tombés en panne et encerclés par des combattants druzes. Une colonne de 166 militaires français, dépêchés à leur secours, fut massacrée à quelques kilomètres de Soueïda par Sultan el-Atrache et ses hommes qui réussirent dans la foulée à encercler la garnison. Après cette sévère défaite de la puissante armée française, on confia au général Roger Michaud, à la tête de 3 000 hommes, la tâche de délivrer la garnison de Soueïda. Mais sa colonne fut victime à son tour d'une embuscade qui l'obligea à se replier en catastrophe, laissant derrière elle 650 morts. Ce deuxième coup d'éclat dopa la révolte qui s'étendit aux nationalistes de Damas, Homs, Hama et Alep. Sarrail lui-même vacilla. Il se montra disposé fin août à négocier un accord à l'armistice avec les druzes, mais le refus du ministère des Affaires étrangères fut sans appel car « il serait impossible de laisser terminer une rébellion marquée par deux défaites pour les armées françaises – défaites qui ont un grand retentissement – sous peine de porter à notre autorité un coup irréparable.¹ »

Devant la gravité de la situation, Paris réagit en septembre 1925 en nommant commandant des troupes du Levant le général Gamelin, qui avait sauvé Paris lors de la bataille de la Marne, et dépêcha plus de 5 000 militaires en renfort. Arrivé en Syrie, Gamelin délivra la garnison de Soueïda le 24 septembre, mais se

1. *Ibid.*, p. 727.

vit contraint d'abandonner la ville deux jours plus tard en raison des difficultés de ravitaillement. Ce premier succès des Français n'empêcha néanmoins pas le conflit de s'étendre.



Dans la soirée du dimanche 4 octobre, une mutinerie éclata en effet à Hama parmi les troupes levées localement, sous la conduite du capitaine Fawzi al-Qawuqji. La population insurgée s'empara

des postes de police et de gendarmerie syriens qui se rendirent sans résistance et ouvrit les prisons pour en libérer les prisonniers. Les insurgés pillèrent les magasins de la ville et brûlèrent le Sérail. En moins de 24 heures les troupes françaises réduisirent la rébellion et reprirent le contrôle de la ville. Cependant, la révolte s'étendit à Damas et ses environs, notamment à l'oasis de Ghouta qui servait de base aux insurgés.

L'insurrection de quelques chefs du clan d'el-Atrache contre le capitaine Carbillat se transforma en une révolution nationale. La revendication principale devint l'indépendance et l'unification d'une Syrie comprenant le Liban. En riposte, Sarrail commit la maladresse d'ordonner le bombardement de Damas pendant trois jours, du 18 au 20 octobre, faisant de nombreuses victimes parmi la population civile. Indigné, le consul allemand, doyen du corps consulaire, protesta auprès des autorités mandataires qui « sans donner aucun avertissement, [elles] ont soumis la ville à un bombardement prolongé et très étendu, tel que d'habitude n'en subissent que les places fortes. Elles ont laissé les étrangers sous ce bombardement tandis que les Français ont été retirés hors danger.¹ » Le consul conclut sa lettre en rendant hommage aux musulmans de Damas qui avaient protégé les chrétiens, les juifs et les étrangers.

Le 15 novembre, une colonne de druzes syriens conduite par Zeid el-Atrache traversa la frontière avec le Liban, occupa Hasbaya et s'empara de Marjayoun, ravivant les souvenirs des massacres

1. *Ibid.*, p. 785.

entre druzes et maronites du siècle précédent. Toutefois, les hommes d'el-Atrache ne purent traverser le Litani. La défense française, concentrée autour de la citadelle de Rachaya, sut les contenir et leur infligea de lourdes pertes.

Sarrail fut démis en catastrophe de ses fonctions et remplacé par le sénateur Henry de Jouvenel, premier civil à être nommé au poste de haut-commissaire en Syrie et au Liban. Pendant son court mandat, du 10 novembre 1925 au 23 juin 1926, de Jouvenel réussit la double performance de vaincre la révolte druze et de doter le Liban d'une Constitution. Dès son arrivée, il déclara : « *la guerre pour celui qui veut la guerre et la paix pour celui qui veut la paix* ». Il entama ainsi des négociations avec les nationalistes tout en ordonnant aux troupes françaises de lancer une vaste offensive en s'appuyant sur les unités de la Légion étrangère. Il parvint alors à récupérer Hasbya et Marjayoun situées au Liban.

Avec le retour du printemps, l'offensive s'intensifia. Gamelin confia le commandement des opérations au général Charles Andréa qui réussit à s'emparer le 25 avril 1926 de Soueïda, capitale du Djebel druze, une prise hautement symbolique. Profitant des rivalités entre druzes, il conclut même un accord avec la famille Amer qui contrôlait le nord du Djebel, ce qui lui permit de concentrer ses troupes sur le fief de Sultan el-Atrache, au sud. Il enrôla également de jeunes druzes pour combattre aux côtés de l'armée française en leur proposant des conditions séduisantes. Ces escadrons se révélèrent un appui précieux par leur connaissance du terrain et leurs contacts avec la population.

La situation était suffisamment sous contrôle pour qu'Henry de Jouvenel se rende en personne à Soueïda en mai 1926 et écrive avec une grande clairvoyance à Aristide Briand, ministre des Affaires étrangères : « La race druze est la seule guerrière du pays. Du jour où elle est soumise, l'armature de la rébellion s'effondre. Quelques semaines suffiront pour dissiper les bandes de pillards.¹ » Et en effet, la Ghouta fut pacifiée dès juillet 1926, même s'il fallut attendre le printemps 1927 pour mettre fin définitivement à l'insurrection.

Le bilan de la révolution est lourd : 10 000 morts, côté syrien, et 6 000, côté français, essentiellement parmi les troupes coloniales. Le mouvement nationaliste syrien se divisa sur fond d'intérêts personnels, de clivages idéologiques et de dissensions communautaires. Les chefs des insurgés, y compris Sultan al-Atrache, furent refoulés en Transjordanie avec leur famille, dans le camp de réfugiés d'al-Azraq.

Les alaouites et les chrétiens de Syrie étaient restés à l'écart de la révolte, tandis que des Arméniens et des Tcherkesses² avaient servi comme auxiliaires dans l'armée française. Bien qu'aucune des revendications nationalistes n'aboutît, la révolte syrienne eut comme conséquence majeure de faire de l'arabisme militant l'idéologie politique dominante en Syrie.

Comment un clan comme celui d'el-Atrache put-il tenir tête à la puissante armée française ? Dès le début de la révolte, les

1. *Ibid.*, p. 934.

2. Les Tcherkesses qui avaient été installés par les Ottomans au XIX^e siècle dans les régions druzes, conservaient une forte animosité envers ces derniers.

soupçons pesèrent sur les Anglais qui ravitaillaient les insurgés en armes et en argent depuis la Transjordanie. La rumeur accusait même les Britanniques d'avoir fourni les informations qui permirent à Sultan el-Atrache d'anéantir la colonne Michaud. Toujours est-il que les officiers du renseignement français étaient convaincus du rôle de leurs collègues britanniques dans la propagation de la révolution. Nommé haut-commissaire, Jouvenel prit la précaution de se rendre à Londres où on lui fit comprendre que le prix de leur aide était l'appui de la France dans leur discussion avec les Turcs sur le statut de Mossoul¹.

Cinq ans après la création du Grand Liban, la révolte druze contre la puissance mandataire révéla l'état d'esprit des communautés libanaises. Certes, une partie des druzes libanais d'Hasbaya et Rachaya avait rejoint la révolte, mais les druzes du Chouf et du Metn, malgré quelques remous, étaient restés neutres et passèrent outre les solidarités intracommunautaires.

Le point le plus intéressant demeure l'évolution de la position des chiites de Jabal Amel qui, après avoir refusé l'adhésion au Grand Liban et au mandat français en 1920, ne montrèrent plus aucune hostilité à l'égard des Français. Selon un rapport des autorités mandataires de l'époque, « Les chiites se déclarent satisfaits de leur sort ; ils préfèrent de beaucoup faire partie du Liban qui les a toujours bien traités, et, où, d'ailleurs, le mandat Français est une garantie pour eux que leurs droits ne seront jamais méconnus, que d'entrer dans un État Syrien, dirigé par des musulmans

1. J. Barr, *Une Ligne dans le sable*, op. cit., pp. 170-171.

sunnites, dont ils ont toujours gardé un mauvais souvenir.¹ » Le revirement des chiites s'explique par la décision de la puissance mandataire, en janvier 1926, de leur reconnaître le droit d'être jugés en matière de statut personnel par des *cadis* chiites selon le rite jaafarite, alors qu'ils dépendaient sous l'Empire ottoman d'un cheikh sunnite qui appliquait le droit hanafite².

Pendant que les chrétiens exprimaient leur reconnaissance à la « noble puissance mandataire des sacrifices matériels et humains qu'elle a consentie pour la défense du territoire libanais³ », les sunnites libanais se contentaient de pétitions, manifestations et grèves en appui à la révolte syrienne.

LA PROCLAMATION DE LA CONSTITUTION LIBANAISE

En plus d'avoir dompté la révolte en Syrie, Henry de Jouvenel avait à son actif la proclamation de la Constitution libanaise. Selon le premier article du mandat, la France était tenue de doter la Syrie et le Liban d'un « statut organique préparé d'accord avec les autorités indigènes et tenant compte des droits, intérêts et vœux des populations », dans un délai de trois ans, expirant le 29 septembre 1926⁴.

Le député Paul Boncour présida la commission chargée d'établir la Constitution. Souhaitant faire participer les autochtones, il

1. A. Hokayem, *Documents diplomatiques français...*, tome III, op. cit., p. 944.

2. *Ibid.*, p. 944.

3. Cité par Nadine Picaudou, *La déchirure libanaise*, Édition complexe, 1992, p. 73.

4. A. Hokayem, *Documents diplomatiques français...*, tome III, op. cit., p. 536.

imposa la consultation du Conseil représentatif déjà en place¹. La commission chargée de la rédaction de la Constitution comptant 12 membres sous la présidence de Moussa Nammour le président du Conseil représentatif, fut élue en respectant les équilibres confessionnels. Une sous-commission formée de cinq membres² était quant à elle chargée d'établir le questionnaire et la liste des personnalités à consulter.

Le questionnaire contenait douze questions : faut-il une monarchie constitutionnelle ou une république ? Le Parlement devra-t-il être composé d'une ou de deux chambres ? Le chef de l'État est-il responsable et devant qui ? Faut-il adopter la base confessionnelle pour la répartition des sièges au Parlement, la composition du gouvernement et les nominations dans la fonction publique ? D'autres questions concernaient la responsabilité des ministres, les modalités d'élection ainsi que la durée des mandats au Parlement et au Sénat.

Le questionnaire fut adressé aux chefs des différentes communautés religieuses, aux directeurs des services généraux de l'État, aux présidents des municipalités, aux représentants des chambres agricoles et des commerçants, au syndicat de la presse et aux conseils de l'ordre des avocats, médecins, dentistes et pharmaciens.

1. Antoine Hokayem, *La genèse de la constitution libanaise de 1926*, les Éditions universitaires du Liban, 1998, p. 129.

2. Roukoz Abou Nader, Michel Chiha, Chebl Dammous, Omar Daouk, et Soubhi Haïdar.

Le résultat de la consultation montra que les sunnites – qui la boycottaient dans leur ensemble – restaient hostiles au Grand Liban. Ils exprimaient leur désir de « se séparer de ce qu'on appelle le Grand Liban et de se rattacher à l'unité syrienne sur la base de la décentralisation.¹ »

Chebl Dammous, rapporteur de la commission, rédigea la synthèse des réponses obtenues tandis que trois personnages supervisèrent les travaux de la commission : un Libanais grec-orthodoxe, Charles Debbas, directeur de la Justice du Grand Liban, Léon Solomiac, délégué du haut-commissaire, chargé de veiller sur les droits de la puissance mandataire et Paul Souchier, spécialiste de droit constitutionnel qui joua le rôle de conseiller juridique. Le doyen de la faculté de droit de Bordeaux fut également sollicité.

Henry de Jouvenel, qui tenait à doter le Liban d'une constitution avant la fin de sa mission, fit pression pour faire avancer les travaux. La nouvelle Constitution libanaise, adoptée par le Conseil représentatif et promulguée le 23 mai 1926 par Henry de Jouvenel, était largement inspirée de la Constitution de la III^e République, enrichie de dispositions relatives aux questions communautaires.

Dans son article 101, elle stipulait qu'à partir du 1^{er} septembre 1926, l'État du « Grand Liban » porterait le nom de « République libanaise ». Son article 95, censé être provisoire mais qui est toujours en vigueur, instaurait le confessionnalisme

1. Antoine Hokayem, *La genèse de la constitution libanaise*, op. cit., p.228.

politique, en stipulant que les communautés seraient équitablement représentées dans les emplois publics et dans la composition du gouvernement. Cet article définit l'identité de la nouvelle République libanaise, non pas une démocratie du nombre où la communauté la plus nombreuse peut imposer sa loi, mais une démocratie de consensus où les droits de chaque communauté, même minoritaire, sont préservés.

Dans son article 90, la Constitution réservait à la puissance mandataire les fonctions régaliennes, la défense, la sûreté générale et la représentation extérieure et lui donnait le pouvoir d'annuler toute législation contraire à l'esprit du mandat¹.

Son article 2 stipulait quant à lui qu'aucune partie du territoire libanais ne pouvait être aliénée ou cédée, ce qui ne manqua pas de contrarier les nationalistes de Damas et une partie des musulmans libanais qui refusaient de reconnaître les frontières du Liban comme définitives.

Pour ne pas prendre le risque de tenir des élections législatives au lendemain de la révolte druze, Henry de Jouvenel fit du Conseil représentatif du Mont-Liban une chambre des députés et nomma lui-même les seize membres du Sénat.

Le nouveau Parlement, constitué des deux chambres, élit le 26 mai 1926 Charles Debbas premier président de la République libanaise, mettant de ce fait fin aux fonctions de Cayla, gouverneur du Grand Liban. Le choix de Charles Debbas était motivé par ses qualités personnelles : apprécié par l'ensemble de la classe

1. N. Picaudou, *La déchirure libanaise...*, op. cit., p. 71.

politique, il savait se situer au-dessus des rivalités partisans et jouissait de la confiance du haut-commissaire. Il offrait de plus la garantie d'être marié à une Française et d'avoir montré très tôt son attachement au Liban. La seule objection pouvait venir du patriarcat maronite en raison de l'appartenance de Debbas à la communauté grecque-orthodoxe. Mais les Français surent convaincre le patriarche que l'élection d'un grec-orthodoxe avait le double avantage d'être mieux accepté par les sunnites que celle d'un maronite et d'attirer les orthodoxes dans le giron libanais.

Nommé le 31 mai, le premier gouvernement libanais réserva une place aux représentants des principales communautés. Présidé par le maronite Auguste Adib, qui occupait aussi le poste de ministre des Finances, il comprenait un sunnite, Najib Kabbani, à la Justice, un maronite, Béchahra el Khoury, à l'Intérieur, un chiite, Ali el Asaad, à l'Agriculture, un grec-orthodoxe, Najib Amyouni, à l'Éducation nationale, un grec-catholique, Youssef Aftimos, aux Travaux publics et un druze, Selim Talhouk, à la Santé.

La Constitution prévoyait deux chambres, l'Assemblée nationale et le Sénat, mais face aux rivalités entre députés et sénateurs qui paralysaient l'exécutif, le Sénat fut aboli et les deux chambres fusionnèrent le 17 octobre 1927.

La nouvelle Chambre des députés comptait 44 membres et tint sa première réunion le 18 octobre 1927 ; elle procéda à l'élection de son premier président, le Cheikh sunnite Mohamed el Jisr. Cette élection marqua sur le plan symbolique le ralliement d'une partie des sunnites de Tripoli au Liban.

Malgré la proclamation de la Constitution et son article 2 très explicite à ce sujet, la révision des frontières du Liban faisait son chemin chez les responsables français. Ainsi, Henry de Jouvenel écrivit dans une lettre adressée à Aristide Briand le 3 août 1926 : « Par la création du Grand Liban [auquel] on a incorporé tant de régions musulmanes que la majorité chrétienne y est tombée à 52 %. Si l'on remarque d'une part, que les grecs-orthodoxes, fort enclins aux tractations avec les musulmans, peuvent, en se déplaçant déplacer la majorité, d'autre part, que l'émigration diminue tous les ans le nombre des chrétiens plus portés à émigrer que les musulmans, on peut mesurer la fragilité de cette politique... Il faut en effet à tout prix, si nous voulons faire là-bas une organisation stable, nous tirer de l'affaire du Grand Liban sans nous démentir.¹ » L'idée qui avait cours chez les Français était de rattacher Tripoli à la Syrie pour satisfaire les nationalistes de Damas et donner plus de stabilité à un Liban chrétien.

La réaction du patriarche Hoyoek à l'idée d'une révision des frontières ne se fit pas attendre : « [...] Des représentants de la France sont venus dans ce pays et l'ont habité sans arriver à comprendre notre mentalité. Ils arrivent généralement animés de bonnes dispositions. Mais à peine installés à Beyrouth, ils subissent l'influence d'un entourage intéressé à les amener à ses vues... D'où vient aujourd'hui ce tumulte que l'on répand autour du Grand Liban, par la cession de telle ville Tripoli, par exemple, à l'unité syrienne ? Tripoli fait partie intégrante du territoire

1. A. Hokayem, *Documents diplomatiques français...*, tome III, *op. cit.*, p. 935.

libanais... Le Liban n'a point attiré la rébellion [faisant allusion à la révolte syrienne] pour qu'il soit réduit à en faire aujourd'hui les frais... Le Liban est en mesure de provoquer des troubles, d'inquiéter le Gouvernement et de lui faire une systématique opposition. Mais, fidèle et sincère à ses sentiments et à ses traditions, il aime avant tout la paix et la tranquillité.¹ »

LA VIE POLITIQUE S'ORGANISE SOUS LE CONTRÔLE DES FRANÇAIS

Henri Ponsot succéda à Henry de Jouvenel. De tempérament indécis, il laissa une marge plus large au président de la République libanaise, Charles Debbas, pour exercer le pouvoir.

Debbas, dont le mandat était de trois ans, renouvelable une fois, fut réélu presque à l'unanimité le 27 mars 1929. Toutefois, à la fin de son deuxième mandat, une crise éclata lors de la désignation de son successeur. Mohamed el Jisr, un sunnite modéré de Tripoli, semblait bien placé pour emporter les élections, mais Ponsot, qui était hostile à l'idée d'un sunnite à la tête de l'État, suspendit la Constitution le 9 mai 1932 et reconduisit Debbas pour un nouveau mandat.

Malade, Ponsot fut remplacé le 12 octobre 1933 par Damien de Martel, ancien ambassadeur de France à Tokyo, qui resta en place jusqu'à la veille de la Deuxième Guerre mondiale. Décrit comme un esprit vif et caustique, Damien de Martel se révéla être un véritable bâtisseur, étant à l'origine de la création de l'aéroport et de l'agrandissement du port de Beyrouth.

1. *Ibid.*, p. 943.

Une de ses premières décisions consista au remplacement de Charles Debbas par le maronite Habib Pacha el Saad qui prit ses fonctions en janvier 1934 pour un mandat d'une année. Dans la foulée, on organisa des élections pour désigner un nouveau Parlement, ce qui impliqua un retour à la Constitution. Le haut-commissaire réduisit à 25 le nombre de membres de la nouvelle assemblée : 18 élus et 7 nommés par le haut-commissaire. Habib Pacha el Saad vit son mandat renouvelé pour une année supplémentaire, jusqu'en janvier 1936, et eut comme Premier ministre le sunnite Abdallah Beyhum. Avec eux débuta la tradition qui dura jusqu'à nos jours d'un président de la République maronite et d'un Premier ministre sunnite.

Élu le 30 janvier 1936 par le Parlement face à Béchara el Khoury au poste de président, Émile Eddé succéda à Habib Pacha el Saad. Béchara el Khoury et Émile Eddé furent les deux personnages pivots de la vie politique libanaise d'entre-deux-guerres. Chacun forma son parti, Béchara el Khoury à la tête du Bloc constitutionnel et Émile Eddé du Bloc national.

Au-delà du jeu de politique politicienne où les Libanais excellent, ces deux personnages incarnaient deux visions différentes de l'avenir du Liban. Pour Eddé, la sauvegarde des chrétiens libanais passait par leur ouverture à l'Occident et leurs liens privilégiés avec la France, le maintien du mandat étant le garant de leur sécurité, alors que Khoury estimait que leur avenir ne pouvait être assuré que par une étroite collaboration avec les communautés musulmanes et leur ouverture aux pays arabes, dans une volonté d'enracinement dans leur milieu naturel oriental. Dans ses

mémoires, Béchara el Khoury écrit à propos d'Eddé : « Le monde arabe ne lui inspirait pas beaucoup de confiance. S'il avait pu être maître des événements, il eût édifié un Liban plus petit que le Grand Liban et plus grand que le petit Liban, centré autour de Beyrouth et comprenant la Bekaa-Ouest comme espace vital.¹ »

Eddé et el Khoury furent tous deux élèves des Jésuites à Beyrouth avant de faire leur droit en France. Par la suite, Béchara el Khoury fut avocat stagiaire dans le cabinet d'Eddé. Malgré la rivalité qui les opposait, Béchara el Khoury dressa d'Émile Eddé un portrait flatteur dans ses mémoires : « Émile Eddé était doté d'une grande intelligence et d'un esprit vif. Il était de compagnie agréable, séduisant, habile à trouver des subterfuges, parfois impulsif. Des qualités de l'homme d'État, il ne lui manquait que la patience et l'aptitude à approfondir les questions qu'il abordait. Il était fidèle à ses amitiés, dur avec ses adversaires, prompt à blâmer et peu enclin à reconnaître ses erreurs. Son ambition était sans limite, mais justifiée par ses nombreux talents, son opiniâtreté et sa force de caractère.² »

Esprit brillant, remarqué très tôt lors de ses études chez les Jésuites par le père Cattin qui l'avait recommandé aux autorités mandataires, Béchara el Khoury possédait le sens de l'État et en maîtrisait les rouages. Courageux, il sut dire « non » à de Gaulle, ce qui produisit « la secousse d'où est né le Liban indépendant »

1. Béchara el Khoury, *Récit d'un destin national, Les mémoires de l'ancien président de la République libanaise*, traduction Roger Ghahchan, Beyrouth, *L'Orient-Le Jour*, 2012, p. 222.

2. *Ibidem*.

et fut « le pilote au cœur fort et au regard clair¹ » selon les termes du journaliste Georges Naccache. Habile à saisir les opportunités politiques, il fut traité d'opportuniste par les diplomates français mécontents de son rôle au moment de l'indépendance : « Béchara el Khoury a été français quand il croyait à la position dominante de la France au Levant ; arabe dès qu'il a senti que les gouvernements du Front populaire soutenaient le nationalisme, et anglophile quand les troupes britanniques sont entrées au Liban.² »

La politique d'Eddé et d'el Khoury était défendue chacune par un journal francophone. *L'Orient* fondé à Beyrouth en 1923 par Gabriel Khabbaz et Georges Naccache était dans la ligne politique d'Eddé et *Le Jour* fondé en 1935 par Michel Chiha défendait les positions de son beau-frère Béchara el Khoury. Ces deux journaux fusionnèrent en 1970 pour donner *L'Orient-Le Jour*.

Au cours des années trente, la politique n'était plus le monopole des notables et des chefs féodaux : elle concernait de nouvelles forces qui prenaient racine dans les milieux populaires et dans la classe moyenne et se structuraient dans des partis politiques. Suivant l'air du temps, ces partis furent influencés par les mouvements totalitaires, le fascisme ou le stalinisme, qui eurent cours en Europe. Les partis nationalistes arabes fondés dans leur majorité à cette époque étaient d'obédience fasciste. En lutte avec les puissances mandataires, la France et la Grande-Bretagne, ils optèrent

1. *Ibid.*, p. 33.

2. P. Seale, *La lutte...*, *op. cit.*, p. 331. Il donne comme référence MAE-Nantes, Fonds de l'ambassade de Beyrouth, carton 20, série 199A4, 25 août 1941.

pour l'Italie et l'Allemagne et se plaçaient dans le camp des perdants au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Quant au Parti communiste libanais¹, prosoviétique, il fut du côté de Staline.

Le jeu politique libanais fut perturbé par l'apparition du Parti populaire syrien créé en 1932 par le grec-orthodoxe Antoun Saadé qui militait pour une grande Syrie, allant du Taurus jusqu'au canal de Suez et à la mer Rouge englobant l'Irak, le Koweït, le Sinaï et Chypre en plus des pays du Levant.

Né à Dhour el Choueir en 1904, Antoun Saadé ne faisait que reprendre les idées de son père Khalil, un médecin ayant fait ses études au Syrian Protestant College avant d'immigrer sans sa famille à Sao Paulo. Khalil avait adhéré à un courant de pensée théorisées par le père jésuite Henry Lammens, et assez répandu à l'époque, qui soutenait l'existence d'une race syrienne distincte de la race arabe. Son fils Antoun, enseignant à l'Université américaine de Beyrouth, fonda un parti clandestin sur le modèle fasciste (culte du chef, appareil paramilitaire, chemises brunes et un goût immodéré pour les parades). Antoun Saadé entretint également des relations avec l'Allemagne nazie et publia en novembre 1939 un article à la gloire de l'Allemagne dans le *Diario de São Paulo* où il avait rejoint son père pour une courte période.

Saadé connut une fin tragique. Fomentant un coup d'État avorté en juin 1949, il prit la fuite en Syrie mais fut remis par le

1. Le parti communiste libanais fut fondé en 1930 par des Arméniens, avant de passer sous l'autorité de trois Arabes Nicolas Shawi, Farjallah el-Helou et Mustafa al-'Aris et d'un Kurde Khalid Bakdash.

gouvernement syrien du colonel Zaim aux autorités libanaises qui l'exécutèrent 48 heures plus tard, après un simulacre de jugement. En représailles, un membre de ce parti assassina trois ans plus tard Riad el Solh, alors Premier ministre libanais, lors d'une visite à Amman.

En 1936, deux mouvements de jeunesse antagonistes furent fondés à quelques mois d'intervalle : les Phalanges libanaises à majorité maronite et le parti des Najjadé composé de sunnites.

Créé par Pierre Gemayel, le premier était un parti nationaliste libanais doté d'une organisation paramilitaire, hostile aux nationalismes arabe et syrien. Fondé par Muhi al-Din al-Nsouli et Husayn Sij'an, le second était au contraire proche des nationalistes arabes.

Ces mouvements de jeunesse engagés politiquement n'étaient pas l'apanage des Libanais, le Bloc national en Syrie ayant ses « Chemises de fer » ou « al-qumsan al-hadidiyya ». Portant une chemise et un pantalon gris acier, une ceinture et une cravate noire, ses membres brandissaient un bras tendu à la manière fasciste.

TRAITÉ D'AMITIÉ FRANCO-SYRIEN ET TRAITÉ D'AMITIÉ FRANCO-LIBANAIS

La conclusion par la Grande-Bretagne de deux traités d'amitié, l'un avec l'Irak et l'autre avec l'Égypte, leur permettant d'avancer sur la voie de l'indépendance, conduisit la France à faire de même en Syrie.

Tout commença par une grève générale décrétée par les nationalistes de Damas contre les autorités mandataires. Les négociations s'ouvrirent le 1^{er} mars 1936 à Beyrouth entre de Martel et une délégation syrienne. Au sein de cette délégation, une large place était réservée à l'opposition syrienne, incarnée par le Bloc national dirigé par des personnalités modérées et instruites acquises au nationalisme, mais ouvertes aux idées libérales européennes et appartenant à la bourgeoisie des grandes villes¹. L'arrivée au pouvoir du Front populaire en mai 1936 facilitera par ailleurs les négociations qui se poursuivirent à Paris à partir du 11 juin.

Pour dissiper les rumeurs propagées par la presse sur une possible renégociation de l'intégrité territoriale libanaise, le gouvernement français prit la précaution d'assurer au président libanais Émile Eddé qu'aucune modification ne serait apportée aux frontières du Liban.

Privilégiant l'indépendance de leur pays à la solidarité communautaire, les sunnites syriens du Bloc national reconnurent le Liban dans ses frontières de 1920, mettant ainsi fin aux espoirs des sunnites libanais de voir les « territoires contestés » revenir à la Syrie.

Le traité d'amitié franco-syrien fut signé le 9 septembre 1936 dans le salon de l'Horloge, au quai d'Orsay. Il prévoyait

1. La délégation syrienne était composée de Hachem Atassi, Saadallah Djabri, Fares el Khoury et Jamil Mardam appartenant au Bloc nationaliste et les représentants du gouvernement syrien étaient Edmond Homsy, un banquier chrétien d'Alep, et l'émir Mustafa al-Shihabi, un agronome ayant fait ses études en France.

l'indépendance de la Syrie dans un délai de cinq ans, en contrepartie de certains avantages consentis à la France. Par ce traité d'alliance et d'amitié de 25 ans, la France conservait la situation privilégiée qui était la sienne en Syrie sous l'Empire ottoman. Elle obtint la pérennité de ses œuvres scolaires et de ses missions scientifiques, la confirmation de ses droits économiques, une collaboration en matière de politique étrangère ainsi que l'installation de deux bases militaires aéronautiques.

Ce traité accorde à l'État de Syrie le Djebel druze et le territoire alaouite, jusque-là séparés, conférant ainsi au gouvernement majoritairement sunnite de Damas la souveraineté sur ces deux territoires. Mais cette annexion n'était pas du goût des minorités. Les alaouites se séparèrent à nouveau de la Syrie après une courte révolte. Les druzes retrouvèrent leur autonomie le 1^{er} juillet 1939 au bout de deux années d'agitation et chassèrent les représentants du gouvernement de Damas. Ce n'est qu'en 1942 que le Djebel druze et le territoire alaouite furent à nouveau rattachés à la Syrie, donnant au pays sa configuration actuelle. Quant aux habitants de la Djézireh (la haute vallée de l'Euphrate), ils se trouvaient divisés. Les tribus bédouines souhaitaient suivre Damas alors que les Kurdes et les populations chrétiennes voulaient s'en détacher.

Les Français, qui remirent les clefs de l'État syrien aux sunnites de Damas, demeurèrent inquiets sur le sort des minorités. Une inquiétude d'autant plus justifiée que l'Irak, après le traité d'amitié avec la Grande-Bretagne, assista aux massacres de ses minorités chrétiennes en 1933. Instruites par le génocide des Arméniens et des chrétiens d'Irak, les minorités syriennes regardaient avec

une certaine méfiance la constitution d'un État dominé par les sunnites.

La situation en Syrie n'était pas la même pour toutes les minorités. Certaines minorités étaient compactes, comme le pays alaouite et le Djebel druze, auxquels il convenait d'octroyer l'autonomie la plus large avec une présence militaire française pendant cinq ans. Tout autre était la situation des minorités dispersées dans la Syrie rurale et dans les villes sunnites, qui ne pouvaient compter que sur la parole du gouvernement syrien qui s'était engagé à garantir leur liberté.

Ne disposant pas d'un territoire suffisant pour s'autonomiser, les Ismaélites de Salamyeh, les Tcherkesses de Kunéitra et les Kurdes de la Haute-Djéziré étaient les plus menacés. D'après Robert Montagne, « ils sont assez forts pour résister aux pressions locales dont ils seraient l'objet, mais trop peu nombreux pour mériter une place à part dans l'État. Ce sont des groupes de ce genre qui en Irak ont été décimés par l'État arabe centralisateur.¹ »

Dans ces conditions, on comprend que la genèse de la Syrie fut marquée par la méfiance, le ressentiment et les rivalités entre les différentes communautés. T.E. Lawrence fit preuve d'une grande lucidité en écrivant dès 1922 : « La Syrie demeurerait une mosaïque raciale et religieuse aux contours bien marqués. Tout essai de large unification aboutirait forcément à un ouvrage fait de pièces et de morceaux et à une administration déplaisante pour un peuple

1. Robert Montagne, dans un article prémonitoire dans *Persée* « Le traité franco-syrien » in *Politique étrangère* n° 5-1936-1^{re} année, pp. 34-54.

que ses instincts ramenaient toujours à une organisation locale et familiale.¹ »

Après la signature du traité franco-syrien, un autre avec le Liban s'imposait. À son retour à Beyrouth en octobre 1936, de Martel entama les négociations avec une délégation libanaise réunissant le gouvernement et l'opposition.

Contrairement au traité franco-syrien signé à Paris, le traité franco-libanais fut signé moins solennellement par le président Eddé et le haut-commissaire Damien de Martel au Petit-Sérail à Beyrouth le 13 novembre 1936. Rapidement approuvés par les parlements syrien et libanais, ces deux traités ne furent jamais ratifiés par la France, en raison de l'hostilité des milieux militaires qui craignaient la contagion aux possessions françaises d'Afrique du Nord.

En janvier 1937, le haut-commissaire décida la reprise de la vie constitutionnelle et prolongea le mandat du président Eddé de trois années supplémentaires.

En octobre 1938, Gabriel Puaux succéda à de Martel. La Seconde Guerre mondiale déclarée, la Constitution fut à nouveau suspendue, le Parlement et le gouvernement dissous. Puaux refuse l'armistice de Pétain, avant qu'il ne l'accepte deux jours plus tard. Cette prise de position lui valut d'être révoqué et remplacé par le directeur de la Police de Paris, Jean Chiappe, qui n'exerça jamais son mandat : attaqué par un avion italien alors qu'il se rendait

1. T.E. Lawrence, *Les Sept piliers...*, *op. cit.*, p. 457.

à Beyrouth pour prendre ses fonctions, son avion disparut le 27 novembre 1940 au-dessus de la Méditerranée.

Le poste de haut-commissaire revint alors au général Dentz qui avait déjà servi au Levant comme chef du service du renseignement du général Weygand. Il était issu d'une famille alsacienne ayant fui l'annexion en 1870.

En avril 1941, le président Eddé démissionna et le général Dentz nomma Alfred Naccache président de la République, le sunnite Ahmad Daouk devenant président du Conseil.

CHAPITRE III

LE LIBAN DEVIENT INDÉPENDANT

UNE GUERRE FRANCO-FRANÇAISE

La situation en Syrie et au Liban connut un tournant décisif après le coup d'État fomenté à Bagdad le 1^{er} avril 1941 par des officiers irakiens pro-Allemands, qui porta au pouvoir Rachid Ali el-Kailani, alors que son rival Nouri Said et le régent 'Abd al-Ilah composaient avec les Britanniques.

Winston Churchill décida une riposte militaire. Les Allemands volèrent au secours des insurgés et obtinrent du gouvernement de Vichy d'utiliser les aéroports de Syrie et du Liban pour ravitailler en armes et en munitions les hommes d'Ali el-Kailani. Deux trains chargés d'armement furent également envoyés par le général Dentz aux rebelles irakiens. Malgré l'appui des pétainistes, les Britanniques réussirent à reprendre rapidement la situation en main à Bagdad et réinstallèrent le régent 'Abd al-Ilah le 1^{er} juin 1941.

Cet événement alimenta toutefois les craintes britanniques de perdre l'Irak et ses ressources pétrolières et de voir les Allemands

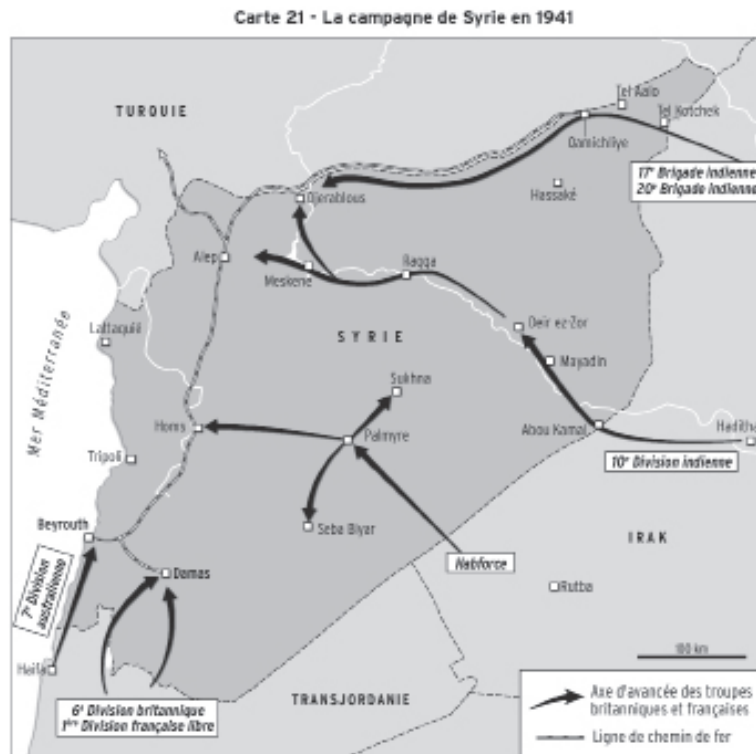
utiliser les aéroports de la Syrie et du Liban pour attaquer leurs sites stratégiques en Méditerranée orientale¹. Dans ce contexte, Churchill voulut en finir avec les vichystes au Levant, comme le souhaitait le général de Gaulle. L'attaque contre les 40 000 soldats de l'armée française du général Dentz restée fidèle à Pétain débuta dans la nuit du 7 juin et fut conduite par le général britannique Henry Wilson, surnommé « Jumbo ».

Le général Catroux, le représentant sur place du général de Gaulle, supervisa le déroulement des opérations et promit le 8 juin 1941 aux Syriens et aux Libanais de mettre un terme au mandat et de leur accorder l'indépendance en cas de victoire des troupes alliées. Plus tard, les Britanniques exploitèrent cette promesse pour évincer la France du Levant.

LES BRITANNIQUES ET LA FRANCE LIBRE DÉLOGENT LES VICHYSTES DU LEVANT

20 000 soldats britanniques et gaullistes s'engagèrent sur quatre axes (carte 21, p. 346). Les 17^e et 20^e brigades d'Infanterie indienne avancèrent le long de la frontière syro-turque, avec l'objectif de couper le ravitaillement des troupes vichystes depuis la Turquie. D'autre part, la 10^e division d'Infanterie indienne fut lancée le long de l'Euphrate. S'emparant de Deir el Zor et Raqaa, elle poursuivit vers Alep.

1. Les bases militaires britanniques à Chypre et le canal de Suez qui permettait le ravitaillement en pétrole et la communication avec l'Inde principale pourvoyeuse de soldats pour l'Empire britannique.



Une brigade de la Habforce¹ se retira d'Irak pour attaquer Palmyre en passant par le désert, sécuriser le pipeline qui acheminait le pétrole de Mossoul, et s'emparer de son terminal pétrolier à Tripoli. Venant de Palestine, la 6^e division britannique composée

1. Habforce tire son nom de la ville de Habbaniya, abritant une base de la Royale Air Force que les troupes anglo-arabes avaient libérée au moment du coup d'État de Kailani.

d'Indiens ouvrit la voie de Damas aux forces françaises libres qui s'en emparèrent le 18 juin. Le général Catroux fit alors son entrée dans la ville, entouré de soldats de l'unité tcherkesse du capitaine Collet qui avait fait défection et avait rejoint la France libre avant le début des hostilités. À Damas, l'accueil était loin d'être enthousiaste. Les Français de Syrie regardaient les hommes de la France libre comme des traîtres et les nationalistes arabes observaient avec scepticisme les Français remplacer d'autres Français.

L'attaque britannique la plus décisive eut lieu le long du littoral libanais et engageait la 7^e division australienne, en provenance de Palestine, avec comme objectif Beyrouth, siège du haut-commissaire. Elle s'empara de Damour et atteignit les portes de Beyrouth le 13 juillet, imposant un cessez-le-feu au général Dentz. Parmi les combattants, un certain Moshé Dayan s'était porté volontaire contre les vichystes et perdit son œil gauche pendant les combats¹.

Malgré leur bravoure, les pétainistes vaincus furent acculés à signer, le 14 juillet, avec l'armée britannique la Convention de Saint-Jean-d'Acre qui prévoyait le retrait des troupes vichystes du Levant et le passage des troupes syriennes et libanaises sous commandement britannique.

Le gouvernement de Vichy obtint l'exclusion de la France libre de la Convention et le général Catroux ne fut pas autorisé à la signer. Dès qu'il prit connaissance des conditions de l'armistice, le général de Gaulle considéra que Vichy avait abandonné la Syrie et

1. À l'issue des combats on compte, entre tués et blessés, chez les Alliés, 1 160 Australiens, 1 900 Britanniques et Indiens, et 650 parmi les troupes gaullistes. Le bilan est plus lourd côté pétainiste avec 1 066 tués et environ 5 400 blessés.

le Liban à Londres et s'envola pour Le Caire où, le 24 juillet 1941, il obtint d'Olivier Lyttelton, ministre d'État chargé des affaires britanniques en Orient, un accord interprétatif de la Convention de Saint-Jean-d'Acre. Cet accord stipulait que les troupes britanniques garderaient la responsabilité de la défense de la Syrie et du Liban contre une attaque extérieure allemande, mais qu'il reviendrait à la France libre d'assurer la sûreté intérieure et le contrôle des troupes libanaises et syriennes.

Il reçut en outre l'assurance que les troupes vichystes auraient le choix de rentrer en France ou de rester sur place pour intégrer la France libre. Sur les 40 000 militaires et administratifs vichystes, une forte majorité opta pour le départ, aidée sournoisement dans leur choix par les Britanniques, soucieux d'affaiblir la présence française au Levant en limitant l'enrôlement des soldats de Vichy par la France libre. Évacués entre le 5 août et le 25 septembre vers Marseille, leur départ marqua en réalité la fin du mandat français. Les Britanniques, dès lors maîtres des lieux et du jeu, favorisèrent les nationalistes arabes au détriment de la France libre et facilitèrent l'accès des Libanais à l'indépendance.

Après son étape au Caire, le général de Gaulle s'envola vers « l'Orient compliqué avec des idées simples¹ », comme il le dira plus tard dans ses *Mémoires*, et arriva à Beyrouth le 26 juillet 1941. Réfugié à Londres, rejeté par les pétainistes et privé de forces sur le terrain, il dut faire face aux Britanniques dans leur

1. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre, L'Appel: 1940-1942*, Plon/Pocket, 1954-2010, p. 181.

volonté d'évincer la France de la Syrie et du Liban. Ne disposant d'aucune carte, c'est par la puissance de son verbe et par la vigueur de sa force morale qu'il parvint à récupérer la situation.

Au lendemain de son arrivée à Beyrouth, de Gaulle prononça sa fameuse déclaration : « Si nous sommes heureux de prendre de nouveau depuis hier, contact avec le Liban c'est d'abord, évidemment, parce que, dans tout cœur de Français digne de ce nom, je puis vous dire que le nom seul du Liban fait remuer quelque chose de très particulier, et j'ajoute que c'est d'autant plus justifié que les Libanais, libres et fiers, ont été le seul peuple dans l'histoire du monde qui, à travers les siècles, quels qu'aient été les péripéties, les malheurs, les bonheurs, les destinées, le seul peuple dont jamais aucun jour, le cœur n'aura cessé de battre au rythme de celui de la France¹ » et confirma aussi la promesse faite par Catroux le 8 juin d'accorder l'indépendance au Liban : « nous considérons comme juste et comme nécessaire de mettre, d'accord avec vous, un terme au régime actuel du mandat. Nous considérons qu'il est équitable et qu'il est utile d'établir la souveraineté et l'indépendance réelle de l'État du Liban. »

Le général de Gaulle sut trouver les mots pour conclure cette guerre franco-française, en déclarant : « L'équivoque créée par Vichy a dû être tranchée par l'épée. La lutte impie qui nous a été imposée était nécessaire. Mais nous ne pouvons-nous réjouir des succès obtenus contre nos frères. Même après la victoire, nous continuerons à porter le deuil des nôtres tombés en Syrie, aussi

1. Discours du général de Gaulle au Cercle de l'Union française le 27 juillet 1941.

bien de ceux qui ont combattu dans nos rangs que de leurs adversaires, victimes de la trahison de quelques hommes qui ont sacrifié la France pour mieux servir Hitler. » Et d'ajouter : « [...] Restés fidèles à nous-mêmes, nous sommes certains ainsi d'être fidèles à la France, à sa mission, à toutes les traditions qui ont fait sa grandeur dans le passé et qu'on ne saurait renier sans la rendre méconnaissable.¹ » Pour ne pas donner l'impression d'une victoire d'une France sur l'autre, le général de Gaulle n'accorda aucune décoration ni aucune citation aux Français libres pour leur action en Syrie.

Quant au général Dentz, sa fin s'avéra tragique : condamné à mort en 1945 pour sa fidélité à Vichy, il fut gracié par de Gaulle au vu de ses nombreux services, mais mourut peu de temps après, de maladie, dans une cellule de la prison de Fresnes. Sa fin illustre la destinée tragique d'un soldat qui, croyant bien servir son pays, s'était égaré. Lors des grands bouleversements historiques, la fidélité, la bravoure ne suffisent pas, il faut une force intérieure, un instinct et une vision pour reconnaître le bon chemin.

EDWARD SPEARS, ARTISAN DE L'INDÉPENDANCE LIBANAISE

Redoutant le ralliement des masses arabes à l'Allemagne déjà aux portes de la Lybie, les Britanniques considérèrent les nationalistes arabes comme un partenaire stratégique plus important que la France libre qui ne jouissait sur place que d'un pouvoir virtuel. Signe de la perte d'influence de la France au Levant, le général

1. <http://www.france-libre.net/campagne-syrie/>.

Catroux fut nommé le 24 juin 1941 délégué général et non plus haut-commissaire, même s'il en occupait encore les fonctions.

Un nouveau chapitre s'ouvrit dans la longue histoire de la rivalité franco-britannique. L'homme chargé d'évincer les Français du Levant, le général Spears, s'opposa au général Catroux dans ce qui fut qualifié de « duel du faucon et de l'épervier¹ ». Vindictif et passionné, Spears était un homme vif, à l'esprit combatif et brillant. Né à Paris et parlant un français sans accent, il avait été officier de liaison entre l'armée française et l'armée britannique pendant la Première Guerre mondiale. La guerre finie, Churchill, qui l'appréciait, lui proposa de devenir parlementaire. Il fut surnommé à Westminster « député de Paris » en allusion à ses liens étroits avec la France.

Spears est celui qui a conduit, dans son avion personnel, le général de Gaulle à Londres le 17 juin 1940, à la veille du fameux appel. Il raconte, dans ses *Mémoires*, la déception de Churchill en voyant arriver un sous-secrétaire d'État à la Guerre, alors qu'il s'attendait au ralliement d'une personnalité de premier plan comme Paul Reynaud. Spears justifia son choix en expliquant que de Gaulle était le seul responsable français qui avait accepté de le suivre à Londres. Réalisant très vite l'envergure de De Gaulle, il le soutiendra pendant son exil. Il est probable que « s'il n'y avait pas eu de général Spears, il n'y aurait peut-être jamais eu de général de Gaulle² », comme l'a déclaré un jour Churchill.

1. Expression utilisée par Alfred Naccache, président de la République libanaise de l'époque.

2. Cité par J. Barr, *Une ligne dans le sable*, op. cit., p. 271.

Leur amitié se brisa toutefois sur le conflit qui les opposa, au Levant. Tout démarrait pourtant sous les meilleurs auspices. Spears, en tant que chef de la Mission britannique auprès de la France libre, accompagnait le général de Gaulle au Caire le 1^{er} avril 1941 et appuya auprès des Britanniques sa demande d'évincer les pétainistes de la Syrie et du Liban. Plus tard, après la capitulation du général Dentz, il reprocha à de Gaulle de donner plus d'importance aux intérêts français au Levant qu'à la guerre contre les Allemands et le critiqua pour la brutalité avec laquelle il avait remis en cause la Convention de Saint-Jean-d'Acre.

Après un séjour à Londres, Spears revint en mars 1942 à Beyrouth avec le titre de ministre plénipotentiaire en Syrie et au Liban, bien décidé, selon ses propres termes, à « écraser, avilir et anéantir le mouvement des Français libres.¹ ». Dès son arrivée, il dévoila ses intentions en rendant visite aux présidents libanais et syrien, mais se garda de rencontrer Catroux, représentant de la puissance mandataire. Il lui signifia ainsi que le mandat était devenu caduc depuis la promesse française du 8 juin d'accorder l'indépendance à la Syrie et au Liban. Spears choisit de s'appuyer sur le leader sunnite Riad el Solh, pourtant considéré pro-allemand, mais dont la cause fut défendue par de nombreuses personnalités proches des Anglais.

1. Cité par *ibid.*, p. 272.

LES INDÉPENDANTISTES LIBANAIS

Poussés en sous-main par les Britanniques, les indépendantistes libanais demandèrent à la puissance mandataire le retour à la vie constitutionnelle et l'organisation d'élections législatives. De Gaulle et Catroux tergiversèrent, jouèrent les prolongations malgré les pressions de Spears et prirent finalement prétexte de la menace que faisait peser Rommel sur l'Égypte et les États du Levant.

Dans ce contexte, de Gaulle jugea opportun de revenir à Beyrouth le 11 août 1942. Sur le tarmac de l'aéroport l'attendaient le président libanais Alfred Naccache, le général Catroux et le général Spears. La rencontre entre de Gaulle et Spears fut froide et distante. De Gaulle n'eut de cesse d'intervenir, auprès de Churchill, pour évincer Spears, devenu « sa bête noire¹ », mais ses démarches restèrent vaines.

Au cours de ses entretiens avec les responsables politiques libanais, de Gaulle leur fit comprendre qu'il jugeait prématuré de discuter de l'indépendance du Liban, ce qui provoqua un fort ressentiment chez ses interlocuteurs.

En fin de compte, sous la pression des Britanniques, les Français durent céder et organiser des élections législatives. Le président de la République Alfred Naccache démissionna et fut remplacé le 18 mars 1943 par Ayoub Tabet qui décida de porter le nombre de députés à 54, dont 32 chrétiens et 22 musulmans, ce qui déclencha la colère des musulmans. Pour calmer les esprits,

1. P. Seale, *La lutte...*, *op. cit.*, p. 311.

Catroux remplaça Ayoub Tabet par Petro Trad le 21 juillet 1943 et partit au Caire en laissant à Jean Helleu, délégué général par intérim de la France libre, le soin d'organiser les élections. Le premier tour eut lieu le 29 août et le second le 5 septembre 1943, conduisant à une chambre indépendantiste.

La bataille pour l'élection d'un nouveau président de la République s'engagea entre les deux maronites Béchara el Khoury et Émile Eddé. Le Premier ministre égyptien, Nahas Pacha, le consul d'Irak et des personnalités syriennes s'activèrent pour convaincre Riad el Solh et les leaders sunnites d'appuyer Béchara el Khoury. Selon son biographe Patrick Seale, Riad el Solh appréciait plus Eddé sur le plan personnel mais son choix, dicté par Spears et les capitales arabes, se porta sur el Khoury mieux disposé à engager le combat de l'indépendance. Seale écrit : « Avec ses opinions pro-arabes, Bishara al-Khoury semblait être le choix évident, mais paradoxalement Riad était plus proche d'Émile Eddé. Alors que ses relations avec Khoury étaient assez cordiales, il trouvait Eddé plus agréable. C'était un homme intelligent et raffiné, doué d'un sens de l'humour prononcé, comme Riad lui-même. Eddé était aussi d'une franchise très appréciable : il ne tentait pas d'éluder ni de dissimuler son attachement à la France. Avec lui, on savait où on en était.¹ »

Grâce à l'intervention de Selim Takla et Nasri Maalouf, une rencontre entre el Solh et el Khoury fut organisée le 19 septembre à Aley. Les détails de cet entretien sont restés confidentiels :

1. *Ibid.*, p. 331.

Béchara el Khoury n'en parle pas dans ses Mémoires et Riad el Solh n'avait pas l'habitude de consigner ses démarches. Mais le déroulement des événements dans les jours qui suivirent reflète les termes de leur accord. Le 21 septembre, Béchara el Khoury fut élu président de la République. Dans son discours d'investiture, il déclara sa volonté d'obtenir l'indépendance du Liban et nomma le lendemain Riad el Solh Premier ministre.

Jean Helleu, qui sentait la situation lui échapper, se rendit à Alger pour obtenir les instructions de De Gaulle. Avant son départ, il demanda aux responsables libanais de surseoir à toute décision jusqu'à son retour. La réponse tomba le 5 novembre 1943. Le Comité français de libération nationale publia un communiqué déniaut aux Libanais le droit d'abroger l'article de la Constitution qui conférait mandat à la France.

Dès lors la rupture fut totale entre la France libre et les indépendantistes libanais. La première déclaration de Riad el Solh, du 8 novembre 1943, devant la nouvelle Assemblée nationale connue sous le nom de Pacte national « al-mithaq al Watani » témoigne de l'accord verbal conclu avec Béchara el Khoury le 19 septembre.

Riad el Solh rappela tout d'abord que le Liban était un État indépendant et définitif, ce qui impliquait l'adhésion des musulmans au Liban dans ses frontières de 1920 et leur renoncement au retour « des territoires contestés » à la Syrie. En contrepartie, les chrétiens abandonnaient leur attachement à une protection de la France. Il affirma ensuite le principe d'égalité de tous les Libanais et la répartition des fonctions publiques selon l'importance

numérique de chaque communauté dont le recensement de 1932 faisait foi. Enfin, il insista sur la reconnaissance de l'ancrage arabe du Liban dans le respect de son indépendance.

Son discours terminé, Riad el Solh demanda à l'Assemblée nationale de voter l'abrogation de l'article 90 de la Constitution de 1926 qui donnait plein pouvoir aux Français, ouvrant ainsi la voie à l'indépendance. Celle-ci finit par être reconnue par de Gaulle, après « quelques péripéties », le 22 novembre 1943.

Ce qu'on appelle « péripéties » ressemblait à un coup d'État qui faillit dégénérer en un conflit international entre Français libres et Britanniques. Jean Helleu, très mécontent, rentra le 9 novembre à Beyrouth et fit arrêter le président de la République, le président du Conseil et les ministres. L'arrestation des responsables libanais débuta au petit matin. La soldatesque envahit leurs maisons, les tira de leurs lits et les conduisit à la citadelle de Rachaya où ils furent emprisonnés.

Dans ses Mémoires, Béchara el Khoury relate ce moment historique : « Dans la nuit du mercredi 10 au jeudi 11 novembre, vers trois heures du matin, nous fûmes réveillés mon épouse et moi par un vacarme provenant du salon attenant à la chambre à coucher. Je sortis du lit et ouvris la porte de la chambre pour m'enquérir des causes de ce charivari. Je me retrouvai face à face avec des fusiliers marins et des fantassins noirs pointant sur moi les baïonnettes de leurs armes et qui hurlèrent en me voyant : Sortez ! Sortez immédiatement ! Au bout de deux à trois minutes, la porte latérale de la chambre s'ouvrit et mon fils Michel entra, accompagné d'un capitaine français que je ne connaissais pas, et

qui était armé d'un pistolet et d'un pistolet-mitrailleur. Il me dit poliment : Nous ne vous voulons aucun mal, mais j'ai ordre du Délégué de vous arrêter.¹ »

À son arrivée à la citadelle de Rachaya, Béchara el Khoury retrouva Riad el Solh et les ministres Camille Chamoun et Sélim Takla, déjà emprisonnés. Dans l'après-midi, Abdul Hamid Karamé et Adel Osseirane rejoignirent le groupe.

La nouvelle de l'arrestation des responsables libanais mit le Liban en ébullition. Une grève fut décrétée à Beyrouth, des incidents éclatèrent à Saïda, la ville natale de Solh, et à Tripoli, ville de Karamé. Afin d'assurer l'intérim et la continuité de la légitimité gouvernementale, le président de l'Assemblée nationale Sabri Hamadé, un chiite, et les deux seuls ministres ayant échappé à la rafle, Habib Abou Chahla, un grec-orthodoxe et Majid Arslan, un druze, proclamèrent la formation d'un Gouvernement provisoire et se retranchèrent avec leurs fidèles à Bchémoun, dans la Montagne libanaise.

L'épisode tourna à la confrontation directe entre Français et Britanniques. Le général Catroux rentra en urgence le 16 novembre au Liban pour prendre en main la situation. Pour marquer ses distances avec Helleu, il ne séjourna pas à la résidence des Pins, mais à la résidence Dana à Beyrouth. Dans la nuit du jeudi 18 au vendredi 19, il rencontra Béchara el Khoury qu'il fit sortir de Rachaya.

1. B. el Khoury, *Récit...*, op. cit., p. 189.

Au cours de cette réunion, Catroux, après avoir reproché à el Khoury d'avoir trahi l'amitié traditionnelle liant la France et le Liban et d'avoir porté atteinte à la dignité de la France « malgré tout ce qu'elle vous a apporté¹ », lui proposa de le libérer et de le reconduire dans ses fonctions, à condition toutefois de renvoyer le gouvernement et de dissoudre la Chambre. Béchara el Khoury refusa ce marché et confirma sa solidarité avec Riad el Solh et son gouvernement.

Les événements s'accéléchèrent dans la journée du 19 novembre. Sur instructions du cabinet de guerre britannique, Richard Casey, un ministre de sa Majesté, se présenta à Beyrouth pour remettre à Catroux un ultimatum, menaçant de déclarer la loi martiale si les responsables politiques libanais n'étaient pas libérés avant le 22 novembre à 10 heures. Dans une démonstration de force, une brigade de blindés britanniques fut déployée dans un quartier de Beyrouth. Devant l'irréversibilité du processus, le Comité français de libération nationale rappela Helleu le 21 novembre. Radio Alger annonça la libération de Béchara el Khoury, qui retrouva sa place de président de la République, et des autres responsables libanais, mais sans préciser s'ils étaient également réintégrés dans leurs fonctions. Le 22 novembre à midi, trois voitures se présentèrent dans la cour de la citadelle de Rachaya pour conduire les responsables libanais libérés à Beyrouth où ils reçurent un accueil triomphal.

1. *Ibid.*, p. 198.

Dès son arrivée à 15 heures, Béchara el Khoury rencontra à nouveau le général Catroux qui réitéra sa demande de révocation du Premier ministre Riad el Solh et de dissolution du Parlement, essuyant un nouveau refus de la part du président libanais.

Au cours de leur troisième rencontre le lendemain, Catroux avoua son impuissance, sans dissimuler son émotion. Il déclara à Béchara el Khoury : « Je ne dispose pas de la force matérielle pour vous empêcher de retourner sur-le-champ au Sérail en compagnie du gouvernement ni pour empêcher la Chambre des députés de siéger. Permettez-moi, cependant, de vous remettre une note de mon gouvernement exprimant ses réserves au sujet du maintien en place du gouvernement et de la chambre de votre pays. Mais je convaincrai le général de Gaulle de renoncer à ses réserves avant demain.¹ » Dans la matinée du mercredi 24 novembre, Béchara el Khoury reçut une note du général Catroux l'informant que le Comité français de la Libération nationale avait bien abandonné ses réserves, ce qui revenait à reconnaître l'indépendance du Liban. Dans l'après-midi, Catroux se rendit au palais présidentiel avec son état-major pour présenter ses félicitations et ses regrets pour ce qui s'était passé et exprimer le vœu de voir s'ouvrir une nouvelle page dans les relations entre la France et le Liban.

Fidèle à ses convictions d'un Liban à majorité chrétienne sous la protection de la France, Émile Eddé avait accepté le 11 novembre d'être nommé président de la République et du gouvernement par Helleu, à la place des titulaires légitimes

1. *Ibid.*, p. 206.

emprisonnés à Rachaya. Vu comme un traître, on l'exclut de l'Assemblée nationale le 31 mars 1944. Eddé n'était pas un cas isolé, un important courant maronite restant fidèle à la France. À l'occasion d'une élection législative au Nord-Liban, Youssef Karam¹, pro-français, fut élu. Il arriva au Parlement suivi de ses partisans. Des nostalgiques du mandat profitèrent de cette occasion pour provoquer une émeute aux abords de l'Assemblée nationale et hisser l'ancien drapeau libanais (le drapeau français avec le cèdre au milieu) sur le toit de l'Assemblée, épisode rapidement circonscrit. Par ailleurs, une partie du clergé maronite conduite par Monseigneur Moubarak, évêque de Beyrouth, restait attachée à la présence française. Dans ce contexte, il était important pour le gouvernement libanais d'obtenir la reconnaissance de l'indépendance du Liban par le Vatican. Celle-ci interviendra en avril 1946, après l'intercession du nonce apostolique à Paris, le futur Jean XXIII.

De son côté, la France tarda à couper le cordon ombilical avec le Liban. Helleu fut remplacé par le général Paul Beynet, toujours avec le titre de délégué général et non d'ambassadeur. Paris renouvela à plusieurs reprises des tentatives pour obtenir un traité garantissant à la France « un statut culturel privilégié ainsi que des bases militaires terrestres, maritimes et aériennes au Liban et en Syrie.² »

1. Petit-fils d'un héros maronite qui défia au XIX^e siècle les Ottomans.

2. B. el Khoury, *Récit...*, *op. cit.*, p. 252.

Ce n'est que le 30 décembre 1946 que les derniers militaires et conseillers français évacuèrent Beyrouth après avoir reçu les honneurs de l'armée libanaise. Pour immortaliser ce moment historique, une plaque commémorative apposée à l'entrée des gorges de Nahr el Kalb fut dévoilée le 31 décembre 1946, refermant la parenthèse du mandat français. Ministre plénipotentiaire au Liban, Armand du Chayla occupa, en 1946, le poste d'ambassadeur de France à Beyrouth et conserva la résidence des Pins, alors que Béchara el Khoury souhaitait en faire le siège de la présidence de la République. Par élégance, celui-ci s'abstint de la réclamer, comme il le dira plus tard dans ses *Mémoires*¹.

LE BILAN DU MANDAT

Les contestataires de l'action française au Liban n'avaient probablement pas étudié son bilan ou, pour des raisons idéologiques, ne voulaient pas le reconnaître. Quelle différence entre le Liban ruiné et décimé par la famine découvert par les Français en 1918, et le pays jouissant de toutes les infrastructures d'un État moderne quitté à la fin du mandat en 1943 ! Le mandat mit en place les fondements de l'État libanais : l'armée, la gendarmerie et la magistrature.

L'instauration du cadastre permit le développement de la propriété immobilière sur une base juridique, incitant les propriétaires à s'engager dans de grands travaux d'amélioration foncière et agricole. Rappelons que sous l'Empire ottoman, la terre était

1. *Ibid.*, p. 305.

le plus souvent « machaa », c'est-à-dire propriété collective des habitants¹.

Constatant les difficultés des transmissions télégraphiques par voie terrestre entre les États du Levant et le reste du monde, le général Gouraud autorisa la Compagnie générale de TSF à exploiter un centre radioélectrique à Beyrouth, Radio-Orient, qui devint un relais important pour le trafic télégraphique mondial. Un câble sous-marin de 2 500 km reliant Beyrouth à Nabeul en Tunisie renforça le débit des communications. En 1943, on comptait 142 bureaux de télégraphe favorisant les échanges internationaux, contre 12 en 1920². Les services postaux étaient peu développés à la fin de la période ottomane tandis qu'en 1943 le Liban disposait de 70 bureaux de poste à service complet et 180 bureaux secondaires³.

À l'arrivée des Français, 800 foyers seulement étaient reliés à l'électricité. Le reste de la population utilisait des lampes à pétrole, la « lampe Lux ». La construction d'une centrale thermique par la Société d'électricité de Beyrouth en 1923 porta à 24 000 le nombre des abonnés. Par la suite, cette société acquit la centrale hydro-électrique installée sur le fleuve Nahr el Safa qui assura l'essentiel de l'alimentation électrique de Beyrouth et conduisit l'électricité jusqu'aux villages alentour par des lignes aériennes de haute tension.

1. *25 ans d'efforts français au Levant*, Les lettres françaises, Beyrouth, 1944, p. 51.

2. *Ibid.*, p. 39.

3. *Ibid.*, p. 34.

En 1938, Radio-Orient se dota d'un émetteur sur ondes moyennes inaugurant la première radiodiffusion au Levant.

Le nombre d'écoliers fut multiplié par quatre pendant le mandat. L'enseignement public comptait, en 1941, 800 établissements scolarisant 95 264 élèves. Assuré majoritairement par les missions françaises, l'enseignement privé comptait quant à lui 929 écoles accueillant 77 650 élèves¹.

Embryonnaire à l'arrivée des Français, le réseau routier fut développé de façon spectaculaire et l'on améliora grâce à l'asphaltage la qualité de la chaussée. En 1943, 949 km de routes étaient asphaltés, 1 213 km empierrés et on dénombrait 430 pistes.

Le mandat français avait entrepris de grands projets d'aménagement de Beyrouth. Le haut-commissaire Ponsot fit appel en 1929 à des urbanistes parisiens pour dresser les nouveaux plans de la ville et les projets se succédèrent entre 1929 et 1939 : ouverture de l'avenue des Français, de la rue Fouad I^{er}, de la corniche de Paris, du boulevard du Fleuve, de la route de l'aérodrome et de la place de l'Étoile où fut construit le Parlement, aménagement de la place des Martyrs, élargissement et asphaltage de l'ensemble des rues². Un service d'urbanisme fut instauré en 1940 à l'initiative de l'architecte Ecochard. Un système d'égouts moderne fut également mis en place en 1930 ainsi que le traitement des ordures ménagères par le procédé de fermentation Baggiano-Picco en 1942.

1. *Ibid.*, pp. 119-120.

2. *Ibid.*, p. 78.

En juin 1938, sous la présidence Eddé, le port de Beyrouth fut équipé d'un nouveau bassin qui lui permit de supplanter le port de Haïfa et de s'imposer comme le premier port sur la côte est de la Méditerranée.

L'aéroport de Beyrouth à Bir Hassan ne fut inauguré que le 6 juin 1939, soit cinq ans après celui de Damas en raison de la nature du sol, l'agrandissement du port de Beyrouth ayant permis de dégager les volumes de remblais nécessaires pour créer une plateforme comprenant trois pistes d'envol asphaltées. Dès ses débuts, l'aéroport de Beyrouth servit aux escales France-Indochine, Téhéran-Berlin et Téhéran-Varsovie.

L'année 1941 vit l'ouverture d'un musée de style égyptien à Beyrouth.

La France dota la Syrie et le Liban d'un régime monétaire qui a prouvé avec le recul sa solidité. À l'arrivée des troupes britanniques au lendemain de l'effondrement de l'Empire ottoman, le général Allenby imposa la livre égyptienne comme monnaie d'échange mais, le 2 avril 1920, le général Gouraud créa une monnaie nouvelle, la livre syrienne. Un établissement français, la Banque de Syrie, héritière de la Banque ottomane, fut chargé de l'émission des billets. À la création du Grand Liban, cette banque devint la Banque de Syrie et du Grand Liban puis, en 1926, la Banque de Syrie et du Liban. La couverture de la livre syro-libanaise était assurée par l'État français, basée sur une parité garantie avec le franc.

Une politique douanière protectionniste pour l'agriculture et l'industrie, des choix économiques judicieux et une gestion

rigoureuse des finances publiques permirent à la Syrie et au Liban de disposer d'un budget équilibré sans dette publique.

Les bénéfices du mandat français en Syrie sont aussi incontestables. Une enquête d'opinion, réalisée en 1970, a montré que la génération de Syriens ayant connu le mandat en avait gardé une image positive. Xavier Baron a bien résumé l'action de la France en Syrie : « Grâce à elle, le pays est passé en vingt ans de l'état de province ottomane arriérée à celui d'un État moderne. Lorsque la France doit s'en aller, la Syrie dispose d'une administration solide et d'une économie modernisée. Elle bénéficie d'une infrastructure dont ne disposent pas tous les pays voisins. En outre, des réformes, comme celle du cadastre, ont déclenché un processus de réparation des propriétés terriennes. La santé et l'enseignement ont fait de grands progrès.¹ »

Seule ombre au tableau, et elle est de taille : la cession par la France du sandjak d'Alexandrette à la Turquie, amputant la Syrie d'un territoire de 4 700 km², et provoquant la fuite de ses populations arabe et arménienne. Lors de la signature du traité franco-syrien de 1936, Ankara revendiqua le sandjak d'Alexandrette, prétendant, contrairement à la réalité démographique, que les Turcs y étaient majoritaires². La France finit par céder à cette revendication et concéda le sandjak à la Turquie le 28 juin 1939. Elle espérait par cet acte obtenir la neutralité

1. Xavier Baron, *Histoire de la Syrie de 1918 à nos jours*, p. 124.

2. Sur une population totale de 220 000 habitants, le sandjak d'Alexandrette comprenait : 39 % de Turcs, 28 % d'alaouites, 11 % d'Arméniens, 10 % d'Arabes sunnites, 8 % de chrétiens syriens et 4 % divers (Juifs, Kurdes...).

de la Turquie dans la Deuxième Guerre mondiale. Dans une volonté de donner une légitimité historique à son rattachement, le sandjak d’Alexandrette fut rebaptisé par les Turcs sous le nom de Province de Hatay, en référence aux Hittites, les anciens habitants du plateau anatolien.

Tout en reconnaissant le rôle majeur de la France dans l’édification de l’État syrien et libanais, certains historiens lui reprochèrent son échec dans la genèse d’une nation. C’est oublier que l’édification d’une nation est l’œuvre du temps et d’une volonté politique qui ne peut venir que des intéressés eux-mêmes et non d’une puissance étrangère.

CINQUIÈME PARTIE

La singularité de l’identité libanaise

*Le patriotisme, c’est l’amour des siens, le nationalisme,
c’est la haine des autres.*

Romain Gary

CHAPITRE I

LE LIBAN : UNE IDENTITÉ TIRAILLÉE

Concept ayant émergé au XIX^e siècle, le nationalisme a dessiné les contours des pays européens au lendemain de la Grande Guerre, a connu son apogée dans les années 30 avant de provoquer la catastrophique Seconde Guerre mondiale. François Mitterrand, hanté par le souvenir de ce conflit, a tenu à délivrer dans son dernier discours de président devant le Parlement européen un ultime message : « Le nationalisme, c'est la guerre ».

Antithèse du nationalisme, le Liban, pays de la diversité communautaire et refuge des minorités, fut l'enjeu tout au long du XX^e siècle de trois nationalismes : le nationalisme arabe, le « libanisme » et le sionisme.

LE NATIONALISME ARABE

Avant la naissance du nationalisme arabe à la fin du XIX^e siècle, l'identité des Arabes reposait sur la religion et était dépourvue de solidarité interconfessionnelle. La fidélité des Arabes musulmans

allait au souverain qui gouvernait au nom de l'islam, en l'occurrence le sultan calife ottoman.

L'étincelle du nationalisme arabe surgit à Beyrouth et à Damas à la fin des années 1800 par l'intermédiaire d'écrivains et de journalistes chrétiens qui en façonnèrent le socle idéologique.

Pour mieux enraciner les communautés chrétiennes dans leur environnement arabe après les massacres de 1860 au Mont-Liban et à Damas, le maronite Boutros el Boustani (1819-1883) et le grec-catholique Nassif al Yazigi (1800-1871) œuvrèrent pour l'unité des peuples arabophones indépendamment de leur religion, par la promotion du patrimoine culturel et la valorisation de la poésie arabe médiévale. Leur engagement fut poursuivi par une nouvelle génération d'intellectuels et de poètes libanais chrétiens qui écrivaient en français, tels Negib Azouri et Chukri Ghanem installés à Paris pour fuir l'oppression ottomane.

Dans son livre *Réveil de la nation arabe dans l'Asie turque*, le maronite Negib Azouri (vers 1870-1916) préconisait, dans l'intérêt de l'islam et de la nation arabe, la séparation entre pouvoir civil et pouvoir religieux et proposait la fondation d'un nouvel État arabe dont les frontières auraient couru de la vallée du Tigre et de l'Euphrate jusqu'à l'isthme de Suez, et de la Méditerranée jusqu'à la mer d'Oman. Avant son installation à Paris, Azouri avait occupé des fonctions administratives dans le *sandjak* de Jérusalem. Il avait gardé de cette expérience une forte animosité envers les sionistes, allant jusqu'à prophétiser que le sionisme et le nationalisme arabe étaient destinés à s'affronter sans relâche jusqu'à ce que l'un d'eux l'emporte.

Dans une pièce militante intitulée *Antar*, présentée à l'Odéon en 1910, Chukri Ghanem (1861-1930), un autre maronite, mettait en scène un héros de l'Arabie préislamique, symbole du peuple arabe opprimé, en lutte contre les Turcs.

D'autres intellectuels syro-libanais de l'époque fuyant le climat d'oppression imposé par le sultan Abdul Hamid partirent à Paris et au Caire où ils multiplièrent les publications afin de diffuser les idées nationalistes arabes¹.

Le mouvement nationaliste arabe, majoritairement chrétien à ses débuts, n'attirait pas les musulmans qui restaient fidèles au sultan et regardaient avec suspicion les revendications d'indépendance des chrétiens de l'Empire.

La situation changea avec la volte-face opérée par les Jeunes-Turcs au début du XX^e siècle : exaspérés par le nationalisme répandu parmi les populations des Balkans, ils voulurent imposer la langue turque à tout l'Empire, scellant la rupture entre musulmans turcs et musulmans arabes.

En réaction, plusieurs sociétés secrètes s'organisèrent pour obtenir l'autonomie des provinces arabes dans le cadre d'un Empire ottoman à la fois turc et arabe, à l'image de l'Empire austro-hongrois. Une société secrète arabe fut fondée à Istanbul en

1. Les deux frères libanais Salim et Bichara Taqla fondèrent en 1876 à Alexandrie le journal *al-Abram*, Yaqoub Sarrouf lança à Beyrouth la même année le mensuel *al-Mouqtataf* avant de le transférer au Caire, Jorgi Zaydân créa la revue *al-Hilal* en 1882, Salim Sarkis le journal nationaliste *al-Mouchir* en 1894. Rachid Rida, un sunnite originaire de Tripoli au Liban, le seul musulman parmi ces journalistes, fonda en 1899 la revue *al-Manar* (le Phare). Plus tard, en 1909, les deux frères Moutran éditérent à Paris un journal bilingue (arabe/français) *Nahdat al 'arab* (Le réveil des Arabes).

1909, sous le nom de Kahtanya. Interdite par les Ottomans, elle réapparut en 1913 sous le nom d'*al A'hd* (le Pacte) et rassembla des militaires d'origine syrienne ou irakienne servant dans l'armée ottomane.

Une autre société secrète fut créée à Paris en 1911, al-Fatat (la ligue de la jeunesse arabe *Jam'iyat al-'Arabiya al-Fatat*). Elle comptait de nombreux étudiants libanais, syriens, irakiens et palestiniens, majoritairement sunnites, dont certains joueront plus tard un rôle important dans la politique de leur pays¹.

Après le coup d'État d'Enver Pacha en janvier 1913, une politique de « turquification » massive de l'Empire fut adoptée. Un congrès regroupant des chrétiens et des musulmans arabes fut alors organisé à Paris le 18 juin 1913 dans les locaux de la Société de géographie². Pour contrer le rapprochement des Turcs avec l'Allemagne, les autorités françaises acceptèrent d'accueillir ce congrès mais, soucieux de ne pas froisser Istanbul, le quai d'Orsay demanda aux congressistes de renoncer à leur demande de démantèlement de l'Empire et de limiter leurs revendications à la décentralisation des provinces arabes.

Cet arabisme des débuts se limitait au Machrek car, à cette époque, le nationalisme arabe n'était pas orienté contre les puissances européennes, mais visait à s'émanciper des Ottomans.

1. Comme Jamil Mardam Bey, Shukri al-Kuwatli, Riad el-Solh, Izzat Darwaza et Saadallah al-Jabiri.

2. La *Mutassarifya* du Mont-Liban n'envoya pas de délégué car elle jouissait déjà de l'autonomie, ce qui n'empêcha pas certaines personnes issues de la Montagne d'y participer à titre personnel.

Dans un souci de ménager la France et l'Angleterre, les territoires revendiqués n'inclurent pas l'Afrique du Nord ni l'Égypte.

Mais après l'effondrement de l'Empire ottoman, le mouvement nationaliste arabe se retourna contre les puissances mandataires et perdit une partie des chrétiens libanais satisfaits d'avoir obtenu le Liban. Il s'étendit à partir des années 1930 au Maghreb et à l'Égypte, dans l'idéal d'une nation arabe allant du Golfe à l'Atlantique, avec comme principale cible le futur Israël et les pays occidentaux.

Vécue comme une profonde humiliation, la défaite des Arabes en 1948 eut comme conséquence la conquête du pouvoir par les nationalistes arabes dans les principales capitales. Leur apogée se réalisa grâce au charismatique Nasser dans une symbiose entre un homme, une idéologie et les masses musulmanes. Le dernier acte se joua dans les années 1970 avec les héritiers de Nasser dont Hafez al-Assad, Sadam Hussein, Mouammar Kadhafi et Gaafar Nimeiry. Avec eux, le panarabisme se transforma en dictature au service de leur communauté. Akram al-Hourani, fondateur du Parti socialiste arabe qui fusionna en 1953 avec le Baas, reconnu à la fin de sa vie la nature totalitaire du nationalisme arabe : « Toute notre expérience nationaliste est inspirée du national-socialisme de l'Allemagne nazie ! ... Dans les années 40, nous avons subi l'influence de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste.¹ »

1. Zayd Fahmi, « Arabe vous avez dit arabe », in *Qantara*, octobre 2013, p. 44. Il donne comme référence Sayyar al Jamil qui avait enregistré lui-même ce témoignage d'Akram al-Hourani, « al-Uruba matat bi'l-Saktat al-qawmiyyat » in *Roz al-Youssef*, Le Caire, 25 avril 2009.

Dans la compétition entre islamisme et nationalisme, ce dernier partait perdant. Il portait en lui les germes de sa propre destruction, dans la mesure où les musulmans n'avaient pas opéré de séparation entre l'État et la religion, entre le temporel et le spirituel. Pour certains, la défaite arabe de juin 1967 face à Israël marqua sa fin, pour d'autres ce sont les accords de paix israélo-égyptiens de 1979 ou la guerre civile syrienne de 2011 qui ont montré la réalité communautaire profonde de la société arabe et les limites de la rhétorique panarabe.

Le nationalisme arabe avait débuté sur un malentendu. Pour les chrétiens il était exclusivement arabe, alors que pour les musulmans, il ne pouvait être dissocié de l'islam. Cette confusion se retrouvait même dans la terminologie utilisée. La « patrie arabe » était désignée par le terme *oumma al arabia*, *oumma* étant la communauté des musulmans, indépendamment de leur nationalité. Ce terme fut par la suite remplacé par celui de *chaab* signifiant « peuple ». Sati' al-Husri, un nationaliste arabe sunnite, expliqua que le véritable nationalisme arabe fut l'œuvre des chrétiens qui, n'étant pas musulmans, ne risquaient pas de confondre arabisme et islam¹. Cette confusion dans l'esprit des musulmans explique que de nombreux chrétiens libanais finirent par regarder avec suspicion le nationalisme arabe alors qu'ils en avaient été les initiateurs.

1. K. Salibi, *Une maison...*, op. cit., p. 241. Il donne comme référence une conférence de Sati' al-Husri, *Muhadarat fi nushu' al-fikrah al-qawmiyyah* (Le Caire 1951), pp. 122-124.

Le royaume avorté de Fayçal en Syrie et la parenthèse de son règne en Irak alimentèrent le mythe d'un monde arabe unifié que Français et Britanniques auraient divisé pour préserver leurs intérêts. En réalité, de tout temps le monde arabe fut scindé en des identités distinctes bien ancrées. Le commandant Cousse, un officier à la tête de la mission militaire française dans le Hedjaz à l'époque de la révolte arabe, releva avec finesse l'animosité entre officiers syriens et officiers irakiens de l'armée de Fayçal et conclut que « la conception d'une nationalité arabe est trop nouvelle, peut-être trop artificielle aussi, pour être admise sans discussion.¹ »

Les régimes issus du nationalisme arabe imposèrent une culture monolithique au monde arabe, un processus d'homogénéisation, le vidant en quelques décennies de ses minorités : les communautés juives s'y éteignirent complètement et les chrétiens passèrent de 20 % de la population au début du XX^e siècle à 4 % actuellement. Ces minorités étaient perçues comme des relais de la culture occidentale et suscitaient des jalousies par leur réussite insolente, alors qu'elles enrichissaient leurs pays tout en leur servant de passerelle vers la modernité. Leur réalité fut parfaitement décrite par Amin Maalouf : « Souvent, les minoritaires sont des pollinisateurs. Ils rôdent, ils virevoltent, ils butinent, ce qui donne d'eux une image de profiteurs, et même de parasites. C'est quand ils disparaissent que l'en prend conscience de leur utilité.² »

1. Rémi Kauffer, *La saga des Hachémites*, Tempus Perrin, 2012, p. 259.
2. Amin Maalouf, *Le naufrage des civilisations*, Grasset, 2019, p. 52.

Au nom de la rhétorique de la solidarité arabe avec les Palestiniens, Beyrouth devint un champ de ruine où paraissait un Yasser Arafat triomphant.

Après la crise du Canal de Suez en 1956, Nasser accula à l'exil non pas seulement les Anglais, les Français et les Grecs, mais aussi les Syro-libanais pourtant supposés être arabes. En voulant rendre l'Égypte à son peuple et donner leur dignité aux Égyptiens, Nasser priva son pays d'une population hautement qualifiée qui aurait pu contribuer à son développement.

La dérive du nationalisme arabe était prévisible. Dans un article prémonitoire écrit en 1936 à l'occasion du traité franco-syrien, l'anthropologue, islamologue et professeur au Collège de France Robert Montagne dressa le constat suivant : « La situation des minorités ne serait pas dangereuse par elle-même, et leur transformation pourrait être envisagée avec un certain optimisme, si le mouvement d'enthousiasme en faveur de l'Unité arabe n'avait pas acquis en Syrie, comme dans la plupart des pays de la péninsule Arabique, une si redoutable puissance dans les esprits. La volonté d'unification culturelle qu'il implique, la suppression rigoureuse de tous les particularismes, le rejet absolu de toute politique d'autonomie locale font partie des dogmes indiscutables auxquels se soumet une grande partie de la jeunesse des nouveaux États de la Péninsule... Il dépend de la sagesse des élites que cette grande vague d'enthousiasme soulevée par les écrivains, les poètes, les

chefs de guerre et les orateurs, qui entraîne et soulève les masses, ne vienne pas se briser sur le rocher des dures réalités.¹ »

Malgré les échecs du nationalisme arabe, le rêve d'une union inspirée par l'exemple européen reste légitime, d'autant que l'ensemble arabe a l'avantage d'avoir une langue commune. Cette union passe toutefois par la séparation entre le religieux et le politique et l'instauration de régimes démocratiques qui prennent en considération les réalités ethniques et communautaires pour mieux les transcender. Elle nécessite le temps de l'évolution des mentalités, fruit du travail des intellectuels et d'une éducation qui forme des esprits libres et critiques.

Au préalable, une véritable « psychanalyse » est indiquée pour que l'Homme arabe se libère de son enfermement mental, qu'il affronte ses responsabilités face à ses échecs au lieu de les justifier par la théorie du complot et qu'il relève le défi de la modernité au lieu de se réfugier dans la gloire poussiéreuse du passé. Cet Homme arabe serait alors un citoyen libre, libre de l'appartenance communautaire et clanique, libre de la superstition religieuse et de la pensée irrationnelle, et la femme arabe s'en trouverait émancipée de la domination masculine.

LE LIBAN : UN PAYS, PLUSIEURS NATIONALISMES

Méfiant à l'égard du nationalisme arabe suspecté d'islamisme arabophone, les catholiques libanais militèrent pour un

1. *Persée*, « Le traité franco-syrien », in *Politique étrangère*, n° 5-1936-1^e année, pp. 34-54.

Liban indépendant et voulurent édifier un nationalisme libanais. Pour lui conférer une légitimité, ils se référèrent à deux périodes historiques, oubliant qu'elles n'avaient concerné qu'une partie du territoire libanais : l'Émirat druze, qui était circonscrit à la Montagne libanaise, et la civilisation phénicienne qui s'était épanouie sur le littoral. Les tenants du « libanisme » ignorèrent les périodes hellène, romaine et byzantine, au cours desquelles le Liban faisait partie de la Syrie, partageant avec elle, avant l'arrivée de l'islam, une même religion, le christianisme, et une même langue, le syriaque. Ils omirent aussi les siècles de domination arabe et leur impact sur l'identité libanaise dont la langue ne constituait pas la moindre des expressions.

La théorisation d'un « libanisme » prenant racine dans la civilisation phénicienne fut l'œuvre de certains écrivains, dont le maronite Charles Corm, fondateur de *La Revue Phénicienne*, et le chaldéen Michel Chiha. Cette théorie reposait sur le fait que les principales villes phéniciennes – Tripoli, Byblos, Beyrouth, Sidon et Tyr¹ – se trouvaient au Liban et que ses habitants n'avaient pas disparu brutalement en 332 av. J.-C., date retenue pour marquer la fin de la civilisation phénicienne après la conquête d'Alexandre. Le fond phénicien connut certes par la suite de nombreux brassages de populations et plusieurs changements linguistiques (du cananéen à l'araméen et de l'araméen à l'arabe, en passant par la *koiné*, un idiome grec qui était la *lingua franca*

1. Il ne manque à cette liste que l'Île de Rouad qu'il était d'ailleurs question d'inclure au Grand Liban au moment de sa création.

du monde hellénique¹), il n'en reste pas moins que la description des Phéniciens dans les textes grecs rappelle de façon troublante les Libanais d'aujourd'hui. Ils y sont en effet décrits comme « des commerçants rudes et diplomates ; aventureux et libres et pourtant fermement attachés à leur terre natale ; dépensant facilement et pourtant essentiellement économes ; gardant un esprit ouvert et s'adaptant à des circonstances changeantes [...] installés dans leurs coutumes.² »

Plus que par les techniques d'identification par ADN qui prêtent à contestation, il serait judicieux de rechercher la continuité historique entre Libanais et Phéniciens dans la survivance de mots phéniciens dans le dialecte libanais, dans la persistance de coutumes populaires, de techniques architecturales ou d'outils comme les céramiques : jarres, marmites et assiettes, toujours utilisées pour servir les mezzés, qui remontent au XIII^e siècle av. J.-C.³.

Tandis que certains chrétiens prétendaient descendre directement des Phéniciens, les musulmans considéraient que l'histoire du Liban commençait par l'invasion arabo-musulmane et que tous les Libanais étaient originaires du désert d'Arabie. Cette affirmation, ignorant les conversions massives à l'islam qui eurent lieu au Levant, échappait à toute logique en faisant provenir une population aussi nombreuse que la population levantine d'un désert ! Car comme le rappelle le démographe Youssef Courbage,

1. K. Salibi, *Une maison...*, *op. cit.*, p. 203.

2. *Ibid.*, p. 204.

3. Voir à ce sujet Josette Elayi, *Histoire de la Phénicie*, Tempus Perrin, 2018.

« toute migration est limitée par la contenance du réservoir qui l'alimente.¹ »

La rhétorique utilisée par chaque communauté pour définir l'identité du Liban servait en réalité ses intérêts propres, dans un esprit de rivalité tribale qui restait encore fortement ancrée dans le fonctionnement du Liban.

C'est pour permettre aux Palestiniens de s'implanter au Liban et aux musulmans libanais d'acquérir une suprématie politique qu'en 1975, les sunnites de Beyrouth et de Tripoli rappelèrent aux chrétiens libanais leur devoir envers la cause palestinienne, au nom d'une prétendue origine arabe commune. De même, la demande du Hezbollah de se voir octroyer le droit d'être une force armée sous prétexte de combattre Israël devait permettre aux chiïtes de dominer l'État libanais.

En se présentant avant 1975 comme les champions d'un nationalisme libanais, la principale motivation des chrétiens était de maintenir leur hégémonie sur les autres communautés et de garantir leur sécurité. Comme le relève Kamal Salibi : « Les communautés religieuses au Liban étaient essentiellement des tribus, ou du moins se comportaient comme telles et le jeu qui finit par se jouer entre elles, fut un jeu tribal. Ouvertement ce jeu était une compétition entre différents concepts de nationalité pour ce pays ; en réalité il s'agissait surtout de rivalités et de jalousies entre les tribus.² »

1. Y. Courbage et P. Fargues, *Chrétiens et Juifs...*, op. cit., p. 199.

2. K. Salibi, *Une maison...*, op. cit., p. 65.

En dehors d'une certaine élite, l'arabisme pour la communauté sunnite n'était autre qu'une appellation pour désigner l'islam sunnite. Par réaction, chiïtes et alaouites voyaient dans le nationalisme arabe un moyen de domination sunnite et leurs craintes furent confirmées par le comportement des sunnites, au pouvoir en Irak sous Saddam Hussein, à l'égard des populations chiïtes.

Quant aux druzes, bien que favorables à l'indépendance du Liban, ils trouvaient dans le nationalisme arabe le moyen de s'opposer aux ambitions politiques des maronites, en s'alliant aux sunnites.

Les sunnites trouvèrent des partenaires dans la communauté grecque-orthodoxe qui avait adhéré au panarabisme ou à une Grande Syrie. Répartis dans la majorité des villes du Croissant fertile, les grecs-orthodoxes ne jouissaient pas d'un territoire de repli identitaire à l'instar des maronites, des druzes, des alaouites et des chiïtes. Cette implantation géographique dans l'ensemble du Levant fut à l'origine d'un pansyrianisme conceptualisé par Antoun Saadé, fondateur du Parti populaire syrien. Même si ce parti recruta en dehors du cercle des grecs-orthodoxes, il demeura l'expression politique des inquiétudes de cette communauté.

Face à la domination de l'islam, les grecs-orthodoxes cherchèrent l'intégration en explorant deux voies : soit un nationalisme (arabe ou syrien) qui reléguait au second plan les solidarités religieuses, soit le communisme, une idéologie laïque. Celle-ci avait en outre l'avantage d'être portée par l'URSS, héritière de la Russie des tsars, protectrice historique de leur communauté. C'est ainsi

que les grecs-orthodoxes se retrouvèrent à la tête de plusieurs partis communistes et de partis nationalistes arabes ou syriens : le parti Baas, le Mouvement des nationalistes arabes, le Parti populaire syrien et les mouvements de libération de la Palestine les plus extrémistes (FPLP et FDLP). Cependant, ces choix politiques se révélèrent des plus désastreux et la majorité des grecs-orthodoxes revinrent à un positionnement national libanais autour de M^{gr} Elias Audé, métropolite grec-orthodoxe de Beyrouth, et dans le sillage de la famille Tueini.

Les communautés libanaises se conduisirent comme des acteurs de théâtre se déguisant avant leur entrée en scène : le maronite en nationaliste libanais, le sunnite en nationaliste arabe, le grec-orthodoxe en nationaliste syrien et, plus tard, le chiite portera le masque de la résistance. Une pièce de théâtre Nô qui se transforma en un théâtre de marionnettes, les différentes communautés devenant au fil du temps des figurants manipulés par des acteurs extérieurs. Ceux-ci finirent par perturber le déroulement de la pièce en fonction de leurs propres intérêts, invités souvent à s'en mêler par leurs marionnettes elles-mêmes.

En poussant ce jeu tribal jusqu'au bord de l'abîme, les communautés libanaises, dans un réflexe de survie, comprirent au final que la meilleure des solutions demeurerait le « vivre ensemble ».

La fragmentation du Liban pendant la guerre civile en un réduit chrétien, un pays druze et un territoire sous contrôle des islamo-progressistes se révéla calamiteuse, conduisant à l'accord de Taëf qui permit la régénération de la nation libanaise.

Si aujourd'hui les maronites et les sunnites se sont détournés de leur alliance avec des puissances étrangères – Israël pour les premiers et les Palestiniens et le panarabisme pour les seconds – il reste que le Hezbollah a engagé les chiites dans une alliance étroite avec l'Iran.

LE SIONISME ET LA CRÉATION DE L'ÉTAT D'ISRAËL

Les idées ont besoin d'un artisan qui leur donne vie et les transforme en réalité. La conceptualisation politique d'un État juif fut l'œuvre d'un journaliste, Theodore Herzl né en 1860 à Budapest. Herzl faisait partie de ceux qui estimaient saugrenue l'idée de rassembler tous les juifs dans un même pays, mais un événement inattendu bouleversa bientôt ses convictions : correspondant à Paris du quotidien viennois *Die Neue Freie Presse*, il assista à la dégradation du capitaine Alfred Dreyfus le 5 janvier 1895 dans la cour d'honneur de l'École militaire. Profondément ébranlé par les cris de la foule « Mort aux traîtres, mort aux juifs » dans le pays des droits de l'Homme, plus d'un siècle après la Révolution française qui avait émancipé les juifs français, Herzl acquit la conviction qu'aucun pays ne consentirait jamais à assimiler ses citoyens juifs et qu'il leur fallait leur propre pays. Dans son ouvrage *Der Judenstaat* ou *l'État des juifs*, publié le 15 février 1896 à Vienne, il propose deux pays pour accueillir ce nouvel État : l'Argentine, à la superficie immense et peu peuplée, ou la Palestine, la patrie historique perdue.

Dès sa sortie, les thèses du *Der Judenstaat* furent rejetées par la bourgeoisie juive de Vienne qui se sentait parfaitement intégrée dans l'Empire austro-hongrois. Ses représentants s'interrogèrent même sur les motivations qui poussaient un journaliste talentueux et respecté à leur proposer de s'arracher à leur pays natal pour aller s'installer dans une contrée éloignée. Herzl fut tourné en dérision et surnommé le « roi de Sion ». Ses contacts avec les juifs français et britanniques ne se révélèrent pas plus fructueux. Edmond de Rothschild, quant à lui, fit savoir qu'il estimait qu'un État juif n'était ni possible, ni désirable.

Les juifs d'Europe de l'ouest et de l'Empire austro-hongrois se montrèrent donc réfractaires aux idées du *Der Judenstaat*, alors que ce petit fascicule de quelques dizaines de pages déclencha un espoir immense dans les ghettos juifs prolétaires de la Russie tsariste¹.

Persécutés par le gouvernement du tsar, car suspectés d'activisme révolutionnaire socialiste, et cibles de pogroms réguliers, les juifs de ces régions constituèrent les véritables supports du projet sioniste. Tous les pères fondateurs d'Israël sont d'ailleurs issus de ces territoires : Ben Gourion, Golda Meier, Vladimir Jabotinsky, Moshé Sharett, Yitzhak Shamir, Menahem Begin, pour n'en citer que quelques-uns.

Pour mettre son projet à exécution, Herzl organisa un congrès sioniste qui devait se tenir à Munich, mais il se heurta à

1. La Russie tsariste correspondait à la Russie actuelle à laquelle s'ajoutaient certains territoires de l'est de la Pologne et de l'Ukraine actuelle.

l'opposition des rabbins allemands qui estimaient que le retour collectif à la Terre promise ne pouvait s'opérer qu'après la venue du messie. Le congrès finit par se tenir le 29 août 1897 dans la salle de concert du casino municipal de Bâle et décida la fondation de l'Organisation sioniste dont la présidence fut confiée à Theodore Herzl, avec mission de créer un État en Palestine.

En plusieurs *Alphas* (vagues d'émigration en Terre sainte), l'immigration juive explosa en Palestine au cours de la première moitié du XX^e siècle. Il avait fallu plusieurs décennies de lutte acharnée contre les Arabes palestiniens et contre les Britanniques pour que le sionisme réussisse à concrétiser son projet politique. En sa qualité de président de l'Agence juive, qui faisait déjà fonction de gouvernement, Ben Gourion proclama le vendredi 14 mai 1948, le jour même de la fin du mandat britannique sur la Palestine, l'indépendance de l'État d'Israël, dans le musée de Tel-Aviv.

La création de cet État bouleversa le Proche-Orient avec, pour répercussions immédiates, la *Nakba* palestinienne, le divorce entre juifs et musulmans dans le monde arabe et l'exode des juifs libanais. Mais avant d'aborder ces sujets, revenons sur la relation des maronites et des sionistes.

Au lendemain des massacres des maronites par les druzes en 1860, l'Alliance israélite universelle s'était engagée en faveur des maronites : un juif britannique, Moses Montefiori, et le juif français Adolphe Crémieux récoltèrent des fonds pour venir en aide aux rescapés et évoquèrent leur sort dans le *Times*. De cet épisode, l'Église maronite conserva un sentiment de reconnaissance envers les juifs. Lors de la Seconde Guerre mondiale, le patriarche Arida

ordonna à toutes les paroisses maronites de prier pour les juifs d'Europe et l'archevêque maronite de Beyrouth annonça depuis la synagogue de la ville : « Je me déclare désormais archevêque de tous les juifs.¹ » Certains maronites appelèrent même de leurs vœux l'installation de juifs européens au Liban, persuadés de renforcer l'ancrage occidental du pays.

Les maronites ne firent pas seulement preuve de philosémitisme ; certains étaient pro-sionistes et croyaient à l'alliance des minorités avec Israël. Ce courant qui attira des politiques et des religieux de premier plan, resta toutefois largement minoritaire dans la communauté qui était dominée par les maronites pro-Arabs au pouvoir. L'épisode le plus connu est celui de M^{gr} Aghnatios Moubarak, archevêque maronite de Beyrouth, relaté dans les mémoires du président Béchara el Khoury². Cet ecclésiaste adressa en 1947 une lettre à l'UNSCOP (*United Nations Special Committee on Palestine*) dans laquelle il exprimait son appui à la création d'un foyer national juif en Palestine, ainsi qu'à un petit Liban chrétien.

Dans les années 1950, lors du bras de fer qui opposa les nassériens et les Arabes alliés aux États-Unis, Ben Gourion recommanda, depuis sa retraite du Néguev, à Moshé Sharett, le Premier ministre de l'époque, d'œuvrer en faveur d'un Liban chrétien : « Il est clair que le Liban est le maillon faible de la ligue arabe. [...] Les chrétiens sont majoritaires dans le Liban historique, et cette

1. David Hirst, *Une histoire du Liban*, op. cit., p. 73.

2. B. el Khoury, *Récit...*, op. cit., p. 375.

majorité a une tradition et une culture différentes de celles des autres composantes de la Ligue arabe. [...] La création d'un État chrétien est ainsi une action naturelle, qui a des racines historiques et qui trouvera le soutien de vastes cercles du monde chrétien, tant catholique que protestant.¹ » Sharett, acquis au camp non interventionniste, ne donna pas suite à cette lettre.

Ben Gourion revint à la charge en 1956 lors d'une réunion à Sèvres avec le Premier ministre français Guy Mollet et le ministre britannique des Affaires étrangères Selwyn Lloyd pour préparer la guerre de Suez. Il surprit l'assistance à cette occasion en proposant un bouleversement des frontières des États du Proche-Orient. Son plan consistait à chasser Nasser et à fractionner la Jordanie : la Cisjordanie devait être récupérée par Israël et l'on devait accorder la Transjordanie à l'Irak pour y installer les réfugiés et faire la paix avec Israël. Quant aux frontières du Liban, elles se seraient vues réduites pour former un État chrétien : « ses territoires à majorité musulmane iront en partie à la Syrie, et en partie – jusqu'au Litani – à Israël.² »

L'alliance entre Israël et les maronites finit par avoir lieu pendant la guerre civile libanaise. Acculés par la menace palestinienne, les maronites cherchèrent l'aide d'Israël. Mais une fois élu président de la République en août 1982 et conscient des équilibres libanais, Béchir Gemayel, au cours d'une réunion houleuse à Nahariyya, refusa d'accéder aux demandes de Menahem Begin

1. D. Hirst, *Une histoire du Liban*, op. cit., p. 107.

2. *Ibid.*, p. 109.

qui réclamait une paix séparée avec le Liban et une visite officielle en Israël.

L'alliance des maronites avec Israël se brisa en fin de compte avec le massacre de Sabra et Chatila et le lourd bilan de la guerre du Chouf qui causa la fuite de plusieurs milliers de chrétiens, chassés par les druzes. De cette expérience, les maronites retinrent l'enseignement que leur place véritable se trouvait dans le monde arabe et dans la cohabitation avec les musulmans libanais.

LES RÉFUGIÉS PALESTINIENS AU LIBAN

Les Palestiniens aisés furent les premiers à se réfugier à Beyrouth dès l'éclatement de la guerre civile entre juifs et Palestiniens en décembre 1947. Mais c'est entre avril et juin 1948, que la majorité des Palestiniens fuit l'avancée des troupes juives en Galilée et la chute des principales villes.

Avec ses 130 000 réfugiés palestiniens¹, soit 18 % du total, le Liban fut le premier, parmi les pays arabes, à les accueillir, alors que la Syrie et la Jordanie n'assumèrent chacune que 10 % des réfugiés et l'Irak et l'Égypte 1 %². Au total, ce furent 726 000 Palestiniens³ de toutes les communautés confondues qui désertèrent leurs villages, dont une bonne partie (60 %) se réfugia à l'intérieur de la Palestine mandataire (à Gaza et en Cisjordanie).

1. D'après un recensement du gouvernement libanais de 1951.

2. Chiffres donnés par la mission Clapp.

3. Chiffres donnés par la mission Clapp.

Les réfugiés palestiniens au Liban comptaient une forte proportion de chrétiens, environ 20 % (contre 1,5 % en Syrie¹), originaires pour la plupart du district frontalier de Galilée-Acre ou des villes portuaires de Haïfa et de Jaffa reliées au port de Beyrouth.

Les Palestiniens des classes aisées et des classes moyennes cherchèrent alors à s'assimiler et à se fondre dans la société libanaise pour échapper au statut humiliant de réfugiés.

Mais un tiers des réfugiés Palestiniens au Liban n'eut d'autre choix que de compter sur l'aide humanitaire et d'intégrer les camps dressés par l'UNRWA, une agence des Nations-Unies créée spécifiquement pour les secourir. Les réfugiés se regroupèrent ainsi dans les camps en fonction de leur communauté religieuse et de leur village d'origine.

Les organisations humanitaires chrétiennes et musulmanes vinrent au secours de leurs coreligionnaires palestiniens. Les congrégations catholiques libanaises fondèrent les camps de Dbayyeh et de Jisr el Bacha qui accueillirent en grande majorité des réfugiés de rite grec-catholique. La communauté grecque-orthodoxe de Beyrouth installa quant à elle 600 réfugiés palestiniens grecs-orthodoxes dans le camp de Mar Elias.

L'association islamique de bienfaisance al Maqased établit des Palestiniens sunnites dans le camp de Sabra. Associé à Sabra dans les tristement célèbres massacres de 1982, le camp de Chatila

1. Dans le recensement de l'UNRWA de 1952, les réfugiés palestiniens au Liban étaient à 74,55 % sunnites, à 10,94 % grecs-catholiques et à 8,38 % grecs-orthodoxes. Les maronites et les chiïtes étaient minoritaires.

accueillit des agriculteurs sunnites issus des villages de la Haute-Galilée, obligés de se convertir à d'autres métiers.

Le camp de Bourj al-Barajneh naquit d'un regroupement de villageois originaires du district d'Acre, liés par leur appartenance à la communauté sunnite et à la même confrérie soufie.

En raison de leur voisinage avec la Palestine, les camps au sud du Liban enregistrèrent une forte affluence. À côté de Tyr se trouvaient les grands camps de Rachidieh et d'al-Bass et, à proximité de Saïda, les camps de Mieh-Mieh et de 'Ein al-Hilweh.

Enfin, Tripoli abritait les camps de Nahr el Bared et de Beddaoui.

Selon l'historienne Jihane Sfeir, 2 % des réfugiés au Liban étaient issus de familles fortunées, originaires de Jaffa, Haïfa et Jérusalem. Leur fortune rapatriée à Beyrouth, ils s'établirent dans ses quartiers chics, en majorité à Ras Beyrouth dans le voisinage de l'Université américaine où ils suivirent pour la plupart leurs études ; 6 % occupaient des fonctions intellectuelles ou des métiers libéraux. Les agriculteurs ou pêcheurs (29 %) originaires des villages de la Galilée se retrouvèrent dans les camps autour de Tyr et dans la Bekaa alors que les ouvriers et artisans (26 %) s'établirent dans les camps aux abords des villes où les opportunités de travail étaient plus nombreuses. Enfin, les petits commerçants et les vendeurs ambulants représentaient 18 %, les employés 9 % et les métiers de la restauration et de l'hôtellerie 2 %¹.

1. Jihane Sfeir, *L'exil palestinien au Liban. Le temps des origines (1947-1952)*, Paris, Karthala-ifpo, 2008, p. 205.

Travaillant au noir, les ouvriers et artisans palestiniens concurrencèrent leurs homologues libanais dans un pays où sévissait le chômage. L'arrivée des réfugiés provoqua en outre une flambée des prix, une majoration des loyers, une pénurie d'essence et d'autres produits de première nécessité. Toutefois, Beyrouth profita des fortunes des hommes d'affaires palestiniens et de leur savoir-faire dans le domaine bancaire et des assurances. Le port de Beyrouth vit son activité augmenter après le boycott par les pays arabes du port d'Haïfa en Israël et l'aéroport de Beyrouth, débarrassé de la concurrence palestinienne, devint une escale obligatoire entre l'Europe et les pays du Golfe.

Après des débats houleux à l'Assemblée nationale, l'État libanais, pour protéger ses citoyens, imposa le permis de travail obligatoire aux réfugiés, ce qui fut sans conséquence pour les ouvriers agricoles et les artisans qui continuèrent malgré tout à travailler au noir, mais pénalisa les employés et les professions libérales. Exclue du marché du travail, ces derniers immigrèrent alors massivement vers le Koweït.

Les camps se présentaient comme des lieux de misère et de désespoir, où les réfugiés étaient cantonnés dans un no man's land de la « non-appartenance ». Ils perdirent leur Palestine sans trouver une place au Liban.

Al Nakba, autrement dit le « désastre », fut le point de départ d'une reconstruction identitaire qui se structura contre Israël et contre les régimes arabes responsables de la débâcle de 1948. C'est dans les camps que se forgea l'identité nationale palestinienne. Celle-ci fut incarnée par la figure du paysan réfugié, visage hirsute

couvert du keffieh, personnifié par Yasser Arafat. Toute une société palestinienne, avec sa diversité et ses richesses, se trouva réduite à cette image archaïque. L'effacement des Palestiniens aisés et de la classe moyenne la rendit d'autant plus caricaturale. À partir de 1964, *al Nakba* laissa la place à la Révolution palestinienne. Comme l'a écrit Jihane Sfeir : « Les récits d'héroïsme éclipsent ceux de la victimisation et les réfugiés deviennent héros ou martyrs.¹ »

L'arrivée des Palestiniens suscita au Liban une compassion généralisée, mêlée d'un sentiment d'injustice et de révolte contre Israël chez les musulmans et de crainte chez la plupart des chrétiens pour lesquels ces réfugiés à majorité musulmane étaient perçus comme une menace. Le Palestinien fut ainsi envisagé différemment selon les communautés, jouant un rôle clivant dans une identité libanaise en construction.

De leur côté, les Palestiniens se construisirent dans le ressentiment envers les Libanais qu'ils tenaient pour responsables de la misère et de l'humiliation de l'exil. Comme il arrive souvent dans ce genre de tragédie, ils confondirent la perte de leur patrie avec sa conséquence, l'exil au Liban.

Dans un message radiodiffusé en avril 1948, le président de la République Béchara el Khoury invita les Libanais à ouvrir « leurs maisons, leurs églises, leurs écoles² » aux réfugiés et un de ses ministres, un maronite, surenchérit en déclarant que le Liban

1. *Ibid.*, p. 29.

2. *Ibid.*, p. 123, citant Chami, 2002, p. 238.

était prêt à accueillir les Palestiniens, peu importait le nombre et la durée de leur séjour. C'est dans l'insouciance des grands discours généreux que se préparèrent les lendemains tragiques. L'arrivée de ces réfugiés fut en effet à l'origine de la guerre civile libanaise moins de trente ans plus tard qui obligera un grand nombre de Libanais à quitter à leur tour leur pays.

L'EXODE DES JUIFS LIBANAIS

Une autre conséquence de la création de l'État d'Israël fut l'exode des juifs libanais. Remontant à plus de deux millénaires, la présence de cette communauté au Liban s'était fortement accrue au XV^e siècle avec l'arrivée des juifs sépharades qui fuyaient l'Inquisition espagnole.

Implantés dans les villes sunnites de Beyrouth, Saïda et Tripoli, les juifs pratiquaient des activités commerciales ; seule une minorité vivait de l'agriculture dans les régions druzes, à Hasbaya et dans le Chouf (à Deir el Kamar et à Barouk¹).

La communauté juive de Beyrouth se développa à partir du milieu du XIX^e siècle, avec l'afflux des juifs du Chouf qui fuyaient les combats entre druzes et maronites, ainsi que de ceux ayant quitté Damas après les accusations calomnieuses de pratiquer des meurtres rituels. Attirés par les opportunités qu'offrait la capitale, les juifs de Tripoli et de Saïda s'établirent à leur tour à Beyrouth au XX^e siècle.

1. Les cèdres du Barouk sont appelés cèdres des Juifs (*Arz al Yahoud*).

Installée à Wadi Abu Jamil, au pied du Grand-Sérail, la vie communautaire se déroulait dans la rue principale, autour de la synagogue Magen Abraham considérée comme l'une des plus belles du Proche-Orient et de l'école de l'Alliance israélite universelle. Pendant les chaleurs de l'été, les juifs beyrouthins rejoignaient les centres de villégiature dans la montagne, à Bhamdoun et à Aley.

Cette communauté prospère se distingua dans le commerce et la finance. De nombreuses personnalités juives marquèrent la vie économique libanaise, comme Joseph David Farhi à la tête d'établissements commerciaux, les familles Safra et Zilkha, propriétaires de banques et Toufic Mizrahi qui fonda en 1929 *Le Commerce du Levant*, le seul mensuel économique francophone du Proche-Orient. Citons également Joseph Dichy Bey, élu à la tête de sa communauté à deux reprises en 1925 lors de l'élaboration de la Constitution libanaise, puis pendant la Seconde Guerre mondiale sous Vichy.

La communauté juive était parfaitement intégrée dans un État libanais tolérant, multiculturel et multiconfessionnel, et vivait en bonne entente avec les autres communautés. L'arrivée en 1938 à Beyrouth du mufti de Jérusalem Hajj Amin al-Husseini, fuyant la Palestine, marqua le début des incidents entre sunnites et juifs. À chaque étape du conflit en Palestine, la communauté juive du Liban subit des attentats se limitant le plus souvent à des dégâts matériels, si l'on excepte l'émeute anti-juive qui éclata en novembre 1945 à Tripoli et qui fit 14 victimes. Toutefois, l'État libanais « se montre toujours très prompt à envoyer la police

ou l'armée pour protéger les juifs libanais», selon les termes de Kirsten Schulze¹.

Après le conflit israélo-arabe de 1948, les relations entre juifs et sunnites revinrent à la normale et le Liban fut le seul pays arabe dont la communauté juive vit ses effectifs augmenter, passant de 5 500 personnes avant la création de l'État d'Israël à 15 000 en 1958. Cette augmentation brutale était due à l'arrivée de juifs syriens et irakiens fuyant l'oppression dans leurs pays et attirés par la douceur de la vie libanaise. Mais les événements de 1958 au Liban, opposant chrétiens et musulmans, incitèrent les plus récents arrivés à quitter le pays et la communauté se réduisit, à nouveau, aux seuls juifs libanais estimés à environ 6 000 personnes.

Même si le Liban ne participa pas à la guerre des Six Jours, ce conflit marqua un tournant dans la vie des juifs libanais : l'atmosphère s'envenima avec l'arrivée à Beyrouth de Yasser Arafat et de son appareil militaire, fuyant la Jordanie après le fameux septembre noir de 1970. Les opérations des *fedayin* palestiniens à partir du Sud-Liban contre Israël entraînèrent des ripostes israéliennes. En réaction, les vexations contre les juifs par des militants sunnites et des Palestiniens se multiplièrent : appel au boycott des commerçants, racket par des combattants palestiniens, attentat à la dynamite contre l'école de la Fondation Louis Zilkha en

1. Kirsten E. Schulze, « Le cas du Liban ; les problématiques contemporaines de l'adversité », in Abdelwahab Meddeb, Benjamin Stora (dir.), *Histoire des relations entre juifs et musulmans*, Albin Michel, 2013, p. 439.

janvier 1970, assassinat en février 1970 du directeur de la Metro Goldwyn Mayer, Edouard Sasson.

L'État libanais, en décomposition après la signature des accords du Caire en 1969 qui cédaient une part de sa souveraineté aux Palestiniens, ne parvint plus à assurer la sécurité des juifs. Trois mille personnes, soit la moitié de la communauté, quittèrent discrètement le Liban entre 1967 et 1970, à l'insu de leurs voisins et de leurs amis.

En 1975, lorsqu'éclata la guerre civile, le quartier juif sur la ligne de démarcation entre les deux Beyrouth fut touché de plein fouet, provoquant la mort de deux cents juifs et le départ de deux mille autres. La vie communautaire s'arrêta, l'école de l'Alliance israélite universelle ferma ses portes et le grand rabbin Chaoud Chreim immigra à São Paulo en 1978.

Enfin, l'invasion israélienne de 1982 incita les rares juifs restants à quitter le Liban.

Onze juifs furent en outre pris en otage entre 1984 et 1987 pour obliger Israël à se retirer du Sud-Liban ; des enlèvements revendiqués par l'Organisation des opprimés sur la terre. Parmi les victimes, un médecin connu, Elie Hallak, et le président de la communauté, Isaac Sasson, kidnappé à son retour au Liban sur la route de l'aéroport. Tous deux furent exécutés. Dans ces conditions, les derniers récalcitrants juifs qui vivaient encore dans les régions musulmanes, soit quelques dizaines, se réfugièrent en zone chrétienne.

Plus libanais que sionistes, les juifs libanais optèrent pour les mêmes pays d'exil que leurs compatriotes : le Brésil, la France,

le Canada, New York et, à un moindre degré, Israël. Le silence qui suivit leur départ fut rompu en 2009 avec la restauration de la grande synagogue de Beyrouth, Magen Abraham. Événement salué par le Premier ministre sunnite de l'époque, Fouad Sanioura, et par le Hezbollah, distinguant tous deux les juifs des Israéliens. La même année, une journaliste druze libanaise qui avait couvert le conflit israélo-arabe, Nada Abdelsamad, eut le mérite de ranimer la mémoire de cette communauté en publiant un livre *Des histoires de juifs du Liban*. Elle y expliquait que c'est en réalisant une série radiophonique pour la BBC sur les communautés libanaises qu'elle prit conscience de cette histoire oubliée et écrivit : « J'ai été profondément touchée de leur amour pour le Liban et de leur désir de retourner y passer leur retraite si la situation le permettait. Cela a bouleversé mes repères. Jusqu'à présent, pour moi, l'attachement d'un Juif pour un pays n'était associé qu'à l'État d'Israël. » Et d'ajouter : « Je me suis rendu compte qu'ils étaient des citoyens libanais au même titre que moi, avec les mêmes droits... La mémoire des juifs du Liban n'était pas une priorité mais il est temps de l'intégrer à notre histoire nationale. Il ne s'agit pas d'adresser de message idéologique, mais de parler d'un passé qui a existé et qu'on ne peut pas prétendre effacer, juste en le niant.¹ »

Les juifs libanais furent les derniers à rejoindre la longue liste des communautés juives des pays arabes contraintes à l'exil. On estime à 95 % le pourcentage des juifs du monde arabe ayant quitté leur pays après la création d'Israël.

1. *L'OBS* avec *Rue89*, publié sur Internet le 19 décembre 2009.

Derrière la froideur des données statistiques se cache une douloureuse réalité humaine, celle d’hommes et de femmes quittant une terre natale, un paysage familial, des amitiés, une carrière, pour s’implanter dans une terre étrangère, s’habituer à un mode de vie différent, édifier une nouvelle situation sociale, parfois quitter une langue maternelle pour en apprendre une autre et, pour ceux qui ont immigré en Israël, porter une identité tiraillée entre deux pays ennemis.

Tout un passé juif, fait de convivialité, d’amitié et de cohabitation, fut effacé de la mémoire arabe, cédant la place à un juif imaginaire, une figure ennemie façonnée par la propagande anti-israélienne. De leur côté, les juifs exilés basculèrent soit dans la nostalgie, soit dans le rejet du pays natal, aidés en cela par une mémoire sélective qui cherchait à noircir les souvenirs d’une existence dans leur pays d’origine pour mieux s’en détacher. On ne peut plus être arabe et juif. On est l’un ou l’autre. Chaque groupe se trouve prisonnier de son appartenance communautaire, cherchant à diaboliser l’autre. Mais de ce passé surgissent parfois des détails de vie qui trahissent l’ancrage oriental des juifs arabes, comme la musique ou la cuisine.

Comparaison du nombre de juifs dans les différents pays arabes entre 1948 et 2002		
Population juive	1948*	2002**
Maroc	300 000	2 500
Algérie	150 000	< 20
Irak	140 000	< 100
Tunisie	120 000	1 500
Égypte	90 000	50
Yémen	60 000	200
Lybie	40 000	0
Syrie	35 000	120
Liban	5 000	70

* Réfugiés juifs des pays arabes, Genève, 4 mars 1988, publication de l’Organisation mondiale des Juifs originaires des pays arabes (WOJAC).

** Estimation du Congrès juif mondial.

Avec l’arrivée des Palestiniens et le départ des juifs, le Liban que j’ai connu dans mon enfance prend forme. L’analyse de ce « monde d’hier » est riche d’enseignements pour la compréhension de l’identité libanaise, sujet du dernier chapitre.

Mais faisons d’abord le point sur la question centrale des rapports entre le Liban et la Syrie.

SYRIE-LIBAN, SI PROCHE, SI LOIN

La frontière syro-libanaise créée en 1920 devint rapidement une réalité politique. En 1944, les États arabes insistèrent « sur

le respect de l'indépendance et de la souveraineté du Liban » dans l'article 4 du protocole d'Alexandrie, précurseur de la Ligue arabe. Mais la Syrie ne reconnut officiellement le Liban qu'en octobre 2008, avec la promulgation par Bachar el-Assad d'un décret instaurant des relations diplomatiques entre les deux pays et l'ouverture d'une ambassade à Beyrouth.

Revenons sur la chronique de ce divorce consommé entre Syriens et Libanais. À l'époque du mandat, le Liban et la Syrie bénéficiaient d'une unité douanière, faisaient partie d'un seul espace économique doté d'une monnaie unique, la livre, et de services publics communs. Chaque État disposait certes de son propre budget financé par les impôts locaux, mais il existait en parallèle un budget commun, le « budget général de la Syrie et du Liban » alimenté essentiellement par les revenus des douanes¹.

Une première crise éclata entre les gouvernements syrien et libanais en février 1948 et aboutit à la séparation monétaire. Elle était due au refus de la Syrie de rejoindre l'accord monétaire négocié par Hamid Frangié entre le Liban et la France, qui permettait au Liban de rester dans la zone franc.

Deux ans plus tard, le 8 mars 1950, un ultimatum fut adressé par le président du Conseil syrien Khaled el Azem au ministre des Affaires étrangères Philippe Takla, sommant le gouvernement libanais de choisir entre une union économique totale ou la séparation définitive. Engagés dans une politique libérale, les Libanais

1. Élisabeth Picard, *Liban-Syrie intimes étrangers*, Sindbad, Actes Sud, 2016, pp. 129 et 134.

optèrent pour la rupture de l'union économique et douanière avec la Syrie.

Dès lors, État libanais et État syrien, issus du même moule, façonnés par la même puissance mandataire, virent leurs chemins diverger. D'un côté, le Liban devint une république marchande dont l'économie ultralibérale se basait sur le commerce et les services, Beyrouth devenant l'entrepôt du Proche-Orient et son port, sa porte d'entrée. De l'autre côté, la Syrie développa l'agriculture et l'industrie, pratiqua le capitalisme d'État et les nationalisations, imposa le protectionnisme et limita la circulation des hommes et des capitaux.

Politiquement, le Liban et la Syrie adoptèrent des régimes opposés. Le Liban évolua dans une démocratie parlementaire stable dominée par une classe de notables et se dota d'une presse libre tandis que la Syrie subit une dictature, en proie à des coups d'État militaires à répétition amenant leur lot d'arrestations, d'arbitraire, de limitation des libertés publiques et une presse muselée. Vue de Beyrouth, la Syrie apparaissait comme une maison d'esclavage truffée de services de renseignement en compétition les uns avec les autres.

Pendant la guerre froide, le Liban et la Syrie appartenaient ainsi à deux mondes idéologiques opposés. Le gouvernement de Beyrouth rejoignit le camp de l'Otan, alors que la Syrie tissa des liens étroits avec l'Union soviétique et le pacte de Varsovie. Comme l'a fait remarquer Élisabeth Picard : « Voilà deux jeunes États qui, dix ans auparavant, étaient gouvernés par des dirigeants à la formation, aux origines sociales et à la trajectoire culturelle

communes, dont la complémentarité semblait une évidence. Ils sont pris dans le grand jeu de la guerre froide qui les entraîne chacun dans un camp hostile à l'autre.¹»

Le mot qui résume la Syrie contemporaine est la peur, titre de l'article de la Syrienne Bassma Kodmani qui décrit la terreur régnant dans son pays : « Au commencement était la peur. Les anciens prisonniers se souviennent des longues années passées dans l'isolement et l'humidité, à la merci des rats et de leurs geôliers... Dehors, dans la vie de tous les jours, le citoyen qui n'a rien fait est glacé par la perspective d'entrer dans le bâtiment d'une administration publique.²»

L'instabilité politique à Damas entraîna la fuite des élites syriennes vers la capitale libanaise. Ils y arrivèrent en deux vagues successives : lors de l'adhésion de la Syrie à la République arabe unie en 1958 et après la prise du pouvoir par le Baas en 1963, de sorte que le nombre de réfugiés syriens au Liban doubla entre 1963 et 1969³. Ces nouveaux arrivés contribuèrent à la croissance économique du Liban, notamment dans le domaine bancaire et immobilier⁴. Ils furent suivis d'une main-d'œuvre syrienne à bas prix qui vint chercher du travail au Liban, attirée par son niveau de vie.

Le Liban et la Syrie s'opposaient sur de nombreux points. La Syrie dissimulait sa réalité multiconfessionnelle sous la rhétorique

1. *Ibid.*, p. 179.

2. *Revue des Deux Mondes*, septembre 2016.

3. E. Picard, *Liban-Syrie...*, *op. cit.*, p. 140.

4. *Ibidem*, p. 140.

panarabe, contrairement aux Libanais qui firent du confessionnalisme la base de leur système politique. Alors qu'on assistait en Syrie à la militarisation de la société avec l'instauration, à partir de 1953, de trois années de conscription et l'omniprésence des militaires dans les hautes sphères du pouvoir, l'armée libanaise était restée, entre-temps, la grande muette et les jeunes Libanais ne découvrirent le service militaire qu'au début des années 1970.

La Syrie contrôlait les institutions éducatives, ferma les écoles des congrégations étrangères et arabisa l'enseignement, tandis que le Liban maintint une offre pédagogique de qualité diversifiée, publique et privée, et trilingue : arabe, français et anglais. Une histoire divergente tout au long du XX^e siècle finit par modeler deux tempéraments différents.

CHAPITRE II

LE « VIVRE-ENSEMBLE » LIBANAIS

Jamais un grand État ne s'est formé que de plusieurs petits; c'est l'ouvrage de la politique, du courage, et surtout du temps.

Voltaire

À L'ORIGINE DE L'IDENTITÉ LIBANAISE

Atavique, la peur parmi les minorités chrétiennes en Orient. Elle était transmise dès la naissance par les récits autour des meurtres et des persécutions qui avaient jalonné l'histoire de ces communautés : massacres des maronites par les druzes et des chrétiens de Damas par les sunnites en 1860, génocide arménien en 1915, nettoyage ethnique de l'Anatolie par les Turcs après le traité de Lausanne en 1923, tueries des chrétiens d'Irak en 1933, sans parler des récents attentats contre les chrétiens de Syrie, d'Irak et d'Égypte par Daech. Chaque drame apportait son lot de réfugiés au Liban. Le sentiment de persécution s'amplifiait encore par le

souvenir de la Dhimmitude, le statut discriminatoire des juifs et des chrétiens, aboli au milieu du XIX^e siècle.

Le problème des minorités d'Orient ne peut se comprendre qu'à la lumière des persécutions restées gravées dans leur mémoire. La peur échappait souvent au chercheur occidental qui portait un regard purement analytique sur cette question.

Les catholiques libanais, majoritairement maronites, souhaitaient un Liban indépendant, de crainte d'être dissous dans une Grande Syrie sunnite. La photo de la deuxième délégation libanaise à la conférence de Paix est explicite à cet égard : on y voit le patriarche et trois évêques maronites, ainsi que l'évêque grec-catholique de Zahlé, venus réclamer un Grand Liban indépendant de la Syrie.

Pendant que les populations en Europe et dans les Balkans aspiraient à la création de pays homogènes sur le plan ethnique ou religieux, le patriarche maronite Elias Hoyek opta pour un Grand Liban incluant des régions à majorité musulmane, au risque de rendre sa communauté minoritaire. Les historiens, tels Nadine Picaudou¹, se sont interrogés sur les raisons qui l'avaient poussé à vouloir passer d'une *Mutassarifya* où les chrétiens représentaient 80 % de la population, à un Grand Liban où ils étaient à peine

1. « Comment comprendre, dans ces conditions, l'attachement inconditionnel des maronites mais aussi de nombreux catholiques à l'élargissement territorial du pays ? Quel aveuglement apparent devant les contradictions inhérentes à l'idée d'un foyer chrétien où les chrétiens ne seraient qu'à peine majoritaires ! », N. Picaudou, *La déchirure libanaise*, op. cit., p. 59.

majoritaires¹, représentant 55 % de la population en 1921 et n'atteignant 50,7 % en 1932 qu'en y adjoignant les 30 000 réfugiés arméniens². Comme on l'a vu, la motivation du patriarche était de rendre le pays économiquement viable au lendemain de la Grande Famine en lui associant des plaines et des ports. Toutefois, le port de Beyrouth et les plaines de la Bekaa et d'Akkar auraient pu suffire à atteindre cet objectif, sans remettre en cause la domination démographique des chrétiens.

Ainsi, dès sa création, le Grand Liban portait en lui les germes d'une contradiction, source de sa complexité et de sa richesse, mais aussi à l'origine de sa fragilité. Voulu par les milieux catholiques comme un foyer national, il sera un pays multiconfessionnel.

Dès lors, la proclamation du Grand Liban en 1920 par le général Gouraud suffit-elle à constituer une nation ? Selon Ernest Renan : « Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ;

1. Selon le recensement de 1932, il y avait 435 000 chrétiens et 405 000 musulmans.

2. En 1913, sur les 414 800 habitants de la *Mutassarifya*, on dénombrait 329 482 chrétiens dont 242 208 maronites. Une estimation donnée par Patrick Seale dans son livre *Lutte pour l'indépendance arabe* (p. 219) prenant comme référence Abou Diab Khattar et Jacques Seguin, « *Le Liban-Sud : espace périphérique, espace convoité* », in *Politique étrangère*, n° 2 - 1989-54^e année. pp. 42-44, porte le pourcentage de maronites avant la Première Guerre à 58 % de la population alors que les grecs-orthodoxes étaient à 12 %, les druzes à 11 %, l'ensemble sunnite et chiite à 8 %. En 1921, les maronites devinrent minoritaires dans le Grand Liban et ne furent plus que 176 000 (la famine était passée par là !). Comptabiliser l'ensemble des chrétiens est nécessaire pour atteindre 300 000, soit 53,4 % de la population contre 46,6 % pour les musulmans (sunnites, chiites et druzes) qui étaient au nombre de 262 000.

l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis.³ »

Le désir de vivre ensemble des communautés libanaises à l'intérieur des frontières du Liban de 1920 évolua entre refus et adhésion et franchit diverses étapes : l'identité contrariée, l'identité contractuelle, l'épreuve fondatrice de la guerre civile, la convergence des communautés et le meurtre fondateur. À la fois contractuelle et conflictuelle, l'histoire du Liban ne cessa jamais d'être traversée par les confrontations, mais aussi par l'altérité et la recherche de compromis.

L'IDENTITÉ CONTRARIÉE

Dans la photo historique immortalisant la création du Grand Liban qui figure sur la couverture de ce livre, certains ont voulu voir le mariage forcé du montagnard maronite et du citoyen sunnite avec la bénédiction de la France⁴. Les sunnites du Liban aspiraient à être majoritaires et dominants dans une Grande Syrie, et non minoritaires dans le Grand Liban. Les archives du quai d'Orsay regorgent par ailleurs de lettres de notables sunnites de Beyrouth réclamant leur séparation du Grand Liban.

Cette aspiration reposait sur une réalité sociologique. Unies par d'étroits liens économiques et familiaux avec la Syrie, les familles sunnites étaient souvent réparties entre les deux pays et

3. Conférence à la Sorbonne en 1882 intitulée « Qu'est-ce qu'une nation ? ».

4. Louis Saliba, *Le Grand Liban ! ou le Liban une erreur historique ?* Babylones, 2015.

les mariages étaient fréquents entre les sunnites du Sud-Liban et ceux de la Galilée. Toutefois, les sunnites de Beyrouth finirent par prendre conscience des avantages du Grand Liban, « leur ville » étant devenue la capitale du pays.

Les chiites étaient tout aussi hostiles au Grand Liban. Implantés dans les régions voisines de la Syrie et de la Palestine dont ils partageaient les découpages administratifs sous l'Empire ottoman, ils se voyaient davantage dans une Grande Syrie¹. Ils réalisèrent néanmoins au fil du temps l'avantage d'appartenir au Liban qui leur permettait de rassembler dans un seul État les différents groupes de leur communauté, éparpillés géographiquement. Après avoir longtemps été marginalisés par les sunnites, le Liban leur offrait l'occasion d'affirmer leur spécificité et de peser sur le plan politique. Le 27 janvier 1926, moins de six ans après la création du Grand Liban, les chiites furent autorisés à appliquer le rite jaafarite en matière de droit personnel en remplacement du droit hanafite appliqué par des cheikhs sunnites, auquel ils étaient jusqu'alors soumis. À partir de cette époque, une grande partie des chiites de Jabal Amel jouèrent la carte de l'intégration au Liban et acceptèrent le mandat français. Leur chef Kamel el Asaad fut même décoré de la Légion d'honneur.

Les druzes étaient majoritairement favorables au Grand Liban suivant leur chef religieux Cheikh Akl Hussein Tali' et la famille

1. Les chiites de Baalbek faisaient partie du *vilayet* de Damas. Ceux du sud regardaient historiquement vers la Palestine et le Golan et ceux du Hermel, bien qu'ayant fait partie de la *Mutassarifya*, reprochaient aux maronites de les avoir évincés du nord du Mont-Liban au XVIII^e siècle.

Joumblatt, pourtant alliée historique des Britanniques. Cette position se maintint grâce à Set Nazira Joumblatt, après l'assassinat de son mari Fouad le 6 août 1921. Il en fut de même du clan Arslan dont le chef, Toufic Arslan¹, faisait partie de la troisième délégation libanaise à la conférence de Paix.

En 1920, les maronites virent se concrétiser leur rêve d'un Grand Liban et se sentirent suffisamment légitimes pour prendre une place prépondérante dans l'administration et dans la politique du pays. À mesure qu'ils prenaient conscience de la balance démographique en leur défaveur, des voix s'élevaient pour remettre en cause le Grand Liban. Émile Eddé, dans un mémorandum adressé au quai d'Orsay en 1932, s'inquiéta « qu'à l'heure actuelle, le Liban compte 405 000 mahométans (sunnites, chiites et druzes) contre 425 000 chrétiens seulement. Cette majorité chrétienne est beaucoup trop faible pour défendre le Liban contre l'attraction exercée sur lui par la Syrie en vue de son unification avec elle. Et si l'on n'y prend pas garde il ne passera pas longtemps encore avant que le Liban ne réclame lui-même sa fusion avec sa voisine.² » Eddé souhaitait la réduction territoriale du Liban.

Contrairement aux grecs-catholiques alignés sur la position des maronites, les grecs-orthodoxes libanais considéraient que la frontière de 1920 les coupait de leurs coreligionnaires syriens et de leur espace économique vital. Le patriarche orthodoxe Grégoire IV, qui siégeait à Damas, était favorable à Fayçal et

1. Père de Majid Arslan qui jouera un rôle au moment de l'indépendance du Liban en 1943.

2. Cité par N. Picaudou, *La déchirure libanaise*, op. cit., p. 60.

ambitionnait une Grande Syrie, ce qui lui valut le surnom de « patriarche des Arabes ». Des notables orthodoxes¹ œuvrèrent pour faire de Beyrouth un port libre détaché du Grand Liban. Un siècle plus tard, comme il a été dit plus haut, les grecs-orthodoxes montrèrent un fort attachement à l'entité libanaise.

L'IDENTITÉ CONTRACTUELLE OU LE PACTE NATIONAL

À l'occasion de la signature des traités d'amitié franco-libanais et franco-syrien en 1936, les notables sunnites organisèrent une troisième conférence de la Côte² dont le but était d'obtenir le rattachement à la Syrie des territoires à dominance musulmane. Kadhim el Solh, représentant le Sud-Liban et Saïda, créa la surprise en expliquant que le rattachement des territoires contestés à la Syrie risquait de jeter les maronites dans les bras de la France, alors que leur adhésion s'avérait indispensable pour obtenir l'indépendance du Liban.

Il exprimait le point de vue de son cousin Riad el-Solh qui se trouvait à Paris. Pragmatique, Riad était convaincu que le nationalisme libanais des chrétiens n'était pas une création des Français, mais une réalité politique fortement enracinée. Il était bien disposé de par son histoire familiale et sa formation intellectuelle à opérer cette ouverture envers les chrétiens. Comme l'explique son biographe Patrick Seale : « Par suite de ses années chez les Jésuites

1. Comme Alfred Sursock, Albert Bassoul et Habib Trad.

2. Deux conférences de la Côte (*Mu'tamar al-sabil*) s'étaient déjà tenues en 1928 et 1933, au cours desquelles les sunnites avaient réclamé le rattachement à la Syrie des « territoires contestés » à dominance musulmane.

et d'une jeunesse passée dans le climat cosmopolite d'Istanbul, Riad el-Solh avait appris à comprendre les manières de faire occidentales et les croyances chrétiennes ainsi que les craintes de la minorité chrétienne dans l'Orient musulman.¹ »

Lors de cette conférence de la Côte, il fut demandé que « le traité d'amitié franco-libanais [...] contienne des dispositions spéciales susceptibles d'assurer une répartition équitable des emplois publics entre les différentes communautés² », ce qui revenait à accepter le principe du Grand Liban.

Alors que les sunnites de Beyrouth étaient prêts à une intégration au Liban, ceux de Tripoli, groupés autour de la famille Karamé, restaient profondément attachés à l'union avec la Syrie et voyaient dans le traité franco-libanais la consécration de leur séparation définitive avec ce pays. En signe de protestation contre le traité franco-libanais, les magasins de Tripoli fermèrent leurs portes pendant un mois et on hissa le drapeau syrien sur les mosquées.

Un autre événement va conduire les sunnites libanais à se résigner à faire partie du Liban. Dans une volte-face inattendue, les sunnites syriens du Bloc national acceptèrent de reconnaître le Liban dans ses frontières de 1920, cédant ainsi à une condition exigée par la France pour conclure le traité d'amitié franco-syrien qui leur conférait le pouvoir sur la Syrie.

1. P. Seale, *La lutte...*, op. cit., p. 242.

2. N. Picaudou, *La déchirure libanaise*, op. cit., p. 76.

Ainsi, en cette fin des années 30, le Liban commença à devenir une réalité construite autour de la communauté maronite et de la bourgeoisie sunnite de Beyrouth.

Vingt ans après la création du Grand Liban, une nouvelle génération grandit dans le cadre de l'État libanais. Des jeunes de la haute bourgeoisie chrétienne et de la haute bourgeoisie musulmane apprirent à se connaître, comprenant que, malgré leurs différences religieuses, ils appartenaient à la même culture et au même monde. Les représentants politiques sunnites commencèrent à apprécier les rôles de premier plan, qu'on ne leur aurait pas octroyés en Syrie. De leur côté, les hommes d'affaires chrétiens réalisèrent l'ineptie de séparer économiquement le Liban de son arrière-pays arabe. Des convictions nouvelles imprégnèrent les esprits, défendues par les éditoriaux de Charles Hélou et Michel Chiha dans le journal francophone *Le Jour*.

Comme l'a écrit Patrick Seale : « Les identités nationales ne sont pas gravées dans le marbre. Les nations sont plutôt des créations évolutives complexes issues de turbulences internes et d'interventions externes, du tracé souvent arbitraire des frontières, des accidents historiques ou géographiques, des mythes, de la manière dont les gens pensent et ressentent leur place dans leur histoire, et de nombreux autres facteurs dont les moindres ne sont pas les formulations abstraites des intellectuels.¹ »

Dans le contexte de l'affaiblissement de la France après la Seconde Guerre mondiale et des rivalités franco-britanniques,

1. P. Seale, *La lutte...*, op. cit., p. 247.

cette nouvelle génération réussit à obtenir l'indépendance du Liban. Celle-ci était l'œuvre de deux personnages : le chrétien Béchara el Khoury et le musulman Riad el-Solh. Artisans de l'identité singulière libanaise, ils scellèrent en 1943 le Pacte national qui stipulait que les chrétiens devaient désormais dire non à la France et que les musulmans devaient quant à eux dire non au panarabisme et à la Syrie, pour s'allier et fonder un même État. Ce pacte non-écrit répartit les hautes fonctions de l'État selon le poids démographique de chaque communauté en se basant sur le recensement de 1932 : présidence de la République et chef de l'armée pour les maronites, présidence du Conseil des Ministres pour les sunnites, présidence de la Chambre des députés pour les chiites, Vice-présidence de la Chambre des députés pour les grecs-orthodoxes.

DEUX COMMUNAUTÉS QUI SE TOURNENT LE DOS

Cinq ans après le Pacte national et l'indépendance du Liban, un journaliste francophone libanais, Georges Naccache, dressa dans un éditorial publié dans le journal *L'Orient* un réquisitoire sévère contre l'État libanais naissant : « Ni Occident, ni arabisation : c'est sur un double refus que la chrétienté et l'islam ont conclu leur alliance. Ce qu'une moitié des Libanais ne veut pas, on le voit très bien. Ce que ne veut pas l'autre moitié, on le voit également très bien. Mais ce que les deux moitiés veulent en commun, c'est ce qu'on ne voit pas. La folie est d'avoir cru que deux "non" pouvaient, en politique, produire un "oui". Un État n'est

pas la somme de deux impuissances – et deux négations ne feront jamais une nation. »

La prophétie de Georges Naccache ne se réalisa toutefois pas car, au cours des années qui suivirent l'indépendance et en dépit des difficultés, les responsables libanais surent tisser des liens entre eux. À leur insu, ils apprirent l'art du « vivre-ensemble » et firent du Liban « un modèle d'équilibre et de mesure au milieu de cette région du Moyen-Orient si souvent troublée » selon les termes du général de Gaulle¹.

Contrairement aux élites, les populations continuaient, elles, à se tourner le dos. Les chrétiens regardaient la Méditerranée et l'Occident alors que les musulmans vibraient au rythme de l'Égypte de Nasser et de l'OLP d'Arafat. Le Liban était « un seul lit pour deux rêves.² » Deux communautés, l'une chrétienne et l'autre musulmane, cohabitaient, ou plutôt chacune cohabitait avec l'image qu'elle se faisait de l'autre, une image souvent négative, chargée de préjugés. Ces années, entre la proclamation de l'indépendance en 1943 et l'éclatement de la guerre civile en 1975, furent marquées par la méfiance des chrétiens suspectant les sunnites de préférer

1. Phrase extraite d'une lettre de 1964 adressée par le général de Gaulle au général Chéhab, président de la République libanaise. Cf. Karim Émile Bitar et Clotilde de Fouchécour (dir.), *Le Cèdre et le Chêne*, Paris, Librairie orientaliste Paul Geuthner, 2015, p. 403. Il existe une autre citation du général de Gaulle qu'il aurait prononcée en 1941 : « Le Liban est le seul lieu du monde où islam et chrétienté ont réussi une convivialité que ses institutions politiques favorisent ». Cette citation repose sur le témoignage d'une seule personne, Camille Aboussouan, délégué permanent du Liban auprès de l'UNESCO (*ibid.*, p. 396).

2. La formule est inspirée du titre du livre d'André Fontaine, *Un seul lit pour deux rêves*, Paris, Fayard, 1981, qui à son tour est inspiré d'un proverbe chinois.

leur appartenance arabe à leur identité libanaise et par la frustration des musulmans face à la domination politique des chrétiens.

L'ÉPREUVE FONDATRICE

Cet édifice identitaire fragile finit par voler en éclats avec la guerre civile qui débuta le 13 avril 1975. Paradoxalement, 15 ans de guerre civile eurent pour effet de rapprocher les Libanais.

À la fin des années 80, face aux conséquences tragiques de la guerre, naquit en effet dans l'esprit des Libanais la conviction intime que la meilleure solution restait le « vivre-ensemble », que Samir Frangie eut le mérite de nommer et de promouvoir. Cette volonté se concrétisa avec l'accord de Taëf du 23 octobre 1989 qui mettait fin à la guerre civile. Rééquilibrant la répartition du pouvoir en faveur des musulmans, cet accord prévoyait aussi un calendrier de retrait de l'armée syrienne du Liban.

LA CONVERGENCE DES COMMUNAUTÉS

Un siècle après la création du Grand Liban, cinq générations de Libanais y sont nées et y ont grandi. L'être humain s'attache à ce qu'il connaît. Toutes les enquêtes sociologiques montrent aujourd'hui que les musulmans adhèrent dans leur grande majorité à l'entité libanaise et le discours de certains leaders sunnites ou chiïtes actuels s'apparente à celui des leaders maronites d'antan dans leur attachement au Liban.

Paradoxalement, en perdant la guerre civile de 1975, les maronites permirent à l'entité libanaise qui était leur projet de devenir

une réalité. Le Liban était sorti renforcé de cette épreuve par l'adhésion des communautés mahométanes et une convergence s'était opérée sur les principaux points de discord intercommunautaires qui agitaient le débat politique avant 1975.

Toutes les communautés s'accordent aujourd'hui pour considérer que la présence palestinienne au Liban ne peut être que civile et que la lutte armée des Palestiniens à partir du Liban dans les années 1970 fut une faute lourde de conséquences. Même Mahmoud Abbas a reconnu l'erreur de l'OLP d'Arafat, dont certains dirigeants, à l'époque, n'hésitaient pas à affirmer que la route de Tel-Aviv passait par Jounié (une ville chrétienne libanaise)!

L'épreuve de la guerre civile a fissuré l'image positive que chaque communauté se faisait d'elle-même. Les dissensions intra-communautaires ont révélé les fractures au sein de chaque camp (aounistes contre forces libanaises, chiites contre sunnites, Amal contre Hezbollah...).

En équilibrant le pouvoir en faveur des musulmans, l'accord de Taëf a fait disparaître de leurs discours la rhétorique de la *moucharakha*, qui revendiquait le « partage du pouvoir » avec les maronites.

Une nouvelle génération d'hommes d'État s'est imposée, dont le chiite Hussein el Husseini, farouchement attaché à l'entité libanaise, et le sunnite Rafic Hariri qui a fait évoluer sa communauté vers le projet libanais et la modernité occidentale. Par ses actes et ses paroles, Hariri a contribué à réduire la méfiance des chrétiens.

Décus par le régime alaouite de Damas et par les Palestiniens d'Arafat, le regard des sunnites se porte dorénavant vers l'État libanais.

Les maronites ont perdu leurs liens privilégiés avec la France qui souhaite de son côté une relation plus équilibrée avec les autres communautés. Comme l'a écrit Hervé de Charrette à propos de la visite du président Chirac à Beyrouth en avril 1996 : « Le président, rompant avec une politique traditionnelle qui s'appuyait essentiellement sur la communauté maronite, veut montrer que la France entend développer de bonnes relations avec toutes les communautés libanaises, qu'il s'agisse des chrétiens, des sunnites, des chiites ou des druzes.¹ »

Certains chrétiens, tentés pendant la guerre civile par une alliance avec Israël, ont vite déchanté. Aujourd'hui, seuls les chiites du Hezbollah continuent à chercher à l'étranger – en l'occurrence en Iran – une aide pour s'imposer sur la scène libanaise.

Épanouis dans un espace de liberté, les musulmans du Liban ont évolué différemment de leurs coreligionnaires syriens qui ont subi une succession de dictatures militaires. Le chiite Abbas Baydoun, poète, romancier et journaliste, déclare dans une interview au *Monde* 2 du 17 mars 2007 : « Les maronites ont créé le Liban, l'État, le développement culturel et économique et se le sont attribué, mais sans en faire un ghetto. Les maronites, pourtant un peu fanatiques, voire racistes, ont généralisé ces avantages. Tous les Libanais, en ce sens, sont devenus maronites. Il existe une certaine unité, il y a un mode de vie généralisé au Liban. » Et d'ajouter : « L'histoire de cette identité, c'est l'histoire même

1. Hervé de Charrette, *Opérations Raisons de la colère*, Paris, CNRS Éditions, 2018, p. 24.

de la modernisation, de la diversité, du bilinguisme, de la pluri-culturalité. Cette identité doit être moderne, si elle existe, c'est l'histoire d'un pays entre chrétiens et musulmans, d'un pays arabe qui n'est pas musulman, une histoire culturelle. Ce pays un peu précaire a été inventé par les Français au profit de la communauté chrétienne, dont la culture s'est généralisée par mimétisme. »

La guerre civile perdue, les chrétiens ont compris que leurs peurs ancestrales de massacres et de persécutions n'étaient pas justifiées. Reconsidérant leur perception d'un environnement jugé hostile, ils ont pris confiance dans leurs compatriotes musulmans. Dans les années 60, l'accès d'un musulman à un poste sécuritaire était encore perçu comme une menace pour la survie du Liban. Aujourd'hui, ce sont des responsables sunnites ou chiïtes qui se dressent pour défendre l'indépendance du pays contre le régime de Damas, à l'exemple d'Abbas Ibrahim, d'Achraf Rifi ou Wissam el Hassan qui l'a payé de sa vie. D'autres sunnites, comme Saad Hariri, Tammam Salam, Fouad Sinioura et Nouhad Machnouk, ont été à la pointe de la lutte contre les jihadistes combattus aussi par les chiïtes du Hezbollah à l'intérieur de la Syrie. Cette menace fondamentaliste effraie autant les chrétiens que la majorité des musulmans libanais attachés à un mode de vie moderne et évolué.

Profitant de la manne pétrolière, les chrétiens ont fait fortune dans les pays arabes, notamment ceux du Golfe où ils ont été appréciés et bien reçus. Dès lors, l'Arabe n'est plus synonyme de menace, mais source de richesse.

Obligés à cause de la guerre à immigrer en grand nombre, les Libanais de toutes les communautés se sont montrés solidaires

dans les pays de l'exil et se sont aperçus de leur proximité. La mondialisation a été bénéfique pour l'identité libanaise, les différences intercommunautaires se révélant minimales à l'échelle du village planétaire. De nos jours, dans la diaspora, les amitiés entre Libanais transcendent les appartenances communautaires.

LE MEURTRE FONDATEUR

En 2000, l'organisation d'élections parlementaires truquées par les services de renseignement syriens et la violation par Damas de l'accord de Taëf qui prévoyait le retrait de l'armée syrienne, conduisent l'Église maronite, sous l'égide du patriarche Sfeir, à demander l'évacuation des troupes syriennes du Liban. Cet appel a eu un écho favorable chez le chef druze Walid Joumblatt et ouvert la voie à la réconciliation druzo-maronite qui sera scellée par la visite du patriarche maronite au Chouf le 4 août 2001. À la même époque, l'opposition chrétienne à la mainmise syrienne (Rassemblement de Kornet Chehwane), lance un appel au dialogue avec l'islam libanais. Il trouve en 2004 un allié de taille en la personne de Rafic Hariri qui, en désaccord avec les Syriens sur le renouvellement du mandat du président Émile Lahoud, décide de constituer un front d'opposition multicommunautaire et réclame le retrait des troupes syriennes. Dans ce contexte, un collectif d'intellectuels et de personnalités de la société civile publie en juin 2004 *Le manifeste de Beyrouth* qualifié par les commentateurs de « nouveau pacte national ». On lit dans ce manifeste, qui dresse le bilan de la guerre civile ayant ravagé le

Liban : « Nous avons beaucoup souffert, mais nous avons aussi beaucoup appris ! Nous avons payé cher le prix de la connaissance : 144 240 morts, 17 415 disparus et 197 506 blessés... Nous l'avons payé de l'exode de centaines de milliers de nos enfants.¹ » En conclusion, ce manifeste annonce : « nous sommes désormais liés, chrétiens et musulmans, pour le meilleur et pour le pire, par un même destin.² »

En janvier 2005, lors d'une conférence à l'université Saint-Joseph, Samir Frangié présente Walid Joumblatt en ces termes prophétiques : « il plane désormais sur la ville une odeur de printemps.³ » Mais avant l'éclosion du printemps de Beyrouth, Rafic Hariri est assassiné le 14 février 2005. Qualifié de « meurtre fondateur⁴ » par Samir Frangié, ce crime a provoqué une explosion de colère chez les Libanais de toutes confessions suscitant un soulèvement pacifique : la Révolution du Cèdre. Le tiers de la population se rassemble le 14 mars 2005 dans le centre de Beyrouth pour réclamer un « Liban libre, souverain et indépendant ».

Selon l'analyse de Samir Frangié qui a été l'un des principaux acteurs de ce mouvement, « le 14 mars a vu donc, pour la première fois dans l'histoire du Liban, l'émergence d'une identité nationale libanaise dont le contenu n'est plus déterminé par une communauté particulière, une identité qui transcende les identités communautaires sans se substituer à elles, une identité qui

1. Samir Frangié, *Voyage au bout de la violence*, Actes Sud/Sindbad, 2012, p. 107.

2. *Ibid.*, p. 107.

3. *Ibid.*, p. 110.

4. *Ibid.*, p. 111.

permettrait de fonder le vivre-ensemble aux conditions de l'État auquel appartiennent tous les Libanais et non plus aux conditions de la communauté dominante. Le fait marquant a été le mot d'ordre Liban - d'abord lancé par le chef du Courant du Futur, Saad Hariri. Ce dernier tournait ainsi une page dans l'histoire de la communauté sunnite, traditionnellement accusée de donner la priorité à son appartenance arabe sur son appartenance libanaise.¹ »

Ainsi, Rafic Hariri qui a œuvré de son vivant pour un Liban de paix, a réussi de sa tombe à impulser une identité nationale libanaise nouvelle et à bouter les forces d'occupation syriennes hors du Liban.

UNE IDENTITÉ SINGULIÈRE MENACÉE

Contesté à sa création, le Liban s'est imposé un siècle plus tard comme une évidence pour la majorité écrasante des Libanais. De nombreux groupes religieux et de systèmes d'organisation sociale différents ont su cohabiter dans cette nation singulière, pays composé de communautés minoritaires où aucune n'est en mesure de dominer les autres. Dès lors, « équilibre, écoute, tolérance, recherche du compromis font partie de la vie quotidienne² », pour reprendre les termes du président Chirac.

Cette composition multicommunautaire a finalement fait émerger les éléments modérés de chaque communauté au

1. *Ibid.*, p. 118.

2. Hervé de Charrette, *Opérations Raisons de la colère*, op. cit., p. 22.

détriment des extrêmes. Chaque fois qu'une communauté s'est trouvée en position dominante, elle a eu à affronter les autres, liguées contre elle pour pondérer, voire neutraliser son hégémonie. C'est dans cette pluralité communautaire et cette dialectique entre forces opposées que réside le secret du climat de liberté qui a caractérisé de tout temps le Liban. Comme l'a souligné l'historienne Mona Ozouf: « même quand les pluralités se contredisent, la liberté trouve le moyen de pousser comme la giroflée entre deux pierres.¹ »

Dans une région où les identités sont complexes, construites de plusieurs appartenances, le système libanais a permis l'épanouissement de ses citoyens dans leurs identités multiples. Contrairement au nationalisme arabe qui s'est révélé être un processus d'homogénéisation niant toute spécificité, le Liban a su préserver sa diversité communautaire.

Dans un Proche-Orient où « les identités sont meurtrières », selon la belle formule d'Amin Maalouf, la peur est le moteur principal de l'histoire. Les minorités ont peur de la majorité sunnite et tous ont peur de la tyrannie de certaines minorités. Avec son Pacte national et son accord de Taëf et malgré ses imperfections, le système politique libanais offre cependant un cadre rassurant pour tous ses citoyens.

D'autre part, la société civile libanaise a montré une grande richesse intellectuelle et humaine et s'est imposée comme un

1. Mona Ozouf, « On ne me fera jamais dire: c'était mieux avant », in *Le Monde*, 23 mars 2019, p. 26.

foyer de rayonnement culturel sur les rivages orientaux de la Méditerranée. Nombreux sont les Libanais qui ont marqué par leur créativité la culture universelle et enrichi par leur esprit d'entreprise et leur vitalité l'économie mondiale. Mais la vraie force du Liban réside probablement dans une jeunesse brillante, structurée dans des familles aimantes et formée dans un système scolaire et universitaire performant. La tragédie de la guerre lui a servi de rampe de lancement pour réussir dans le monde.

Ce pays singulier est néanmoins aujourd'hui menacé. Menacé par ses propres démons, une classe politique plus préoccupée par ses intérêts personnels et les honneurs du pouvoir que par le bien commun. Un quart de siècle après la fin de la guerre civile, il n'y a toujours ni électricité, ni moyens de transports publics, ni ramassage régulier des ordures. L'absence totale de tout sens civique et un individualisme forcené de la population sont à l'origine d'un naufrage écologique et d'un désordre urbanistique qui ont transformé un pays, dont la végétation ressemblait à celle de la Provence, en une concentration de béton, parsemée de bidonvilles et de camps de réfugiés.

Le Liban est surtout menacé par les aléas de son environnement proche-oriental: les convoitises du régime syrien qui a retrouvé sa vigueur après ses succès militaires, les ambitions régionales de l'Iran qui dispose d'un allié sur place, le Hezbollah. Ce parti, en position de force, peut être tenté par une mainmise sur l'ensemble du pays. Un autre danger est la présence de 1 200 000 réfugiés syriens dont une grande partie risque de rester au Liban, bouleversant complètement son équilibre démographique. Le

Liban reste aussi tributaire des rebondissements du conflit israélo-arabe qui l’ont marqué depuis son indépendance.

Voulu comme une place financière, une sorte de Suisse au Proche-Orient, dominé par les chrétiens sous l’influence de la France, le Liban a subi une évolution différente. La communauté chrétienne ne représente aujourd’hui que le tiers de sa population et sa jeunesse connaît une forte immigration. Appartenant sur le plan ethnique à l’Orient et partageant la même religion que l’Occident, cette communauté a joué le rôle de passeur entre les deux rives de la Méditerranée et contribué à une culture humaniste universelle. Elle a été servie par un dynamisme et une vitalité à toute épreuve. Si elle devait disparaître, le Liban égarerait son âme, le monde arabe perdrait sa part la plus énergique et la plus moderne et l’humanité se priverait d’un solide lien entre Orient et Occident.

Il est crucial que tous les Libanais prennent conscience de la singularité de leur pays et que le monde les aide à le préserver afin que le Liban ne vienne pas rejoindre la longue liste des paradis perdus qui hante la conscience de l’humanité.

ANNEXE

LA GUERRE CIVILE LIBANAISE EN QUELQUES DATES (1975-1990)

Le dimanche 13 avril 1975, quatre chrétiens sont assassinés devant une église maronite dans le quartier de Aïn el Remmaneh à Beyrouth. Le même jour, en représailles, un bus conduisant des Palestiniens au camp de Tel el Zaatar est mitraillé par des militants phalangistes.

Des épisodes de violence vont suivre avant l’embrasement général opposant les forces chrétiennes du Front libanais (Phalangiste, PNL et Tanzim) à l’OLP d’Arafat, allié au Mouvement national (Amal chiïtes, Mourabitoun sunnites, PSP druze et les mouvements laïcs de gauche).

La violence connaît son paroxysme avec la « guerre des hôtels » dont l’enjeu était pour les belligérants le contrôle du centre de Beyrouth ; elle se conclut à l’avantage des Palestiniens. Soucieux de ne pas laisser le Liban à Arafat, Hafez el Assad vient au secours des chrétiens libanais : plusieurs centaines de soldats syriens traversent la frontière et pénètrent dans la Bekaa. Un sommet arabe

à Riad finira par consacrer en octobre 1976 la présence militaire de la Syrie au Liban et lui confiera la mission de maintenir la paix (*Quwwat al-rada' al arabya*).

La visite de Sadate à Jérusalem en novembre 1977 modifie la donne, entraînant un rapprochement entre la Syrie et l'OLP, ce qui provoque en mars 1978 l'invasion par Israël du sud du Liban jusqu'au fleuve Litani. Cette agression conduit le Conseil de sécurité à voter la résolution 425 lui ordonnant de se retirer et instaurant la Force intérimaire des Nations-Unies (FINUL) qui forme une zone tampon entre les deux pays.

Parallèlement, Israël arme et entraîne les phalangistes du clan Gemayel. Cette alliance est à l'origine d'une scission dans le camp maronite entre la famille Gemayel et la famille Frangié restée fidèle à la Syrie. Ce conflit se solde en juin 1978 par l'assassinat de Tony Frangié et de vingt-deux personnes de son clan. Dans les trois mois qui suivent, les milices chrétiennes de Bechir Gemayel chassent les Syriens de Beyrouth-est et de la région du Metn et du Kesrouan. Ces territoires, connus sous le nom de « réduit chrétien », subissent une homogénéisation communautaire : les musulmans y sont chassés et les chrétiens des autres territoires viennent s'y réfugier.

Bechir Gemayel élimine en 1979 ses alliés du Tanzim et du PNL, unifie les milices chrétiennes sous le nom de Forces libanaises et réussit à contrôler le réduit chrétien, plaçant de fait une partie du territoire libanais sous son autorité. De son côté, la milice chiite Amal neutralise à Beyrouth la milice sunnite des Mourabitoun, les milices druzes du Parti socialiste

progressiste et les partis laïcs de gauche. L'État libanais se désintègre complètement.

En avril 1981, une tentative des Forces libanaises (les milices unifiées de Gemayel) pour reprendre la ville chrétienne de Zahlé aux Syriens avorte et risque de dégénérer en une confrontation armée entre Israël et la Syrie : deux hélicoptères syriens sont en effet abattus par des avions de chasse israéliens. En riposte, la Syrie dispose des missiles d'origine soviétique dans la Bekaa. La médiation américaine réussit à contenir la situation et ce n'est qu'un an plus tard, le 6 juin 1982, que l'invasion israélienne du Liban a lieu avec l'objectif de démanteler le pouvoir d'Arafat à Beyrouth. En quatre jours, les troupes de Tsahal conduites par Ariel Sharon imposent un siège de deux mois à la capitale. Une force multinationale composée de troupes américaines, françaises, britanniques et italiennes, dépêchées sur place, sera chargée de l'évacuation d'Arafat et de ses hommes. Bechir Gemayel est élu président de la République, mais meurt assassiné un mois plus tard, le 14 septembre. En représailles, les Forces libanaises investissent, avec la complaisance des troupes israéliennes, les camps palestiniens de Sabra et Chatila et commettent des massacres qui choqueront l'opinion mondiale.

Après le retrait israélien, la guerre éclate dans les régions d'Aley et du Chouf en septembre 1983 entre les Forces libanaises et les milices druzes de la famille Joumblatt, appuyées par la Syrie, et se solde par la défaite des chrétiens, obligeant 170 000 personnes à quitter leurs villages. La force multinationale, ayant appuyé les chrétiens contre l'interventionnisme de l'armée syrienne, est

assimilée à une force « croisée » et se retrouve victime, le 23 octobre 1983, de deux attentats suicides aux camions piégés qui explosent à deux minutes d'intervalle, l'un contre un immeuble occupé par des Marines américains, faisant 241 victimes et l'autre contre un immeuble (le Drakkar) tuant 58 parachutistes français. La force multinationale se retirera définitivement du Liban en mars 1984.

L'armée israélienne évacue Saïda en janvier 1985 en ne conservant qu'une « zone de sécurité » au sud du Litani, confiée à une milice commandée par un maronite, l'Armée du Liban Sud.

Sous le mandat d'Amin Gemayel, qui a succédé à son frère comme président de la République, l'État perd son semblant de pouvoir et le Liban se trouve divisé en quatre « mini-souverainetés » ou cantons : la zone de sécurité, le réduit chrétien, la région du Chouf sous le contrôle des druzes et le reste du pays entre les mains des Syriens.

Alors que les lignes de front se stabilisent, chaque canton se voit placé sous le pouvoir de milices qui imposent leur diktat à des populations exaspérées. On assiste alors à des guerres fratricides dans chaque camp. Dans les quartiers musulmans de Beyrouth, Amal chiite s'impose face aux milices druzes, avant de se confronter aux Palestiniens, puis aux chiites du Hezbollah.

Côté chrétien, la rupture est consommée entre le bureau politique du parti phalangiste et ses combattants des Forces libanaises. Opposés à Amin Gemayel, deux dirigeants de cette organisation, Samir Geagea et Elie Hobeica, s'emparent du réduit chrétien en 1985. Tenté par un rapprochement avec la Syrie, Hobeica est écarté à son tour par Geagea en janvier 1986.

À la fin de son mandat en 1988 et faute de successeur, Amin Gemayel nomme le général Michel Aoun à la tête d'un gouvernement militaire et lui transmet le pouvoir. Les musulmans et la Syrie ne reconnaissant que le gouvernement sortant, le Liban se retrouve avec deux Premiers ministres : un maronite, Michel Aoun, et un sunnite, Salim el Hoss. Le général Aoun lance en mars 1989 la « guerre de libération » contre les troupes d'occupation syriennes.

Censé mettre fin à la guerre civile, l'accord de Taëf est signé le 22 octobre 1989 mais il sera rejeté par Aoun qui se maintient au pouvoir et entame en janvier 1990 la « guerre d'élimination » contre les miliciens des Forces libanaises de Geagea. Ce conflit se solde par 900 morts et 3 000 blessés et engendra une vague d'émigration parmi les chrétiens.

En octobre 1990, dans le contexte de la guerre du Golfe et pour obtenir son appui contre le régime de Saddam Hussein, les États-Unis autorisent la Syrie à évincer le général Aoun du pouvoir et à imposer sa tutelle sur le Liban. Suivront quinze années d'occupation syrienne, des années de plomb durant lesquelles le seul choix offert aux Libanais se résumait à rester au Liban et se compromettre avec la Syrie ou abandonner leur pays.

Opposé au renouvellement du mandat présidentiel d'Émile Lahoud, un vassal de la Syrie, le sunnite Rafic Hariri est assassiné le 14 février 2005 dans un attentat à Beyrouth dont la responsabilité est imputée par l'opposition libanaise au régime syrien. Un mois plus tard, le 14 mars, se déclenche ce qui fut appelé La Révolution du Cèdre : plus d'un million de Libanais manifestent

à Beyrouth contre l’occupation syrienne. Sous la colère populaire et la pression de la France et des États-Unis, les derniers soldats syriens quittent le Liban le 26 avril 2005, marquant le début d’une série d’attentats visant des personnalités hostiles à la Syrie¹.

1. Cette série d’attentat a causé trois blessés (Marwan Hamadé, Elias Murr et May Chidiac) et de nombreux morts (Bassel Fleyhane, Samir Kassir, Georges Hawi, Gebrane Tuéni, Pierre Gemayel, Wissam el Hassan, Walid eido et Samir Chehadé).

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

- X^e siècle** : naissance de la doctrine druze en Égypte sous le règne du calife fatimide al-Hakim
- 1215** : Bulle d’Innocent III qui intègre l’Église maronite dans l’Église de Rome
- 1516** : le Levant passe sous domination ottomane
- 1516-1842** : Émirat druze
- Fakhr el-Din II (règne de 1590 à 1635)
 - Bechir II (règne de 1788 à 1840)
- 1584** : fondation du Collège maronite pontifical de Rome destiné à former le haut clergé maronite
- 1736** : Synode maronite du Mont-Liban : latinisation de l’Église maronite
- 1789** : fondation du collège-séminaire maronite de Ayn-Waraq
- 1822** : arrivée des missionnaires protestants à Beyrouth
- 1831** : arrivée des pères jésuites à Beyrouth
- 1842-1860** : régime du caïmacanat et troubles communautaires qui se soldent par le massacre des maronites par les druzes en 1860

Septembre 1860 : intervention du corps expéditionnaire français au Liban pour protéger les populations civiles

8 juin 1861 : autonomie au Mont-Liban (*Mutassarifya*) accordée par les Ottomans

1866 : fondation du Syrian Protestant College (future Université américaine de Beyrouth)

1867 : ouverture d'une section de médecine au Syrian Protestant College

1875 : fondation de l'Université Saint-Joseph (USJ)

1883 : ouverture d'une section de médecine à l'USJ

août 1914 : début de la Première Guerre mondiale

9 septembre 1914 : résiliation des Capitulations

Début novembre 1914 : la Russie, la France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre à l'Empire ottoman

22 novembre 1914 : désarmement et occupation de la Montagne libanaise par l'armée ottomane

Avril 1915-1916 : génocide arménien

16 mai 1916 : accords Sykes-Picot

10 juin 1916 : proclamation de la Révolte arabe

2 novembre 1917 : déclaration Balfour

1^{er} octobre 1918 : les troupes chérifiennes et britanniques entrent à Damas

7 octobre 1918 : débarquement des troupes françaises à Beyrouth

30 octobre 1918 : armistice de Moudros (reddition sans condition de l'Empire ottoman)

18 janvier 1919 : ouverture de la conférence de Paix de Paris

15 février 1919 : première délégation libanaise à la conférence de Paix de Paris

Juin-juillet 1919 : consultations de la commission d'enquête américaine King-Crane auprès des populations du Liban, de la Syrie et de la Palestine

Juillet 1919 : le Congrès national syrien se réunit à Damas pour influencer la commission King-Crane et affirmer son souhait d'obtenir une Grande Syrie indépendante dirigée par Fayçal

Fin août 1919 : deuxième délégation libanaise à la conférence de Paix de Paris

21 novembre 1919 : arrivée du général Gouraud comme haut-commissaire à Beyrouth

6 janvier 1920 : accord provisoire Fayçal-Clemenceau

Février 1920 : troisième délégation libanaise à la conférence de Paix de Paris

7 au 8 mars 1920 : le Congrès syrien à Damas proclame l'indépendance de la Syrie géographique (Syrie-Liban-Palestine), avec comme roi Fayçal

24 au 25 avril 1920 : conférence interalliée de San Remo qui attribue à la France un mandat sur le Liban et la Syrie, et à la Grande-Bretagne la Palestine et la Mésopotamie

24 juillet 1920 : bataille de Khan Mayssaloun ; le royaume chérifien est vaincu, éviction de Fayçal. Les troupes françaises entrent à Damas

7 août 1920 : le général Gouraud fait son entrée à Damas

10 août 1920 : signature du traité de Sèvres qui ampute l'Empire ottoman de larges territoires en Anatolie. Ce traité, accepté par le sultan, est refusé par Mustafa Kemal

18 août 1920 : création du gouvernement de Damas

1^{er} septembre 1920 :

1. Proclamation du Grand Liban par le général Gouraud
2. Création du gouvernement d'Alep (la zone du mandat français comprend ainsi : le Grand Liban, le gouvernement d'Alep, le gouvernement de Damas et le territoire autonome des alaouites)

4 mars 1921 : autonomie du Djebel druze

23 juin 1921 : attentat contre le général Gouraud

25 juin-21 septembre 1921 : Congrès syro-palestinien à Genève

20 octobre 1921 : signature des accords d'Ankara mettant fin à la guerre de Cilicie entre Français et kémalistes. La Cilicie est abandonnée aux Turcs. Les Arméniens de Cilicie fuient massivement vers le Liban et la Syrie

28 juin 1922 : Gouraud crée la Fédération syrienne (Alep et Damas ainsi que le territoire alaouite) avec comme capitale Homs. Les alaouites quittent la Fédération syrienne en 1924

1^{er} novembre 1922 : abolition du sultanat ottoman

Avril 1923 : le général Gouraud démissionne pour protester contre les coupes budgétaires imposées par Paris. Il est remplacé par le général Maxime Weygand

24 juillet 1924 : signature du traité de Lausanne qui dessine la Turquie actuelle

1^{er} janvier 1925 : le général Weygand crée l'État de Syrie à partir de la réunion de l'État d'Alep et de l'État de Damas avec comme capitale Damas. Ni les alaouites ni les druzes n'en font partie

Janvier 1925 : suite à la victoire du cartel des gauches en France, Weygand, un fervent catholique, est remplacé par le général Maurice Sarrail, un franc-maçon de gauche

Juillet 1925 : éclatement de la révolte dans le Djebel druze sous la houlette de Sultan el-Atrache et sa propagation à Damas, Homs, Hama et Alep

Novembre 1925 : Sarrail est démis de ses fonctions de haut-commissaire et remplacé par Henry de Jouvenel qui réussit à contrôler la révolte

23 mai 1926 : promulgation de la Constitution libanaise. Son article 101 stipule que le 1^{er} septembre 1926 le Grand Liban deviendra la République libanaise

9 septembre 1936 : signature du traité d'amitié franco-syrien au quai d'Orsay à Paris

13 novembre 1936 : signature du traité d'amitié franco-libanais à Beyrouth

1^{er} septembre 1939 : début de la Seconde Guerre mondiale

Décembre 1940 : le général Henri Dentz est nommé par Vichy haut-commissaire en Syrie et au Liban

1^{er} avril 1941 : coup d'État d'Ali el-Kailani contre le pouvoir pro-britannique à Bagdad

7 juin 1941 : début de l'opération Exporter par les Britanniques et la France Libre pour évincer les troupes de Vichy du Levant

- 8 juin 1941** : le général Catroux promet au nom de la France Libre l'indépendance aux Libanais et aux Syriens après l'événement des troupes de Vichy du Levant
- 14 juillet 1941** : signature de la Convention de Saint-Jean d'Acre entre les Britanniques et Vichy. La France Libre est exclue à la demande de Vichy
- 24 juillet 1941** : mécontent, le général de Gaulle vient au Caire et impose aux Britanniques un accord interprétatif de la Convention de Saint-Jean d'Acre
- 25 juillet 1941** : début de la visite du général de Gaulle à Beyrouth
- 5 août-25 septembre 1941** : évacuation des troupes de Vichy qui ont refusé majoritairement de rejoindre la France Libre
- Mars 1942** : le général Edward Spears revient au Liban déterminé à évincer la France Libre du Levant. Il se base sur la promesse du 8 juin 1941 du général Catroux
- 11 août 1942** : arrivée du général de Gaulle à Beyrouth dans le but de renforcer la position de la France Libre au Levant et de retarder l'indépendance de la Syrie et du Liban
- 5 septembre 1943** : élection d'une chambre des députés au Liban indépendantiste
- 8 novembre 1943** : Riad el Solh prononce sa première déclaration ministérielle, connue sous le nom du Pacte national « al-mithaq al Watani ». À sa demande, l'Assemblée nationale vote l'abrogation unilatérale de l'article 90, qui donnait plein pouvoir aux Français, ouvrant la voie à l'indépendance
- 11 novembre 1943** : arrestation de Béchara el Khoury, président de la République libanaise, et de Riad el Solh, le Premier

- ministre, ainsi que de plusieurs ministres qui se retrouvent incarcérés
- 19 novembre 1943** : le cabinet de guerre britannique envoie à Catroux un ultimatum menaçant de déclarer la loi martiale si les responsables politiques libanais ne sont pas libérés avant le 22 novembre à 10 heures
- 22 novembre 1943** : libération des responsables libanais
- 24 novembre 1943** : Béchara el Khoury reçoit une note du général Catroux l'informant que le CNCL reconnaît l'indépendance du Liban
- 1958** : crise politique et conflit armé entre les musulmans pro-nassériens qui veulent l'union du Liban avec la République arabe unie, et les chrétiens pro-occidentaux. Ce conflit conduit au débarquement des marines américains à Beyrouth
- 1969** : signature des Accords du Caire par lesquels le gouvernement libanais cède une partie de sa souveraineté au Sud-Liban à l'OLP
- 1970** : Septembre noir en Jordanie suivi de la fuite d'Arafat et de l'OLP à Beyrouth
- 13 avril 1975** : éclatement de la guerre civile libanaise
- 6 juin 1982** : invasion israélienne du Liban
- 22 octobre 1989** : signature de l'Accord de Taëf qui met fin à la guerre civile libanaise
- 13 octobre 1990** : la Syrie déloge le général Michel Aoun de Baabda
- 1990-2005** : le Liban sous tutelle syrienne
- 14 février 2005** : assassinat de Rafik Hariri

26 avril 2005 : retrait des troupes syriennes du Liban

BIBLIOGRAPHIE

I – OUVRAGES DE RÉFLEXION

- Ammoun Denise, *Histoire du Liban contemporain, 1860-1943*, Paris, Fayard, 1997
- Andersen Betty, *al jami’a el amerikia fi beyrouth* (L’université américaine à Beyrouth) traduction Azmi Taba, Aman, Éditions el Ahlia, 2014
- Aractingi Jean-Marc & Lochon Christian, *Druzes, Ismaéliens, Alaouites, Confréries Soufies, Secrets initiatiques en Islam et rituels maçonniques*, Paris, L’Harmattan, 2008
- Azar Fabiola, *Construction identitaire et appartenance confessionnelle au Liban*, Paris, L’Harmattan, 1999
- Balagna Josée, *L’imprimerie arabe en occident, XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles*, Paris, Maisonneuve & Larose, 1984
- Baron Xavier, *Histoire de la Syrie : 1918 à nos jours*, Paris, Éditions Tallandier, 2014

- Barr James, *Une ligne dans le sable, le conflit franco-britannique qui façonna le Moyen-Orient*, traduit de l'anglais par Johan Frederik Hel Guedj, Paris, Perrin, 2017
- Bassam Mouhamed, *Jabel amel bein souriya el koubra wa loubnan el kabir* (Jabel Amel entre la Grande Syrie et le Grand Liban 1918-1920), Beyrouth, Éditions Kaoukab, 2011
- Bensoussan Georges, *Juifs en pays Arabes, Le grand déracinement, 1850-1975*, Paris, Éditions Tallandier, 2012
- Bitar Karim Émile, de Fouchécour Clotilde (dir.), *Le Cèdre et le Chêne*, Paris, Éditions et Librairie orientaliste Paul Geuthner, 2015
- Bosarslan Hamit, *Histoire de la Turquie, de l'empire ottoman à nos jours*, Paris, Éditions Tallandier, 2015
- Boustani Abd Allah, *Notice historique sur les Maronites*, Paris, Hachette, BNF, 1847
- Boustany Antoine, *Histoire de la Grande Famine au Mont-Liban, (1915-1918), Un génocide passé sous silence*, Beyrouth, Chemaly & Chemaly, 2014
- Boustany Fouad, *Introduction à l'histoire politique du Liban moderne*, Paris, Cariscript, 1991
- Braudel Fernand, *La Méditerranée*, Flammarion, 1985
- Bruneau Michel, *De l'Asie Mineure à la Turquie*, Paris, CNRS éditions, 2015
- Cabanel Patrick (dir.), *Une France en Méditerranée : écoles, langue et culture françaises, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Éditions Creaphis, 2006

- Corbin Henry, *Histoire de la philosophie islamique*, Paris, Éditions Folio essais Gallimard, 1986
- Chebel Malek, *L'islam et la raison, le combat des idées*, Paris, Perrin, 2005
- Chevalier Dominique, *La société du Mont-Liban à l'époque de la révolution industrielle en Europe*, Paris, Éditions et Librairie orientaliste Paul Geuthner, 1971
- Corm Georges, *Le Liban contemporain*, Paris, Éditions La Découverte/Poche, 2003
- Corm Georges, *Pensée et politique dans le monde arabe : contextes historiques et problématiques, XIX-XXI siècles*, Paris, Éditions La Découverte/Poche, 2015
- Courbage Youssef & Fargues Philippe, *Chrétiens et Juifs dans l'Islam arabe et turc*, Paris, Éditions Fayard, 1992
- Dagher Carole & Myra Prince, *De la Grande Guerre au Grand Liban, 1914-1920*, Paris, Éditions et Librairie orientaliste Paul Geuthner, 2015
- Dandini Jérôme, *Voyage du mont Liban*, traduit de l'italien par Richard Simon, édition revue et augmentée par p. Karam Rizk, Éditions Kaslik, Liban, 2005
- De Charrette Hervé, *Opérations Raisons de la colère*, CNRS Éditions, 2018
- De Gaulle Charles, *Mémoires de guerre, L'Appel : 1940-1942*, Paris, Plon/Pocket, 1954-2010
- Delpal Bernard, « L'imprimerie catholique et la Bibliothèque orientale à Beyrouth », in *Les Jésuites à Lyon XVI^e-XX^e siècles*, Lyon, ENS Éditions, 2005

- Dib Boutros (dir.), *Histoire du Liban, des origines au XX^e siècle*, Paris, Éditions Philippe Rey, 2006
- Dick Ignace, *Fils d'Abraham, Les Melkites*, Paris, Éditions Brepols, 1994
- Ducruet Jean, *Un siècle de coopération Franco-Libanaise au service des professions de la santé*, sal Araya Liban, Imprimerie Catholique, 1992
- Dupont Marie, *Fils d'Abraham, Les Druzes*, Paris, Éditions Brepols, 1994
- Dussaud René, *Histoire et religion des Nosairîs*, Paris, Éditions Émile Houillon, 1900
- Elayi Josette, *Histoire de la Phénicie*, Édition Perrin, Coll. Tempus, 2018
- El Chalabi Tamara, *Chiat jabel amel wa nouchou' el daoula el loubnania* (Les Chiites de Jabel Amel et la constitution de l'État libanais 1918-1943), traduction Aida Sarkis, Beyrouth, Dar el Nahar, 2010
- El Khoury Béchara, *Récit d'un destin national, Les Mémoires de l'ancien président de la République libanaise*, traduction Roger Ghahchan, Beyrouth, Les éditions L'Orient-le Jour, 2012
- El Khoury Béchara Khalil, *Haka'k loubnaniya* (Vérités libanaises), tomes I et II, Beyrouth, Presses de l'université libanaise, 1983
- Frangié Samir, *Voyage au bout de la violence*, France, Actes Sud/Sindbad, 2012, première impression, Beyrouth, Éditions L'Orient-le Jour, 2011
- Feghali Michel, *Étude sur les emprunts syriaques dans les parlers arabes du Liban*, Paris, Éditions Gorgias press, 2012

- Fouilloux Étienne & Hours Bernard (dir.), *Les jésuites à Lyon XVI^e-XX^e siècles*, Ens Éditions, 2005
- Fournié Pierre & Riccioli Jean-Louis, *La France et le Proche-Orient*, Paris, Casterman, 1996
- Geahchan Roger, *Le cercle vicieux des identités communautaires*, Beyrouth, Dergham, 2015
- Gouraud Philippe, *Le général Henri Gouraud au Liban et en Syrie*, Paris, l'Harmattan, 1993
- Hakim (al) Youssef, *Sûrriya wal-'ahd al-faysaili* (La Syrie et le gouvernement de Fayçal), Beyrouth, librairie orientale, 1966
- Haky Beik Ismail (dir.), *Loubnan mabahis aalmiya et ijtimaya* (Liban, recherches scientifiques et sociologiques), préface de Fouad Ephrem Boustani, recteur de l'université libanaise, Beyrouth, Presses de l'université libanaise, tomes I et II, 1969, 1970
- Heine Henri, *De l'Allemagne*, Paris, Éditions Gallimard, 1998
- Hirst David, *Une histoire du Liban*, Édition Perrin, coll. Tempus, 2016
- Hitzel Frédéric, *L'empire ottoman XV^e-XVIII^e siècles*, Paris, Les belles-lettres, 2010
- Hamadé Saadoun, *tarikhi el chiat fi loubnan* (Histoire des chiites du Mont-Liban), Beyrouth, Éditions Êlkayal, 2013
- Hokayem Antoine, Daad Bou Malhab Atallah & Charaf Jean, Documents diplomatiques français relatifs à l'histoire du Liban et de la Syrie à l'époque du Mandat 1914-1946, tome I, *Le démantèlement de l'empire ottoman et les préludes du*

- Mandat: 1914-1919*, Beyrouth, les Éditions universitaires du Liban, Paris, L'Harmattan, 2003
- Hokayem Antoine, Documents diplomatiques français relatifs à l'histoire du Liban et de la Syrie à l'époque du Mandat 1914-1946, tome II, *Le bouleversement de l'année 1920 au proche-Orient: le sort des territoires ottomans occupés-Le royaume de Faysal, la Cilicie, le mandat «A», le Grand Liban et les Etats de Syrie*, Beyrouth, les Éditions universitaires du Liban, Paris, L'Harmattan, 2012
- Hokayem Antoine, Documents diplomatiques français relatifs à l'histoire du Liban et de la Syrie à l'époque du Mandat 1914-1946, tome III *Le désengagement de la France de Cilicie et l'affirmation de son Mandat en Syrie et Liban 1921-1926*, Beyrouth, les Éditions universitaires du Liban, Paris, L'Harmattan, 2016
- Hokayem Antoine, *La genèse de la constitution libanaise de 1926, Le contexte du mandat français, les projets préliminaires, les auteurs, le texte final*, Beyrouth, les Éditions universitaires du Liban, 1996
- Hokayem Antoine, *Min moutasarifat el jebel ila daolat loubnan el kabir* (De la moutassarifat el jebel à l'Etat du Grand Liban, 1914-1920), Beyrouth, Presses de l'université libanaise, 2018
- Hourani Albert, *Histoire des peuples arabes*, Paris, Éditions du Seuil, 1993
- Jalabert Henri, *Jésuites au Proche-Orient*, Université Saint-Joseph, collection Hommes et sociétés du Proche-Orient, Beyrouth, Dar el-Machreq, 1987

- Jalabert Henri, *Histoire d'un siècle, Congrégation des sœurs des saints-cœurs de Jésus et de Marie, 1853-1953*, Beyrouth, Maison centrale, 2001
- Kassir Samir, *Histoire de Beyrouth*, Paris, Fayard, 2003,
- Kassir Samir, *Histoire de Beyrouth*, Paris, Éditions Perrin, coll. Tempus, 2012
- Kauffer Rémi, *La saga des Hachémites*, Paris, Éditions Perrin, 2012
- Kepel Gilles, *Passion Arabe*, Paris, Éditions Gallimard, 2013
- Kessel Joseph, *En Syrie*, Paris, Éditions Folio, Gallimard, 2014
- Kévorkian Raymond, Nordiguian Lévon & Tachjian Vahé (dir), *Les Arméniens, la quête d'un refuge (1917-1939)*, Beyrouth, Presses de l'université Saint-Joseph, 2006
- Khoury Gérard, *Une tutelle coloniale, Le Mandat français en Syrie et au Liban*, Paris, Éditions Belin, 2006
- Khoury Gérard, *La France et l'Orient arabe, Naissance du Liban moderne (1914-1920)*, préface d'Henry Laurens, Paris, Albin Michel, 2009
- Kodmani Hala, *La Syrie promise*, Paris, Éditions Actes Sud, 2014
- Kouyoumdjian Ohannès Pacha, *Le Liban, À la veille et au début de la guerre, Mémoires d'un gouverneur, 1913-1915*, Paris, Centre d'histoire arménienne contemporaine, Bibliothèque Nubar de l'UGAB, 2003
- Labaki Boutros, *Introduction à l'histoire économique du Liban, soie et commerce extérieur en fin de période ottomane (1840-1914)*, Beyrouth, publications de l'université libanaise, 1984

- Lammens Henri, *La Syrie : précis historique*, tomes I et II (1862-1937), Beyrouth, Imprimerie Catholique, 1921
- Laurens Henri, *Les crises d'orient, 1768-1914*, Paris, Fayard, 2017
- Lawrence Thomas Edward, *Les Sept Piliers de la sagesse*, Paris, Éditions Payot & Rivages, 2002
- Lewis Bernard, *Que s'est-il passé ? l'Islam, l'occident et la modernité*, Paris, Éditions Gallimard, 2002
- Lewis Bernard, *Histoire du Moyen-Orient, 2000 ans d'histoire de la naissance du christianisme à nos jours*, Éditions Albin Michel, 1997
- Maalouf Amin, *Les identités meurtrières*, Paris, Grasset, 1998
- Maalouf Amin, *Le Dérèglement du monde*, Paris, Grasset, 2009
- Maalouf Amin, *Le naufrage des civilisations*, Paris, Grasset, 2019
- Mallah Abd Allah, *El houjra min moutassarifat jabel loubnan* (L'émigration de la moutassarifia du Mont-Liban 1861-1918), Beyrouth, 2007
- Mallat Hyam, *Le Liban, émergence de la liberté et de la démocratie au Proche-Orient*, Paris, Éditions et Librairie orientaliste Paul Geuthner, 2014
- Masclé Jean, *Djebel Druze*, préface du colonel Tarrit, gouverneur du djebel Druze, Beyrouth, Imprimerie Jeanne-d'Arc, 1936
- Mehdeb Abdelwahab & Stora Benjamin, *Histoire des relations entre juifs et musulmans*, Éditions Albin Michel, 2013
- Morris Benny, *Victimes, Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, traduit de l'anglais par Agnès Dufour et Jean-Michel Goffinet, Paris, Éditions Complexe/IHTP CNRS, 2003

- Moukarzel Naaoum, *Mouzkarat Béchara Gergeis al-Bouéri aan arbaa sinin hareb* (mémoires de Béchara Gereis al-boueri sur quatre années de guerre 1914-1918), New -York, al Hoda Press, 2010
- Nantet Jacques, *Histoire du Liban*, préface de François Mauriac de l'Académie française, Paris, Éditions Tequi, 1989
- Picaudou Nadine, *La déchirure libanaise*, Paris, Éditions Complexe, 1989
- Picaudou Nadine, *L'Islam entre religion et idéologie, Essai sur la modernité musulmane*, Paris, Gallimard, 2010
- Picard Élisabeth, *Liban-Syrie intimes étrangers, Un siècle d'interactions sociopolitiques*, France, Sindbad / Actes Sud, 2016
- Picq Jean, *Histoire et droit des États, La souveraineté dans le temps et l'espace européens*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. Les Manuels de Sciences Po, 2005
- Picq Jean, *La liberté de religion dans la république, l'esprit de laïcité*, Paris, Odile Jacob, 2014
- Rahmani Moïse, *Réfugiés juifs des pays arabes*, Waterloo, Éditions Luc Pire, 2006
- Rizk Bahjat, *Les paramètres d'Hérodote ou les identités culturelles collectives*, Beyrouth, Éditions l'Orient-le Jour, 2001
- Rizk Bahjat, *El taadoudia elloubnania fi el haouya wa nazam* (la diversité libanaise dans l'identité et le règlement), Beyrouth, Alarm design, 2006
- Rizk Ramez, *Jabel Amel, tarik wa ahdath* (Jabel Amel, histoire et événements), Beyrouth, Dar el Hadi, 2005

- Safa Élie, *L'émigration libanaise*, Beyrouth, Université Saint-Joseph, 1960
- Saint-Prot Charles, *Le mouvement national arabe, Émergence et maturation, du nationalisme arabe de la Nahda au Baas*, Paris, Éditions Ellipses, 2013
- Salibi Kamal, *Histoire du Liban du XVII^e siècle à nos jours*, Beyrouth, Éditions Naufal, 1992
- Salibi Kamal, *Bilad el cham fi el aaussour el islamya el oula* (Bilad el Cham dans les premiers siècles islamiques), Beyrouth, Éditions Naufal, 2009
- Salibi Kamal, *Une maison aux nombreuses demeures, l'identité libanaise dans le creuset de l'histoire*, Beyrouth, Éditions Naufal, 1989
- Saliba Louis, *loubnan el kabir! aou loubnan khata' tarikhi?* (Le Grand Liban! ou le Liban, erreur historique?), préface d'Abd el Raouf Seno, Liban, Éditions Babylones, 2015
- Sand Shlomo, *Comment la terre d'Israël fut inventée*, Paris, Éditions Flammarion, 2012
- Seale Patrick, *La lutte pour l'indépendance arabe, Riad el Solh et la naissance du Moyen-Orient moderne*, Paris, Fayard, 2010
- Seurat Michel, *Syrie l'Etat de barbarie*, Paris, Presses universitaires de France, collection Proche-Orient, 2012
- Sfeir Jihane, *L'exil palestinien au Liban, Le temps des origines (1947-1952)*, Paris, Éditions Karthala, 2008
- Spears Edward, *Pétain, De Gaulle: deux hommes qui ont sauvé la France*, Paris, Presse de la cité, 1966

- Tabet Ibrahim, *La France au Liban et au Proche-Orient du XI^e au XXI^e siècle*, Beyrouth, Éditions de la revue phénicienne, 2012
- Traboulsi Fawaz, *Tarikh loubnan el hadith* (L'Histoire contemporaine du Liban), Beyrouth, Éditions Riad el Rayess, 2008
- Valognes Jean-Pierre, *Vie et mort des chrétiens d'Orient*, Paris, Éditions Fayard, 1995
- Verdeil Chantal, *La Mission jésuite du Mont-Liban et de Syrie (1830-1864)*, Paris, Éditions les Indes savantes, 2011
- Volney, *Voyage en Égypte et en Syrie, 1783-1785*, cinquième édition, Paris, 1822
- Yacoub Joseph, *Qui s'en souviendra? 1915, le génocide assyro-chaléo-syriaque*, Paris, Les éditions du Cerf, 2014

II – PÉRIODIQUES, ATLAS ET COLLOQUES

a- Atlas

- Atlas des peuples d'Orient, Moyen-Orient, Caucase, Asie centrale*, Jean et André Sellier, Paris, La découverte, 1999
- Atlas du Proche-Orient arabe*, Fabrice Balanche, Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne et RFI, 2012
- Autrement*, «Atlas au Moyen-Orient, aux racines de la violence», collection Atlas/Monde, L 74826, janvier, 2016

b- Colloque et articles

- La France et les Maronites, regards croisés*, colloque organisé par CMDR-France au Palais du Luxembourg le 19 novembre 2011, L'Harmattan, 2013

Les lettres françaises, « 25 ans d'efforts français au Levant »,
Beyrouth, 1944

Corm Charles, « *La revue Phénicienne* », Beyrouth, éditions d'art, *La
Revue Phénicienne*, David Corm & fils, collection complète, 1919

Revue des deux mondes, « *Liban* », éditorial par Daniel Rondeau,
n° 55956, mars 1982

Revue des deux mondes, « *Islam et terrorisme, Le casse-tête syrien* »,
éditorial par Valérie Toranian, n° L 17841, septembre 2016

Revue L'Histoire, « *La terrible famine du Mont-Liban* », Youssef
Courbage, mensuel n° 430, décembre 2016

Revue Historique, « *Lyon et la Syrie en 1919* », Dominique
Chevalier, n° 224, 1964

Revue Persée, « *Le traité franco-syrien* », Robert Montagne, in
Politique étrangère, n° 5, 1936

La revue Qantara, « *Les années Nasser, une histoire du panara-
bisme* », octobre 2013

III – THÈSES

Père Nasser Gemayel, « Les Maronites et l'éducation au Liban »,
sous la direction du professeur Jacques Ulmann, Thèse de
doctorat d'Etat ès lettres et sciences humaines, tomes I et II,
université Paris I, Sorbonne, 1983

Jouplain M. (pseudonyme de B. Noujaim) *La question du Liban,
Étude d'histoire diplomatique & droit international*, sous la
direction du professeur Renault, Thèse de doctorat, université
de Paris, faculté de droit, 1908

REMERCIEMENTS

Je suis profondément reconnaissant aux nombreux amis qui
m'ont aidé dans la réalisation de ce livre : Vénus Khoury-Ghata
pour son soutien, Caroline Gropallo et Élie Arié mes complices
dans tout projet d'écriture et Jean Picq qui m'a soufflé le titre
de ce livre et l'a enrichi de ses suggestions. Je remercie aussi
Éric Haviland pour son analyse critique du manuscrit, Aurélie
Boissière pour la cartographie, ainsi que Bénédicte Dazy et
Brigitte Haviland qui ont procédé à sa correction.

Que soient remerciés aussi ceux qui par leurs travaux m'ont
permis de mieux comprendre cette époque, plus particulièrement:
Antoine Hokayem qui a effectué un travail titanesque en publiant
les documents diplomatiques français sur l'histoire du Liban et
de la Syrie à l'époque du mandat, Gérard Khoury qui a mis à jour
les archives de Robert de Caix, Mgr Nasser Gemayel qui a fait
connaître l'histoire du collège maronite de Rome et le général
Philippe Gouraud qui a publié une synthèse remarquable de l'his-
toire du Levant à partir des papiers de son oncle, le général Henri
Gouraud, illustrée de cartes didactiques dont je me suis inspiré
pour trois cartes qui figurent sous les numéros 07 bis, 17 et 18.

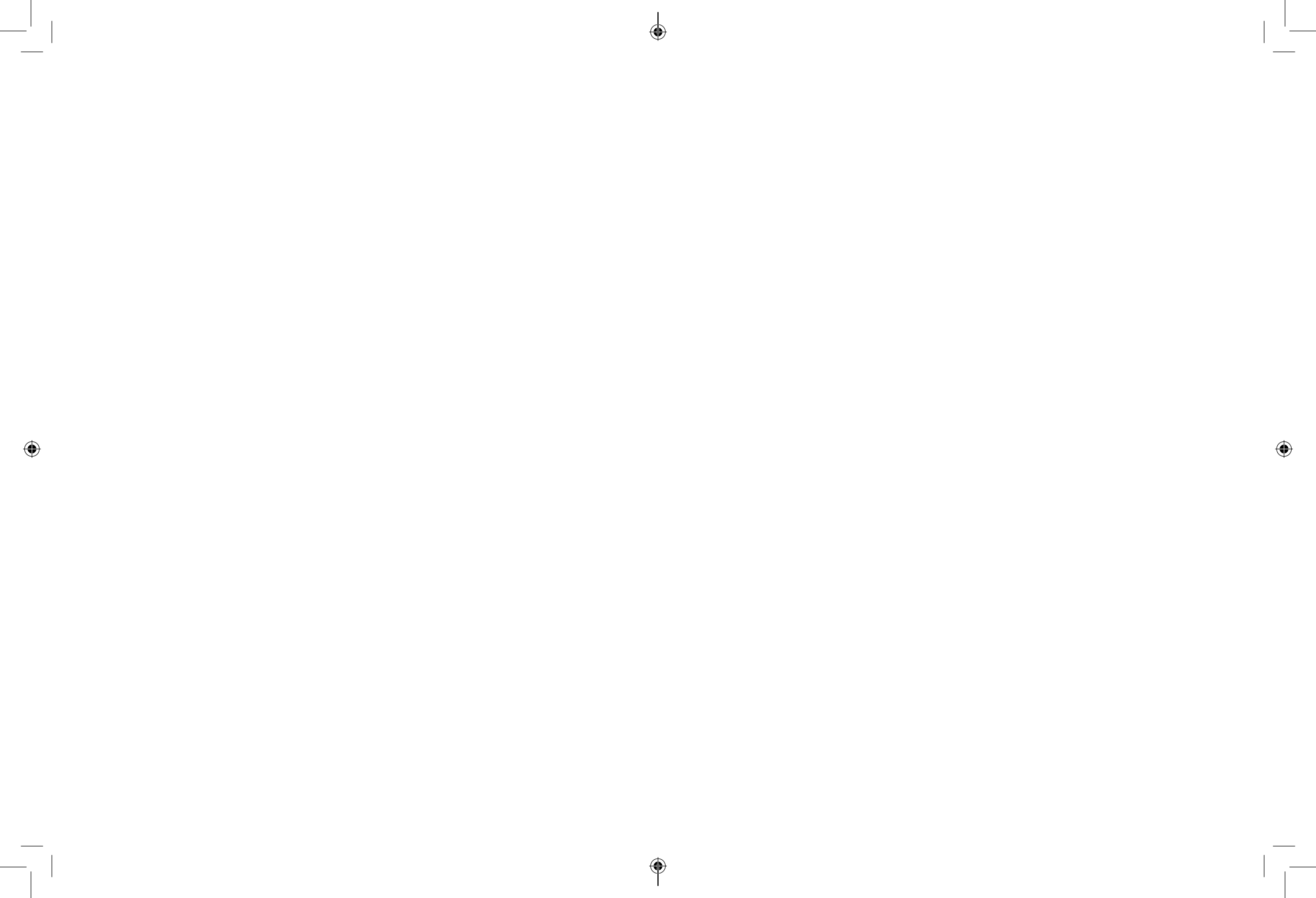


TABLE DES MATIÈRES

L'IDENTITÉ LIBANAISE DEVIENT RÉALITÉ 9

INTRODUCTION 11

LEXIQUE 17

PREMIÈRE PARTIE

La différenciation libanaise

CHAPITRE I – LE LEVANT 23

CHAPITRE II – DE L'ÉMIRAT DRUZE À LA PROVINCE AUTONOME DU MONT-LIBAN 68

CHAPITRE III – LES INFLUENCES DE L'OCCIDENT 102

DEUXIÈME PARTIE

D'un monde à l'autre

CHAPITRE I – DÉCLIN ET MORCELLEMENT DE L'EMPIRE OTTOMAN 141

CHAPITRE II – LE LIBAN DANS LA GRANDE GUERRE 159

CHAPITRE III – L'EFFONDREMENT DE L'EMPIRE OTTOMAN 186

TROISIÈME PARTIE
La genèse du Grand Liban

CHAPITRE I – LE LEVANT À LA CROISÉE DES CHEMINS – ANNÉE 1919 219

CHAPITRE II – LA PROCLAMATION DU GRAND LIBAN – ANNÉE 1920 253

QUATRIÈME PARTIE
Le mandat français
Du Grand Liban au Liban indépendant

CHAPITRE I – LE LIBAN ET LA SYRIE SOUS GOURAUD – 1920-1923 291

CHAPITRE II – LE MANDAT FRANÇAIS – DU GÉNÉRAL WEYGAND
AU GÉNÉRAL DENTZ 317

CHAPITRE III – LE LIBAN DEVIENT INDÉPENDANT 344

CINQUIÈME PARTIE
La singularité de l’identité libanaise

LE LIBAN : UNE IDENTITÉ TIRAILLÉE 369

LE « VIVRE-ENSEMBLE » LIBANAIS 404

LA GUERRE CIVILE LIBANAISE EN QUELQUES DATES (1975-1990) 425

REPÈRES CHRONOLOGIQUES 431

BIBLIOGRAPHIE 439

REMERCIEMENTS 451

Éditions Erick Bonnier
5, rue du Helder
75009 Paris

N° d'impression :